

## La dekulakizzazione dell'Urss dal 1930 al 1934 I rapporti della polizia sovietica

Un gruppo di storici ha tradotto in francese e reso accessibili al grande pubblico alcuni documenti della polizia politica sovietica sulla liquidazione dei contadini ricchi avvenuta fra il 1930 e il 1934. Quella che segue è l'ampia selezione dei rapporti della polizia politica (Ogpu) tradotti in francese e pubblicati sul sito [http://www.ihtp.cnrs.fr/dossier\\_soviet\\_paysans/](http://www.ihtp.cnrs.fr/dossier_soviet_paysans/)

I documenti sono stati selezionati da un gruppo di storici e di archivisti che fanno capo alla Maison des sciences de l'homme, all'Institut d'histoire du temps présent, all'istituto di storia della Russia dell'accademia di scienze della Russia, agli archivi centrali della Federazione russa e agli archivi economici di Stato della Russia.



**Dossier**  
**LE POUVOIR SOVIÉTIQUE ET LA PAYSANNERIE DANS**  
**LES RAPPORTS DE LA POLICE POLITIQUE (1930-1934)**  
(Dossier paru dans le *Bulletin de l'IHTP*, n° 81-82, décembre 2003)

- [Introduction](#), par Nicolas Werth
- [Listes des documents](#)
  - Sélection et extraits de documents
    - [1930](#)
    - [1931](#)
    - [1932](#)
    - [1933](#)
    - [1934](#)
- [Annexe 1](#)
- [Annexe 2](#)



## Introduction

NICOLAS WERTH

Au cours de l'année 2003, deux nouveaux volumes (tome III, livres 1 et 2, 1930-1934) des *Campagnes soviétiques vues par la Tchéka-OGPU-NKVD* sont sortis à Moscou, aux éditions Rosspen. Nous avons largement rendu compte des deux premiers volumes, consacrés aux années 1918-1929, dont nous avons traduit et présenté de longs extraits dans le *Bulletin de l'IHTP* n°78 (second semestre 2001). Rappelons que ce projet, dirigé par le Pr. Viktor.P. Danilov, spécialiste internationalement reconnu de la paysannerie soviétique, associe une quinzaine d'historiens et d'archivistes<sup>[1]</sup>. La Maison des sciences de l'homme (coordinateur: Alexis Berelowitch, co-responsable du projet) et l'Institut d'histoire du temps présent (coordinateur: Nicolas Werth) participent à cette publication, aux côtés de l'Institut d'histoire de la Russie de l'Académie des sciences de Russie, des Archives centrales du FSB de la Fédération de Russie (d'où sont extraits la majorité des documents publiés) et des Archives économiques d'État de la Russie. Depuis 2000, le Conseil suédois de la Recherche (coordinateur: Lenhardt Samuelson) s'est associé également à ce projet international.

Il nous a semblé opportun de poursuivre le travail entrepris il y a deux ans et de donner à des lecteurs non russophones la possibilité de prendre connaissance de ces sources exceptionnelles, en traduisant et commentant un certain nombre de textes significatifs. La présentation générale qui suit, rédigée spécialement pour ce dossier, est destinée à mettre en perspective cette sélection – qui s'est voulue large – de documents inédits.

Avant d'analyser les principaux apports des documents de l'OGPU à l'histoire de la paysannerie soviétique dans la première moitié des années 1930 – années décisives, au cours desquelles la paysannerie dut faire face à la collectivisation forcée de l'agriculture, à la «dékoulakisation», mais aussi aux disettes et aux famines qui résultèrent de la désorganisation totale du système de production et de l'imposition de prélèvements prédateurs au profit de l'État – présentons rapidement les sources<sup>[2]</sup>. À la fin des années 1920, le système de collecte de l'information sur ce qui se passait dans le pays, l'une des tâches prioritaires de la police politique soviétique dès les débuts du régime<sup>[3]</sup>, était déjà bien rôdé. Le département Information de l'OGPU, l'un des principaux départements de la police politique, employait, pour la collecte, la transmission et la synthèse de «l'information sur l'état du pays», près d'un millier d'agents (dont une centaine de rédacteurs chargés, au département Information

central, de rédiger, à partir des informations envoyées par leurs collègues des départements provinciaux, les rapports destinés à la trentaine de hauts dirigeants concernés par ces documents de la plus haute confidentialité), plusieurs milliers de «résidents» et plusieurs dizaines de milliers «d'informateurs»<sup>[4]</sup>. Plusieurs types de rapports sur «l'état des campagnes» étaient régulièrement produits: outre les rapports hebdomadaire et mensuel<sup>[5]</sup>, le département Information préparait toute une série de documents thématiques de synthèse, couvrant des périodes assez longues (un, deux, voire trois ans)<sup>[6]</sup>, des «dossiers de travail» sur un thème précis, exploités notamment pour la préparation de rapports circonstanciés à l'occasion d'un plenum du Comité central ou d'une réunion du Politburo ainsi que des rapports «opérationnels» précédant une campagne politique spécifique ou en dressant le bilan<sup>[7]</sup>. Le lancement, début 1930, de la collectivisation et de la «dékoulakisation» perturba durablement la routine bureaucratique de l'OGPU, et du département Information en particulier. Chacun des départements centraux de l'OGPU en charge des opérations de «dékoulakisation» (le département secret-opérationnel, le département des transports, le département spécial, le «groupe opérationnel pour les affaires de dékoulakisation»), mais aussi toutes les Représentations plénipotentiaires régionales de l'OGPU, furent en effet instruits de transmettre quotidiennement à la direction de l'OGPU leurs propres rapports sur l'avancement des opérations d'arrestation, de déportation, voire de «liquidation des insurrections koulaks». En outre, devaient être directement envoyées au Centre, par télégramme, toutes les informations concernant les différentes formes d'opposition manifestées par les paysans dans le cours de la collectivisation: «manifestations de masse», émeutes, «insurrections koulaks», «actes de terrorisme» dirigés contre les représentants du pouvoir soviétique, les militants du Parti et les «activistes», incendies, abattage massif de cheptel, «sabotage de machines agricoles», «proclamations et tracts hostiles», etc.

Il en résulta une masse considérable de «dépêches opérationnelles» saisies et transmises «dans le feu de l'action», qui ne passaient plus par les «rédacteurs professionnels» du Département Information. Ceux-ci continuèrent néanmoins à produire des rapports de synthèse sur un certain nombre de sujets particulièrement brûlants: le «développement des luttes de classe et la construction des kolkhozes», l'état d'avancement des diverses campagnes de collecte d'État, la situation des «déplacés spéciaux» (déportés) dans telle ou telle région d'exil, la dynamique des résistances paysannes à la collectivisation, etc.

Lors de la grande réorganisation administrative de l'OGPU de mars 1931, à l'issue de laquelle la police politique fut chargée de la gestion de millions de paysans déportés (*cf. infra, p.*), le département Information fusionna avec le département secret pour former le département secret-politique. Au sein de ce nouveau département, la 2<sup>e</sup> section fut spécialement chargée de suivre «l'état politique et économique des campagnes» et de préparer des rapports de synthèse pour la direction de l'OGPU et les quelques dizaines des plus hauts dirigeants politiques auxquels étaient régulièrement envoyés ces documents ultra-confidentiels. Alors que le fossé entre les succès proclamés de la «construction socialiste» dans les campagnes et la situation réelle ne cessait de s'approfondir, certains sujets, particulièrement tabous, comme la famine, firent l'objet d'une véritable censure au sein même du système d'information secret de l'OGPU: comme l'indique une correspondance (mars 1933) entre Vsevolod Balitski, le chef du GPU de la RSS d'Ukraine et Genrikh Iagoda, le chef-adjoint de l'OGPU, les rapports faisant état de «difficultés alimentaires» devaient être exclusivement adressés, sous forme de lettre personnelle, à l'attention du chef du GPU d'Ukraine. Les Premiers secrétaires régionaux du Parti ne devaient être informés qu'oralement. Aussi, fort peu de documents éclairant la famine de 1932-1933 ont-ils été conservés dans les archives du FSB. À partir de la seconde moitié de 1933, de nouveaux agents de l'OGPU dépêchés dans les campagnes au plus fort de la «crise des collectes» de 1932-1933 (*cf. infra, p.*) – les chefs-adjoints des départements politiques des Stations de machines (MTS\*) et de tracteurs – devinrent les principaux pourvoyeurs d'informations sur le quotidien des kolkhozes qu'ils étaient chargés de surveiller et d'encadrer. Je ne reviendrai pas en détail, ici, sur les nombreux problèmes méthodologiques que posent à l'historien, les rapports de la police politique<sup>[8]</sup>. J'en mentionnerai brièvement quelques-uns. Dans l'analyse du rapport, il faut savoir faire la part de l'attente et des demandes du commanditaire, des schémas explicatifs, des catégories («koulaks», «gardes-blancs», «bandits», «saboteurs», etc.) et des typologies apprises et répétées par les rédacteurs et les compilateurs. Jusqu'à quel point les schémas propagandistes et idéologiques assimilés par les rédacteurs influèrent-ils sur le texte final? Comment étaient sélectionnés – dans les rapports de synthèse notamment – les exemples concrets finalement retenus, qui donnent souvent au document final (qui est, ne l'oublions pas, une compilation de compilations) un aspect «coupé collé»? Comment peut-on suivre, à partir d'une information chaotique, irrégulière, alternant courtes dépêches opérationnelles, rédigées à la hâte dans le feu de l'action, et longs rapports de

synthèse, résultat de laborieuses compilations, le développement d'une politique, l'évolution de comportements sociaux et, plus précisément, des rapports entre la paysannerie et de l'État soviétique? Malgré leurs évidentes limites, on ne saurait toutefois sous-estimer l'apport considérable des rapports de la police politique à notre connaissance, encore très lacunaire, de l'histoire sociale des campagnes soviétiques des années 1930.

Une première grande question éclairée par les rapports de l'OGPU est le déroulement de la «dékoulakisation», décidée au plus haut niveau, par une directive du Politburo du 30 janvier 1930. Les divers types de documents présentés – rapports quotidiens du Département secret-opérationnel de l'OGPU sur les opérations d'arrestation des «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie», rapports quotidiens du Département Transport de l'OGPU sur les opérations de déportation des «koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie», instructions envoyées par la Direction centrale de l'OGPU aux Représentations plénipotentiaires régionales, rapports des Représentations plénipotentiaires sur la situation sur le terrain, lettres de responsables politiques envoyés en mission, notes de synthèse sur «l'état de la déportation et de l'installation des déplacés spéciaux», etc. – permettent de saisir les différentes étapes, jusqu'à présent mal identifiées, de la dékoulakisation, d'évaluer les contingents concernés, de prendre la mesure des problèmes posés par d'immenses opérations de déportation de millions de paysans fort mal préparées, de suivre la mise en place et le quotidien d'une catégorie spécifique d'exclus, de comprendre le passage d'une «déportation-abandon» à une gestion économique plus «rationnelle» des déportés.

Aussitôt après la décision, prise au Plenum du Comité central de novembre 1929, de lancer la collectivisation et de «liquider les koulaks en tant que classe», deux Commissions du Politburo furent mises en place pour préparer les modalités concrètes de ces campagnes, la première (Commission pour la collectivisation) présidée par Iakovlev, le Commissaire du peuple à l'Agriculture, la seconde (Commission de dékoulakisation), présidée par V. Molotov, membre du Politburo et proche collaborateur de Staline. Cette commission<sup>[9]</sup> définit arbitrairement trois catégories de «koulaks», sujets à des «traitements» différents, ainsi que des quotas approximatifs pour chaque catégorie. Le rapport de la Commission Molotov servit de base à la résolution secrète du Politburo du 30 janvier 1930, «Sur les mesures à prendre pour la liquidation des exploitations koulaks dans les régions de collectivisation totale»<sup>[10]</sup>. Ce texte attribuait à chaque région des quotas de dékoulakisation, en «1<sup>re</sup>» et «2<sup>e</sup> catégorie». Au nombre de 60.000<sup>[11]</sup>, les koulaks de «1<sup>re</sup> catégorie», définis comme «activistes engagés dans des actions

contre-révolutionnaires», devaient être arrêtés et transférés en camp de concentration, après un «passage rapide devant une *troïka*» (juridiction d'exception de la police politique). Il était précisé «qu'à l'encontre des activistes les plus fieffés et endurcis (*sic*) devaient être appliquées des sanctions dures, y compris la peine de mort». Les listes des koulaks de «1<sup>re</sup> catégorie» étaient du ressort exclusif de la police politique. Elles étaient dressées sur la base de renseignements opérationnels recueillis, depuis des années, par les services de l'OGPU, sur les «éléments antisoviétiques»<sup>[12]</sup>.

Les koulaks de «2<sup>e</sup> catégorie» – au nombre initial évalué, par quotas régionaux, entre 129.000 et 154.000 familles – et définis comme «les paysans les plus riches, mais moins activement engagés dans des activités contre-révolutionnaires», devaient être arrêtés et déportés, avec leur famille, après confiscation de tous leurs biens, dans des régions éloignées du pays<sup>[13]</sup>. Les listes de koulaks de «2<sup>e</sup> catégorie» devaient être établies, au niveau local, par une «commission de dékoulakisation» comprenant des fonctionnaires du Parti et des «activistes» locaux – komsomols, membres du soviet rural, paysans pauvres. La résolution du Politburo mentionnait enfin – sans s'y attarder, et sans préciser de quotas – une «troisième catégorie» de koulaks qui, après avoir été expropriés, devaient être «réinstallés dans les limites de leur district en dehors des terres prévues pour être collectivisées». Au total, le nombre des exploitations liquidées devait représenter «en moyenne de 3 à 5% de l'ensemble des exploitations paysannes». Ces dispositions ouvraient naturellement la voie à tous les abus, pillages et autres règlements de compte. Loin d'être l'opération planifiée, fondée sur des «objectifs fermes» et des «quotas maîtrisés» relevant de cette «culture du chiffre» qui était en train d'envahir tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, la dékoulakisation se développa en un processus chaotique et largement incontrôlé.

68 rapports quasi quotidiens (31 janvier – 24 avril) du département secret-opérationnel de l'OGPU permettent de suivre, au jour le jour, la progression des opérations d'arrestation des «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie». Au cours de cette première phase, environ 140.000 personnes furent arrêtées – soit deux fois plus que le nombre prévu fin janvier (un nombre équivalent – environ 143.000 personnes furent arrêtées dans une seconde phase, de fin avril à fin septembre 1930)<sup>[14]</sup>. L'augmentation de près de 400% du nombre de personnes arrêtées, par rapport aux «quotas» initialement prévus, était en partie due à la résistance inattendue opposée par un certain nombre de paysans – et de non-paysans – à la collectivisation. Malgré l'évident arbitraire des étiquettes sociales figurant dans les rapports, ceux-ci révèlent une

grande diversité parmi les individus arrêtés: outre les exploitants agricoles désignés comme «koulaks», figurent de nombreux petits commerçants, membres du clergé, anciens fonctionnaires tsaristes, expropriétaires fonciers, mais aussi des membres de «l'intelligentsia rurale» ayant souvent appartenu à des cercles socialistes-révolutionnaires – bref, un vaste éventail d'individus, jugés socialement et politiquement «suspects». Les annotations portées par Genrikh Iagoda sur l'un des rapports, en date du 15 février, à un moment où tous les quotas – quinze jours après le lancement de l'opération – étaient déjà dépassés, témoignent de la crainte des plus hauts responsables politiques et policiers de voir la dékoulakisation dérapier – y compris dans sa partie en principe la mieux maîtrisable, puisque dépendant directement de l'OGPU, l'arrestation des «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie»: «Nous ne sommes pas en train de nettoyer les régions des popes, commerçants et autres, écrit le chef-adjoint de l'OGPU en marge. Autres – cela veut dire qu'ils ne savent pas qui ils arrêtent. On aura tout notre temps pour se débarrasser des popes et des commerçants, il faut frapper précisément la cible: les koulaks et les koulaks contre-révolutionnaires»<sup>[15]</sup>. Malgré l'obsession «catégorisatrice» de Genrikh Iagoda<sup>[16]</sup>, les opérations menées contre les «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie» se soldèrent, semble-t-il, par l'arrestation d'une majorité de «divers éléments antisoviétiques», les «koulaks» – c'est-à-dire *stricto sensu* les exploitants agricoles «aisés» – ne représentant que 44% des quelque 284.000 personnes arrêtées, de janvier à octobre 1930, «au titre de la 1<sup>re</sup> catégorie»<sup>[17]</sup>. Malheureusement, l'information sur cette catégorie particulièrement mal connue, de proscrits catalogués, pour la majorité d'entre eux, comme «éléments antisoviétiques», reste très lacunaire. Les rapports de l'OGPU restent également très allusifs sur leur sort, ainsi que sur celui de leur famille. Un grand nombre de «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie» furent envoyés en camp. Combien furent exécutés? Selon les statistiques centrales de l'OGPU, les juridictions spéciales de la police politique, qui traitaient en particulier les dossiers des «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie», condamnèrent à la peine capitale 20.200 personnes en 1930 (et 10.650 en 1931)<sup>[18]</sup>. Seuls quelques rares documents<sup>[19]</sup> – en provenance des Représentations plénipotentiaires régionales de l'OGPU – mentionnent des exécutions de «contre-révolutionnaires» ayant appartenu, selon la police politique, à des «groupes structurés», et ayant participé à des «actes terroristes» ou à des affrontements armés avec les forces de l'OGPU. Les informations sur les «koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie», destinés à être déportés, avec leur famille, et les «koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie», destinés à être «déplacés à l'intérieur de leur région», sont plus complètes. Elles

émanent notamment du Département Transports de l'OGPU chargé de la logistique des déportations (rapports quotidiens de début février à la mi-avril 1930) et du Département spécial de l'OGPU (rapports de synthèse mensuels et trimestriels sur l'état des opérations de dékoulakisation) et permettent de dégager les grandes étapes d'un processus qui, loin de se limiter aux premiers mois de 1930 (la période la mieux connue) s'étend jusqu'au milieu de l'année 1933 et se solde par la déportation d'environ 2.800.000 personnes<sup>[20]</sup>.

Une première vague de déportation (début février – 20 mai 1930) frappe un demi-million de personnes environ (un peu plus de 100 000 familles) déportées par 280 convois<sup>[21]</sup>. Cette première vague est marquée par d'innombrables «excès» et «déviations de la ligne de classe», commis par les «commissions de dékoulakisation» locales, formées «d'activistes» du Parti et du Komsomol, de paysans pauvres et de divers militants syndicaux et ouvriers venus des villes, pour lesquels la dékoulakisation fut d'abord une possibilité de pillage illimité et l'occasion de régler des comptes<sup>[22]</sup>. Les «abus» sont légion: les instructions de l'OGPU laissant aux déportés la possibilité d'emporter avec eux quelques outils et effets personnels (notamment des vêtements chauds) sont systématiquement ignorées, l'ensemble des biens des dékoulakisés étant aussitôt pillés. De nombreux rapports notent que les déportés «parviennent souvent à destination les pieds et les mains gelées, n'ayant sur eux ni chaussures, ni vêtements chauds»<sup>[23]</sup>. Cette première vague de déportation est caractérisée également par une absence totale de coordination entre les opérations de déportations menées par l'OGPU et l'installation des déportés, du ressort d'autorités locales débordées, qui n'ont souvent été informées qu'au dernier moment de l'arrivée de contingents de déportés. Aussi, cette première vague débouche-t-elle sur une «déportation-abandon» sans précédent. Des centaines de milliers de déportés sont abandonnés à leur sort, installés dans des baraquements provisoires le long des voies de chemin de fer; seule une proportion minime d'entre eux (en général, une partie des hommes valides) est affectée à un travail productif (coupes de bois, le plus souvent). La mortalité est particulièrement élevée, notamment parmi les enfants. Au milieu de ce chaos, une proportion importante des déportés parvient à s'enfuir<sup>[24]</sup>. Face à cette situation, qui, comme l'écrit V.P.Danilov, «reflétait parfaitement la situation générale dans les milieux politico-administratifs de l'époque, les dirigeants politiques de haut rang, comme leurs subordonnés au niveau régional et local n'ayant pas acquis la capacité de prévoir les conséquences de leurs décisions»<sup>[25]</sup>, A.Rykov, le président du Conseil des Commissaires du peuple (et principal opposant, avec N.Boukharine, à la politique de

collectivisation forcée prônée par Staline) met finalement en place, le 1<sup>er</sup> avril 1930 – soit deux mois après le lancement de la campagne de «dékoulakisation» – une «Commission secrète pour l’installation des koulaks déportés», chargée «d’étudier les moyens de fixer les koulaks déportés, de financer leur installation et de promouvoir leur exploitation économique»<sup>[26]</sup>. Quelques jours plus tard, le Politburo met, à son tour, en place une autre commission, chargée tout autant de «vérifier les déportations abusives et injustifiées vers la région Nord» que de court-circuiter la commission mise en place par Rykov. Membre de ces deux commissions, V.N.Tolmacev, commissaire du peuple à l’Intérieur de la RSFSR, est le premier responsable politique à se rendre sur le terrain, dans la région Nord, où se concentre, le long des voies ferrées Vologda-Arkhangelsk et Viatka-Kotlas, une proportion importante de déportés. La longue lettre qu’il écrit, le 16 avril 1930, à son collègue D.Z.Lebed, constitue un témoignage capital sur la situation tragique des déportés de la «première vague». Parqués dans des baraquements à châlits «où le cubage par individu est parfois inférieur à celui d’un cercueil», les déportés – pour l’essentiel des femmes, des vieillards et des enfants, les hommes en état de travailler ayant été affectés à des coupes de bois et transférés sur les chantiers forestiers – souffrent de faim (aucun approvisionnement n’a été prévu), de maladies infectieuses. La morbidité et la mortalité atteignent des proportions énormes, notamment parmi les enfants. Face aux projets irréalistes de l’OGPU et des autorités locales de transférer – en quelques mois – l’ensemble des déportés jusqu’à leur «point définitif d’assignation à résidence», sur les lieux mêmes, toujours changeants, des coupes forestières, Tolmacev propose, au contraire, de fixer les familles de déportés dans les régions facilement accessibles, parmi la population locale, dans des habitations déjà existantes, de leur donner un petit lopin de terre leur permettant de survivre et de s’enraciner, et de mettre ainsi en application l’un des objectifs affichés de la «dékoulakisation» – la colonisation des régions peu peuplées de la Russie septentrionale et de la Sibérie. Les propositions de Tolmacev qui, fin 1930, fera partie, avec un certain nombre de ses collègues du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR (notamment S.Syrtssov) de la dernière opposition politique structurée à Staline, seront partiellement appliquées à partir du printemps 1931, lorsque se met en place une nouvelle politique à l’égard des déportés, désormais plus systématiquement affectés à des entreprises (forestières ou industrielles). En attendant, le principal effet de la lettre de Tolmacev semble avoir été la circulaire de l’OGPU du 20 avril 1930 autorisant la parentèle des familles de

koulaks déportés à venir reprendre et ramener chez eux les enfants de moins de 14 ans emmenés en déportation<sup>[27]</sup>.

De nombreux rapports des Représentations plénipotentiaires de l'OGPU, pour les mois de mai-juin 1930<sup>[28]</sup>, confirment la situation dramatique des déportés décrite, à la mi-avril, par Tolmacev (en particulier, la très forte morbidité et l'importante mortalité des enfants), tout en pointant un phénomène nouveau – la fuite massive des déportés et les effets déstabilisateurs du retour dans leur village des dékoulakisés, et en particulier des enfants de déportés, ramenés par des membres de leur famille ayant échappé à la dékoulakisation. Véritable défi aux autorités locales, le retour, souvent fêté par les villageois, des dékoulakisés enfuis de déportation témoigne de la solidarité villageoise envers les proscrits (de manière significative, les manifestations de solidarité envers les paysans menacés d'expropriation, de «dékoulakisation», d'arrestation et de déportation, constituent, en 1930, le second motif des troubles paysans, après le refus de la collectivisation et avant la fermeture de l'église). Ce retour, accompagné de récits sur l'expérience de la déportation, déstabilise profondément le «nouvel ordre social» que les autorités locales sont déjà bien en peine d'imposer dans les villages: les activistes et les paysans pauvres installés dans les maisons des «dékoulakisés» en sont souvent chassés; les rumeurs vont bon train sur l'écroulement du système kolkhozien et la libération prochaine de tous les déportés. Mis «hors-la-loi» par le régime, de nombreux dékoulakisés rejoignent souvent un monde de marginaux et de «bandits sociaux»<sup>[29]</sup>, qui entretiennent l'insécurité et multiplient les attaques contre les kolkhozes, à un moment où ceux-ci connaissent de graves difficultés: à l'été 1930, à peine plus de 20% des exploitations paysannes sont collectivisées (contre 58% au début du mois de mars, à la veille du fameux article de Staline condamnant «le vertige du succès» d'une collectivisation à outrance). La chasse aux «ex-koulaks» échappés de déportation – près d'un million de personnes, entre 1930 et 1937–suspectés de «sabotage» et de «terrorisme», mobilisera, tout au long des années 1930, la police ordinaire et la police politique. En 1937-1938, ces marginaux constitueront le plus important contingent des victimes de la «Grande Terreur»<sup>[30]</sup>.

Dans le contexte tendu de l'été 1930 – huit millions de foyers paysans ont quitté les kolkhozes depuis mars, et la priorité du moment est d'assurer la récolte, qui, compte tenu des conditions météorologiques exceptionnelles, s'annonce excellente – les grandes opérations de déportation de «dékoulakisés» sont momentanément interrompues, en partie, semble-t-il, à cause de l'extrême désorganisation qui règne sur les lieux de déportation. Un document de la direction centrale de

l'OGPU (3 septembre 1930) reconnaît que «l'immense majorité des déportés n'est toujours pas pourvue du minimum économique assurant sa survie et son exploitation économique [...], les organismes économiques chargés de l'exploitation économique des koulaks déportés ne prennent aucune disposition pour organiser leur installation [...], la fuite massive des koulaks se poursuit»<sup>[31]</sup>. Malgré toute une série de mesures prises pour empêcher les fuites des déportés (instauration d'une responsabilité collective, annulation de tout départ d'enfants de déportés, interdiction de tout contact entre les déportés et les membres de leur famille venus leur rendre visite), la proportion des «fuyards» dépasse, selon les données officielles, 16% à la fin de l'année<sup>[32]</sup>. Dans ce contexte, une seule opération de déportation d'envergure est engagée, fin septembre-début octobre 1930: sont visées 16.500 familles des districts frontaliers de Biélorussie et surtout d'Ukraine occidentale, particulièrement touchés en février-mars 1930 par des révoltes paysannes de grande ampleur. Au printemps, avaient été arrêtés et déportés, dans l'urgence, de nombreux chefs de famille «koulak»; il s'agit, cette fois, de déporter l'ensemble des familles et de «sécuriser» ces zones frontalières stratégiques et toujours agitées<sup>[33]</sup>.

Au total, pour l'année 1930, environ un million de personnes furent arrêtées, déportées ou «déplacées à l'intérieur de leur région»<sup>[34]</sup>. «L'expropriation-transfert» des «koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie» (environ 164 000 individus) semble avoir été, du point de vue des autorités, particulièrement inefficace. Le plus souvent, reconnaissait un rapport, «les koulaks expropriés ont été simplement transférés à 3-5 km de leur village. Laissés dans la steppe ou la forêt, ils se retrouvaient ainsi tout simplement à la charge de leur parentèle»<sup>[35]</sup>. Dans ces conditions, l'immense majorité des déplacés s'enfuirent de leur «lieu d'assignation» pour rejoindre les millions de paysans migrant vers les villes et les grands chantiers du Premier plan quinquennal<sup>[36]</sup>.

Sur le sort des déportés («koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie») à la fin de l'année 1930, une note du 1<sup>er</sup> février 1931 apporte, notamment pour la région Nord, première région de déportation en 1930 (environ 40% des déportés y avaient été transférés), des données particulièrement intéressantes. Dans cette région, sur 230.000 déportés recensés au 1<sup>er</sup> décembre 1930, 45% seulement avaient été envoyés sur leur lieu définitif d'assignation à résidence; 9% de l'ensemble des déportés étaient morts. 15% avaient pris la fuite. Il était officiellement reconnu que 12% des déportés avaient été «injustement dékoulakisés»; néanmoins, l'immense majorité d'entre eux n'avaient pas été autorisés à rentrer chez eux. De la mi-avril (visite de Tolmacev) à la mi-juillet (date à laquelle sont stoppés les retours des enfants de déportés), plus

de 35.000 enfants de déportés avaient été renvoyés chez eux, à condition qu'un membre de leur famille (non dékoulakisé) soit venu les chercher. Malgré les accords passés avec un certain nombre de grands combinats forestiers (Severoles, Komiles, TLO Severnoï, etc.), qui s'étaient engagés à construire des logements pour les déportés et à les embaucher, à peine 3% du plan de construction de logements avait été réalisé et à peine 13% des déportés travaillaient: 80% d'entre eux s'affairaient à la construction de baraquements, 20% seulement étaient affectés à des coupes de bois. Ainsi, sur plus de 230.000 déportés dans la région Nord, seuls 6.000 (2,5%) effectuaient un travail productif répondant un tant soit peu aux objectifs affichés de la «dékoulakisation-colonisation»!<sup>[37]</sup>

Au début de 1931, les autorités centrales décident de lancer une nouvelle vague de déportation, dans une conjoncture considérée comme favorable. La récolte de 1930 a été excellente, la campagne de collecte a permis à l'État d'engranger plus de 21 millions de tonnes de céréales<sup>[38]</sup>, plusieurs millions de foyers paysans ont rejoint, sous la contrainte, les kolkhozes au cours des derniers mois de l'année 1930. Réuni en décembre 1930, le Plénum du Comité central entérina un nouveau «bond en avant», fixant des objectifs très ambitieux de collectivisation (jusqu'à 80% d'exploitations collectivisées dans les principales régions productrices de céréales) et appelant à «l'achèvement de la liquidation des koulaks en tant que classe». Les autorités locales furent appelées à intensifier la recherche de koulaks et à définir «de nouveaux critères, en fonction des conditions locales», l'accent étant mis sur les dangers de «l'entrisme des koulaks dans les kolkhozes»<sup>[39]</sup>. Présentant les grandes orientations de la nouvelle campagne de «dékoulakisation», un «document préparatoire sur la question de la contre-révolution koulak» rédigé, en février 1931 par un haut responsable de l'OGPU (sans doute Genrikh Iagoda), proposait de déporter, au cours de l'année 1931, 100.000 familles (soit un nombre légèrement inférieur aux quelque 115.000 familles déportées en 1930). Afin d'éviter les «défauts organisationnels» constatés lors des déportations de 1930 (fuites massives, non-exploitation de la main-d'œuvre déportée), il était suggéré de «concentrer les quelque 100.000 familles à déporter dans deux-trois régions principales, en les regroupant près des camps de concentration, dans des lieux où existent des possibilités de les exploiter économiquement»<sup>[40]</sup>. Pour cette nouvelle vague de déportation, le Kazakhstan était désigné comme la principale région d'accueil des déportés, appelés à travailler dans les mines de charbon de Karaganda et les mines de cuivre – et non plus exclusivement sur les chantiers, difficilement contrôlables, de coupes de bois.

Les diverses instructions et «plans de déportation» proposés et discutés au sein des différents départements de l'OGPU en février 1931<sup>[41]</sup> révèlent à la fois une volonté réelle de ne plus renouveler l'expérience, meurtrière et économiquement inefficace, de la déportation-abandon de 1930 et une grande méconnaissance de la situation dans les «zones d'installation» programmées. Aussi, les estimations des «capacités d'accueil» et l'ampleur des opérations proposées varient-elles considérablement (de 5.000 à 55.000 familles pour le Kazakhstan, par exemple). Le 20 février 1931, la «question koulak» est discutée au plus haut niveau, au Politburo. Les plans de déportation adoptés lors de cette réunion à laquelle assistent Staline, Menjinski (le chef de l'OGPU) et Iagoda (son premier adjoint) sont particulièrement ambitieux, puisque les chiffres retenus sont de 200 à 300.000 familles, à déporter principalement au Kazakhstan méridional<sup>[42]</sup>. Le 11 mars 1931, le Politburo met en place une commission spéciale, dirigée par A.Andreiev, vice-président du Conseil des commissaires du peuple, chargée de superviser l'ensemble des opérations de déportation et d'organiser une «gestion rationnelle et efficace des déplacés spéciaux». En quelques mois, la commission Andreiev, étroitement contrôlée par Staline et Molotov (Président du Conseil des commissaires du peuple, celui-ci est le supérieur hiérarchique direct d'Andreiev), réorganise la gestion des déportés (désignés sous le terme de «déplacés spéciaux»). «Considérant l'effroyable gâchis de main-d'œuvre et le désordre dans l'exploitation des déplacés spéciaux de la part des organismes économiques», la commission Andreiev décide, le 15 mai 1931, de transférer à l'OGPU l'ensemble de la direction économique, administrative et organisationnelle des «déplacés spéciaux». L'OGPU n'est plus seulement chargé des opérations de déportations, il organise désormais l'installation et l'exploitation économique des déportés, régie par des contrats spéciaux passés entre l'OGPU et un certain nombre de grands combinats chargés de la mise en valeur des ressources naturelles et de la construction d'infrastructures dans les régions septentrionales et orientales du pays. L'OGPU reçoit en outre le monopole de la gestion administrative des «villages de peuplement spéciaux», qui dépendaient jusqu'alors des autorités locales. Tout un réseau de *komandatures* est progressivement mis en place, véritablement administration parallèle qui permet à l'OGPU de bénéficier d'une sorte d'exterritorialité et de contrôler entièrement d'immenses territoires où les déportés constituent désormais l'essentiel de la population locale<sup>[43]</sup>. Les protocoles de la Commission Andreiev permettent de suivre cette réorganisation, mais aussi l'élaboration, laborieuse, des divers plans de déportation, en

liaison avec les informations fournies par les Représentations plénipotentiaires régionales de l'OGPU. Les objectifs, particulièrement ambitieux, de déportation, affichés au cours des premières réunions de la Commission<sup>[44]</sup> (40.000 familles à déporter en Sibérie occidentale en mai-juillet 1931, 150.000 familles à déporter au Kazakhstan, soit trente fois plus que le nombre de 5.000 familles considéré comme «réaliste» dans une note du 3 février 1931 rédigée par l'un des départements de l'OGPU) sont finalement revus à la baisse au cours de la première quinzaine du mois de mai: le plan de déportation est abaissé à 110.000 familles (60.000 à déporter au Kazakhstan, 50.000 dans l'Oural)<sup>[45]</sup>. Le croisement des documents de la Commission Andreiev et des rapports en provenance des Représentations plénipotentiaires régionales de l'OGPU met en évidence le caractère illusoire du contrôle et de la «planification» des déportations par le centre. Avant même le lancement «officiel» de la nouvelle campagne de «dékoulakisation» en mai 1931 (campagne qui devait durer jusqu'à la fin septembre), plus de 35.000 familles avaient été déportées entre janvier et mai 1931<sup>[46]</sup>, contribuant encore à aggraver le sort des «déplacés spéciaux» et à entretenir les «phénomènes négatifs» et les «grossières erreurs dans le processus de déportation» dénoncées par les autorités centrales: arrestations de paysans «socialement proches du pouvoir soviétique», fuites massives des déportés, très forte mortalité, absence d'exploitation économique, etc. Les nombreux rapports sur «l'état de la déportation des koulaks» produits par les organisations régionales de l'OGPU et le Département secret-politique durant l'été 1931<sup>[47]</sup> décrivent une situation qui n'a guère évolué par rapport aux descriptions faites, en avril 1930, par Tolmacev. À cet égard, la note du Département secret-politique de l'OGPU du 9 août 1931 sur la situation des quelque 600.000 déportés dans l'Oural est particulièrement éloquente. Les conditions de logement des «déplacés spéciaux», installés dans des baraquements de fortune, des tentes, sont toujours aussi précaires, les organismes économiques exploitant les déportés n'ayant pas entrepris la construction de logements. Faute d'approvisionnement, les déportés «meurent littéralement de faim, se nourrissent d'herbe sèche, de racines, de feuilles, de tubercules des bois et d'autres ersatz». Faute d'assistance médicale, épidémies et maladies sévissent. L'exploitation économique de la main-d'œuvre déportée, censée être régie, selon les innombrables instructions édictées depuis la «réforme» mise en place par la Commission Andreiev, par un «contrat de travail», s'apparente en réalité à du travail forcé: journée de travail de 12 heures, aucun salaire, mise au travail des adolescents et des femmes enceintes, brimades, abus de toute sorte envers une main-d'œuvre corvéable,

privée de tous droits. Parmi les points les plus intéressants de ce rapport, figurent des informations –malheureusement ponctuelles – sur des actions de protestation, des refus de travail opposés par les «déplacés spéciaux», les revendications mises en avant –journée de travail de huit heures, transfert dans «des maisons d’habitation et non dans des baraquements», distribution de chaussures et de vêtements chauds, octroi d’un lopin «puisque aucun approvisionnement décent n’est assuré par les autorités», envoi «à l’usine, afin de bénéficier d’une carte de rationnement»<sup>[48]</sup>. Un rapport de la Représentation plénipotentiaire de l’OGPU pour la Sibérie occidentale, d’août 1931, évoque d’autres formes, plus radicales et violentes, d’actions entreprises par les déportés enfuis de leur lieu d’assignation et souvent regroupés en bandes de «hors-la-loi», très actives dans cette vaste région mal contrôlée par les autorités (en 1931, 40% des kolkhozes de Sibérie occidentale essuyèrent une «attaque de bandits» ou un «acte terroriste»<sup>[49]</sup>). Ce document décrit, en particulier, l’une des rares révoltes d’envergure, impliquant plusieurs centaines de «déplacés spéciaux», qui éclata, fin juillet 1931, dans la *komendature* de Parguib<sup>[50]</sup>.

Tout comme en 1930, les fuites de déportés, malgré un renforcement des contrôles, restèrent, en 1931, un phénomène massivement attesté par un grand nombre de rapports internes de l’OGPU.<sup>[51]</sup> Ce n’est toutefois qu’à partir de 1932, lorsque l’administration, enfin structurée, du Département des peuplements spéciaux du Goulag, commença à tenir des statistiques centralisées des déportés, que l’on dispose de données globales sur le nombre de «déplacés spéciaux» enfuis de leur lieu d’assignation à résidence (et éventuellement rattrapés). Ces chiffres montrent qu’en 1932-1933, environ 15% du contingent (un pourcentage proche de celui attesté, pour certaines régions, en 1930-1931) avait pris la fuite (à peine un cinquième des évadés furent rattrapés)<sup>[52]</sup>.

Le bilan dressé, début octobre 1931, par la direction centrale de l’OGPU, révèle que la seconde vague de déportation frappa deux fois plus de personnes (1.244.000) que la première (560.000), considérée jusque récemment comme la plus importante. Avec quelque 265.000 familles déportées, les objectifs globaux fixés, le 20 février 1931, par le Politburo (200 à 300.000 familles) furent remplis, voire dépassés si l’on prend en compte les 103.000 familles (469.000 personnes) «déplacées à l’intérieur de leur région»<sup>[53]</sup>.

Les déportations se prolongèrent en 1932 et 1933, mais à une moindre échelle. En 1932, environ 71.000 «nouveaux déportés» furent enregistrés par le Département des peuplements spéciaux du GOULAG, et 268.000 en 1933<sup>[54]</sup>. Selon le recensement des

«exploitations koulaks restant à déporter» (*sic*) entrepris par l'OGPU à la fin de 1931, il subsistait, en mars 1932, plus de 208.000 «exploitations koulaks». Néanmoins, comme le reconnaissait ce document<sup>[55]</sup>, l'immense majorité des «exploitations koulaks» recensées (sur la base de documents fiscaux datant de plusieurs années) avaient été désertées, les exploitants ayant pris la fuite et s'étant, selon la terminologie en vigueur, «auto-dékoulakisés». Le phénomène n'était pas nouveau – dès 1929, avant même le lancement de la collectivisation forcée et de la «dékoulakisation», le patrimoine d'une grande partie des paysans les plus aisés avait été considérablement réduit à la suite des impositions exceptionnelles instituées en 1928-1929 et des centaines de milliers de «koulaks» s'étaient enfuis en ville. Après la première phase de «dékoulakisation», au cours de laquelle les règlements de compte avaient largement primé sur les critères économiques «objectifs» dans la désignation des victimes, les autorités locales avaient été invitées à définir de nouveaux critères permettant d'identifier les «koulaks» rescapés de cette première frappe – ce qu'elles firent généralement en traînant les pieds, un grand nombre de responsables locaux affirmant «qu'il n'y avait plus de koulaks» dans leur circonscription<sup>[56]</sup>. Comme le suggèrent, malheureusement de façon trop allusive, la plupart des documents relatifs aux déportations, l'étiquette «koulak» recouvrait des profils sociaux fort divers, mais difficiles à cerner dans les sources de l'OGPU. En réalité, à partir de l'été 1932, dans la définition et la recherche de «l'ennemi», le critère de classe, dominant jusqu'alors, tend à passer au second plan. La perception de «l'ennemi» a évolué. Alors que les difficultés économiques et sociales s'aggravent, tant sur le «front des collectes agricoles» que dans les villes, de plus en plus mal ravitaillées, c'est l'ensemble de la société – notamment paysanne – qui apparaît désormais au régime comme ingouvernable, insaisissable, hostile. La lutte ne se déroule plus sur un «front de classe» comme en 1929-1930, mais entre la *gosoudarstvennost* (le principe de l'État) et la *stikhiinost* (le chaos social), entre l'ordre socialiste et, comme l'écrit Staline en juillet 1932, «les habitudes de rapacité individuelle, les pratiques, les traditions (servant de fondement au vol) qui ébranlent les bases de la nouvelle société socialiste»<sup>[57]</sup>. Cette vision sous-tend la «loi scélérate» du 7 août 1932, qui permet de condamner à dix ans de camp – voire à la peine de mort – tout vol de la «propriété sociale»<sup>[58]</sup>. À partir de l'été 1932, cette loi devient l'arme principale dans le dispositif répressif mis en place dans les campagnes.

Dans le contexte particulièrement tendu de la «lutte sur le front des collectes» engagée, notamment dans les grandes régions productrices

de céréales (Ukraine, Kouban, Basse et Moyenne Volga) à l'automne 1932, les déportations frappent désormais non plus des individus – ou des familles – stigmatisées comme « koulaks », mais des communautés entières. Ainsi, en novembre-décembre 1932, plusieurs *stanitsy* (gros bourgs) cosaques du Kouban, qui n'avaient pas rempli le plan de collecte de céréales, sont entièrement vidées de leurs habitants, tous déportés vers la Sibérie (45.600 personnes). Peu après, le gouvernement y installe des soldats démobilisés de l'Armée rouge<sup>[59]</sup>. Cette déportation collective (qui n'avait de précédent que la déportation des Cosaques du Terek en 1920-1921), marque un tournant majeur entre les opérations de dékoulakisation des années 1930-1931 et les déportations ethniques qui se développent à partir de 1935<sup>[60]</sup>.

Les tensions extrêmes sur le «front des collectes» (qui vont jouer un rôle capital dans la famine de 1932-1933, *cf. infra*) et la résistance opposée par la paysannerie des grandes régions productrices aux prélèvements prédateurs des organismes d'État chargés de «prendre les céréales»<sup>[61]</sup> expliquent sans doute la décision prise, début février 1933, au plus haut niveau politique, de mettre en place un nouveau grand plan de déportation d'un million de personnes au Kazakhstan et d'un million en Sibérie occidentale<sup>[62]</sup>. Au cours des premiers mois de 1933, le rythme des déportations s'accélère, notamment au Caucase du nord (Kouban), en Ukraine, dans la Basse et la Moyenne Volga<sup>[63]</sup>. Les déportations, reconnaissent les rapports de l'OGPU, frappent non seulement les «koulaks», mais un vaste ensemble de «paysans individuels» et de kolkhoziens, voire l'ensemble de la population d'un bourg ou d'un village «inscrit au tableau noir»<sup>[64]</sup>. Devant l'ampleur des problèmes logistiques et les réticences des responsables politiques et policiers régionaux à prendre en charge un nouveau contingent de déportés<sup>[65]</sup>, les plans de déportation sont, début mai 1933, très fortement réduits: l'Instruction-directive secrète du 8 mai 1933 signée de Staline (au nom du Comité central) et de Molotov (au nom du Conseil des commissaires du peuple) marque un coup d'arrêt: rejetant (selon une méthode déjà maintes fois expérimentée) les «excès» de la répression des derniers mois sur les responsables locaux «qui n'ont rien compris à la nouvelle situation dans le pays [...], laquelle ne nécessite plus de répressions massives», la direction du Parti ordonnait de diminuer, dans un délai de deux mois, le nombre de personnes emprisonnées de 800.000 à 400.000<sup>[66]</sup> et de «cesser immédiatement les déportations massives de paysans», à l'exception d'un quota de 12.000 familles (48.000 individus)<sup>[67]</sup>.

Malgré leurs indéniables apports à l'histoire de la «dékoulakisation» et de la mise en place d'une nouvelle catégorie de proscrits, les

«déplacés spéciaux», les documents de l'OGPU ici présentés restent très allusifs sur deux questions importantes: le «profil social» des déportés et le problème des pertes humaines liées à «l'élimination des koulaks en tant que classe». À l'exception de quelques rapports détaillant, même sommairement, l'origine sociale ou la profession des déportés, la plupart des documents ne permettent pas d'aller plus loin dans une analyse détaillée de la sociologie des «déplacés spéciaux»<sup>[68]</sup>. Quant aux pertes humaines, pour 1930-1931, on ne dispose toujours que de données partielles, qui font état d'un taux de mortalité annuel d'environ 10 à 15%, selon les régions de déportation, avec une très forte prédominance de la mortalité infantile et de jeunes enfants<sup>[69]</sup>. Au 1<sup>er</sup> janvier 1932, lorsque l'OGPU effectua un premier pointage général des «déplacés spéciaux», on ne recensa que 1.317.000 personnes sur les 1.803.000 déportés en 1930-1931, soit une perte de près d'un demi-million d'individus. Combien s'étaient enfuis? Combien étaient morts? Une extrapolation du chiffre global des fuites en 1930 et des données partielles connues pour 1931 laisse supposer qu'environ 250.000 déportés s'enfuirent en 1930-1931; par conséquent, un nombre à peu près équivalent mourut. Pour les années suivantes, les statistiques centralisées de l'OGPU font état des pertes suivantes parmi les «déplacés spéciaux»: en 1932, 207.000 évadés (38.000 d'entre eux furent rattrapés), 90.000 morts; en 1933, 216.000 évadés (54.000 rattrapés), 151.600 morts – soit un taux de mortalité de 14%! En 1934, 87.600 évasions, 40.000 morts<sup>[70]</sup>.

À eux seuls, ces quelques chiffres donnent la mesure de ce que représenta la «dékoulakisation» pour la société paysanne.

La question des résistances paysannes à la collectivisation – sous toutes leurs formes, des plus actives aux plus passives – est le second grand thème éclairé par les rapports de l'OGPU, institution chargée tout particulièrement de combattre les émeutes paysannes, de liquider toutes les organisations et les groupes «antivietiques», de surveiller, par son réseau d'informateurs, «l'état d'esprit des campagnes». Une extrême diversité de documents – «comptes rendus opérationnels» d'unités engagées dans la lutte contre les insurgés paysans, télégrammes des responsables des Représentations plénipotentiaires régionales de l'OGPU, rapports hebdomadaires du Département Information, synthèses thématiques et rapports-bilans semestriels du Département secret-opérationnel, puis, à partir de 1933, rapports des chefs-adjoints des Départements politiques des Stations de machines et de tracteurs – permet de saisir à des échelles différentes (mais toujours à travers un prisme bureaucratique et policier) la gamme infinie des formes de résistance, d'opposition, de protestation, de dissension, d'imperméabilité des cultures paysannes aux nouvelles

valeurs officielles, les stratégies de contournement ou de survie adoptées par un grand nombre de paysans face à l'offensive du pouvoir. Les réactions paysannes à la collectivisation furent à la mesure des enjeux. La collectivisation – c'est-à-dire l'expropriation des paysans et leur intégration dans des exploitations collectives – devait permettre à l'État de disposer d'un approvisionnement régulier et quasiment gratuit en céréales, productions agricoles et produits de l'élevage pour nourrir les villes et financer, par des exportations massives, l'industrialisation du pays. Elle devait aussi faciliter l'imposition d'un contrôle administratif et politique sur la paysannerie, afin de la contraindre d'adopter, douze ans après l'installation du régime issu d'octobre 1917, les «nouvelles valeurs du socialisme». Comme l'a montré Lynne Viola<sup>[71]</sup>, la collectivisation forcée des campagnes fut bien plus que l'expropriation des paysans et leur embrigadement dans des kolkhozes. Elle fut ressentie, dans un pays où la fracture restait très forte entre le monde dominant des villes et le monde dominé des campagnes<sup>[72]</sup>, comme une véritable guerre déclarée par l'État communiste, (incarné par les rares fonctionnaires et membres du Parti présents dans les campagnes, assistés, pour l'occasion, par des brigades «d'activistes» venus des villes et des unités de la police politique) contre toute une culture paysanne traditionnelle. Dans cet affrontement, la paysannerie, souligne fort justement Teodor Shanin, «se comporta en entité sociale ayant des intérêts économiques en commun et une identité propre qui s'exprimaient dans des savoirs, des modes d'action et des formes de conscience politique spécifiques débouchant sur une action collective»<sup>[73]</sup>.

Les rapports-bilans, fort détaillés, du Département Information et du Département secret-politique permettent, à l'échelle du pays et pour une période donnée (trimestrielle, semestrielle, annuelle) de suivre la dynamique et la géographie des résistances paysannes<sup>[74]</sup>. Avec 13.754 tumultes, désordres, manifestations de masse, émeutes et révoltes enregistrés par les services de l'OGPU, et près de 14.000 «actes terroristes» dirigés contre les «représentants du pouvoir soviétique» et les «activistes» dans les campagnes, l'année 1930 reste exceptionnelle (on compta cependant encore près de 2.000 «manifestations de masse» et environ 7.500 «actes terroristes» en 1931 et autant en 1932)<sup>[75]</sup>. La résistance massive et inattendue de la paysannerie contraignit le groupe dirigeant au pouvoir à reculer et à proclamer, début mars 1930, une pause dans le rythme effréné de la collectivisation décrété à la fin de 1929. Rejetant sur les dirigeants communistes locaux la responsabilité des «excès» commis au cours des mois précédents, Staline s'éleva, dans un long article publié le 2

mars 1930 dans tous les journaux soviétiques, contre «le vertige du succès». Il critiqua les «abus» de la dékoulakisation, reconnaissant qu'elle avait touché un grand nombre de «paysans moyens» et condamna «les nombreuses entorses au principe du volontariat dans l'adhésion des paysans aux kolkhozes». Mais il ne fit aucune auto-critique et ne remit aucunement en question le principe même de la collectivisation. La correspondance entre les responsables régionaux et la direction du Parti montre clairement que ce recul tactique fut directement motivé par la crainte de voir les émeutes paysannes, qui pour les seuls mois de janvier-février 1930 avaient déjà été plus nombreuses qu'au cours des trois années précédentes, prendre une extension incontrôlable. Comme le reconnaissait, début avril 1930, un mémorandum secret du Comité central, «si nous n'avions pas immédiatement pris des mesures contre les excès et les violations de la ligne du Parti, nous aurions eu une vague immense d'insurrections paysannes, comme en 1920-1921, la plus grande partie de nos fonctionnaires de base auraient été massacrés par les paysans et la campagne de semailles aurait été compromise»<sup>[76]</sup>. Certes, le recul tactique amorcé par la publication de l'article de Staline ne mit pas immédiatement fin aux émeutes paysannes. Celles-ci atteignirent leur apogée précisément au cours du mois de mars 1930, durant lequel l'OGPU enregistra plus de 6.500 désordres et manifestations de masse, auxquels prirent part près d'un million et demi de paysans. Aussi nombreuses fussent-elles, la plupart de ces manifestations avaient néanmoins changé de cible et de nature: en condamnant les «excès» de la collectivisation et en autorisant temporairement les paysans à quitter les kolkhozes (ce qu'ils firent massivement, par millions de foyers), Staline parvint à détourner la colère paysanne contre les responsables locaux et à limiter les formes les plus radicales de contestation politique.

À la différence de ce qui s'était passé durant la guerre civile (et de ce que craignaient les dirigeants), les révoltes et les émeutes paysannes de janvier-avril 1930 ne débouchèrent pas sur des mouvements insurrectionnels de grande ampleur comme ceux qui avaient fait de provinces entières en 1920-1921 (Tambov, Tioumen, Tobolsk, etc.) des bastions paysans d'où tout pouvoir soviétique avait été banni<sup>[77]</sup>. À la différence des paysans insurgés du début des années 1920, presque tous armés (la majorité d'entre eux étaient des déserteurs de l'Armée rouge ou d'une formation militaire «blanche») et encadrés par des dirigeants politisés, socialistes-révolutionnaires, anarchistes, voire bolcheviks ayant rompu avec le Parti, les émeutiers paysans de 1930 manquaient d'armes, de réseaux, de leaders<sup>[78]</sup>. Les armes en circulation dans les campagnes avaient été progressivement

recupérées par les autorités durant les années 1920. Au cours des mois précédant la collectivisation, l'OGPU avait lancé une vaste offensive policière destinée à neutraliser «préventivement» le plus grand nombre possible de «meneurs» potentiels, désignés dans le jargon policier sous le terme «d'activistes contre-révolutionnaires koulaks»: près de 100.000 d'entre eux avaient été arrêtés au cours de la deuxième moitié de 1929<sup>[79]</sup>. De janvier à la mi-avril 1930, encore 140.000 individus, catalogués comme «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie» furent arrêtés, et un nombre à peu près équivalent au cours de la seconde moitié de l'année.

Une analyse détaillée des rapports de l'OGPU montre que les révoltes proprement dites, c'est-à-dire des manifestations armées, dirigées par un «collectif insurrectionnel» appelant à renverser par la force le pouvoir soviétique local et visant à élargir le territoire gagné par les insurgés, restèrent relativement peu nombreuses (176 au cours de l'année 1930, dont 37 en février, 80 en mars et 24 en avril, sur les 13 754 manifestations paysannes recensées), circonscrites dans le temps (quelques semaines) et dans l'espace (à l'échelle d'arrondissements ou de districts plutôt qu'à celui de provinces entières). Parmi ces révoltes, qui culminèrent en février-mars 1930, les plus importantes éclatèrent en Ukraine occidentale, dans les territoires cosaques du Don et du Kouban, et dans certains districts du Kazakhstan, du Daghestan, de Tchetchénie, de l'Ouzbekistan et de l'Azerbaïdjan qui n'avaient jamais été entièrement pacifiés au cours des années 1920<sup>[80]</sup>. En Ukraine occidentale, un mois durant (mi-février-mi mars 1930), 110 arrondissements (une zone de quelque 50.000 km<sup>2</sup>, stratégiquement importante, aux frontières de la Pologne et de la Roumanie) échappèrent au contrôle du pouvoir soviétique<sup>[81]</sup>. Dans ces régions qui, en 1921-1922, avaient été le dernier bastion de la résistance nationaliste ukrainienne à la soviétisation, les révoltes paysannes prirent souvent une orientation résolument antisoviétique, anti-Moscovite et nationaliste. Les paysans insurgés, organisés en conseils élus, exigeaient non seulement la dissolution des kolkhozes, l'arrêt immédiat de la dékoulakisation, la réouverture des églises, la liberté des échanges et du commerce, ils appelaient de leurs vœux une «Ukraine indépendante», scandant le mot d'ordre populaire «*Vse ne vmerla Ukraïana!*» («L'Ukraine n'est pas encore morte!»). Parmi les autres régions gagnées par de véritables mouvements insurrectionnels figuraient les territoires cosaques du Don et du Kouban, qui avaient eux aussi opposé une vive résistance à la politique de «décosaquisation» dix ans plus tôt. En janvier-février 1930, des dizaines de *stanitsy* cosaques furent le théâtre de révoltes armées. L'une des plus importantes éclata, début février, dans le district de

Salsk. Des foules de paysans armés de faux, de fourches et de haches mirent à sac les soviets ruraux où avaient été enfermés, dans l'attente de leur déportation, les koulaks arrêtés. En quelques jours, des dizaines de soviets ruraux furent incendiés, et des fonctionnaires soviétiques massacrés. Les insurgés élirent des «commissions paysannes» chargées d'assurer la coordination entre les *stanitsy*, de restituer les biens confisqués aux koulaks, de rédiger un programme de revendications. Parmi celles-ci figuraient notamment l'exigence d'un «authentique pouvoir des soviets, sans communistes ni fermes collectives, ni persécution de la Foi»<sup>[82]</sup>. D'importantes révoltes, impliquant chacune plusieurs milliers de participants, éclatèrent enfin dans un certain nombre de régions périphériques sur lesquelles l'emprise du pouvoir soviétique restait fragile: au Kazakhstan (districts de Kzyl-Orda, d'Irgiz, de Kustanaï et d'Aktiubinsk), au Daghestan (district de Kurakh), en Azerbaïdjan (districts de Nukha et de Zakatal'sk) les affrontements entre des bandes fortes de plusieurs milliers d'insurgés et les unités de l'OGPU se transformèrent en véritables opérations militaires, avec des centaines de victimes de part et d'autre<sup>[83]</sup>. Comme du temps de la guerre civile, plusieurs petites villes (Mikoïan Shakhâr, dans la R.A. des Karatchaïs, Nukha, Belokany en Azerbaïdjan, Irgiz au Kazakhstan) furent momentanément investies par des bandes de cavaliers armés, qui y massacrèrent tous les «représentants du pouvoir soviétique»<sup>[84]</sup>. Si les conditions n'étaient plus réunies pour le développement de grandes insurrections paysannes à l'échelle de provinces entières, le phénomène du banditisme rural connu, à nouveau, un essor remarquable. Dès le mois de mars 1930, les rapports de l'OGPU faisaient état de la résurgence, sur une grande échelle, du banditisme rural, alimenté par des milliers de «koulaks» ayant pris la fuite pour échapper aux déportations, dans les régions de la Basse-Volga, du Caucase du nord, en Sibérie occidentale, au Kazakhstan, en Kirghizie, en Tchetchénie, en Ouzbékistan<sup>[85]</sup>. De manière remarquable, les mots d'ordre de ces bandits sociaux, qui se présentaient souvent comme des «vengeurs» luttant contre le «pouvoir des voleurs» («Pour un authentique pouvoir soviétique sans communistes!», «Vive le Vrai pouvoir des soviets!») faisaient, à nouveau, comme lors de certaines grandes révoltes de la guerre civile<sup>[86]</sup>, référence à «l'imposture du pouvoir», ainsi qu'aux valeurs de la «communauté paysanne solidaire et unie» face à l'agression du pouvoir étranger de la ville («Vive l'égalité et la fraternité des travailleurs de la terre!», «Pas de division des paysans en classes!»). Ce phénomène du banditisme rural allait perdurer tout au cours de la première moitié des années 1930. Comme du temps de la guerre civile, deux types principaux de bandes se

développèrent. Les bandes «sédentaires», opérant dans un périmètre limité, se recrutèrent pour l'essentiel, selon les sources policières, parmi les «koulaks» expropriés, mais non déportés. Si la majorité de ces «koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie» partit se fondre dans l'anonymat des villes et des grands chantiers du Premier plan quinquennal, une minorité demeura aux marges du village collectivisé, perpétuant, en bandes ne dépassant généralement pas une dizaine d'individus, un banditisme social qui bénéficiait assurément de la sympathie, voire de la complicité d'un certain nombre de kolkhoziens, surtout lorsque les «bandits», comme c'était parfois le cas, redistribuaient aux paysans les céréales volées dans les silos d'État<sup>[87]</sup>. L'un des facteurs stimulant le banditisme, jamais en manque de recrues, était la croyance, très largement attestée non seulement au moment du choc frontal de la collectivisation forcée, au début de 1930, mais tout au cours de la première moitié des années 1930, que le système kolkhozien était éphémère: en témoignaient les innombrables rumeurs sur la dissolution prochaine des kolkhozes, l'imminence d'une guerre (invasion polonaise en Ukraine occidentale, invasion japonaise en Sibérie), l'écroulement inévitable du régime<sup>[88]</sup>. Les attentes millénaristes ont toujours accompagné l'éclosion et le développement du banditisme rural. Plus imposantes que les bandes «sédentaires», les «bandes volantes» sévissaient tout particulièrement dans les vastes espaces mal contrôlés de l'Oural, de la Sibérie occidentale et du Kazakhstan<sup>[89]</sup>. C'est, semble-t-il, au Kazakhstan, frappé dès 1931 par une famine, conséquence directe de la politique de collectivisation forcée du cheptel et de sédentarisation des éleveurs nomades mise en œuvre par les autorités, que le phénomène du banditisme rural prit, en 1931-1932, sa plus grande extension, les rapports de l'OGPU signalant plus d'une centaine d'attaques de bandes (fortes de quelques centaines à quelques milliers d'assaillants) contre des entrepôts de viande et des silos le long de la ligne de chemin de fer stratégique du Turksib reliant le Kazakhstan à la Sibérie occidentale<sup>[90]</sup>.

Mis à part ces épisodes spectaculaires, mais néanmoins toujours localisés dans l'espace et le temps, l'essentiel de la résistance paysanne se traduisit par des milliers de manifestations, marches de protestation, tumultes, meetings improvisés, attroupements de courte durée devant les bâtiments publics, qui mobilisaient chaque fois de quelques centaines à quelques milliers de personnes. Contrairement à l'image complaisamment propagée, bien avant la période soviétique, de la «révolte paysanne insensée et cruelle» (A.Pouchkine), ces actions ne débouchaient qu'assez rarement sur des actes de violence (ainsi, pour l'année 1930, particulièrement agitée, les sources policières font état, sur les 13.754 incidents recensés, de 1.616

manifestations marquées par des «violences physiques exercées par les manifestants»<sup>[91]</sup>). L'aspect apparemment limité de ces actions, où les paysannes jouaient souvent les premiers rôles (*cf. infra*) ne saurait masquer l'ampleur du traumatisme social que représentait, pour la masse de la population rurale, l'attaque frontale menée par le régime et ses représentants contre toute une culture, un mode de vie, des comportements et des traditions séculaires. Une attaque ressentie, très souvent, comme le reconnaissent ouvertement les rapports de l'OGPU, comme la réimposition d'un «second servage». Dans cette perspective, la «dékoulakisation», dont il a été longuement question plus haut, ne fut-elle pas l'aspect le plus violent d'une vaste «dé-paysannisation»?

Les synthèses thématiques du Département Information (puis, à partir de la seconde moitié de 1931, du Département secret-politique), complétées par les télégrammes et les rapports opérationnels des responsables policiers sur tel ou tel incident, tumulte, manifestation, émeute, «acte de terrorisme», permettent d'appréhender, à diverses échelles, les résistances paysannes, à la fois collectives et individuelles, ainsi que leur évolution dans le temps. Examinons d'abord les grandes tendances, telles qu'elles se dégagent des documents de synthèse.

En 1930, après la «fièvre de mars»<sup>[92]</sup> (plus de 6.500 émeutes, manifestations et autres incidents recensés, 2.000 «actes de terrorisme»), l'agitation paysanne se maintint à un haut niveau en avril et mai (avec près de 2000 manifestations et 2 000 «actes de terrorisme» en avril; 1.400 manifestations et 1.200 «actes de terrorisme» en mai), avant de diminuer très fortement au cours des mois d'été, saison des travaux des champs (250 manifestations en août, à peine plus de 150 en septembre, le nombre d'actes de terrorisme se stabilisant, au cours du second semestre 1930, autour de 800 à 1.000 cas mensuels). Le refus d'entrer au kolkhoze fut, cette année-là la première cause des troubles paysans (plus de la moitié des incidents – près de 7.400 sur 13.700); la solidarité des villageois avec les «koulaks» et autres «éléments antisoviétiques» persécutés constitua la seconde cause des troubles paysans en 1930 (plus de 2.300 incidents); près de 1.500 tumultes paysans furent provoqués par l'acharnement de l'administration à fermer les églises et à confisquer les cloches et par le vandalisme antireligieux «d'activistes» du komsomol<sup>[93]</sup>. Les problèmes de ravitaillement causés, malgré une excellente récolte, par l'obligation faite aussi bien à ceux qui avaient rejoint les kolkhozes qu'à ceux qui en étaient restés à l'écart, de livrer aux organismes de collecte d'État des quantités considérables de céréales et de viande, furent à l'origine de plus de 1.200 incidents.

Enfin, les collectes elles-mêmes, menées *manu militari*, suscitèrent un millier de désordres et autres tumultes. Outre ces actes de protestation collectifs, les documents de l'OGPU recensent des actes de «terrorisme koulak», commis individuellement ou en petits groupes. Il s'agit principalement d'incendies de bâtiments collectifs ou de maisons appartenant à des «activistes» ou à des fonctionnaires soviétiques (on sait que l'incendie de l'habitation d'un voisin avec lequel existait un différend avait été, de tout temps, une forme de règlement de comptes particulièrement fréquente dans les villages russes), de tentatives de meurtre, de passages à tabac, d'assassinats. Selon les statistiques de l'OGPU, quelque 10.000 «représentants du pouvoir soviétique», «activistes» et paysans acquis au système kolkhozien furent victimes, en 1930, d'un «acte terroriste»; environ 1.200 furent tués<sup>[94]</sup>. En 1931 (chiffres pour les trois premiers trimestres), l'OGPU comptabilisa environ 6.000 «actes de terrorisme koulak» (dont près de 3.000 incendies), qui coûtèrent la vie à quelques centaines de fonctionnaires et «d'activistes»<sup>[95]</sup>. Ces violences, somme toute limitées à l'échelle du pays (et en comparaison avec les grandes insurrections paysannes de 1919-1921 au cours desquelles plusieurs dizaines de milliers de «représentants du pouvoir soviétique» avaient été tués, souvent dans des conditions particulièrement atroces<sup>[96]</sup>) furent systématiquement exploitées et instrumentalisées par les autorités pour justifier de la nécessité permanente de «nouvelles frappes» contre les «koulaks et autres éléments contre-révolutionnaires».

Des rapports de synthèse se dégagent clairement une géographie des plus fortes zones de résistance paysanne: l'Ukraine (plus de 4.000 manifestations en 1930, soit 30% de l'ensemble des troubles paysans recensés pour l'URSS), la région centrale des Terres noires, avec la province de Tambov (près de 1.400 manifestations), les régions de la Moyenne et de la Basse Volga (1.800 manifestations), le Caucase du nord (près de 1.500 manifestations). L'étude des zones les plus agitées montre une remarquable continuité, à la fois sur le long terme (XVIII-XIX<sup>e</sup> siècles) et sur le court terme (révolution et guerre civile). Les rapports détaillés de terrain soulignent également cette continuité (du moins entre les années de la guerre civile et le début des années 1930) à l'échelle des villages touchés par les troubles ainsi que la permanence d'un certain nombre de pratiques et de savoir-faire insurrectionnels: mise en place de «groupes de barrage», de «courriers de liaison» entre les villages, désignation de «mouchards», organisation de milices inter-villageoises, occupation d'emplacements stratégiques<sup>[97]</sup>.

Si l'on revient aux données synthétiques des rapports-bilans de l'OGPU sur les troubles paysans pour 1931 et 1932, on remarque, par rapport à l'année 1930, à la fois des constantes et des inflexions. Les régions agitées restent, pour l'essentiel, les mêmes: l'Ukraine et le Caucase du nord, régions de grande production céréalière (ces deux régions assuraient plus de la moitié de la récolte de céréales soviétique) et, à ce titre, particulièrement stratégiques pour le régime concentrent une proportion croissante des troubles (plus des deux tiers au cours du premier semestre 1932)<sup>[98]</sup>. Les causes recensées de ces troubles connaissent, à mesure que le système kolkhozien s'implante, une évolution notable: les campagnes de collecte de céréales et de viande, les difficultés alimentaires constituent, en 1931-1932, les principaux éléments déclencheurs des manifestations paysannes. Le «front de lutte» s'est déplacé: on se révolte moins souvent contre l'entrée forcée au kolkhoze, la fermeture de l'église (sur ce terrain, les autorités, après la «grande offensive» du début de 1930, ont battu en retraite<sup>[99]</sup>) ou pour défendre son voisin «dékoulakisé»; on se bat contre la confiscation, par les organismes de collecte d'État, d'une part croissante de la récolte ou de la dernière vache, on manifeste pour exiger du pain, on tente de s'emparer des blés stockés dans les entrepôts des kolkhozes et les silos d'État, on se livre, souvent avec la complicité de l'encadrement (brigadiers, voire membres de la direction du kolkhoze), à des détournements et à des vols systématiques de la «récolte collective» dans une conjoncture économique de plus en plus dégradée, marquée par des disettes, annonciatrices de famine<sup>[100]</sup>. Pour le pouvoir, l'affrontement direct, où «l'ennemi» – le «koulak» – s'expose, se transforme progressivement en une «guerre de sape» menée par des pans entiers de la société paysanne<sup>[101]</sup>.

Si les synthèses-bilans apportent des éléments globaux indispensables, seuls les «rapports de terrain», télégrammes, notes, comptes rendus détaillés sur tel ou tel incident, permettent à l'historien – malgré leurs évidentes limites, celles du prisme bureaucratique – d'aller plus loin dans l'étude des évolutions des résistances paysannes, dans le repérage et l'analyse des formes les plus variées de protestation, les stratagèmes de survie ou de contournement, ces «armes des faibles» admirablement décrites, pour un tout autre contexte, par James Scott<sup>[102]</sup>.

Ces documents éclairent, surtout lorsqu'ils reproduisent, en annexe, des tracts trouvés sur les lieux (leur comptabilité était minutieusement tenue<sup>[103]</sup>), ou des pétitions<sup>[104]</sup>, les revendications paysannes le plus fréquemment mises en avant: dissolution des kolkhozes, restitution de tout ce qui avait été confisqué par «le pouvoir des voleurs», retour de

déportation des «dékoulakisés», refus de «diviser les paysans en classes, les koulaks n'existant plus depuis longtemps», mais aussi (surtout dans la phase la plus active des résistances, au début de 1930), élections libres aux soviets ruraux, légalisation des «unions paysannes»<sup>[105]</sup>, liberté du culte et du commerce, châtement des «komsomols impies», réouverture des églises<sup>[106]</sup>. Avec le temps, on constate, comme nous l'avons déjà souligné à propos des manifestations paysannes, une inflexion dans les revendications, de plus en plus tournées vers des préoccupations d'ordre économique, qui mettent souvent en jeu la survie même des foyers paysans (refus de remplir les plans de collecte qui condamnent les paysans à la disette, voire à la famine). Quant aux propos tenus à l'égard des représentants du pouvoir, ils n'ont rien perdu de leur violence, une violence verbale exacerbée par un sentiment grandissant d'impuissance<sup>[107]</sup>.

Un autre point largement souligné dans les rapports de l'OGPU est la place exceptionnelle des femmes dans les manifestations et les troubles paysans<sup>[108]</sup>. Les autorités expliquaient ce phénomène par le fait que les paysannes, une masse particulièrement «sombre» et «attardée», étaient aisément manipulées par les «koulaks». Une lecture attentive des incidents rapportés par les agents de l'OGPU montre en réalité que les paysannes tiraient souvent profit de cette interprétation officielle, selon laquelle elles n'étaient que des jouets irresponsables aux mains des koulaks, pour manifester – souvent avec leurs enfants – avec l'assurance d'une relative impunité, due à leur prétendue «inconscience politique». D'autres raisons, que l'on retrouve dans nombre d'émeutes paysannes et autres «troubles frumentaires» dans les pays et les régimes les plus divers, expliquent sans doute aussi la forte participation féminine aux manifestations<sup>[109]</sup>. À partir de 1932, lorsque le vol de la récolte «kolkhozienne» devint l'une des formes majeures d'insubordination sociale dans les campagnes – mais aussi une stratégie de survie (les kolkhoziens ne recevant qu'une rémunération dérisoire – voire rien – pour leur travail dans les champs collectifs), les femmes, les enfants (et les personnes âgées) figurèrent au premier rang des «coiffeurs» (ainsi appelait-on, non sans dérision, ces «voleurs» d'un genre particulier, qui coupaient les épis et les cachaient dans leurs poches et leurs vêtements). Comme le montrent les statistiques sur les personnes condamnées pour «vol de la propriété sociale», au titre de la fameuse loi du 7 août 1932 (surnommée, par le petit peuple, la «loi des cinq épis»), les femmes ne bénéficièrent d'aucune indulgence particulière de la part des tribunaux et des juridictions spéciales de l'OGPU<sup>[110]</sup>.

Autre forme de résistance éclairée par un certain nombre de rapports – les refus de coopérer opposés par une partie de l’encadrement administratif des kolkhozes, des fonctionnaires ruraux, des membres du Parti dans les campagnes. Proches de leurs administrés, issus souvent du même milieu rural, les cadres des kolkhozes furent le corps le plus rétif d’une bureaucratie largement incompétente et peu efficace. Lorsque la pression du centre sur les kolkhozes dépassait un certain seuil, les refus de coopérer se multipliaient. Largement attestés, ces refus ne sont pas, en général, faciles à interpréter: quelle était la part de l’indiscipline, de l’incompétence, de l’ignorance de ce que la hiérarchie attendait précisément de la «base», de la solidarité effective avec le «petit peuple», de l’opposition déterminée aux injonctions venues «d’en-haut»? La situation des fonctionnaires ruraux était d’autant plus inconfortable qu’ils étaient tantôt stigmatisés comme fauteurs «d’excès» et de «déviation» (cf. le fameux texte de Staline du 2 mars 1930, «Le vertige du succès»), tantôt accusés de «rester à la traîne» et d’être «contaminés par l’opportunisme, le suivisme et les états d’esprit koulak»<sup>[111]</sup>. Chargés, après la première grande étape de la «dékoulakisation» (février-mai 1930) de rechercher les «koulaks» non encore démasqués, les soviets ruraux et les cellules du Parti dans les campagnes adoptèrent le discours qui prévalait dans les villages: «Le koulak a été liquidé en tant que classe. Il n’existe plus, nous n’avons plus de koulaks chez nous!» La campagne «d’imposition individuelle», qui devait frapper lourdement les paysans «individuels» qui n’avaient pas rejoint les kolkhozes, se heurta à la passivité, voire à l’opposition des autorités locales. Pour faire rentrer l’impôt, on dut faire appel à des «plénipotentiaires» venus des villes. La situation continua de se dégrader en 1931, et plus encore en 1932, lorsqu’un grand nombre de comités de district du Parti (sans parler des organisations communistes de base et des soviets ruraux), notamment en Ukraine et dans le Caucase du nord, refusèrent d’entériner les plans, de plus en plus lourds, de livraison à l’État de céréales et d’autres produits agricoles, qui acculaient des dizaines de millions de paysans à la disette, voire à la famine<sup>[112]</sup>. Cette année-là, plus d’un tiers des directeurs de kolkhoze furent révoqués (et souvent condamnés), la plupart pour s’être «livrés à des activités antiétatiques de sabotage des collectes»<sup>[113]</sup>. La crise de l’été 1932 sur le «front des collectes» et la manière dont elle fut gérée par le pouvoir central fait déjà partie intégrante de l’histoire de la famine de 1932-1933, qui constitue le troisième grand thème du recueil de documents de l’OGPU sur les campagnes soviétiques dans la première moitié des années 1930.

La famine de 1932-1933 a fait l'objet, ces dernières années, d'un grand nombre de publications en Russie et en Ukraine notamment<sup>[114]</sup>. Le recueil de documents publié en 2001, sous la direction de V.P.Danilov<sup>[115]</sup>, permet de reconstituer, à partir de sources très diverses (protocoles et résolutions du Politburo, correspondances entre les principaux dirigeants soviétiques, Staline, Kaganovitch, Molotov et les dirigeants du parti communiste ukrainien, Kossior, Tchoubar, comptes rendus sténographiques de plénums et de conférences du Parti, etc.) l'engrenage et les processus politiques qui aboutirent à cette dernière grande famine européenne, qui fit environ six millions de victimes. Ces documents montrent clairement les responsabilités écrasantes des plus hauts dirigeants soviétiques, et de Staline en particulier, prévenus dès le début de 1932, à maintes reprises, par des rapports concordants, à divers niveaux et de diverses sources, du risque, puis de la réalité de la famine si les plans de collecte de céréales, tout à fait irréalistes, imposés notamment à l'Ukraine, au Caucase du nord et aux régions de la Volga, principaux greniers à blé de l'URSS, n'étaient pas diminués. Les documents des divers services de l'OGPU relatifs aux «difficultés alimentaires» (le terme de famine n'apparaît qu'exceptionnellement dans l'intitulé des rapports) ici présentés n'apportent aucun correctif majeur au tableau d'ensemble; ils confirment que pour les autorités politiques et policières, les responsables de la famine n'étaient autres que les paysans eux-mêmes, qui «menant une guerre de sape contre le pouvoir soviétique»<sup>[116]</sup>, ne méritaient pas d'être secourus; ils soulignent la permanence et la priorité des préoccupations répressives au moment même où la famine faisait rage. Comme l'écrivait un médecin de campagne dans une lettre d'une remarquable perspicacité et d'un courage sans faille, interceptée par l'OGPU, «on considère les affamés non pas comme des gens dans le malheur, mais comme une force de travail qu'il s'agit d'exploiter»<sup>[117]</sup>. Parmi les documents les plus forts gardés dans les archives de la police politique, figurent les compilations de lettres écrites par les paysans affamés et saisies par la censure, particulièrement vigilante pour éviter que les informations sur ce qui se passait dans les régions frappées par la famine ne soient largement diffusées<sup>[118]</sup>. L'obsession du secret explique le nombre somme toute limité de documents produits sur la famine par l'OGPU. À cet égard, les instructions données par Vsevolod Balitski, le chef du GPU d'Ukraine à ses subordonnés, sont particulièrement éclairantes: «J'ai demandé, écrit Balitski à Genrikh Iagoda le 22 mars 1933, aux chefs des départements régionaux du GPU de n'informer sur les questions relatives aux difficultés alimentaires que les Premiers secrétaires des comités régionaux du Parti et ceci uniquement par voie orale, après

vérification scrupuleuse des faits rapportés. Ceci afin d'éviter que des notes manuscrites sur le sujet «ne se promènent» dans les appareils, devenant ainsi source à divers bruits et rumeurs. J'ai demandé également que sur le sujet des difficultés alimentaires, on n'écrive pas de rapports spécifiques pour le GPU d'Ukraine. Il suffit que je sois personnellement informé par des lettres personnelles de dirigeants adressées à moi directement»<sup>[119]</sup>.

Tentons de resituer les documents ici présentés sur la famine, ses origines et ses suites (été 1932- automne 1934) dans le contexte plus général, à la lumière des recherches récentes. Toute une série de rapports de la direction du GPU d'Ukraine pour les mois de juin-septembre 1932<sup>[120]</sup> pointent la montée des tensions dans les campagnes d'Ukraine, du Caucase du nord et de la région centrale des Terres noires au cours de l'été 1932. En 1931, en raison des mauvaises récoltes en Sibérie occidentale et au Kazakhstan, l'Ukraine, le Caucase du nord et la région centrale des Terres noires avaient été tout particulièrement mises à contribution. Des milliers de kolkhozes avaient dû livrer, sous de fortes pressions, toutes leurs réserves. À ce prix, les organismes de collecte d'État parvinrent à tirer d'une récolte très médiocre (69 millions de tonnes) un chiffre record de près de 23 millions de tonnes (soit un tiers de la récolte), dont plus de 5 millions furent exportées. L'Ukraine fut ponctionnée à hauteur de 42% de sa récolte globale, un prélèvement exceptionnel qui acheva de désorganiser le cycle productif déjà perturbé par la collectivisation forcée et la «dékoulakisation»<sup>[121]</sup>. Fort des progrès continus des collectes, le gouvernement fixa à 29,5 millions de tonnes les objectifs pour 1932, dont 7 millions de tonnes devaient être livrées par l'Ukraine, alors même qu'apparaissaient, dès le printemps 1932, les premiers «foyers isolés de difficultés alimentaires» dans les provinces de Kharkov, Kiev, Dniepropetrovsk, Odessa<sup>[122]</sup>. Entre les paysans, décidés à user de tous les stratagèmes pour conserver une partie de leur récolte, et les autorités locales, contraintes de remplir, à tout prix, le plan de collecte<sup>[123]</sup>, le conflit était inévitable. La campagne de collecte de 1932 prit un départ très lent, tandis que les «manifestations de masse» – pour l'essentiel des émeutes de la faim – se multipliaient (près d'un millier d'incidents furent recensés en Ukraine au cours du premier semestre 1932). Les rapports de l'OGPU signalaient en outre un nombre croissant de paysans quittant les kolkhozes, «avec une forte tendance à la reprise sauvage et non autorisée du cheptel collectivisé et des outils agricoles, ainsi que d'une partie de la production collective sur pied, la récolte étant ensuite faite par la famille sortie du kolkhoze»<sup>[124]</sup>. Par ailleurs, les vols de la récolte

«collective» prenaient une ampleur inégalée, favorisés souvent par la complicité de l'encadrement. L'opposition des fonctionnaires locaux du Parti et des soviets aux plans de collecte (non seulement au niveau des kolkhozes et des villages, mais à celui des districts) suscita une vive inquiétude chez Staline: «Si nous n'entreprenons pas immédiatement le redressement de l'Ukraine, nous pouvons perdre l'Ukraine», écrit-il à Kaganovitch le 11 août 1932<sup>[125]</sup>. Quelques semaines plus tôt, Staline avait envoyé, de Sotchi, trois lettres à L.Kaganovitch et à V.Molotov, dans lesquelles il développait l'argumentaire qui allait servir de base à la loi, rédigée par lui et promulguée le 7 août 1932, sur le «vol et la dilapidation de la propriété sociale»<sup>[126]</sup>. Malgré une répression très dure (plus de 100.000 personnes furent condamnées au cours des premiers mois d'application de cette loi<sup>[127]</sup>), et une légère diminution des objectifs du plan de collecte<sup>[128]</sup>, le blé ne «rentrait pas». À la mi-octobre 1932, le plan de collecte pour les principales régions céréalières du pays, même révisé à la baisse, n'était rempli qu'à 15-20%. Le 22 octobre, le Politburo décida d'envoyer en Ukraine et dans le Caucase du nord deux «commissions extraordinaires», l'une dirigée par Viatcheslav Molotov, l'autre par Lazar Kaganovitch, chargées «d'accélérer les collectes». Les plus hauts responsables de l'OGPU (dont Genrikh Iagoda) faisaient partie de ces «commissions extraordinaires». Plusieurs milliers d'agents de l'OGPU et de «plénipotentiaires» du Parti furent dépêchés sur place, afin de suppléer aux défaillances des appareils communistes locaux<sup>[129]</sup>. Les «rapports spéciaux» du Département secret-politique de l'OGPU «sur l'état des collectes de céréales en Ukraine et dans le Caucase du nord», pour novembre et décembre 1932<sup>[130]</sup> témoignent de l'ampleur de la répression dirigée contre les «saboteurs du plan de collectes», au nombre desquels figuraient une proportion importante (environ 30%) de responsables de kolkhozes et de petits fonctionnaires ruraux: plus de 11.000 personnes furent arrêtées en novembre dans la région du Caucase du nord, 9.000 en Ukraine (au 15 décembre, plus de 16.000 personnes avaient été arrêtées en Ukraine pour le seul chef d'accusation de «sabotage des collectes»<sup>[131]</sup>). Les «rapports spéciaux» du Département secret-politique éclairent également les multiples stratagèmes mis en place par les paysans, souvent avec la complicité de l'encadrement kolkhozien, pour tenter de soustraire une part de la récolte aux collectes d'État: les blés étaient enfouis dans des «fosses à grain», cachés dans des «greniers noirs»<sup>[132]</sup>, moulus dans des «moulins à bras» de fabrication artisanale, détournés lors du transport vers les silos, ou au moment de la pesée. Toutefois, les «tableaux de chasse»

figurant dans les rapports de l'OGPU montrent aussi que les «stocks cachés» restaient dérisoires – quelques milliers de tonnes de céréales à peine, soit 0,1 à 0,2% du «plan de collecte». C'est dans ce contexte que les commissions Molotov et Kaganovitch mirent au point le système des «tableaux noirs» (*cf. supra*, p. ), qui instituaient une responsabilité collective, annonçaient des déportations massives de communautés entières, condamnaient des dizaines de districts «récalcitrants» à la famine. Les commissions Molotov et Kaganovitch s'employèrent aussi à briser les dernières résistances opposées par les organisations régionales du Parti, voire par un certain nombre de dirigeants du parti communiste ukrainien<sup>[133]</sup>. Le 29 décembre 1932, la direction du parti communiste ukrainien céda sur un point capital: les kolkhozes qui n'avaient pas encore rempli le «plan de collecte» devaient rendre, dans un délai de 10 jours, leurs «fonds de semences», dernières réserves permettant d'assurer la prochaine récolte ou d'apporter une aide ultime aux kolkhoziens affamés<sup>[134]</sup>. En janvier 1933, l'exode des kolkhoziens des régions affamées s'accéléra. Le 22 janvier, Staline rédigea, au nom du Comité central du Parti et du gouvernement, une directive ordonnant de mettre fin à l'exode massif des paysans qui fuyaient d'Ukraine et du Kouban «sous prétexte d'aller chercher du pain». «Le Comité central et le Conseil des commissaires du peuple, poursuivait Staline, ont les preuves que cet exode en provenance d'Ukraine, de même que l'exode de l'an passé, est organisé par les ennemis du pouvoir soviétique, les socialistes-révolutionnaires et les agents polonais dans un but de propagande, afin de discréditer, par l'intermédiaire des paysans fuyant vers les régions de l'URSS au nord de l'Ukraine, le système kolkhozien en particulier et le système soviétique en général».<sup>[135]</sup> Le même jour, Genrikh Iagoda envoya aux Représentations plénipotentiaires de l'OGPU la circulaire n° 50.031, qui ordonnait l'interception de tous les «fuyards» en provenance d'Ukraine et du Caucase du nord. Après «filtration» des individus interceptés, les «éléments koulaks et contre-révolutionnaires démasqués» devaient être arrêtés et envoyés en camp ou en déportation, après passage devant une *troïka* de l'OGPU, les autres étant «renvoyés chez eux»<sup>[136]</sup>. Le lendemain, une directive du Bureau politique du parti communiste ukrainien suspendit la vente des billets de chemin de fer aux paysans<sup>[137]</sup>. L'OGPU mit en place des patrouilles spéciales, notamment autour des gares et sur les routes pour intercepter les fuyards, et organisa une dizaine de «centres de filtration». Dès la première semaine, 25.000 fuyards furent arrêtés<sup>[138]</sup>. Deux mois après le début de l'opération, plus de 225.000 personnes avaient été appréhendées,

dont 85% avaient été renvoyées chez elles<sup>[139]</sup>. Les rapports hebdomadaires de l'OGPU «sur les mesures prises pour mettre fin à l'exode massif des paysans» adressés directement à Staline et à Molotov restent muets sur l'état physique des personnes appréhendées.

C'est entre les mois de mars et de juin 1933, période qui marque l'apogée de la famine en Ukraine, dans le Caucase du nord et dans les régions de la Volga, que sont rédigés, par de hauts responsables régionaux de l'OGPU, les quelques rares rapports sur la famine exhumés des archives du FSB<sup>[140]</sup>. Ces textes, qu'il est intéressant de comparer à d'autres rapports internes, écrits par des fonctionnaires d'administrations différentes,<sup>[141]</sup> reflètent une vision policière, très distanciée, de la famine, attribuée, sans états d'âme, au «sabotage occasionné dans l'agriculture de l'Ukraine par les éléments koulaks et contre-révolutionnaires infiltrés dans les kolkhozes» (Vsevolod Balitski). Particulièrement révélatrices de cet état d'esprit sont, par exemple, les précisions données par S.Kraouklis, le chef du département régional du GPU de Dniepropetrovsk, concernant les autopsies pratiquées par les services du GPU pour déterminer les «causes exactes de la mort» des affamés (ces individus étaient-ils vraiment morts de faim? N'avait-on pas eu affaire à une «provocation de l'ennemi»?) ou les cas de cannibalisme et de nécrophagie (relatés avec la distance de l'ethnologue décrivant les «mœurs sauvages» d'une «peuplade primitive»)<sup>[142]</sup>. La hantise d'un soulèvement des masses paysannes affamées, dont les «propos antisoviétiques» étaient systématiquement rapportés, transparait aussi très clairement dans les rapports des responsables de l'OGPU. Au plus fort de la famine, les déportations de dizaines de milliers de paysans continuèrent de plus belle<sup>[143]</sup>, des plans grandioses de déportation de millions de personnes furent élaborés, tandis que les pouvoirs des *troïki* de l'OGPU étaient encore renforcés par crainte d'insurrections paysannes<sup>[144]</sup>. Les rapports de l'OGPU montrent également à quel point toute comptabilité du nombre de victimes de la famine est hasardeuse, dans la mesure où les fonctionnaires des soviets ruraux, parfois eux aussi décimés (quand un véritable blocus s'installait autour de districts entiers «punis» pour avoir failli à remplir leurs «obligations devant l'État»), ou en fuite, ne tenaient plus les registres d'état civil; en outre, les morts n'étaient souvent plus enterrés ou étaient ensevelis dans des fosses communes<sup>[145]</sup>.

Une question importante soulevée par un certain nombre de rapports est celle de l'aide alimentaire allouée *in extremis* à certains districts frappés par la famine. Comme l'ont montré quelques études récentes<sup>[146]</sup>, de janvier à juin 1933, période au cours de laquelle la

famine atteignit sa plus grande extension, les autorités centrales adoptèrent pas moins de 35 résolutions d'aide aux régions touchées par des «difficultés alimentaires». Les aides effectivement débloquées s'élevèrent à 320.000 tonnes environ, ce qui, pour une trentaine de millions de personnes frappées par des disettes ou des famines, ne représentait que 10 kg de céréales par personne, soit à peine 3% de la consommation annuelle moyenne d'un paysan. En 1932, l'URSS exporta 1.730.000 tonnes de céréales; en 1933, 1.680.000 tonnes. En outre, les réserves d'État atteignaient, au début de 1933, plus de 1.800.000 tonnes<sup>[147]</sup>. Quelle part de l'aide alimentaire débloquée par les autorités parvint jusque dans les villages? Une part minime, semble-t-il, les villes d'Ukraine et du Caucase du nord, elles aussi sévèrement frappées par la famine (Kharkov perdit en un an plus de 120 000 habitants, Krasnodar - 40 000, Stavropol – 20.000) ayant bénéficié de la plus grande part des maigres aides accordées<sup>[148]</sup>. Les instructions envoyées le 19 mars 1933 par Vsevolod Balitski, le chef du GPU d'Ukraine, «sur les mesures à prendre en liaison avec les difficultés alimentaires» précisaient que les aides alimentaires d'urgence étaient exclusivement destinées «à ceux qui les méritent, c'est-à-dire en priorité et par ordre, aux kolkhoziens ayant un nombre important de journées-travail, aux brigadiers, aux tractoristes, aux familles ayant un membre dans l'Armée rouge, aux kolkhoziens et aux paysans individuels [...] s'étant engagés à entrer dans les kolkhozes». L'essentiel de la circulaire de Balitski énumérait en fait les mesures répressives qui devaient être prises contre les «éléments parasites, contre-révolutionnaires, koulaks et ennemis de toute espèce qui tentent d'exploiter les difficultés alimentaires dans leurs propres buts contre-révolutionnaires, diffusent des rumeurs sur la famine, sur diverses «horreurs» et font exprès de ne pas enterrer les morts»<sup>[149]</sup>. Dans les rapports de l'OGPU du printemps 1933 transparaissait une autre préoccupation majeure: comment assurer, dans les régions ravagées par la famine, les travaux des champs pour la future récolte? Dès novembre 1932, dans sa correspondance avec V.Molotov, M.Khataevitch, le 2<sup>e</sup> secrétaire du parti communiste ukrainien, avait soulevé cette question: « Pour que la production de céréales puisse continuer à croître et satisfaire les besoins de l'État prolétarien, nous devons prendre en considération les besoins minimum des kolkhozes et des kolkhoziens, faute de quoi il n'y aura bientôt plus personne pour semer et assurer le développement de la production»<sup>[150]</sup>. Avec une population décimée par la famine, la question, au printemps 1933, se posait effectivement en ces termes. Les réponses apportées par les autorités furent les suivantes:

mobiliser, *manu militari*, une partie de la population urbaine, envoyée aux champs<sup>[151]</sup>, organiser de vastes transferts de «colons» en provenance d'autres régions de l'URSS (plus de 200.000 paysans furent ainsi déplacés, en 1933-1934, vers l'Ukraine, un grand nombre d'entre eux aussitôt après leur service militaire)<sup>[152]</sup>, remettre les survivants au travail, par des distributions de nourriture différenciées en fonction de la «proximité sociale» et de la productivité des uns et des autres, principes énoncés sans ambages dans toutes les directives et les textes des responsables politiques et policiers. Étant donné leur état d'affaiblissement, les kolkhoziens, y compris les tractoristes, généralement les moins mal traités (car les plus indispensables), parvenaient difficilement, comme le reconnaissent, non sans cynisme, les rédacteurs des rapports, à reconstituer leur force de travail. «Les rares qui travaillent encore sont incapables de remplir les normes. Par conséquent, ils ne reçoivent pas suffisamment de pain et commencent à gonfler. Les normes sont particulièrement difficiles à réaliser pour ceux qui travaillent aux labours et aux semailles. Ceci s'explique en partie à cause de l'état exécrable des bêtes de trait et des tracteurs qui tombent sans cesse en panne»<sup>[153]</sup>. Naturellement, ces pannes, systématiquement attribuées au «sabotage des éléments contre-révolutionnaires et anti-kolkhoziens», étaient prétexte à de nombreuses arrestations<sup>[154]</sup>. La répression s'exerçait nonobstant l'état d'épuisement des populations rurales (plusieurs rapports mentionnent la fréquence des décès de kolkhoziens aux travaux des champs<sup>[155]</sup>) considérées, répétons-le, comme les seules responsables de leur situation.

En général, la plupart des documents de l'OGPU sur «l'état des campagnes touchées par des difficultés alimentaires» en 1932-1934 montrent – toujours avec un regard distancié – l'extraordinaire régression-brutalisation qui accompagna les disettes et les famines. Celle-ci se traduisit notamment par l'essor du banditisme rural, qui avait déjà refait surface à partir de 1929-1930<sup>[156]</sup> et plus encore, par la remontée d'une grande violence au quotidien, dans un univers traumatisé et accablé par la faim tenace, omniprésente – lynchages de voleurs, y compris d'enfants attrapés en train de chaparder quelques légumes, jugements sommaires administrés par les paysans eux-mêmes, tortures, brutalités, exactions diverses, abandons d'enfants<sup>[157]</sup>. La violence extrême exercée par le régime et ses représentants locaux à l'encontre de la population rurale gagna, semble-t-il, les victimes elles-mêmes.

Une lecture attentive des nombreux recueils de documents sur les campagnes soviétiques de la première moitié des années 1930

montre que la faim fut, une fois encore, dix ans après la guerre civile, une expérience très largement partagée par des dizaines de millions de paysans. Disettes et famines frappèrent, dans les années qui suivirent la collectivisation forcée des campagnes soviétiques, entre quarante et cinquante millions de paysans. En 1932-1933, l'Ukraine, le Caucase du nord, les régions centrales des Terres noires et de la Volga en furent l'épicentre. Mais le Kazakhstan avait déjà été sévèrement touché dès 1931, à la suite de la politique désastreuse de collectivisation du cheptel (le plus important d'URSS) et de sédentarisation forcée des éleveurs nomades et semi-nomades<sup>[158]</sup>. En termes relatifs, c'est la population kazakhe qui paya le plus lourd tribut: entre 1930 et 1933, la diminution de la population du Kazakhstan peut se chiffrer entre 1,7 et 2 millions de personnes. Sur ce nombre, environ 600.000 avaient fui le Kazakhstan (vers le Xinkiang, la Sibérie occidentale, la Kirghizie, l'Asie centrale, la Basse-Volga), les autres – 1,1 à 1,4 million – étaient morts de faim et d'épidémies, soit près du tiers de la population kazakhe estimée, à la fin des années 1920, à moins de 4 millions de personnes<sup>[159]</sup>. Quant aux disettes qui, dans certaines régions, n'avaient disparu que depuis 1925<sup>[160]</sup>, elles firent leur réapparition dès l'été 1930, notamment en Ukraine, en Sibérie et au Kazakhstan<sup>[161]</sup> et se maintinrent jusqu'à la fin de 1934, comment l'attestent de très nombreux rapports<sup>[162]</sup>.

Entre «l'année noire» 1933 et l'année 1935 au cours de laquelle fut adopté un nouveau «statut-modèle» des kolkhozes, qui entérinait un certain nombre de concessions du régime à la paysannerie (notamment l'octroi d'un lopin individuel), 1934 apparaît comme une année de transition, marquée par un relatif apaisement<sup>[163]</sup>, mais aussi, pour des dizaines de millions de paysans, comme une «queue de famine», porteuse de forts traumatismes.

À partir de 1934, c'est une administration nouvelle, mise en place au plus fort de la crise des collectes (début 1933) – les Départements politiques des Stations de machines et de tracteurs et, plus précisément, les chefs-adjoints des Départements politiques, fonctionnaires de l'OGPU chargés de la surveillance rapprochée des kolkhozes – qui produit la majorité des rapports sur l'état des campagnes. Deux objectifs ont été assignés aux Départements politiques des MTS, qui ont bénéficié d'un recrutement massif de cadres policiers et militaires: «veiller à l'exécution irréprochable, dans les délais prescrits et sans discussion, des obligations des kolkhozes envers l'État»; «purger les kolkhozes et les MTS de tous leurs éléments saboteurs et socialement étrangers»<sup>[164]</sup>. Ces deux objectifs furent largement atteints. Malgré la désorganisation

profonde du système productif à la suite de la famine, les collectes d'État atteignirent, en 1933 et 1934, des sommets inégalés: 23,3 millions de tonnes de céréales en 1933 (soit 34% d'une récolte médiocre, évaluée à 68,4 millions de tonnes); 25,8 millions de tonnes de céréales en 1934 (soit 38% d'une récolte encore plus faible, évaluée à 67,6 millions de tonnes)<sup>[165]</sup>. Quant aux purges du personnel d'encadrement des kolkhozes et des MTS, elles furent massives, notamment dans certaines régions: en Ukraine, par exemple, 53% des présidents de kolkhoze furent relevés de leur poste en 1933<sup>[166]</sup>. Les changements de personnel, très fréquents, ne parvinrent guère à restaurer cette «discipline» qu'appelaient de leurs vœux les autorités régionales et centrales. Comme l'attestent de nombreux rapports des Départements politiques des MTS, les purges permanentes des «petits chefs» et des «cols blancs» des kolkhozes étaient inefficaces à faire cesser «l'arbitraire» et les «abus», une nouvelle fois dénoncés par Staline et la direction du Parti<sup>[167]</sup>. Ces «déformations de la ligne du Parti », que les documents décrivent avec un grand luxe de détails (passant en revue les innombrables formes de violence quotidienne exercées par les «petits chefs» kolkhoziens) faisaient naturellement partie intégrante du *modus operandi* du système tout entier, fondé sur la contrainte et la violence<sup>[168]</sup>.

Les documents des Départements politiques des MTS, chargés de fournir à la direction de l'OGPU des informations «de terrain» aussi précises et régulières que possible, illustrent parfaitement le «nihilisme productif» (Moshe Lewin) mis en œuvre par les kolkhoziens, conscients d'avoir perdu le combat dans l'affrontement qui les avait opposés, depuis 1930, à l'État. Faut-il voir dans ce «nihilisme productif», qui s'exprimait de mille et une manières – cheptel du kolkhoze laissé sans soins, tracteurs et machines non entretenus, outils volés, absentéisme aux travaux des champs, chapardages individuels et collectifs aux techniques bien rôdées<sup>[169]</sup>, exode rural massif – une forme ultime de «résistance», ou plutôt le signe d'une sorte de «suicide social»? Pour les rédacteurs des rapports, la réponse était claire: il s'agissait d'un immense sabotage, orchestré par une armée d'ennemis s'avançant masqués et menant un «travail de sape». Cependant, tous les faits et propos rapportés démentent cette interprétation: le leit-motif est le désespoir, bien davantage que la révolte<sup>[170]</sup>; et la seule véritable issue envisagée par les plus entreprenants – la fuite: «Il n'y a plus qu'à fuir en ville. Ici, c'est la mort assurée»<sup>[171]</sup>. Rappelons qu'au cours de la première moitié des années 1930, près de vingt millions de paysans quittèrent les campagnes, dans une vaste et chaotique migration qui eut pour

première conséquence de «ruraliser» les villes soviétiques. Ces départs étaient parfois, paradoxalement, favorisés par les mesures d'exclusion prises, sous les prétextes les plus divers, par l'administration des kolkhozes à l'encontre d'un grand nombre de paysans. Les autorités centrales étaient alors contraintes de condamner cette nouvelle forme «de déviation», qui faisait ressortir les contradictions d'une gestion strictement répressive du problème paysan <sup>[172]</sup>.

Un grand nombre de rapports de l'année 1934 soulignent la persistance, dans la société paysanne, de traumatismes liés à la famine ou aux disettes, qui se manifestaient par une recrudescence de rumeurs, mais aussi de pratiques «magico-religieuses» censées prévenir une nouvelle catastrophe. Pour les fonctionnaires de l'OGPU qui, soulignons-le une fois encore, portaient un regard spécifique, distancié, sur un univers paysan qui leur paraissait, à maints égards, «sauvage» et «sombre», traquer les rumeurs et les «pratiques rétrogrades» qui sourdaient des campagnes ne pouvait que les conforter dans leur opinion. Aussi est-ce avec une prudence redoublée que l'historien exploitera ce type de sources. On se bornera ici à noter que la dimension «apocalyptique» des rumeurs rapportées dans les documents de l'OGPU n'est pas sans rappeler la grande vague de rumeurs de l'année 1930, analysée par Lynne Viola dans son étude sur le «cauchemar paysan» <sup>[173]</sup>. La famine de 1932-1933, dont la nouvelle parvint jusque dans les provinces les plus reculées qui n'avaient pas eu à en souffrir, fut souvent interprétée comme le signe avant-coureur de la chute imminente du régime, sur le point d'être envahi par les grandes Puissances <sup>[174]</sup>. Mais elle fut aussi largement associée à l'annonce de la fin des temps, ce qui faisait dire à certains: «Les jeunes, les adultes et les vieux vont mourir, quant aux autres, ils seront tous déportés. Il ne restera personne pour récolter, ce n'est pas la peine de se donner du mal, tout est perdu» <sup>[175]</sup>.

En 1933-1934, les chefs-adjoints des Départements politiques des MTS furent, à maintes reprises, sévèrement critiqués par la direction de l'OGPU pour «s'être laissés aller à une approche purement descriptive, à une description strictement photographique» de la situation dans les campagnes. Ce faisant, «ces tchékistes envoyés sur le front des collectes [...] semblent avoir tout simplement oublié, disait la directive signée de Genrikh Iagoda, qu'ils doivent aussi et avant tout rendre compte de leur combat pour protéger les machines agricoles d'actes de sabotage, le cheptel d'actes de malveillance, les fonds de semences de dilapidation, et lutter sans relâche contre les saboteurs des campagnes de semailles, de moisson et de

labours»<sup>[176]</sup>. À la différence de Feliks Dzerjinski qui s'inquiétait des possibles effets déformants d'une information appelée à rendre compte prioritairement de toutes les formes de déviations politiques et sociales<sup>[177]</sup>, Genrikh Iagoda ne se posait pas la question en ces termes. L'essentiel était ailleurs – dans l'action, la lutte contre un ennemi diffus et omniprésent.

Sur ce front, la victoire, fin 1934, date à laquelle s'arrête le quatrième volume des «Campagnes soviétiques vues par la Tchéka-OGPU-NKVD», était, pour les autorités, acquise. En 1935, l'État préleva directement, à des prix dérisoires, 45% de la production agricole (soit, proportionnellement, trois fois plus qu'en 1927, la production agricole livrée alors par les paysans étant, de surcroît, achetée au prix du marché). Comme l'écrivait, en septembre 1935, Lazar Kaganovitch à Sergo Ordjonikidze, le Commissaire du peuple à l'Industrie lourde (et, à ce titre, l'un des principaux bénéficiaires du formidable pompage des ressources agricoles au profit de l'industrialisation accélérée du pays), «nous avons définitivement gagné la guerre, la victoire est à nous, une victoire fantastique, totale, la victoire du stalinisme»<sup>[178]</sup>. Victoire du stalinisme, défaite de la paysannerie. C'est ce combat engagé au début de 1930 que retracent les deux volumes de documents de la police politique sur les campagnes soviétiques consacrés aux années 1930-1934.

---

[1]. Le comité de rédaction est composé d'A.Berelowitch, V.P.Danilov, V.Christophorov, L.Samuelson, E.Tiourina, V.Vinogradov, N.Werth. Les documents du tome III ont été réunis et commentés par L.Borisova, V.P. Danilov, N.Peremychlennikova, N.Tarkhova (responsables), T.Golychkina, S.Miakinkov, I.Razboev, T.Sorokina, E.Stepanova.

[2]. Pour une analyse plus complète des rapports de la police politique soviétique comme source d'histoire politique et sociale, je me permets de renvoyer le lecteur à ma présentation des documents des deux premiers volumes, *in Bulletin de l'IHTP*, n°78, second semestre 2001, p. 12-24.

[3]. «L'information est l'alpha et l'oméga de notre travail», soulignait, en septembre 1920, une circulaire interne de la Vetcheka. Cf. Vladlen Izmozik, *Glaza i ushi regima: Gosudarstvennyi politiceskii kontrol' za naseleniem Sovetskoï Rossii v 1918-1928 godakh* [Les yeux et les oreilles du régime: le contrôle politique d'État sur la population de la Russie soviétique dans les années 1918-1928], Saint-Petersbourg, Phenix, 1995, p. 60.

[4]. Les «résidents» coordonnaient l'activité des informateurs. À la différence des «agents», fonctionnaires rémunérés au budget de la police politique, les «résidents» percevaient une rétribution plus ou moins régulière, mais généralement toujours faible. Quant aux informateurs, un grand nombre d'entre eux n'étaient autres que les petits fonctionnaires locaux des comités de soviets ou du parti communiste, qui fournissaient aux départements Information une information qualifiée, non sans mépris, de «bureaucratique» (*kazennaia*), par opposition à la vraie information «opérationnelle» (*operativnaia*) puisée sur le terrain par des indicateurs patentés. Cf. Nicolas Werth, «L'OGPU en 1924: radiographie d'une institution à son niveau d'étiage», *Cahiers du Monde russe*, vol. 42/2-3-4, avril-décembre 2001, p. 397-422.

[5]. Le grand rapport mensuel sur «l'état politique et économique de l'URSS d'après les matériaux du département Information de l'OGPU» comprenait, en général, une dizaine de rubriques principales (rapport politique – axé sur l'analyse de «l'état des forces hostiles au régime soviétique» –, rapport financier, rapport militaire, rapport sur le Parti, rapport sur le mouvement coopératif, rapport sur les soviets, rapport industriel, rapport sur les campagnes). Sur les divers rapports produits par la police politique soviétique, cf. Nicolas Werth, «Une source inédite: les svodki de la Tcheka-OGPU», *Revue des Études Slaves*, vol. LXVI/1, 1994, p. 17-27.

[6]. Cf. par exemple, le grand rapport (une centaine de pages) préparé en mars 1928 sur «les différentes formes de manifestations antisoviétiques dans les campagnes en 1925-1927» (extraits traduits et présentés *in Bulletin de l'IHTP, op. cit.*, p. 168-175).

[7]. Cf. par exemple, les «rapports opérationnels» de 1928-1929 dressant le bilan des diverses opérations de répression menées par l'OGPU contre les «spéculateurs», «accapareurs» et autres «contre-révolutionnaires» (extraits traduits et présentés *in Bulletin de l'IHTP, op. cit.*, p. 160-167).

[8]. Sur ces questions, je me permets de renvoyer le lecteur à ma présentation des documents des volumes consacrés aux années 1918-1929, *in Bulletin de l'IHTP, op. cit.*, p. 22-24.

[9]. Composée de 21 membres, dont les principaux dirigeants de l'OGPU –G.Iagoda, E.Evdokimov, K.Karslon, la Commission Molotov fut mise en place le 15 janvier 1930. Elle rendit son rapport le 25 janvier. Amendé par Molotov les 26 et 27 janvier, ce texte servit de base à la résolution du Politburo du 30 janvier 1930. Cf. N.A.Ivnitskii, «Razvertyvanie splosnoi kollektivisatsii» [Le développement de la collectivisation totale], *in Tragedia sovetskoi*

*derevni. Kollektivisatsia i raskulacivanie. Dokumenty i materialy v 5 tomach, 1927-1939* [La tragédie des campagnes soviétiques. Collectivisation et dékoulakisation. Recueil de documents en 5 volumes, 1927-1939], Moscou, Ed. Rosspen, 1999-2004, vol. II, p. 10-11.

[10]. *Tragedia...*, *op. cit.*, vol. II, p. 126-130.

[11]. Les quotas étaient de 15.000 pour l'Ukraine, de 6 à 8.000 pour le Caucase du nord et le Daghestan, de 5 à 6.000 pour la Sibérie, de 4 à 6.000 pour la Basse Volga, etc.

[12]. Le nombre des «éléments antisoviétiques» fichés dans les campagnes avait considérablement progressé depuis 1927-1928. Ce fichage, qui témoignait des progrès du contrôle policier sur une partie des campagnes, avait notamment permis de lancer, dans la seconde moitié de 1929, des opérations préventives d'arrestation (près de 100.000 personnes arrêtées fin 1929). Le succès de ces opérations explique en partie pourquoi les paysans ne parvinrent pas, au printemps 1930, à organiser (sauf exception) une résistance un tant soit peu coordonnée contre la collectivisation. Cf. «Extraits du rapport du département secret-opérationnel de l'OGPU» du 15 janvier 1930, in *Bulletin de l'IHTP*, n°78, second semestre 2001, p. 186-189.

[13]. Il était prévu d'installer 70.000 familles dans la région Nord, 50.000 familles en Sibérie, 20 à 25.000 familles dans l'Oural, 20 à 25.000 familles au Kazakhstan.

[14]. Cf. document du 1<sup>er</sup> octobre 1930, p.

[15]. Cf. document du 15 février 1930, p.

[16]. Cf. d'autres notes et instructions de Genrikh Iagoda sur ce sujet in *Tragedia...*, *op. cit.*, vol. II, p. 137-138 («Note de G. Iagoda aux responsables régionaux de l'OGPU sur le renforcement du contrôle des organes centraux de l'OGPU dans le déroulement de la dékoulakisation »).

[17]. Cf. document du 1<sup>er</sup> octobre 1930, p.

[18]. Soit environ 10% des quelque 208 000 personnes condamnées en 1930 par une juridiction d'exception de la police politique. Cette proportion tombe à 6% environ en 1931 (GARF, 9401/1/4157/201-205). Pour une analyse de ces données, cf. Nicolas Werth, «Histoire d'un pré-rapport secret. Audaces et silences de la Commission Pospelov, janvier-février 1956», *Communisme*, n°67-68 (2001), p. 9-40.

[19]. Cf. document du 10 avril 1930, p.

[20]. Dont 724.000 environ en 1930 (560.000 en «2<sup>e</sup> catégorie» et 164.000 en «3<sup>e</sup> catégorie»), 1.713.000 environ durant les neuf premiers mois de 1931 (1.244.000 environ en «2<sup>e</sup> catégorie» et

469.000 environ en «3<sup>e</sup> catégorie») et environ 340.000 déportés en 1932-1933.

[21]. Cf. document du 23 mai 1930, **p.**; document du 12 juin 1930, **p.** Selon les «plans du Département Transports en matière de déportation des koulaks» (2 février 1930), les convois mis en place par le Département Transports de l'OGPU devaient comporter chacun 44 wagons de marchandises pour le transport des déportés (selon une norme de 40 personnes par wagon), 8 wagons pour le transport de quelques outils et provisions pour la route (maximum 25 pouds, soit 400 kg, par famille), 1 wagon pour les gardes. Il était prévu, «dans une première étape», de mettre en place 404 convois (de 1.760 personnes chacun) pour transporter 142.000 familles, soit environ 710.000 personnes.

[22]. Ces aspects de la dékoulakisation, bien connus, ont été soulignés en particulier par Merle Fainsod, *Smolensk à l'heure de Staline*, Paris, Fayard, 1967, **p.**; Moshe Lewin, *La paysannerie et le pouvoir soviétique, 1928-1930*, Paris, Mouton, 1968, p. 378 et suiv.; R.W.Davies, *The Socialist Offensive. The Collectivization of Agriculture, 1929-1930*, London, Macmillan, 1980, p. 257-275.

[23]. Cf. document du 25 mai 1930, **p.**

[24]. Cf. document du 16 avril 1930, **p.**; document du 25 mai 1930, **p.**; document du 12 juin 1930, **p.**

[25]. V.P.Danilov, S.A.Krasilnikov (dir.), *Spetzpereselentsy v Zapadnoï Sibiri, 1930-vesna 1931 g* [Les «déplacés spéciaux» en Sibérie occidentale, 1930-printemps 1931], Novossibirsk, 1992, p. 14-15.

[26]. Cf. Tragedia..., *op. cit.*, tome II, p. 354.

[27]. Cf. document du 12 juin 1930, **p.**

[28]. Cf. documents du 25 mai 1930, **p.**; du 31 mai 1930, **p.**; du 12 juin 1930, **p.**

[29]. Cf. Nicolas Werth, «Les rebelles primitifs en URSS», *Communisme*, n°70-71 (2002), p. 60-91.

[30]. Cf. Nicolas Werth, «Repenser la Grande Terreur», *Le Débat*, n°122, novembre-décembre 2002, p. 118-140.

[31]. Cf. document du 3 septembre 1930, **p.**

[32]. Cf. document du 1<sup>er</sup> février 1931, **p.**

[33]. Cf. document du 22 septembre 1930, **p.**

[34]. Soit environ 300.000 arrêtés, 550 à 560.000 déportés, 164.000 «déplacés» (cf. document du 30 septembre 1931, **p.** ).

[35]. Cf. document du 1<sup>er</sup> février 1931, **p.**

[36]. Sur ces migrations massives ayant transformé le pays, au début des années 1930, en une «Russie vagabonde», cf. Moshe Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1986, p. 315-317.

Pour une élaboration littéraire de ce thème de la fuite et de l'errance paysanne, cf. l'œuvre d'Andreï Platonov.

[37]. Des pourcentages analogues ou un peu plus élevés (mais toujours inférieurs à 8-10%) sont attestés dans d'autres documents pour les autres régions de déportation (8% dans l'Oural en avril 1931, 7% en Sibérie occidentale en février 1931, GARF, 1235/2/776/83-86).

[38]. Soit deux fois plus qu'en 1927-1928, et à des prix symboliques, les mécanismes du marché ayant été cassés et les paysans, kolkhoziens ou «individuels», étant désormais contraints de livrer leur production sous forme de collectes obligatoires ou d'impôts agricoles très lourds.

[39]. Résolution conjointe du Comité exécutif central et du Conseil des commissaires du peuple, 23 décembre 1930.

[40]. Cf. document du 1<sup>er</sup> février 1931, p.

[41]. Cf. documents du 3 février 1931, p. et du 4 février 1931, p.

[42]. Résolution du Politburo du 20 février 1931, in *Tragedia...*, *op.cit.*, tome III, p. 90.

[43]. Cf. document du 15 mai 1931, p.; document du 3 juin 1931, p. Sur le passage de la «déportation-abandon» à la «déportation-gestion», cf. Nicolas Werth, «Déplacés spéciaux et colons de travail dans la société stalinienne», *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n°54, avril-juin 1997, p. 34-50.

[44]. Cf. document du 18 mars 1931, p.

[45]. Les notes rédigées début mai 1931 par G.Strangfeld, responsable de la 2<sup>e</sup> section du Département secret-politique de l'OGPU, qui décrivaient sans fard la situation dramatique des déportés et les nombreux problèmes que rencontrerait un nouveau flux massif de déportés ont, semble-t-il, influé sur la diminution des «plans de déportation» adoptés le 15 mai 1931 par la Commission Andreiev.

[46]. Cf. document du 15 mai 1931, p.

[47]. Cf. documents du 28 juin 1931, p. et du 9 août 1931, p.

[48]. Pour d'autres exemples de «troubles et manifestations de masse» parmi les «déplacés spéciaux», cf. V.P.Danilov, S.A.Krasilnikov (dir.), *op. cit.*, tome II, p. 124-130.

[49]. Cf. David Shearer, «Crime and social disorder in Stalin's Russia. A reassessment of the Great Retreat and the origins of mass repression», *Cahiers du monde russe*, vol. 39, n°1-2, janvier-juin 1998, p. 126-128.

[50]. Sur cette révolte, cf. également le rapport du Comité du Parti communiste de l'arrondissement de Tchinsk, in *Tragedia...*, *op. cit.*, tome III, p. 172-173, et la note de G.Iagoda du 7 août 1931, in

N.Werth et G.Moullec, *Rapports secrets soviétiques. La société russe dans les documents confidentiels*, Paris, Gallimard, 1995, p. 357-358.

[51]. Cf. documents du 21 novembre 1931, **p.**; du 25 décembre 1931, **p.**; du 15 mars 1932, **p.** D'après un rapport du 1<sup>er</sup> octobre 1931, 101.650 déportés s'étaient enfuis «du printemps 1930 à septembre 1931» in V.P.Danilov, A.Berelowitch (dir.), *Sovetskaia derevnia glazami VCK-OGPU-NKVD, tom III* [Les campagnes soviétiques vues par la Tchéka-OGPU-NKVD, tome III], Moscou, Rosspen, 2002, p. 772-773.

[52]. En 1932, 207 000 «déplacés spéciaux» s'enfuirent de leur lieu de déportation; 216 000 en 1933. Cf. Viktor Zemskov, «Kulatskaia ssylka v 1930-ye gody» [L'exil koulak dans les années 1930], *Sotsiologiceskie Issledovanija*, 1991/10, p. 4-5.

[53]. Cf. document du 30 septembre 1931, **p.**

[54]. V. Zemskov, art. cit., p. 4-5. Parmi les 268.000 «nouveaux déportés» de 1933, figuraient un certain nombre «d'éléments socialement étrangers» expulsés des villes à la suite de la campagne de passeportisation des citoyens résidant dans un certain nombre de grandes villes entreprise au début de 1933.

[55]. Cf. document du 10 mars 1932, **p.**

[56]. Sur les réactions des responsables locaux, cf. documents du 15 octobre 1930, **p.**; du 22 août 1932, **p.**

[57]. Lettre de Staline à Kaganovitch, 20 juillet 1932, citée in Y.Cohen, «Des lettres comme action: Staline au début des années 1930 vu depuis le fonds Kaganovic», *Cahiers du monde russe*, 38 (3), juillet-septembre 1997, p. 322.

[58]. En quatorze mois (août 1932-octobre 1933), plus de 210.000 personnes furent condamnées en vertu de cette loi. Cf. document du 21 octobre 1933, **p.**

[59]. Cf. document du 27 février 1933, **p.**

[60]. Déportations de minorités finlandaises de la région frontalière de Léninegrad, de minorités polonaises et allemandes d'Ukraine (1935-1936), de la totalité de la minorité coréenne de la région de Vladivostok (plus de 170.000 personnes) en 1937. Sur les déportations cosaques de fin 1932, cf. l'analyse de Terry Martin, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, 2001, p. 325-328.

[61]. Cf. Moshe Lewin, «Prendre les céréales: la politique soviétique des collectes agricoles avant la guerre», in *La formation du système soviétique*, op. cit., p. 204-257.

[62]. Cf. document du 7 février 1933, p., pour le plan de déportation d'un million de personnes au Kazakhstan. Pour le plan d'un million de personnes à déporter en Sibérie occidentale, cf. le télégramme envoyé le 7 février 1933 par Genrikh Iagoda à Alexeïev, chef de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU pour la Sibérie occidentale, in V.P.Danilov, S.A.Krasilnikov (dir.), *op. cit.*, tome III, p. 42-44.

[63]. Cf. document du 9 mars 1933, p.; document du 21 avril 1933, p.; document du 21 avril 1933, p.

[64]. L'inscription au «tableau noir» d'un district, pour «sabotage du plan de collecte» entraînait les mesures suivantes: retrait de tous les produits des magasins, arrêt total du commerce, remboursement immédiat de tous les crédits, individuels ou collectifs, en cours, imposition exceptionnelle, arrestation de tous les «éléments socialement étrangers». Cf. document du 9 mars 1933, p.

[65]. Cf. par exemple, le télégramme envoyé le 10 février 1933 par R.Eikhé, premier secrétaire du Comité régional de Sibérie occidentale du Parti à Staline, dans lequel il démontrait que la région de Sibérie occidentale ne pourrait pas installer plus de 28.000 individus durant l'hiver, et «au maximum 250 à 270.000» durant l'été 1933, in V.P.Danilov, S.A.Krasilnikov (dir.), *op. cit.*, tome III, p. 78.

[66]. Ces chiffres n'incluaient pas les individus soumis au travail forcé dans un camp de travail (au nombre de 500.000 environ).

[67]. Texte de la circulaire du 8 mai 1933 in *Tragedia...*, *op.cit.*, tome III, p. 746-750. Cf. aussi le document du 12 mai 1933, p.

[68]. Sur cet aspect, les documents des *komandatures* ou les rapports d'inspection conservés dans les archives régionales sont bien plus éclairants. Cf. par exemple, V.P.Danilov, S.A.Krasilnikov, *op.cit.*, vol I-III.

[69]. V. P. Danilov, S. A. Krasilnikov, *op. cit.*, tome II, p. 81-83; N. Werth, G. Moullec, *op. cit.*, p.363-374.

[70]. Cf. I.Poliakov (dir.), *Naselenie Rossii v XX veke, tom. 1. 1900-1939* [La population de la Russie au XX<sup>e</sup> siècle, tome I, 1900-1939], Moscou, Rosspen, 2000, p. 279-280.

[71]. Lynne Viola, *Peasant Rebels under Stalin: Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

[72]. Sur la force de cette thématique dans les années 1920, étudiée à travers les lettres envoyées par les paysans «au pouvoir» (lettres individuelles, plus rarement pétitions), cf. Alexandr Orlov, Igor Livsin, *Vlast i obsctvo: dialog v pismax* [Pouvoir et société: dialogue épistolaire], Moscou, Rosspen, 2002, p. 175-177.

[73]. Teodor Shanin, *Peasants and Peasant Society*, Oxford, Oxford University Press, 1994, p. 329.

[74]. Cf. annexe 1 (Tableau des manifestations de masse en URSS pour l'année 1930), document du 17 novembre 1930, p., document du 1<sup>er</sup> octobre 1931, p. Le document en annexe (Tableau des manifestations de masse en URSS pour l'année 1930) a été publié in *Cahiers du monde russe*, 1994, vol. 35 (3), p. 671-676 par V. Danilov et A. Berelowitch.

[75]. Pour l'année 1931, cf. document du 1<sup>er</sup> octobre 1931, p.; pour l'année 1932, cf. *Tragedia...*, op. cit., tome III, p. 440-441.

[76]. Cité in I. Zelenin, «Osuscestvlenie politiki likvidatsii kulacestva kak klassa» [La mise en œuvre de la politique de « liquidation des koulaks en tant que classe»], *Istoria SSSR*, 1990/6, p.47.

[77]. Cf. V. P. Danilov, *Krestianskoie vosstanie v Tambovskoi gubernii v 1919-1921 gg. Antonovscina. Dokumenty i materialy* [L'insurrection paysanne dans la province de Tambov en 1919-1921, L'Antonovscina. Textes et documents], Tambov, 1994.

[78]. Sur le faible nombre d'armes saisies sur les émeutiers paysans en 1930, cf le rapport du Département de contre-espionnage de l'OGPU du 29 avril 1930, in *Sovetskaia derevnia glazami VCK, OGPU, NKVD*, op. cit., tome III, p. 312-327. Sur les 140.724 «activistes contre-révolutionnaires» arrêtés du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 1930 n'avaient été saisies que 5.533 armes à feu et 2.250 armes blanches!

[79]. Cf. le document «Bilan provisoire de la lutte contre la contre-révolution dans les campagnes au cours de l'année 1929», 15 janvier 1930, in *Bulletin de l'IHTP*, n°78, op. cit., p. 186-189.

[80]. Cf. documents du 9 mars 1930, p.; du 12 mars 1930, p.; du 17 novembre 1930, p. Nombreux autres exemples in *Tragedia...*, op. cit., tome II, p.245-260.

[81]. Sur ces révoltes, cf. la sélection de documents issus du fonds Ordjonikidze, présentée et commentée par Andrea Graziosi, «Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales à travers les rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930, in *Cahiers du monde russe*, 1994, op. cit., p. 437-632.

[82]. Cf. *Tragedia...*, op. cit., vol II, p.237-238, 240-241.

[83]. Cf. document du 17 novembre 1930, p.

[84]. Cf. document du 17 novembre 1930; *Tragedia...*, op. cit., vol II, p.286-288.

[85]. Cf. *Sovetskaia derevnia glazami VCK-OGPU-NKVD, tom III, 1930-1931* [Les campagnes soviétiques vues par la Tchéka-OGPU-NKVD, tome III, 1930-1931], p. 253-263.

- [86]. Cf. en particulier la révolte menée, en juillet-septembre 1920, par Alexandre Sapojkov et sa «Première armée de la Vérité». Cf. Nicolas Werth, «Les rebelles primitifs...», art. cité, p. 68 et suiv.
- [87]. Cf. Sheila Fitzpatrick, *Stalin's Peasants*, Oxford, Oxford University Press, 1994, p. 233-235; Lynne Viola, *op. cit.*, p. 176-179.
- [88]. Cf. Lynne Viola, *op. cit.*, p. 55-66; Nicolas Werth, «Rumeurs défaitistes et apocalyptiques dans l'URSS des années 1920 et 1930», *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n°71, juillet-septembre 2001, p. 35-49.
- [89]. Cf. documents du 15 août 1931, p. (Sibérie occidentale); 1<sup>er</sup> avril 1932, p. (Kazakhstan) ; 25 juin 1933, p. (Basse-Volga).
- [90]. Document du 1<sup>er</sup> avril 1932, p.
- [91]. Au cours de ces manifestations «violentes», on compta, selon la note de synthèse de l'OGPU sur «les formes et la dynamique de la lutte des classes dans les campagnes» (cf.annexe), 3.155 victimes parmi les fonctionnaires et «activistes» soviétiques, dont 147 tués, 212 blessés et 2.796 «rossés».
- [92]. L'expression est de Lynne Viola, qui a consacré à ce mois crucial un chapitre de son ouvrage, *op. cit.*, p. 132-180.
- [93]. Cf. Annexe 1.
- [94]. Cf. Annexe 1.
- [95]. Cf. document du 1<sup>er</sup> octobre 1931.
- [96]. Cf. Tatiana Isipova, «Peasant Rebellions: Origins, Scope, Dynamics and Consequences», in Vladimir Brovkin (dir.), *The Bolsheviks in Russian Society. The Revolution and the Civil War*, New Haven/Londres, Yale University Press, 1997, p. 140-160.
- [97]. Cf. par exemple, les documents du 3 mars 1930, p. et du 6 février 1931, p.
- [98]. Cf. *Tragedia...*, *op. cit.*, tome III, p. 420-427, et document du 29 mai 1932, p.
- [99]. Cf. Nicolas Werth, «Le pouvoir soviétique et l'Église orthodoxe dans les années 1930», *Revue des études comparatives Est-Ouest*, vol. 24, n°3-4, 1993, p. 9-28.
- [100]. Cf. documents du 20 juin 1930, p.; du 20 juillet 1930, p.; du 6 février 1931, p.; du 9 avril 1932, p. ; du 29 mai 1932, p.
- [101]. Sur ce point, cf. les nombreuses interventions publiques de Staline, notamment au Plenum du Comité central de janvier 1933, ainsi que sa réponse (6 mai 1933) à la lettre que lui avait envoyé l'écrivain Mikhaïl Choukhov (cf. Stéphane Courtois, Nicolas Werth et al., *Le Livre noir du communisme*, Paris, Laffont, 1997, p. 236-237).

[102]. James Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New-Haven, Yale University Press, 1985.

[103]. Cf. annexe 1, documents du 1<sup>er</sup> octobre 1931, p.

[104]. Cf. document du 19 janvier 1932. La sélection ici proposée des documents du recueil *Sovetskaia derevnia glazami VCK-OGPU-NKVD* ne rend pas suffisamment compte, pour des raisons de place, des lettres et pétitions paysannes incluses dans les rapports de l'OGPU. La pratique des «lettres au pouvoir» est un champ à part entière, qui a donné lieu à plusieurs recueils de documents, cf. A.Livsin, I.Orlov, O.Khlevniuk (dir.), *Pisma vo vlast', 1928-1939* [Les lettres au pouvoir, 1928-1939], Moscou, Rosspen, 2002. Cf. également, Nicolas Werth, «Cher Kalinouchka... Lettres paysannes à Kalinine, 1930», in *De Russie et d'ailleurs. Mélanges Marc Ferro*, Paris, Institut d'Études slaves, 1995, p. 233-243.

[105]. À mi-chemin entre un syndicat et un parti politique, ces «unions paysannes» avaient connu leur essor lors de la révolution de 1905-1906. Les revendications pour la reconstitution de ces «unions paysannes», qui devraient défendre, dans un système dominé par un parti unique, le parti communiste, les intérêts de la paysannerie, avaient connu un regain sous la NEP.

[106]. Cf. documents du 25 février 1930, p.; du 3 mars 1930, p.; du 25 août 1930, p.; du 5 janvier 1931, p.

[107]. Cf. par exemple, le document du 6 février 1931, p.

[108]. En 1930, selon les statistiques de l'OGPU, la participation des femmes fut prédominante dans près de 30% des «manifestations de masse» (Cf. annexe 1). En 1931, cette proportion atteignit presque 50% (*Tragedia...*, *op. cit.*, tome III, p. 345). Cf. documents du 25 août 1930, p.; du 5 janvier 1931, p.; du 6 février 1931, p.; du 19 janvier 1932, p.; du 9 avril 1932, p. Sur les «tumultes de paysannes», cf. Lynne Viola, «Babiy bunty», *Russian Review*, 1986, n°45, p. 23-42.

[109]. Parmi ces motivations, la «responsabilité alimentaire» des mères de famille, concernées au premier chef par la collectivisation de la seule vache ou la confiscation des céréales qui menaçaient la survie du foyer.

[110]. Cf. documents du 21 octobre 1933, p. et du 8 janvier 1934, p.

[111]. Cf. document du 18 octobre 1930, p.

[112]. Cf. document du 22 août 1932, p. À plusieurs reprises, durant l'été 1931, le Politburo avait rappelé à l'ordre les organisations régionales du Parti, soulignant que les plans de collecte devaient être remplis à 100% et ne constituaient pas «un thème de discussion». Cf. *Tragedia...*, *op. cit.*, tome III, p. 168-169, 171.

- [113]. Nikolai Ivnitski, *Kollektivizatsia i raskulacivanie* [La collectivisation et la dékoulakisation], Moscou, 1994, p. 199-200.
- [114]. Parmi les plus significatives: *Golod na Ukraine. Sbornik dokumentov* [La famine en Ukraine. Recueil de documents], Kiev, 1990; *Golod 1933. Narodnaia kniga-memorial* [La famine de 1933. Un livre-mémorial], Kiev, 1991; *Holodomor 1932-1933 rr v Ukraïny: prycyny i naslidky* [La famine de 1932-1933 en Ukraine. Causes et conséquences], Kiev, 1995; E.N.Oskolkov, *Golod v Severo-Kavkazkom kraie* [La famine dans le Caucase du nord], Rostov/Don, 1991; V.Vasiliev, I.Shapoval (dir.), *Komandiry bolsogo goloda. Poezdki V.Molotova v Ukrainu i L.Kaganovica na Severnyi Kavkaz, 1932-1933* [Les plénipotentiaires de la grande famine. Les missions de V. Molotov en Ukraine et de L.Kaganovitch au Caucase du nord, 1932-1933], Kiev, 2001. En français, on lira: Andrea Graziosi, «Lettres de Kharkov: la famine en Ukraine et dans le Caucase du nord à travers les rapports des diplomates italiens, 1932-1934», *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 30 (1-2), janvier-juin 1989 ; *1933, l'année noire. Témoignages sur la famine en Ukraine*. Textes présentés par G. Sokoloff, Paris, Albin Michel, 2000.
- [115]. *Tragedia sovetskoi derevni. Kollektivizatsia i raskulacivanie. Dokumenty i materialy, tom III* [La tragédie des campagnes soviétiques. Collectivisation et dékoulakisation. Documents et matériaux, vol. III], Moscou, Rosspen, 2001.
- [116]. L'expression est de Staline. Cf. note 95.
- [117]. Cf. document du 23 juin 1933, p.
- [118]. Cf. document du 1<sup>er</sup> mars 1933, p.
- [119]. Cf. document du 22 mars 1933, p.
- [120]. Cf. documents du 29 mai 1932, p.; du 25 juillet 1932, p.; du 22 août 1932, p.; du 26 septembre 1932, p.
- [121]. Rappelons que sous la NEP les paysans ne commercialisaient que 15 à 20% de leur récolte, réservant 12 à 15% pour les semences, 25-30% pour le bétail, et le reste (30-35%) pour leur propre consommation. Cf. Moshe Lewin, «Prendre les céréales...», art. cité.
- [122]. Cf. lettre de S.Kossior, Premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine à Staline, 26 avril 1932, citée in V.Vasiliev, I. Shapoval, *op. cit.*, p. 87.
- [123]. Cf. télégramme du Comité central du PC (b)R et du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS au Comité central du PC d'Ukraine (21 juin 1932) sur «l'obligation de remplir le plan de collecte», in V.Vasiliev, art. cité, p. 93.

[124]. Cf. document du 25 juillet 1932. Sur des phénomènes semblables, cf. *Tragedia...*, *op.cit.*, tome III, p. 438-446.

[125]. Lettre de Staline à L.Kaganovitch, citée in Y.Cohen, art. cité, p. 318. Selon Staline, 50 comités de district (sur les 500 que comptait la RSS d'Ukraine) s'étaient déjà exprimés contre le plan de collecte de céréales après l'avoir déclaré non réaliste.

[126]. Cette loi permettait de condamner à dix ans de camp – ou à la peine de mort – tout vol ou dilapidation de la «propriété sociale». Sur les lettres de Staline des 20, 26 juillet et 4 août 1932, cf. Y. Cohen, art. cité, p. 321-323.

[127]. L'OGPU présentait des bilans réguliers sur le nombre de personnes condamnées. Cf. documents du 21 octobre 1933, p.; du 8 janvier 1934, p.

[128]. Le 17 août 1932, le Politburo abaissa le plan de collecte de céréales pour la RSS d'Ukraine de 650.000 tonnes environ (soit une diminution de 11%). «Prendre» plus de 5,5 millions de tonnes de céréales dans une région où la récolte avait été médiocre et où les paysans, affaiblis par la disette, n'avaient plus aucune réserve, condamnait une grande partie de la population rurale à la famine. Pour une analyse très précise des différents plans de collecte imposés à l'Ukraine et au Caucase du nord, cf. V. Vasiliev, I.Shapoval, *op.cit.*, p. 81-151.

[129]. Cf. V. Vasiliev, I.Shapoval, *op. cit.*, p. 100-125.

[130]. Cf. documents des 13 et 15 décembre 1932, p. Ces «rapports spéciaux» envoyés aux principaux dirigeants soviétiques étaient à périodicité bi-hebdomadaire.

[131]. Cf. le rapport de V. Balitski cité in V.Vasiliev, I.Shapoval, *op. cit.*, p. 125.

[132]. Entrepôts clandestins.

[133]. Cf. l'échange de correspondances entre V.Molotov et M.Khataevitch, 2<sup>e</sup> Secrétaire du CC du Parti communiste ukrainien (*Tragedia...*, *op. cit.*, tome III, p. 555-556).

[134]. I.E.Zelenin, art. cité, p. 31. Cf. aussi, sur ce point, la lettre adressée par L.Kaganovitch à Staline le 23 décembre 1932. L.Kaganovitch proposait d'annuler la circulaire du Comité central du parti communiste ukrainien du 18 novembre 1932, qui stipulait que seuls le Comité exécutif régional des soviets pouvait autoriser, à titre de sanction exceptionnelle, la confiscation des «fonds de semences» et leur inclusion au titre des collectes obligatoires d'État. Ayant reçu l'accord enthousiaste de Staline, Kaganovitch imposa cette mesure à la direction du parti communiste ukrainien (*Tragedia...*, *op. cit.*, tome III, p. 604).

[135]. Texte de la résolution in *Tragedia...*, *op.cit.*, tome III, p. 635.

- [136]. Cf. document du 22 janvier 1933, p.
- [137]. Pour éviter la production de «fausses autorisations de départ», les autorités régionales interdirent, le 25 janvier 1933, aux soviets ruraux et aux directions de kolkhoze de donner aux paysans les habituels certificats autorisant les kolkhoziens à voyager (cf. *Tragedia...*, *op.cit.*, tome III, p. 636-637).
- [138]. Cf. document du 2 février 1933, p.
- [139]. Cf. document du 25 mars 1933, p.
- [140]. Cf. documents du 5 mars 1933, p.; du 9 mars 1933, p.; du 12 mars 1933, p.; du 21 avril 1933, p.; du 10 mai 1933, p.; du 23 juin 1933, p.
- [141]. Cf. par exemple les rapports des fonctionnaires du Comité exécutif central des soviets en mission dans les régions frappées par la famine, in Nicolas Werth, Gaël Moullec, *op.cit.* p.152-159. Plusieurs de ces fonctionnaires sollicitent, auprès de leurs supérieurs hiérarchiques, une aide pour les victimes de la famine, après avoir dépeint un tableau de la situation où les affamés apparaissent effectivement comme des victimes et non comme les responsables de la situation tragique dans laquelle ils se trouvent.
- [142]. Cf. documents du 5 mars 1933, p.; du 12 mars 1933, p.
- [143]. Cf. document du 9 mars 1933, p.
- [144]. Cf. Protocole de la réunion du Politburo du 12 mars 1933, au cours de laquelle il fut décidé de renforcer les prérogatives du GPU d'Ukraine en matière de «lutte contre les insurrections et application de la mesure suprême de défense sociale» (peine de mort), RGASPI, 17/162/14/ 89-96.
- [145]. Cf. document du 12 mars 1933, p.; document du 13 avril 1933, p.; document du 23 juin 1933, p.
- [146]. Robert W.Davies, Mark B.Tauger, Stephen Wheatcroft, «Stalin, Grain Stocks, and the Famine of 1932-1933 », *Slavic Review*, 1995/3, p. 642-657; N.A. Ivnitskii, *Kollektivizatsia i raskulacivanie* [La collectivisation et la dékoulakisation], Moscou, 1994; V.Vasiliev, I.Shapoval, *op.cit.*; L.I.Ginsberg, «Massovy golod v socetanii s exportom xleba v nacale 1930 godov. Po materialam osobyx papok Politburo» [La famine en relation avec les exportations de céréales au début des années 1930 d'après les documents des dossiers spéciaux du Politburo], *Voprosy Istorii*, 1999/10, p. 36-52.
- [147]. I. E. Zelenin, art. cité, p. 34; Robert W.Davies, Mark Harrison, Stephen Wheatcroft (dir.), *The Economic Transformation of the Soviet Union*, Cambridge University Press, 1994, p. 285 et suiv.
- [148]. V.Vasiliev, I.Shapoval, *op. cit.*, p. 104. Sur la faible part des aides allouées atteignant effectivement les villages, cf., sur

l'exemple du Kazakhstan, la lettre envoyée par T.Ryskoulov à Staline le 9 mars 1933, traduite et commentée par N.Werth, «Une famine méconnue: la famine kazakhe de 1931-1933. À propos de la lettre de Turar Ryskoulov à Staline, 9 mars 1933», *Communisme*, n°73-74 (2003), à paraître.

[149]. Cf. document du 19 mars 1933, **p.**

[150]. Cf. Lettre de M.Khataevitch à V.Molotov, 23 novembre 1932, *in Tragedia...*, *op.cit.*, tome III, p. 555-556. V.Molotov répondit le même jour: «Votre position est profondément incorrecte, non bolchevique. Nous autres bolcheviks, nous ne pouvons pas mettre les besoins de l'État – les besoins minimaux de l'État, besoins définis précisément et à plusieurs reprises par des résolutions du Parti – à la dixième et même à la seconde place, pour satisfaire les besoins des kolkhozes» (*ibid.*).

[151]. Voici ce qu'écrivait à ce sujet (20 juillet 1933) le consul d'Italie à Kharkov: «La mobilisation des forces citadines a pris des proportions énormes [...]. Cette semaine, 20.000 personnes au moins ont été envoyées à la campagne [...]. Avant-hier on a cerné le marché, pris tous les gens valides, hommes, femmes, adolescents et adolescentes, on les a emmenés à la gare encadrés par le Guépéou, et expédiés aux champs» (Andrea Graziosi, «Lettres de Kharkov», art. cité, p. 77).

[152]. Cf. documents du 27 février 1933, **p.** ; du 5 décembre 1934, **p.**

[153]. Cf. document du 21 avril 1933, **p.**

[154]. Cf. documents du 27 décembre 1933, **p.**; du 20 août 1934, **p.**

[155]. Cf. documents du 10 avril 1933, **p.**; du 10 mai 1933.

[156]. Cf. document du 25 juin 1933, **p.**

[157]. Cf. documents du 15 juillet 1933, **p.**; du 14 août 1933, **p.**; du 19 septembre 1934, **p.**

[158]. Entre 1928 et 1933, le cheptel du Kazakhstan, principale ressource du pays, diminua de 90%! (cf. lettre de T. Ryskoulov à Staline du 9 mars 1933, note 142, *supra*).

[159]. Cf. M.B.Tatimov, M.K. Kozybaev, Z.B.Abylhozin (dir.), *Historia Kazakhstana: belye pjatna* [Histoire du Kazakhstan: les taches blanches], Alma-Ata, 1991, p. 20-30.

[160]. Cf. *Bulletin de l'IHTP*, n°78, *op. cit.*, p. 138-141.

[161]. Cf. documents du 23 juin 1930, **p.**; du 21 juillet 1930, **p.**

[162]. Cf. documents du 9 mars 1934, **p.**; du 28 mai 1934, **p.**; du 3 juin 1934, **p.**; du 13 décembre 1934, **p.**

[163]. Cette année-là, le nombre de personnes condamnées par les juridictions spéciales de la police politique (79.000) fut trois fois inférieur à celui de l'année 1933 (240.000). Cf. V. Popov, «Gosudarstvennyi terror v sovetskoï Rossii, 1923-1953» [La terreur

d'État en Russie soviétique, 1923-1953), *Otecestvennyye Arkhivy*, 1992, n°2, p. 28.

<sup>[164]</sup>. I.E.Zelenin, art. cité, p. 40-41.

<sup>[165]</sup>. Andrea Graziosi, *The Great Soviet Peasant War*, Cambridge, Ukrainian Research Institute, 1996, p. 60.

<sup>[166]</sup>. V.Vasiliev, I. Shapoval, *op. cit.*, p. 142-143.

<sup>[167]</sup>. Cf. Discours de Staline du 2 juillet 1934, dans lequel il dénonça vigoureusement les «excès» dont étaient victimes nombre de kolkhoziens, exclus des kolkhozes.

<sup>[168]</sup>. Cf. documents du 19 septembre 1934, **p**; du 10 novembre 1934, **p**.

<sup>[169]</sup>. Cf. sur ce point les descriptions précises qu'en fait le document du 15 juillet 1933, **p**.

<sup>[170]</sup>. Celle-ci est illustrée, dans les documents ici présentés, par quelques tracts, parfois remarquables (document du 21 mai 1934).

<sup>[171]</sup>. Cf. document du 9 mars 1934, **p**.

<sup>[172]</sup>. Cf. document du 1<sup>er</sup> août 1934, **p**.

<sup>[173]</sup>. Lynne Viola, «The Peasant Nightmare: Visions of Apocalypse in the Soviet Countryside», *Journal of Modern History*, 62, décembre 1990, p. 747-770.

<sup>[174]</sup>. Cf. document du 7 avril 1934, **p**.

<sup>[175]</sup>. Cf. document du 3 juin 1934, **p**.

<sup>[176]</sup>. Note du Département secret-politique du 19 mars 1933. Cf. aussi le discours de G.Iagoda du 20 janvier 1934, cité in V.Vinogradov, «Informatsionnye materialy OGPU-NKVD za 1930-1934g» [Les documents d'information de l'OGPU-NKVD pour les années 1930-1934], in *Sovetskaia derevnia...*, *op.cit.*, tome III, p. 58-60.

<sup>[177]</sup>. «Nos rapports, écrivait Feliks Dzerjinski à son adjoint V.Menjinski en décembre 1924, ont tendance à donner un tableau partial – entièrement noir – de la situation, sans mise en perspective, ni description de notre rôle réel». Nous avons montré, dans notre présentation des documents des années 1918-1929, que les sources majeures des possibles «déformations» par rapport au tableau d'ensemble étaient ailleurs. Cf. Nicolas Werth, «Le pouvoir soviétique et la paysannerie dans les rapports de la police politique, 1918-1929. Introduction», *Bulletin de l'IHTP*, *op. cit.*, p.23.

<sup>[178]</sup>. Oleg Khlevniuk, Alexandr Kvasonkin (dir.), *Stalinskoie Politburo* [Le Politburo stalinien], Moscou, Rosspen, 1997, p. 146.



### Liste des documents

- [Rapports](#) spéciaux sur «les opérations concernant les koulaks» du Département secret-opérationnel de l'OGPU, 31 janvier - 24 avril 1930
- Rapport spécial n°16 du Département secret-opérationnel de l'OGPU du 15 février 1930 (région de la Moyenne-Volga, région centrale des Terres noires, région militaire de Leningrad, région Ouest
- [Rapport](#) spécial n°35 du Département secret-opérationnel de l'OGPU, du 7 mars 1930, «Sur les opérations concernant les koulaks» (extraits)
- [Rapport](#) spécial n°68 du Département secret-opérationnel de l'OGPU, du 24 avril 1930 «Sur les opérations concernant les koulaks». Bilan des opérations depuis leur lancement jusqu'au 24 avril 1930 (extraits)
- [Rapport](#) du Département Transports de l'OGPU «Sur le déroulement du transport des koulaks et des éléments contre-révolutionnaires» à la date du 15 avril 1930
- [Extraits](#) du rapport du Département Information de l'OGPU «Sur la fuite et l'autodékoulakisation des koulaks en Ukraine», 1<sup>er</sup> février 1930
- [Télégramme](#) du plénipotentiaire de l'OGPU pour la région des Terres noires, N.N.Alexeiev au Département secret-opérationnel de l'OGPU sur les résistances paysannes à la collectivisation, 25 février 1930
- [Rapport](#) du Département Information de l'OGPU sur les manifestations de masse de paysans dans les districts Petelinskii et Toumskii de la province de Riazan (extraits), pas avant le 3 mars 1930
- [Compte](#) rendu télégraphique n°54389 sur les émeutes de masse ayant éclaté dans 16 districts d'Ukraine (districts de Berditchev, Soumsk, Proskourov, Dniepropetrovsk, Izioumsk et autres), 9 mars 1930

- [Extraits](#) du rapport de la direction de l’OGPU au Comité central du Parti communiste (bolchevik), au cam. I.V. Staline sur la situation en Asie centrale, avant le 12 mars 1930
  
- [Instruction](#) n°12886 à toutes les Représentations plénipotentiaires de l’OGPU pour liquider tous les excès constatés lors des opérations de dékoulakisation, 7 avril 1930
  
- [Extraits](#) du rapport de la Représentation plénipotentiaire de l’OGPU pour la Sibérie «Sur les organisations et groupes contre-révolutionnaires» passés devant les juridictions spéciales du 1<sup>er</sup> au 10 avril 1930 (extraits), pas avant le 10 avril 1930
  
- [Lettre](#) de V. N. Tolmacev, Commissaire du peuple à l’Intérieur de la RSFSR à D.Z.Lebed, Vice-Président du Conseil des Commissaires du peuple de la RSFSR sur ses premières impressions concernant la situation des koulaks déportés dans la région Nord, 16 avril 1930
  
- [Rapports](#) du groupe opérationnel de l’OGPU chargé de la dékoulakisation sur le nombre de familles et d’individus déportés et déplacés au 20 mai 1930, 23 mai 1930
  
- [Note](#) sur le nombre de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie et de koulaks de «catégorie spéciale» déportés et déplacés au 20 mai 1930, 23 mai 1930
  
- [Note](#) sur les lieux d’installation et le nombre de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie et de koulaks de «catégorie spéciale» déportés et déplacés au 20 mai 1930
  
- [Extraits](#) du rapport de la Représentation plénipotentiaire de la Région nord de l’OGPU sur «Les principales raisons de mécontentement des koulaks déportés et les conséquences en découlant», pas avant le 25 mai 1930
  
- [Extraits](#) d’une lettre de Dobrovitskii, membre du GPU d’Ukraine, au chef du Département de contre-espionnage de l’OGPU, Ia. K. Olskii, sur le retour des déportés, 31 mai 1930
  
- [Extraits](#) du rapport du groupe opérationnel de l’OGPU sur la dékoulakisation et la fuite des koulaks de leur lieu de déportation, 12 juin 1930

- [Extraits](#) du rapport du Département Information de l'OGPU sur les difficultés alimentaires en Ukraine, en Sibérie et au Kazakhstan, au 20 juin 1930, le 23 juin 1930 p
- [Extraits](#) du rapport du Département Information de l'OGPU sur les problèmes rencontrés au cours de la campagne de collecte des céréales et sur les états d'esprit politique des masses paysannes, d'après les informations reçues de la Région centrale des Terres noires, du Caucase Nord, de l'Ukraine, de la Basse et de la Moyenne Volga, de Crimée, au 20 juillet 1930, 21 juillet 1930
- [Extraits](#) du rapport du Département Information de l'OGPU «Sur les aspects négatifs de l'état d'esprit de la partie féminine de la population des villes et des campagnes», 25 août 1930
- [Télégramme](#) de la direction centrale de l'OGPU à tous les organes régionaux et locaux de l'OGPU sur la nécessité d'une information régulière concernant la situation économique des familles de koulaks déportés, 3 septembre 1930
- [Télégramme](#) n°13367 aux organes du GPU d'Ukraine et de Biélorussie sur l'expédition des familles des koulaks sur le lieu de déportation des chefs de famille, 22 septembre 1930
- [Note](#) du département statistique central de l'OGPU sur le nombre d'individus arrêtés par les organes de l'OGPU au titre de la «1<sup>re</sup> catégorie» au cours des «opérations koulak», pas avant le 1<sup>er</sup> octobre 1930
- [Rapport](#) du Département Information de l'OGPU «Sur les états d'esprit koulaks parmi les fonctionnaires de base des appareils du Parti et des soviets ainsi que des communistes ruraux au 15 octobre 1930»
- [Rapport-bilan](#) du Département spécial de l'OGPU sur le déroulement des opérations de dékoulakisation, 17 novembre 1930
- [Extraits](#) du rapport du Département Information de l'OGPU sur la participation des femmes à des actions antisoviétiques dans les campagnes, à la date du 5 janvier 1931, 8 janvier 1931

- [Déclaration](#) du soldat de l'Armée rouge démobilisé V. K. Ouspenskii à la Commission centrale de contrôle du Parti communiste à propos du retour au village de sa femme et de sa belle-mère, avant le 9 janvier 1931
- [Documents](#) préparatoires sur la question de la contre-révolution koulak au 1<sup>er</sup> février 1931, pas avant le 1<sup>er</sup> février 1931
- [Note](#) sur les koulaks déportés de 2<sup>e</sup> catégorie, pas avant le 1<sup>er</sup> février 1931
- [Rapport](#) d'orientation du Département spécial de l'OGPU sur les zones d'installation des déplacés spéciaux, 3 février 1931
- [Instruction](#) n°2 sur les mesures complémentaires à prendre lors des opérations de déportation de paysans, 4 février 1931
- [Rapport](#) du Département Information de l'OGPU sur les manifestations de masse dans la région de la Moyenne Volga en janvier 1931, 6 février 1931
- [Télégramme](#) n°181 du Chef-adjoint de l'OGPU G.G. Iagoda et du responsable du Département secret-opérationnel de l'OGPU E.G.Evdokimov aux organes locaux de l'OGPU concernant les déportations de masse des koulaks, 15 mars 1931
- [Protocole](#) de réunion de la commission Andreev concernant l'expulsion et la réinstallation des koulaks, 18 mars 1931
- [Protocole](#) de réunion de la Commission Andreiev sur la déportation et l'installation des koulaks, 8 mai 1931
- [Protocole](#) de réunion de la Commission Andreiev sur la déportation et l'installation des koulaks, 15 mai 1931
- [Note](#) du Département politique secret de l'OGPU sur l'état des opérations de déportation des koulaks en 1931, pas avant le 15 mai 1931
- [Instructions](#) de la direction de l'OGPU concernant «les mesures pour éliminer les grossières erreurs commises lors de l'opération de déportation d'éléments koulaks dans les régions du nord de l'URSS», 28 mai 1931

- [Ordre](#) de l'OGPU n°285/162 «Sur le transfert à l'OGPU de l'ensemble des compétences administratives et économiques dans les régions de déportation des koulaks», 3 juin 1931
- [Extraits](#) du rapport n°9 du Département spécial de l'OGPU sur l'état des déportations de koulaks au 28 juin 1931
- [Note](#) d'information sur l'appel téléphonique du responsable de la direction générale des camps de l'OGPU, L.M. Kogan, à la section d'Akmolinsk chargée des déplacés spéciaux et à la R.P de l'OGPU de la RSS du Kazakhstan concernant la modification du plan de réinstallation au Kazakhstan et l'organisation des peuplements spéciaux, 1<sup>er</sup> juillet 1931
- [Extraits](#) du rapport du chef du Guépéou de la RSS d'Ukraine V.A.Balitski à la direction de l'OGPU «Bilan de la déportation des koulaks de la RSS d'Ukraine», 12 juillet 1931
- [Extraits](#) du rapport de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU pour la Sibérie occidentale «Sur la situation politique de la région au 15 août 1931»
- [Note](#) spéciale n°3 du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état de la déportation des koulaks au 9 août 1931
- [Note](#) n°1 du Département spécial de l'OGPU sur le nombre de koulaks déportés en 1930 et 1931, pas après le 30 septembre 1931
- [Note](#) n°2 du Département spécial de l'OGPU sur le nombre de koulaks déplacés à l'intérieur de leur région, pas après le 30 septembre 1931
- [Extraits](#) du rapport du Département secret-politique de l'OGPU «Sur les spécificités et la dynamique des manifestations antisoviétiques dans les campagnes du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> octobre 1931», 13 octobre 1931
- [Note](#) de I.S.Agranov, Chef de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU pour la région de Moscou à V.A. Balitski, Vice-président de l'OGPU sur le retour des membres des familles de koulaks déportés, 21 novembre 1931

- [Note](#) du Département secret-politique à l’Inspection principale de la milice sur les mesures à prendre pour lutter contre la fuite des koulaks déportés, 25 décembre 1931
  
- [Extraits](#) du Rapport spécial n°4 du département secret-politique de l’OGPU sur l’état des kolkhozes au 15 janvier 1932, d’après les informations fournies par les Représentations plénipotentiaires régionales, 19 janvier 1932
  
- [Rapport](#) spécial du Département secret-politique de l’OGPU sur le nombre d’exploitations koulaks restant à déporter au 10 mars 1932
  
- [Extraits](#) du rapport du Département secret-politique de l’OGPU sur la fuite des koulaks de leur d’assignation à résidence et les mesures opérationnelles prises pour y remédier, au 15 mars 1932
  
- [Extraits](#) du rapport du Département secret-politique de l’OGPU «Sur les aspects négatifs de la situation politique dans certaines régions de l’URSS», pas avant le 1<sup>er</sup> avril 1932
  
- [Rapport](#) du Département secret-politique de l’OGPU sur une manifestation de masse de femmes dans le district Krasnooufimskii (région de l’Oural), 9 avril 1932
  
- [Note](#) du Guépéou d’Ukraine sur les manifestations de masse recensées dans la RSS d’Ukraine en 1932, 29 mai 1932
  
- [Extraits](#) du rapport du Guépéou de la RSS d’Ukraine sur les départs massifs de kolkhoziens des kolkhozes d’Ukraine, 25 juillet 1932
- [Extraits](#) du rapport du Guépéou de la RSS d’Ukraine sur les états d’esprit négatifs des fonctionnaires de base à propos de la campagne de collecte des céréales, 22 août 1932
  
- [Extraits](#) du rapport spécial n°60 du Département secret-politique de l’OGPU sur l’état des collectes de céréales, d’après les données en provenance de la RSS d’Ukraine, du Caucase Nord, de la Basse Volga, de la Moyenne Volga, de la Région centrale des Terres noires, de Crimée, de la RSS de Biélorussie, du Tatarstan, de la région de Nijni-Novgorod, de l’Oural, de Transcaucasie, de la Géorgie et de l’Azerbaïdjan, au 22 septembre 1932, 26 septembre 1932

- [Rapport](#) opérationnel sur l'état des confiscations de grains volés et cachés au Kouban et dans d'autres districts de la région du Caucase Nord, au 10 novembre 1932, pas avant le 16 novembre 1932
- [Rapport](#) spécial n°2 du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état des collectes de céréales en Ukraine au 8 décembre 1932, 13 décembre 1932
- [Rapport](#) spécial n°6 du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état des collectes dans le Caucase Nord au 7 décembre 1932, 13 décembre 1932
- [Rapport](#) spécial n°3 du Département secret-politique de l'OGPU sur la situation de la lutte contre les éléments contre-révolutionnaires dans les campagnes de la RSS d'Ukraine au 9 décembre 1932, 15 décembre 1932
- [Circulaire](#) de l'OGPU n°50031 sur les mesures à prendre pour mettre fin à l'exode massif de paysans, 22 janvier 1933
- [Rapport](#) de l'OGPU n°50045 sur les mesures prises pour mettre fin à l'exode massif de paysans, 2 février 1933
- [Circulaire](#) de l'OGPU n°50062 sur les mesures à prendre pour déporter un million d'individus au Kazakhstan, 7 février 1933
- [Rapport](#) spécial de l'OGPU n°143410 sur l'installation de soldats démobilisés de l'Armée rouge dans les *stanitsy* cosaques du Caucase Nord, 27 février 1933
- [Rapport](#)-compilation d'extraits de lettres envoyées de la région du Caucase Nord aux recrues de l'Armée rouge effectuant leur service, au cours de la seconde quinzaine du mois de février 1933, 1<sup>er</sup> mars 1933
- [Extraits](#) du rapport du Chef du Département régional du Guépéou de Dniepropetrovsk sur l'étendue de la famine dans la région de Dniepropetrovsk, le 5 mars 1933
- [Rapport](#) de la R. du Guépéou de la Région de la Basse-Volga sur la déportation de 2000 familles, 9 mars 1933

- [Extraits](#) du rapport du Département secret-politique de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la Région centrale des Terres noires n°25/2 sur les difficultés alimentaires dans la région, 9 mars 1933
- [Lettre](#) de Rozanov, responsable du Département régional du Guépéou de Kiev, à Balitskii, Chef du Guépéou de la RSS d’Ukraine, 12 mars 1933
- [Circulaire](#) du Guépéou d’Ukraine sur les mesures à prendre en liaison avec les difficultés alimentaires, 19 mars 1933
- [Communication](#) du Chef du Guépéou de la RSS d’Ukraine Balitskii à G. Iagoda, Chef-adjoint de l’OGPU sur les indications données aux responsables locaux concernant les difficultés alimentaires, 22 mars 1933
- [Rapport](#) de l’OGPU n°50145 sur les mesures prises pour mettre fin à l’exode massif de paysans, 25 mars 1933
- [Extraits](#) du rapport du Département secret-politique de l’OGPU sur l’état de la campagne de semailles dans le Caucase Nord et en Ukraine, 10 avril 1933
- [Extraits](#) du rapport de la R. de l’OGPU du Caucase Nord sur les difficultés alimentaires dans le district d’Eisk au 13 avril 1933, 21 avril 1933
- [Rapport](#) spécial du Département secret-politique de l’OGPU n°146793 sur la déportation des koulaks et des éléments contre-révolutionnaires au 19 avril 1933, 21 avril 1933
- [Note](#) du Département secret-politique de l’OGPU sur le nombre de koulaks et éléments contre-révolutionnaires déportés d’octobre 1932 à mai 1933, 21 avril 1933
- [Rapport](#) du Département secret-politique de la R. du Guépéou de la Région de la Basse-Volga sur les difficultés alimentaires, 10 mai 1933
- [Plan](#) de déportation des koulaks en 1933, 12 mai 1933

- [Rapport](#) spécial du département secret-politique de l'OGPU sur les difficultés alimentaires dans certains districts d'Ukraine, 23 juin 1933
- [Extraits](#) d'un rapport de la R. du Guépéou de la Région de la Basse-Volga sur le développement du banditisme dans la région, 25 juin 1933
- [Extraits](#) du rapport de la R. du Guépéou du Caucase Nord sur le vol massif de la récolte kolkhozienne, 15 juillet 1933
- [Rapport](#) spécial du Département secret-politique de l'OGPU sur la recrudescence des lynchages dans la région de la Basse-Volga, 14 août 1933
- [Rapport](#) spécial de l'OGPU n°50766 sur les départs massifs de kolkhoziens et de paysans individuels, 20 octobre 1933
- [Extraits](#) du rapport spécial du Département secret-politique de l'OGPU sur la situation dans la lutte contre les vols massifs, 21 octobre 1933
- [Extraits](#) du rapport du Département secret-politique de l'OGPU sur les actes contre-révolutionnaires constatés lors de la réparation du parc de tracteurs (d'après les informations fournies par les Chefs-adjoints des Départements politiques des Stations de machines et de tracteurs), 27 décembre 1933
- [Extraits](#) du rapport de l'OGPU n°50048 sur les résultats de la lutte pour la défense de la propriété socialiste du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au 1<sup>er</sup> janvier 1934, 8 janvier 1934
- [Rapport](#) du Département secret-politique de l'OGPU sur la multiplication de services religieux célébrés pour les «victimes de la famine», 28 janvier 1934
- [Rapport](#) de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Moscou sur l'état d'esprit politique des kolkhoziens, 11 février 1934
- [Rapport](#) spécial de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Moscou sur l'enquête menée à propos du suicide de

E.S.Mironov, kolkhozien du village de Tchasnikovo, 21 février 1934

– [Rapport](#) du Département secret-politique de l'OGPU sur les difficultés alimentaires dans la province de Tcheliabinsk, 9 mars 1934

– [Rapport](#) spécial n°1/255 du Département secret-politique de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Gorki sur les excès dans le district Bolchoï Boldinskii, 9 mars 1934

– [Extraits](#) du rapport du Département secret-politique de la région de Gorki sur les difficultés de la collectivisation, 7 avril 1934

– [Note](#) spéciale n°157229 du Département secret-politique de l'OGPU sur un «Appel aux paysans» diffusé parmi les stagiaires du *Journal paysan*, 21 mai 1934

– [Extraits](#) de rapports de Chefs-adjoints de département politique de Stations de machines et de tracteurs sur les difficultés alimentaires dans les kolkhozes, 28 mai 1934

– [Extraits](#) du rapport-compilation des informations fournies par les Chefs-adjoints des Départements politiques des Stations de machines et de tracteurs sur l'état d'esprit de la population rurale, 3 juin 1934

– [Extraits](#) du rapport du Département secret-opérationnel de la Direction Principale de la Sécurité d'État de l'URSS sur les exclusions massives de kolkhoziens, pas avant le 1<sup>er</sup> août 1934

– [Extraits](#) du rapport du Département du NKVD de la région de Stalingrad n°155412 sur le déroulement de la campagne de collecte de céréales, 20 août 1934

– [Rapport](#)-compilation des informations fournies par les Chefs-adjoints des Départements politiques des Stations de machines et de tracteurs sur les déformations de la ligne du Parti dans les kolkhozes, 19 septembre 1934

– [Extraits](#) du rapport spécial n°9/24488 du Département du NKVD de la région de la Moyenne-Volga sur l'état des appareils soviétiques de base, 10 novembre 1934

– [Rapport](#) spécial du Département secret-politique du Guépéou de la RSS d'Ukraine sur l'accueil des colons en Ukraine, 5 décembre 1934

– [Rapport](#)-compilation des informations fournies par les Chefs-adjoints des Stations de machines et de tracteurs sur les difficultés alimentaires dans les kolkhozes, pas avant le 13 décembre 1934

### **À l'attention de nos lecteurs**

Dans un souci de cohérence, les informations générales concernant la vie de l'IHTP, les recherches et formations en cours, les fonds acquis par la bibliothèque sont dorénavant consultables uniquement sur notre site : [www.ihtp.cnrs.fr](http://www.ihtp.cnrs.fr). Elles sont mises à jour périodiquement. Le *Bulletin de l'IHTP*, dans sa version imprimée semestrielle, comprend donc désormais uniquement le dossier thématique, lequel reste intégralement disponible en ligne sur notre site à la rubrique «Dossiers».



## Rapports spéciaux sur «les opérations concernant les koulaks» du Département secret-opérationnel de l'OGPU. 31 janvier - 24 avril 1930

Rapport spécial n°16 du Département secret-opérationnel de l'OGPU  
du 15 février 1930 (région de la Moyenne-Volga,  
région centrale des Terres noires,  
région militaire de Léningrad, région Ouest)

### 1. Région de la Moyenne-Volga

Arrestations complémentaires	100	<p>Pour Olskii. On ne comprend absolument pas si ces arrestations se font dans le cadre de la lutte contre les organisations et les groupes contre-révolutionnaires ou bien dans le cadre du nettoyage. Explicitez immédiatement le chiffre des 315 serviteurs du culte ; les causes de leur arrestation ? Celle des paysans aisés – koulaks ou paysans moyens ? Sous quel chef d'arrestation ? Les anciens commerçants – ce n'est pas du tout ce qu'il faut, c'est frapper à côté de la cible. Donnez immédiatement des instructions. G. la.</p>
Arrestations précédentes	5.272	
Total	5.272 <i>sic]</i>	
Dont :		
Koulaks	3.604	
Paysans aisés	113	
Paysans moyens	16	
Paysans pauvres	6	
Propriétaires terriens	88	
Anciens commerçants	714	
Gérants ou propriétaires d'entreprises diverses	72	
Policiers de l'ancien régime	118	
Ex-officiers blancs	23	
Bandits blancs	11	
Serviteurs du culte	315	
Membres de partis politiques	20	
Gardes-blancs	81	
Nonnes	15	
Moines	10	
Intelligentsia rurale	20	
Artisans ruraux	4	
Employés	36	
Origine sociale inconnue	106	

Organisations contre-révolutionnaires liquidées	10
Nombre de membres de ces organisations arrêtés	642
Groupes liquidés	130
Nombre de participants à ces groupes arrêtés	1.695

### 2. Région centrale des Terres noires

Arrestations complémentaires	546
Arrestations précédentes	6.637
Total	7.183
Groupes liquidés	143
<b>3.Région militaire de Leningrad</b>	
Arrestations complémentaires	106
Arrestations précédentes	749
Total	855
Dont:	
Koulaks	510
Paysans aisés	50
Paysans moyens	157*

\*Chiffre parfaitement inadmissible. Pour quelle raison? Demandez des explications. G. Ia.

Paysans pauvres	6
Membres du clergé	5
Propriétaires terriens	3
Commerçants	2
Anciens Blancs	15
Employés	11
Ci-devant	47
Mendiants	2
Sans profession	2
Femme au foyer (épouse d'un ouvrier)	1 ?
Ouvriers	2 ?
Autres	12
	? *

Pour Olskii. Moyenne-Volga et région de Leningrad n'ont pas compris nos directives ou bien ne veulent pas les comprendre. **Il faut les obliger à comprendre.** Nous ne sommes pas en train de nettoyer les régions de popes, commerçants et autres. Autres cela veut dire qu'ils ne savent pas **qui ils arrêtent.** On aura tout notre temps pour se débarrasser des popes et des commerçants, il faut frapper précisément la cible : les **koulaks** et les koulaks contre-révolutionnaires. On a arrêté des paysans moyens. Si c'est pour activité contre-révolutionnaire, c'est une chose, mais sinon c'est une infraction à nos ordres. J'ai sans cesse souligné qu'il ne fallait pas procéder à des arrestations sur des critères sociaux mais pour des **raisons précises.** Il n'est pas obligatoire de remplir la norme, on peut en arrêter moins. Rédigez une directive pour tous les représentants plénipotentiaires de l'OGPU et proposez de filtrer. Demandez à la Moyenne-Volga pourquoi ils ont arrêté des commerçants. Il ne faudrait pas qu'on se mette à fusiller pour agitation contre-révolutionnaire, il ne faut le faire sous aucun prétexte, sauf s'il s'agit d'un meneur-inspireur des troubles. Rédigez rapidement le télégramme. G. Iagoda, le 16 février.

#### IV- Région Ouest

Arrestations complémentaires	.384
Arrestations précédentes	3.013
Total	3.397
Dont:	

Koulaks	2.995
Propriétaires terriens	291
Serviteurs du culte	111*

\* Voilà un modèle d'une bonne compréhension des directives. G.Ia

Organisations contre-révolutionnaires liquidées	1
Membres arrêtés	16
Groupes liquidés	114
Membres arrêtés	1.100
V - Bilan	

Au total, à la date du 15 février 1930, en affaires liquidées, individus retirés de la circulation, et en opérations de masse, on atteint un total de 64 589

Dont:

Arrêtés au cours des opérations préparatoires (1 <sup>re</sup> catégorie)	52.166
Arrêtés au cours des opérations de masse	12.423
Nombre d'organisations contre-révolutionnaires liquidé	51
Nombre de groupes liquidés	1.062
Nombre de groupes liquidés par travail interne	121
Nombre de bandes liquidées	4
Nombre d'armes confisquées	158
Nombre de cartouches confisquées	230
En Crimée, nombre de familles koulaks aux points de rassemblement	115
À Leningrad, nombre de koulaks en fuite interceptés	3
Le Chef-adjoint du groupe opérationnel de l'OGPU, Pavlov.	

Source: TsA FSB, 2/ 8/ 41/ 38-41



**Rapport spécial n 35 du Département secret-opérationnel de l'OGPU, du 7 mars 1930, «Sur les opérations concernant les koulaks» (extraits)**

[...] Au total, à la date du 7 mars 1930, sur le territoire de l'URSS, prenant en compte les organisations contre-révolutionnaires, les bandes et les groupes liquidés, ainsi que les individus isolés retirés de la circulation, on arrive à un total de personnes arrêtées en tant que «koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie» de 87.010.

Organisations contre-révolutionnaires liquidées	145
Individus arrêtés dans ces organisations	4.811
Groupes liquidés	4.441
Individus arrêtés dans ces groupes	33.506
Bandes liquidées	11
Individus arrêtés dans ces bandes	112
Individus isolés arrêtés	48581
Armes saisies (données incomplètes)	965
Cartouches saisies (données incomplètes)	4.871
Koulaks en fuite (données incomplètes )	1.143
Koulaks en fuite arrêtés	1.522
Individus arrêtés pour propagande antisoviétique dans l'Armée rouge	257
Le Chef-adjoint du groupe opérationnel de l'OGPU, Pavlov	

Source: TsA FSB, 2/8/41/152-158



**Rapport spécial n.68 du Département secret-opérationnel de l'OGPU, du 24 avril 1930 «Sur les opérations concernant les koulaks». Bilan des opérations depuis leur lancement jusqu'au 24 avril 1930 (extraits)**

[...] Au total, depuis le début des opérations d'arrestation des koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie, ont été retirés de la circulation, pour l'ensemble du pays, 123 716 éléments antisoviétiques.

Organisations contre-révolutionnaires liquidées	206
Individus arrêtés dans ces organisations	8.679
Groupes liquidés	6.827
Individus arrêtés dans ces groupes	50.009
Bandes liquidées	263
Individus arrêtés dans ces bandes	22.820
Individus isolés arrêtés	65.028
Armes confisquées	8.606
Cartouches confisquées	8.555
Koulaks en fuite	19.404
Koulaks en fuite arrêtés	5.438
Individus arrêtés pour propagande antisoviétique dans l'Armée rouge	263

Le Chef-adjoint du groupe opérationnel de l'OGPU, Pavlov

Source: TsA FSB, 2/8/41/311-321 ▲



## **Rapport du Département Transports de l'OGPU « Sur le déroulement du transport des koulaks et des éléments contre-révolutionnaires » à la date du 15 avril 1930**

15 avril 1930

L'expédition des convois de la première série transportant les koulaks peut être considérée comme achevée au 14 avril.

Nombre de convois mobilisés : 170. D'Ukraine : 52 ; de la Moyenne-Volga : 17 ; de la région centrale des Terres noires : 24 ; de la Basse-Volga : 23 ; de Biélorussie : 25 ; du Caucase du nord : 29.

Au total, nombre de koulaks expédiés : 301 167, soit 61 271 familles, comprenant 94.882 hommes, 91 575 femmes, 114 710 enfants.

Par régions et républiques, nous avons le tableau suivant:

	Nombre de koulaks déportés, soit :	Familles	Hommes	Femmes	Enfants
Ukraine	93.461	19.658	31.956	28.014	33.491
Moyenne-Volga	29.211	5.566	8.394	8.521	12.296
Région centrale des Terres Noires	42 835	8.237	12.264	13.472	17.099
Basse-Volga	40.001	7.931	11.417	12.192	16.392
Biélorussie	44.083	9.231	15.073	14.143	14.867
Caucase du nord	51.577	10.595	15.778	15.233	20.566

Nombre de déportés malades descendus des convois: 320, dont 25 hommes, 147 femmes, 148 enfants.

Enfuis: 7 , dont 6 hommes et 1 enfant.

Morts: 51, dont 9 hommes, 1 femme, 41 enfants.

Arrêtés: 10 , dont 9 hommes et 1 femme.

Les convois ont été envoyés à Arkhangelsk (92 convois), Kotlas (37 convois), Grigorievskaia (4 convois), Tavda (3 convois), Tioumen (3 convois), Solikamsk (13 convois), Nadejdinskii Zavod (18 convois).

Des convois de la seconde série, 11 ont été expédiés en mars-avril, avec un nombre total de 19.317 personnes, répartis de la manière suivante: familles: 4.274; hommes: 5.968; femmes: 5.741; enfants: 7.608. Sur ces 11 convois, 8 sont partis de Crimée et 3 d'Ukraine.

Nombre de malades descendus des convois: 53, dont 8 hommes, 20 femmes et 25 enfants.

Enfuis: 1 homme.

Morts: 7, dont 1 homme et 6 enfants.

Des convois de la série spéciale transportant des éléments contre-révolutionnaires, 8 ont été expédiés, tous d'Ukraine.

Nombre total d'éléments contre-révolutionnaires déportés : 14 894, dont hommes: 14.569; femmes: 194; membres de leur famille: hommes : 55 ; femmes: 68; enfants: 8, soit 32 familles au total.

Nombre de malades descendus des convois: 17, dont 16 hommes et 1 femme.

En fuite: 3 hommes, dont 1 tué lors de la fuite.

Travail restant à faire:

1. Expédier deux convois de Biélorussie (sans membres de la famille). Début de l'opération ces jours-ci;

2. deux convois de la seconde série (des membres de la secte des Fedorovtsy [1]). Début ces jours-ci (région des Terres noires);

3. six convois de la seconde série de la République du Tatarstan.

Signé: Le chef-adjoint du Département des Transports de l'OGPU, Kiskin

Source: TsA FSB, 2/8/97/31-32 ▲

## **Extraits du rapport du Département Information de l'OGPU «Sur la fuite et l'autodékoulakisation des koulaks en Ukraine»**

1<sup>er</sup> février 1930

### 1. Agitation antisoviétique et rumeurs provocatrices liées à la dékoulakisation

Région de Volhynie. Ces derniers temps, les koulaks ont largement diffusé des rumeurs provocatrices sur «une répression massive» des éléments koulako-capitalistes. Ainsi, dans le bourg de Zanki (district Potievskii), le koulak Fedor Klimenko a prétendu que les communistes organiseraient bientôt une «nuit rouge», au cours de laquelle tous les éléments antisoviétiques, les criminels de droit commun et les koulaks seraient tués.

Région de Starobelsk. Dans le bourg de Belovodsk circulent des rumeurs selon lesquelles une mobilisation générale est sur le point d'être décrétée en Ukraine. La source de ces bruits sont les lettres envoyées par les recrues à leur famille.

Région d'Artemov. Un koulak du bourg de Kramatorsk répand des rumeurs, selon lesquelles «on va bientôt ôter aux parents leurs enfants pour les faire éduquer dans des internats-communes». Le koulak prétend que «ces mesures sont prévues par le plan quinquennal».

### 2. Fuite, autodékoulakisation et sabotage des koulaks

Région de Nikolaev. Ces derniers temps, la fuite des koulaks principalement vers le Donbass a pris des proportions massives. Ainsi, on a repéré dans la seule ville de Nikolaevsk 172 familles koulaks installées dans des logements ouvriers. Ces familles mènent une propagande antisoviétique [...].

Région de Soumsk. À Lokna, on a noté de nombreux cas de fuite de koulaks (16 cas). D'après nos informations, tous ont trouvé du travail à la mine «Komintern» (près de la ville de Chakhty). Ils ont été embauchés par le président du comité, lui aussi habitant de Lokna. Par ailleurs, avec la complicité du secrétaire du soviet rural, récemment exclu du komsomol, les koulaks en fuite ont pu obtenir de fausses attestations certifiant qu'ils étaient des paysans pauvres [...].

Région de Dnepropetrovsk. Dans le bourg Troïtski (district de Petropavlovsk), un koulak-expert [2] a vendu tous ses biens, a pris ses chevaux et est parti s'embaucher à l'une des mines de la région d'Artemov. Dans ce même bourg, de nombreux koulaks ont vendu leurs outils agricoles, une partie de leur bétail et se sont fait embaucher comme cheminots à la gare de Iassinovataja. Dans la ville de Pavlovgrad, on a remarqué que de nombreux koulaks vendent au

trust Roudmetaltorg des pièces détachées de machines agricoles, spécialement démontées et envoyées à la casse. Ainsi, le 3 janvier dernier, des koulaks du bourg de Mavrino ont amené à la casse une moissonneuse presque neuve. À la question posée par un paysan «C'était dur de casser une machine pareille?», les koulaks répondirent: «Casser – ce n'est pas difficile. Quant à reconstruire, le pouvoir soviétique n'a qu'à s'y mettre!» [...]

Dans de nombreux villages du district Bliznetsovskii, les koulaks laissent rouiller sous la neige les machines agricoles. Quand on a demandé à un koulak pourquoi il laissait s'abîmer des machines alors que les remises sont vides, il a répondu: «Ils nous ont spoliés, maintenant plus rien ne nous appartient, tout appartient au peuple, eh bien que tout disparaisse!»

Région de Nikolaev. Avec l'apparition, dans la presse, d'articles sur la liquidation des koulaks en tant que classe, et avec la mise en œuvre de cette politique, on assiste à de nombreux cas d'autoliquidation des exploitations de koulaks. Les koulaks mettent le feu à leur exploitation dans l'espoir de toucher la police d'assurance. Ainsi, dans le district Bachtanskii, deux koulaks dont les exploitations devaient être confisquées, ont mis le feu à leur ferme, dans l'espoir de toucher la police d'assurance. Dans ce même district, on a noté que des jeunes avaient été soudoyés par des paysans pauvres pour mettre le feu à des exploitations appartenant à des paysans pauvres et à des activistes.

### 3. Opposition à la dékoulakisation

Région de Krivoï Rog. Le 19 janvier, dans le district Apostolovskii, 300 exploitations ont été dékoulakisées. Le 22 janvier, a débuté la dékoulakisation des autres districts de la région de Krivoï Rog. Dans un certain nombre de villages, les koulaks ont résisté. Ainsi, à Kostrenka, un koulak s'est jeté avec un couteau sur le représentant de la milice. À Bratolioubov (district Dolinskii), le koulak Geraschenko a passé à tabac trois membres de la commission de dékoulakisation. À Glinianoïe (district Dolinskii), le koulak Zilevskii a frappé le responsable de la dékoulakisation à la tempe. Celui-ci a tué le koulak d'un coup de revolver. À Gourovka (district Dolinskii), le koulak Kochelev, après avoir été dékoulakisé, a mis le feu au hangar espérant ainsi détruire, par la même occasion, les bâtiments du kolkhoze. Les biens du kolkhoze ont été épargnés par le feu.

Région de Nikolaev. Sur l'ordre du Commissaire de région, la dékoulakisation a été décrétée dans un grand nombre de villages: il s'agissait de confisquer les biens des koulaks et de les installer

momentanément dans les maisons des paysans pauvres. Les opérations de dékoulakisation ont été menées de manière particulièrement intensive dans le district de Nikolaev. Ainsi, dans le bourg de Bormachevka, en deux jours, 153 familles de koulaks ont été expropriées et transférées. Les koulaks ont essayé de riposter par des actes de terrorisme. Ainsi, dans le district Bachtanskii, alors qu'ils revenaient d'une réunion, plusieurs dirigeants de kolkhozes ont été attaqués, entre les villages de Konstantinovskaia et de Peski, à coups de fusil de chasse par des koulaks. Un des dirigeants a été blessé à la tête.

District Izioumskii [...] Dans le bourg de Grouchevakhi, alors qu'on était en train de confisquer les semences chez le koulak Lototz, près de 200 paysannes accoururent aux cris de la femme de Lototz, qui criait « Au secours, on nous vole ! ». Les explications des membres de la brigade de dékoulakisation ne parvinrent pas à calmer la foule. Une des paysannes, une certaine Gerasimenko, fille de koulak et épouse d'un paysan moyen-riche, parvint à frapper avec une pierre un membre de la brigade de dékoulakisation. Après cet incident, celle-ci battit en retraite. Une seconde brigade fut également accueillie par la foule de paysannes à coups de jets de pierre, et un membre de la brigade fut jeté par terre et passé à tabac. Les hommes, pour l'essentiel des paysans aisés et des koulaks, regardaient le spectacle en riant [...]

#### 4. Participation des paysans moyens et pauvres aux opérations de dékoulakisation

Région de Kharkov. Le 21 janvier, l'assemblée paysanne du village de Fedorovki décida de dékoulakiser 12 exploitations de koulaks. Le lendemain, une foule de 400 personnes, composée pour l'essentiel de paysans pauvres et moyens, portant des drapeaux rouges, se mit en route, sous la direction des responsables du comité exécutif du soviet local, pour dékoulakiser les koulaks. Arrivés devant les maisons de ceux-ci, la foule se mit à piller celles-ci, après avoir enfermé les koulaks dans un hangar. Au cours de l'opération, l'un des membres du comité exécutif contraignit un dékoulakisé à enlever sur-le-champ son manteau et son chapeau, qu'il s'appropriera aussitôt. Les koulaks furent informés qu'ils avaient trois jours pour quitter le village et se rendre où bon leur semblait. Le responsable du Comité exécutif, qui s'efforçait de donner à la dékoulakisation un caractère organisé, n'a rien pu faire, étant donné l'état d'excitation des paysans. Les machines agricoles et le cheptel des dékoulakisés ont pu néanmoins être transférés au kolkhoze.

**Télégramme du plénipotentiaire de l'OGPU pour la région des Terres noires, N.N. Alexeiev au Département secret-opérationnel de l'OGPU sur les résistances paysannes à la collectivisation**

25 février 1930, 18h23

Informons sur les événements des derniers jours dans les districts de Borisoglebsk, Kozlov, Kursk et Tambov.

Premièrement: émeutes de masse:

a) Dans le bourg de Tichanka (district de Borisoglebsk), sur la foi de rumeurs provocatrices faisant état de la fermeture de l'église, le 29 janvier a éclaté une manifestation à laquelle environ 1.400 personnes ont participé. Cette manifestation a été liquidée grâce à un travail d'explication. Le 19 février, dans ce même bourg, au son des cloches, plus de 3.500 personnes se sont rassemblées, réclamant la restitution du bétail et des outils agricoles confisqués et remis au kolkhoze. La foule a passé à tabac le président du kolkhoze, deux policiers, a forcé les portes des étables et a repris les bêtes. Le lendemain, la foule, en nombre équivalent à celui de la veille, a tenu un meeting au cours duquel il été exigé que les personnes arrêtées durant la collectivisation soient, sous 24 heures, libérées des Solovki, que les maisons des serviteurs du culte leur soient restituées, qu'en soient immédiatement chassés les instituteurs et les fonctionnaires qui y avaient été installés, que l'on procédât à de nouvelles élections aux coopératives et au soviet rural. Peu après, les bourgs avoisinants d'Alexandrovka, de Chanino et de Novaïa Tchigla se sont joints au mouvement . Les mots d'ordre des manifestants sont: «À bas le pouvoir soviétique!», «À bas les kolkhozes!». Dans le but de liquider les troubles, nous avons envoyé, dès le 19 février, une unité des troupes de l'OGPU forte de cent hommes, sous la direction du chef du Département spécial de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU. Cette opération s'est soldée par l'arrestation de 17 personnes à Alexandrovka et de 43 personnes à Tichanka. L'opération se poursuit. Le 24 février, à Novaïa Tchigla, la foule, conduite par des éléments contre-révolutionnaires, a manifesté une résistance acharnée et a tenté de désarmer les militaires chargés de l'opération. Nous avons dû envoyer, ce jour, une autre unité des troupes de l'OGPU d'Ostrogojsk. La résistance a été brisée, la foule dispersée, nous procédons aux arrestations. L'enquête a mis à jour l'existence d'une organisation contre-révolutionnaire dirigée par des koulaks et des

bandits (sur ces événements, *cf.* nos télégrammes des 18 et 18 février n.14.778 et 14.782, ainsi que les rapports opérationnels n.9-12).

b) Le 16 février, dans le bourg Stejki (district de Kozlov), a éclaté une émeute, à la suite de la collecte du fonds de semences des villageois. Les paysans criaient «.nous ne laisserons pas confisquer nos réserves!» Les bourgs avoisinants de Malye et Bolchie Pupki se sont joints à l'émeute. Le 24 février, des incidents semblables se sont renouvelés, la foule atteignant 3.000 personnes, qui criaient «Vous n'avez qu'à tirer, on préfère crever plutôt que de donner nos réserves et d'entrer au kolkhoze!». Plusieurs coups de feu furent tirés de la foule, qui tenta, à plusieurs reprises, de libérer les individus que nous avons arrêtés.

c) D'après nos informations, le 22 février, les bourgs d'Ikhlevo, Teploie, Iaroslavskoïe, Tujilovka, Lemikhino, Golovischevo (district de Kozlov) ont été la proie d'émeutes et de manifestations de masse. Les manifestations ont tenté de mettre à sac le kolkhoze «Le laboureur rouge». Le détachement de communistes défendant le kolkhoze a dû ouvrir le feu. La foule s'est dispersée, laissant un mort et deux blessés. Une partie des habitants de Kiselevka, de Iakhovo et de Bouriakino (du district voisin de Chilovskii) s'est jointe au mouvement. Dans les districts Sosnovskii et Beriozovskii, les manifestations se prolongent, malgré la présence sur place d'un responsable de l'OGPU avec un détachement de troupes. Le comité du parti du district a envoyé dans les bourgs insurgés une centaine de communistes.

d) Dans les bourgs de Krivopoliane, Novopoliane et Jouravlinka (district de Kozlov), a éclaté, le 21 février, une émeute contre la collectivisation. 500 personnes y ont pris part, sous le mot d'ordre: «À bas les kolkhozes! Nous n'en voulons pas!» La foule s'est emparée du bétail confisqué. Une foule forte de 1.000 à 1.500 individus a tenté de se diriger vers le chef-lieu Ranenburg. Avec l'aide du bataillon des milices de chemins de fer de Kozlov, nous avons réussi à empêcher les émeutiers de mettre leur plan (occuper la ville de Ranenburg) à exécution. 200 communistes ont été mobilisés à Ranenburg pour défendre la ville, sous les ordres du responsable-adjoint de district de l'OGPU (sur ces événements, *cf.* nos informations détaillées exposées dans les rapports opérationnels n.11 et 13). Pour liquider cette émeute et diriger la répression, avons envoyé le chef du Département économique de la Représentation

plénipotentiaire de l'OGPU, Braïlovskii. Le Comité régional du Parti a délégué des membres du Bureau, sous la direction de Mikhaïlin.

e) Le 18 février, dans le village de Malaïa Koutma (district d'Orel) a éclaté une émeute, provoquée par la collecte des réserves de semences. 400 personnes ont manifesté aux cris de «Mort aux pillards, à bas le pouvoir soviétique!» La manifestation a été liquidée à la suite d'une opération punitive. 6 meneurs ont été arrêtés.

f) Dans le bourg de Novaïa Savena (district de Kursk), à la suite de la collecte des réserves de semences, a éclaté, le 23 février, une émeute, à laquelle ont pris part environ 1.500 personnes. La foule, emmenée par trois koulaks, a tenté de mettre la main sur les activistes ruraux. Elle a passé à tabac le secrétaire de cellule du Parti, deux paysans pauvres et une activiste paysanne. Elle a tenté de faire de même avec les policiers arrivés sur les lieux. Le 24 février, le mouvement a gagné les bourgs d'Ouderevskoïe et de Schigorotchenko. Le mot d'ordre des manifestants est: «À bas le pouvoir soviétique. Nous nous défendrons contre les arrestations!» Nous avons envoyé sur place un groupe opérationnel de l'OGPU et des représentants du Comité de district du Parti.

Deuxièmement. Les réglementations existantes concernant l'emploi des troupes de l'Armée rouge [3] rendent difficiles la liquidation immédiate des troubles. Je considère indispensable de recevoir l'autorisation exceptionnelle d'avoir recours à des unités sûres et contrôlées de l'armée stationnées dans les régions de Kursk, Kozlov, Tambov, Eletz et Borisoglebsk.

Troisièmement. À ce jour, au total, 6.830 individus ont été arrêtés en 1<sup>re</sup> catégorie. 9 organisations contre-révolutionnaires ont été liquidées, ainsi que 506 groupes. Sur les 6.830, 3.888 appartenaient à des organisations ou à des groupes constitués, 2.942 agissaient individuellement.

Signé: Alexeiev

Source: TsA FSB, 2/8/242/167-168



## **Rapport du Département Information de l'OGPU sur les manifestations de masse de paysans dans les districts Petelinskii et Toumskii de la province de Riazan (extraits)**

Pas avant le 3 mars 1930

À la suite de l'activité contre-révolutionnaire d'un groupe de koulaks, dirigée contre la politique de collectivisation et de dékoulakisation des campagnes, plusieurs villages et bourgs de la province de Riazan se sont soulevés. Ce soulèvement a aussi été provoqué par les nombreux abus perpétrés par les fonctionnaires locaux. Les erreurs grossières dans la mise en œuvre de la ligne de classe, qui devait guider la dékoulakisation, ont aussi joué un rôle non négligeable. Ainsi, lors de la collecte des céréales, le soviet rural, épaulé par les activistes, a fixé arbitrairement les quantités dues par chaque exploitant, sans en discuter en réunion plénière. Les paysans avaient 24 heures pour livrer leurs céréales. Ceux qui ne s'étaient pas acquittés dans les temps étaient soumis à des amendes, à des perquisitions, à des brimades; les granges étaient forcées et tout était systématiquement confisqué. La collectivisation du bétail était menée sans la moindre préparation et sans se soucier de l'alimentation du bétail, une fois qu'il aurait été collectivisé. Les paysans qui avaient refusé de rejoindre le kolkhoze étaient interdits de magasin coopératif et ne pouvaient plus s'approvisionner en produits manufacturés. Au cours de la dékoulakisation, un grand nombre de paysans moyens, de familles de soldats faisant leur service dans l'Armée rouge et d'employés ont été «dékoulakisés» – c'est à dire qu'on leur a tout pris, ne leur laissant ni réserves de produits alimentaires, ni même de vêtements. D'après des données incomplètes, près de 400 exploitations auraient été «dékoulakisées», alors que les listes fiscales ne comptaient que 156 exploitants imposés individuellement [\[4\]](#)

Le soulèvement paysan est parti du bourg de Veriaevo (600 feux), le 22 février, lorsqu'une foule de paysans, emmenée par des koulaks dékoulakisés, a repris le bétail qui venait d'être collectivisé. Sous la menace de la foule, les représentants du pouvoir soviétique ont été contraints de prendre la fuite. Tandis qu'une véritable chasse à l'homme était organisée pour tenter de retrouver les fuyards, l'émeute gagnait le bourg voisin de Gridino, où au son du tocsin, la foule lyncha l'un des responsables de la collectivisation. Le 23 février au matin, des représentants du Comité exécutif du district, accompagnés de 5 policiers, se rendirent à Veriaevo.

Aussitôt encerclés par une foule menaçante, les policiers firent usage de leurs armes, tirant cinq coups de feu et tuant un paysan. Sous la pression de la foule, les responsables politiques et les policiers durent prendre la fuite vers Gridino. Au son du tocsin, les paysans des environs se réunirent en nombre à Veriaevo, et la foule se lança à la poursuite des fuyards. Vers le soir du 23 février, des milliers de paysans armés de gourdins se rassemblèrent à Gridino, pour tenter de se saisir des représentants du pouvoir et des policiers; ceux-ci parvinrent néanmoins à gagner à cheval le chef-lieu de district. Un groupe opérationnel armé de l'OGPU, ainsi que des responsables du Parti furent alors dépêchés sur les lieux. Ils parvinrent à calmer un peu la foule et à stopper sa progression vers le chef-lieu de district [...]. Dans la nuit du 23 au 24 février, apparurent, sur les palissades de Veriaevo, des tracts contre les kolkhozes. Les paysans organisèrent une auto-milice, qui contrôlait toute entrée et sortie du bourg. Le pope de Veraievo se montra particulièrement actif, appelant, selon plusieurs témoignages, les paysans à «défendre la foi orthodoxe».

Le 24 février au matin, alors qu'un groupe de communistes envoyé du chef-lieu s'approchait de Grichino, afin d'y mener un travail de propagande, retentit le tocsin. Des cris retentirent de la foule: «Vive le pouvoir des soviets sans kolkhozes, sans collectes et sans communistes!». Lors de la réunion organisée par le président du comité exécutif de district, le cam. Chtrolakh, un certain nombre de paysans se présentèrent armés de pieux, exigeant qu'on leur livrât trois communistes locaux, dont le directeur du kolkhoze. L'assemblée décida de nommer une commission de 15 membres chargée d'enquêter sur les abus des responsables locaux.

Ce même 24 février, le plenum du soviet rural de Veriaevo, en présence d'une centaine d'activistes (près de 100 personnes assistaient à la réunion) décida de rendre aux paysans les produits qui leur avaient été confisqués (blé, seigle, farine, millet). Il fut décidé aussi de procéder à la réélection du soviet rural, chargé de résoudre la question des biens confisqués. Par ailleurs, ce même jour, les paysans mirent à sac le domicile du cam. Kosyrev, président du kolkhoze. Le 25 février, ils mirent le feu, dans le bourg de Gridino, au domicile d'un activiste kolkozien. Pendant qu'on tentait d'éteindre l'incendie, des coups de feu furent tirés par des inconnus.

Toute une série d'autres villages du district ont été gagnés par les troubles. Il faut dire que depuis 1918, plusieurs villages – Khokhlovka, Gridino, Vysokoïe, Veriaevo et d'autres – ont été le foyer de trois soulèvements. Les contacts entre les villages insurgés étaient maintenus grâce à un système de courriers. Ainsi de Viriaevo, une vingtaine de paysans se sont rendus au bourg de Khat pour établir des contacts et tâter la situation. Des émissaires de Viriaevo et de Gridino se sont aussi rendus à Khokhlovka, Vysokoïe et Oundor, pour demander des renforts et de l'aide. Le bourg de Loubnoïe a envoyé plusieurs personnes à Veriaevo.

L'enquête a montré que des groupes contre-révolutionnaires koulaks, en contact entre eux, ont effectivement dirigé les émeutes dans les bourgs de Veriaevo, Gridino, Pavlovka, Vysokoïe, Rousalovka et Nesterevo. Ces groupes ont presque toujours préparé le terrain, en se réunissant peu avant les événements. Dans le bourg de Vysokoïe, les membres du groupe koulak, organisateurs du soulèvement, ont convoqué une réunion préparatoire illégale, au cours de laquelle ils ont appelé ouvertement à mettre à sac le soviet rural, à s'emparer des réserves étatiques de céréales, à restituer aux koulaks leurs droits civiques. Par leurs appels à lyncher les représentants du pouvoir soviétique, et leur mots d'ordre politiques «À bas les kolkhozes et les soviets!», «Vive le commerce libre!», «À bas le pouvoir soviétique, vive le tsar!», les dirigeants koulaks qui sont parvenus à prendre la tête du mouvement, se sont efforcés de donner une coloration politique contre-révolutionnaire au soulèvement paysan [...].

Source TsA FSB, 2/8/40/97-99



**Compte rendu télégraphique n.54.389 sur les émeutes de masse ayant éclaté dans 16 districts d'Ukraine (districts de Berditchev, Soumsk, Proskourov, Dniepropetrovsk, Izioumsk et autres)**

9 mars 1930, reçu à 18h45 (extraits)

Au total, 16 districts ont été gagnés par des émeutes de masse [...]. Dans trois districts en particulier (Dniepropetrovsk, Izioumsk, Soumsk) les émeutes présentent un caractère de gravité. Néanmoins, grâce aux mesures énergiques prises, la situation s'est stabilisée, même si le calme demeure précaire. En particulier, la situation reste très tendue dans l'arrondissement Petrikovskii (district de Dniepropetrovsk). Dans 8 districts [...], les émeutes sont restées assez limitées. Toutes les mesures ont été prises pour éviter l'extension des troubles [...].

La situation reste tendue dans le village de Laboun (district de Chepetovo). Les éléments antisoviétiques et criminels y ont organisé un groupe de 40 personnes, armées de fusils de chasse, de fusils à canon scié et de haches. Ce groupe s'est dirigé le 8 mars vers la petite ville de Gritsev. En même temps, une foule de 400 personnes a assiégé le comité exécutif de Gritsev; des coups de feu ont été tirés. Le groupe armé a tué un komsomol et une partie des activistes et des fonctionnaires a été prise en otage. L'escadron de cavalerie qui se trouvait alors à Gritsev est parvenu à disperser la foule, sans faire usage de la force. Les émeutiers sont parvenus à établir un contact avec ceux qui se sont révoltés dans le district de Berditchev. Dans les villages de Gitkovo, Malye Matsevitsy, Dermanka, et dans toute une série de villages du district de Soudilkovo, les activistes sont passés à tabac, un komsomol a été noyé dans la rivière. Un activiste a été pris et pendu par la foule. Les mots d'ordre mis en avant sont tous contre les kolkhozes et en faveur de la réélection des soviets ruraux. Dans le village de Naraevka, une foule de paysannes a décidé de défiler pour la journée du 8 mars avec le drapeau noir. Dans le village d'Irichki, la foule a contraint les fonctionnaires et les activistes locaux à prendre la fuite. L'un d'entre eux a été tué. Les émeutiers criaient: «Nous ne voulons pas d'un tel pouvoir soviétique. Ce n'est pas un pouvoir, ce sont des bandits. Ils nous ont tout volé, ils nous ont tout pris».

Dans le but de liquider rapidement tous ces troubles, j'ai envoyé dans le district de Chepetovo mon adjoint Bystrykh. D'après nos informations, qui prennent en compte 10 districts seulement, les pertes se montent à ce jour à 577 personnes. Dans notre camp: 386; chez l'ennemi: 191. Dans le district de Chepetovo, nos pertes

se montent à 17 morts, 31 blessés, 103 passés à tabac. Dans le district de Berditchev, nous avons eu 12 morts, 3 blessés; l'ennemi: 4 tués, 9 blessés. Dans le district d'Odessa, de notre côté : 1 mort, 4 blessés, 27 passés à tabac; chez l'ennemi: 2 tués, 3 blessés; dans le district de Soumsk, de notre côté, 10 tués, 59 passés à tabac; chez l'ennemi: 2 tués, 18 blessés. Dans le district de Starobelsk, de notre côté: 22 passés à tabac; du côté ennemi: 2. Dans le district de Poltava, de notre côté: 6 passés à tabac. Dans le district de Dniepropetrovsk, nous avons eu 11 passés à tabac; dans le district de Kharkov: 26 passés à tabac. Dans le district de Proskourov, de notre côté: 3 passés à tabac. Au total, nous avons eu 35 tués, 37 blessés et 314 passés à tabac. L'ennemi a eu 26 tués, 62 blessés, 103 passés à tabac. Ces données, notamment en ce qui concerne l'ennemi, sont loin d'être complètes, les circonstances des affrontements ne permettant pas de prendre en compte toutes les victimes.

Signé: Balitskii

Source TsA FSB, 2/8/232/101-101a



## Extraits du rapport de la direction de l'OGPU au Comité central du Parti communiste (bolchevik), au cam. I.V. Staline sur la situation en Asie centrale

Avant le 12 mars 1930

Le phénomène le plus inquiétant dans la conjoncture politique actuelle en Asie centrale est la multiplication des émeutes de masse contre la collectivisation. L'évolution du nombre des émeutes se présente ainsi:

	Février	Mars
Ouzbekistan	25	70
Kirghizie	1	12
Turkmenistan	2	1
Tadjikistan	—	2

Le nombre des participants à ces émeutes a évolué de la manière suivante:

	Février	Mars
Ouzbekistan	(sur 19 émeutes) 12.570	(sur 53 émeutes) 30.143
Kirghizie	350	6.220
Turkmenistan	300	500
Tadjikistan	—	700

Les émeutes ont pris une tournure particulièrement aiguë au cours des derniers jours. Ainsi, le 8 mars, dans le village de Khadyrcha (district Andijanskii, Ouzbekistan), lors d'une réunion qui devait décider de la collectivisation, des centaines de femmes et d'hommes ont tué le responsable du comité de semailles. Puis la foule, forte de quelque 500 personnes, s'est dirigée vers Khanabad. En chemin, la foule, armée de haches et de pieux, a tué un instituteur avant de s'en prendre aux forces de police. Néanmoins, la résistance résolue des forces de l'ordre a contraint la foule à se disperser. 45 individus ont été arrêtés. La foule était composée d'Ouzbeks et de Kirghizes. Ces derniers étaient plus agressifs que les Ouzbeks. Les Kirghizes affirmaient vouloir tuer tous les communistes et les russes.

Le 6 mars, plus de 1.000 personnes du village de Souzak (district de Djelal-Abad, Kirghizie) se sont rendues à Djelal-Abad en exigeant de détruire les listes des kolkhoziens ayant signé leur

adhésion au kolkhoze, de rendre les semences confisquées, d'arrêter le président du kolkhoze ainsi que 24 activistes, de libérer toutes les personnes arrêtées par le Guépéou. Après avoir tué un paysan pauvre activiste, la foule se dirigea vers le bâtiment du Guépéou, avec l'intention de libérer les prisonniers qui s'y trouvaient. Nous avons envoyé une escouade de soldats de l'Armée rouge pour mâter les émeutiers.

Dans le village Djouïlangar (district de Tachkent), les habitants ont exigé, lors d'une réunion générale, la restitution des biens confisqués aux bays et l'admission des bays dans les kolkhozes. Le président du Comité exécutif du district, qui présidait la réunion, ayant refusé de satisfaire ces revendications, la foule a tenté de le passer à tabac, et s'en est pris à un activiste pauvre qui tentait de s'interposer. Peu après ces incidents, le président du Comité exécutif fit arrêter 15 meneurs. Le lendemain, 3 mars, les bays convoquèrent une assemblée générale du village, qui décida de libérer les personnes arrêtées la veille. Toute la population se rassembla dans la rue, et malgré des tirs de sommation, parvint à libérer les meneurs. Les représentants du pouvoir soviétique durent prendre la fuite. La population exige que les biens confisqués aux bays leur soient rendus.

Ces émeutes ont souvent pour origine des abus lors de la collectivisation, une approche trop administrative, le refus de voir la situation réelle, l'absence de compréhension de la fameuse directive du Comité central concernant les modalités de la collectivisation dans les régions attardées [5]. Ainsi, pour ne donner que quelques exemples:

–dans le district Zeravchanskii (Ouzbekistan), malgré la situation déplorable des kolkhozes mis en place avant décembre 1929, il a été néanmoins décidé de collectiviser 50-55 % des exploitations;

–les responsables de la coopérative d'élevage envoyés en mission à Koul-Tursun (district de Samarkand) pour y organiser un kolkhoze d'élevage se sont bornés à faire des listes d'exploitants – sans même les voir – «désireux d'entrer au kolkhoze», et puis s'en sont repartis;

–les responsables du département foncier de Zaaminsk (district de Samarkand) [...] «mettaient sur pied» les kolkhozes de la manière suivante: ils convoquaient les habitants, les interrogeaient individuellement sur leur patrimoine et leur position sociale, puis prenaient leurs empreintes digitales et leur déclaraient qu'ils étaient dorénavant «membres du kolkhoze».

[...]

À Utchkurgan (district de Naryn), une émeute a éclaté à la suite du refus des autorités de convoquer une assemblée au cours de laquelle

devaient être discutées les modalités de la collectivisation du bétail, la question de la chute des prix du bétail, la dissolution d'un certain nombre de kolkhozes à la suite de graves incidents, les abus bureaucratiques de Dousmatov, membre de la commission de collectivisation.

À ceci, il faut ajouter de nombreux autres exemples d'abus de l'administration. Ainsi, le 3 mars, un responsable du comité de semailles a ordonné la fermeture, dans le district d'Osh (Kirghizie) de 18 mosquées, mesure confirmée par Djigitov, membre du Comité exécutif central de Kirghizie. Excitée par ces abus de pouvoir répétés, la population devient réceptive à la propagande contre-révolutionnaire. Dans presque toutes les manifestations de masse, sont mis en avant des mots d'ordre appelant à l'annulation des mesures de privation des droits civiques de certaines catégories de la population, à l'annulation des mesures fiscales frappant les paysans aisés, à l'annulation des lois prenant la défense des femmes, etc. Le 3 mars, dans le village de Kangly (district Bouvaïdinskii) une foule de femmes forte d'une centaine de personnes a manifesté contre la collectivisation, réclamant le rétablissement dans leurs droits civiques des membres du clergé, la libération des bays arrêtés, le droit au mariage quel que soit l'âge de la fiancée, et critiquant le principe de classe pour la fixation de l'impôt. Les paysannes pauvres, qui avaient refusé de manifester, furent menacées d'expulsion du village [...]

Une attention toute particulière devra être portée aux problèmes suivants:

1. les abus massifs dans le processus de collectivisation, pareils à ceux qui ont été décrits ci-dessus, ne cessent pas et gagnent tous les districts;
2. l'existence d'une organisation contre-révolutionnaire dans le Fergana (elle a été partiellement liquidée en janvier 1930). Dirigée par le directeur du journal *Iangi Fergana*, cette organisation avait pour but d'organiser un sabotage systématique de la production de coton et d'exploiter le mécontentement des masses;
3. la persistance d'un mécontentement massif risque de déboucher sur un accroissement significatif du banditisme, et ne manquera pas d'avoir des conséquences sur le déroulement de la campagne de semailles.

Le vice-président de l'OGPU, G. Iagoda

Le responsable du Département secret-opérationnel de l'OGPU, Evdokimov

Source: TsA FSB, 2/8/3/181-185



AMERICAN WANT ADS  
APARTMENT  
Value!

**CHICAGO AMERICAN**  
CHICAGO, WEDNESDAY, JANUARY 8, 1953

SECOND SECTION  
NEWS, FEATURES

# HUNGER, DESPAIR, DEATH IN UKRAINE AGONY



Through the snowdrifts, Ukraine's agony is seen for a glimpse in the Ukraine. The people are starving and dying. We have reported it for months before these pictures were taken.

Plenty of the strength a mother sought for a glimpse in the Ukraine. The people are starving and dying. We have reported it for months before these pictures were taken.

Plenty of the strength a mother sought for a glimpse in the Ukraine. The people are starving and dying. We have reported it for months before these pictures were taken.

## Soviet Starving Tell Own Stories; Jailed for Eating Dogs

SEVERAL Ukrainians told their own stories of starvation and death in a series of articles, at which they were jailed for eating dogs.

The series continued in the series of articles, at which they were jailed for eating dogs.

When photographs show such their agony, they are taken under the most adverse and dangerous conditions and conditions for which they are not even given and specific relief.

By THOMAS WALKER,  
Special Investigator, Federal and District of Columbia, Who Has Reported From Starving Ukraine

On the streets of Kiev, I saw a child who had been starved to death in a prison, or who had been starved to death in a prison.

When photographs show such their agony, they are taken under the most adverse and dangerous conditions and conditions for which they are not even given and specific relief.

When photographs show such their agony, they are taken under the most adverse and dangerous conditions and conditions for which they are not even given and specific relief.

## PAWNS OF TRAGEDY IN UKRAINE



CLINIC TO TEST BEAUTY AIDS

## Hendrik Van Loon

The Leadership That Follows in the Leadership That Falls

CLINIC TO TEST BEAUTY AIDS

FORUM NO. 34 - SPRING, 1963

27

## **Instruction n.12.886 à toutes les Représentations plénipotentiaires de l'OGPU pour liquider tous les excès constatés lors des opérations de dékoulakisation**

7 avril 1930

Les opérations menées depuis deux mois par les organes de l'OGPU pour écraser la contre-révolution gardes-blancs-koulaks dans les campagnes a permis de désorganiser le sabotage contre-révolutionnaire de la minorité koulak, qui tentait de faire échec aux mesures prises par le Parti et le pouvoir soviétique afin de transformer radicalement l'agriculture et d'en faire une agriculture socialiste. Dressant un bilan provisoire, on constate que nos organes se sont honorablement acquittés de leur tâche: en démantelant toute une série d'organisations contre-révolutionnaires koulaks, en liquidant tout un ensemble de bandes armées, en arrêtant à temps les éléments gardes-blancs et koulaks les plus endurcis, nos organes ont stoppé net le développement de mouvements armés contre-révolutionnaires koulaks. Néanmoins, il faut noter que, parallèlement à ces succès, notre travail de renseignement, notamment dans les villes, a montré des signes de faiblesse. Même sur le front des campagnes, le travail de renseignement n'a pas toujours été à la hauteur. C'est précisément là où notre réseau de renseignement était le plus faible que les coups portés à la contre-révolution ont eu de fâcheux contretemps. Les signaux étaient envoyés trop tard aux organes. Aussi, nos opérations intervenaient-elles à un moment où le soulèvement contre-révolutionnaire était déjà bien engagé; par conséquent, le nombre de personnes que nous devions arrêter était-il souvent très important, et constitué en partie d'éléments appartenant aux couches moyennes, voire pauvres, de la paysannerie, que les koulaks avaient eu le temps d'embrigader contre le pouvoir soviétique. Considérant ces faits, j'ordonne:

1. de vérifier attentivement la mise en œuvre de l'ordre de l'OGPU n.90/44; [6] de libérer, après les avoir dûment rééduqués politiquement et remis dans le droit chemin, tous les paysans moyens et pauvres victimes des provocations des koulaks et embrigadés par eux dans des groupes contre-révolutionnaires; parvenir à ce qu'il n'y ait dans les prisons que des éléments koulaks-gardes blancs;
2. d'accélérer l'examen des dossiers des koulaks contre-révolutionnaires arrêtés, les faire passer devant des *troiki* extra-judiciaires [7] de telle sorte qu'au 1<sup>er</sup> mai, les prisons fussent déchargées ;

3. d'appliquer strictement une ligne de classe en matière répressive, à savoir –réserver la peine de mort exclusivement aux les éléments contre-révolutionnaires, gardes-blancs, koulaks et bandits. Dans le cas où il serait avéré qu'un paysan moyen, voire pauvre, avait participé à une activité insurrectionnelle contre-révolutionnaire ou avait été un membre actif d'une bande, commuer la peine de mort prononcée à son égard en peine de 10 ans de travaux forcés;

4. désormais, l'activité de nos organes doit être organisée de telle sorte qu'elle soit exclusivement dirigée contre les activistes contre-révolutionnaires koulaks, je répète contre les activistes koulaks, et qu'elle ne touche pas les paysans moyens et pauvres. Désormais, les arrestations de paysans moyens ou pauvres, embrigadés par les koulaks, devront avoir un caractère tout à fait exceptionnel. Elles ne pourront avoir lieu que lorsque la participation active à une bande insurrectionnelle est avérée et lorsque le maintien en liberté de ces individus représente un réel danger pour l'ordre public. Aussi, toute arrestation individuelle devra-t-elle être autorisée par le responsable du département local ; quant aux opérations de masse, elles devront être autorisées, au préalable, par les autorités compétentes de l'OGPU.

G.Iagoda, Evdokimov

Source: TsA FSB, 2/9/20/289-289ob



**Extraits du rapport de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU pour la Sibérie «Sur les organisations et groupes contre-révolutionnaires» passés devant les juridictions spéciales du 1<sup>er</sup> au 10 avril 1930 (extraits)**

Pas avant le 10 avril 1930

Province de Novossibirsk. Dans le bourg d'Ozerki, les koulaks, au nombre de six, ont mis sur pied un groupe contre-révolutionnaire insurrectionnel. Tout d'abord, ce groupe s'est borné à organiser la résistance à toutes les mesures prises par le pouvoir soviétique dans les campagnes, puis, à partir du début de 1930, il s'est activement préparé à une insurrection armée contre le pouvoir soviétique. À ces fins, le groupe a organisé plusieurs réunions illégales, au cours desquelles étaient activement discutés les préparatifs insurrectionnels. Six individus, tous koulaks, ont été arrêtés. Tous ont été condamnés à mort.

Dans le bourg de Sarabalyk, en 1929, a été mise sur pied une organisation koulak. Celle-ci a commencé par répandre des rumeurs défaitistes et insurrectionnelles, avant de s'engager dans des activités de sape visant à s'emparer des postes de responsabilité dans les institutions soviétiques et coopératives locales. Cinq individus ont été arrêtés dans cette affaire, tous des koulaks. Tous ont été condamnés à mort, avec confiscation de tous leurs biens [...]

Province d'Omsk. En novembre 1929, dans la ville de Novyi Omsk a été repérée une organisation antisoviétique ayant pour objectif le renversement du pouvoir soviétique par la force. Des réunions illégales étaient organisées au domicile des membres de cette organisation, au cours desquelles étaient discutés les plans d'action du groupe. Au cours d'une des réunions, fut élu un bureau organisationnel de trois membres ; lors de cette même réunion, le groupe se définit comme une organisation social-démocrate et décida de faire cotiser tous ses membres. Pour se procurer de l'argent, le groupe décida d'organiser un hold-up. L'objectif choisi fut le magasin coopératif. Au cours d'une autre réunion, il fut décidé de se procurer une machine à écrire. Par l'intermédiaire d'un certain nombre de ses membres, le groupe a tenté d'entrer en contact avec l'étranger. Des contacts furent établis avec les villages avoisinants et des koulaks furent recrutés dans l'organisation.

On notera avec intérêt la composition sociale de ce groupe. Au total, sur 18 participants, 9 ouvriers, 4 paysans moyens et 6

koulaks. Parmi les ouvriers, on compte 3 anciens membres du parti et 6 membres des syndicats. Les plus actifs étaient précisément les anciens membres du Parti, qui ont repris les méthodes conspiratives du Parti d'avant la révolution. Le groupe avait pour objectif l'organisation d'actes terroristes (contre des dépôts de munition, des bâtiments publics). Sur les 18 individus arrêtés, 10 ont été condamnés à mort, 3 à une peine de 10 ans de camp, 4 à une peine de 5 ans de camp, 1 à une peine de 5 ans avec sursis.

Province de Biisk. Dans le bourg de Mikhailovskoïe, en 1929 a été créé un groupe contre-révolutionnaire koulak tout à fait structuré, qui est entré en contact avec l'une des organisations insurrectionnelles liquidées ayant sévi dans la province au cours des années précédentes. Le groupe se réunissait illégalement dans le but d'organiser une insurrection armée contre le pouvoir soviétique. Six personnes ont été arrêtées, tous des koulaks. Tous ont été condamnés à mort, avec confiscation de leurs biens et déportation de leur famille [...]. Dans le bourg de Togul, un groupe de koulaks, mécontents des mesures prises par le pouvoir soviétique dans les campagnes, s'est constitué en organisation contre-révolutionnaire structurée à caractère insurrectionnel. Au cours de réunions illégales au domicile des différents participants, il a été décidé de mettre sur pied une cellule insurrectionnelle basée dans la taïga. Afin de désorganiser la production minière, les membres du groupe menaient une propagande visant à encourager le départ des koulaks et des citoyens privés de leurs droits civiques vers les mines du Kouzbass. Par l'intermédiaire d'un des membres de l'organisation, le groupe menait une correspondance, par lettres, avec l'étranger (Pologne et Afghanistan). 16 individus ont été arrêtés dans cette affaire, dont 15 koulaks et un ex-policier tsariste. 14 ont été condamnés à mort et 2 à une peine de 10 ans de camp [...]. Dans le bourg de Kouïagane, existait depuis des années une organisation contre-révolutionnaire, qui, en 1929, se transforma en groupe insurrectionnel. Les membres de ce groupe organisèrent toute une série de réunions illégales. Au printemps 1930, il fut décidé de mettre en place une bande insurrectionnelle qui devait, les armes à la main, lutter contre le pouvoir soviétique. Le groupe mit en place un système organisé de recrutement. Outre une active propagande de caractère insurrectionnel et une préparation organisée au soulèvement, les membres du groupe s'efforçaient de prendre le contrôle de toutes les organisations soviétiques à travers leurs hommes de paille, koulakisants, paysans moyens et pauvres. 45 individus ont été arrêtés dans l'affaire, dont 44 koulaks et un pope.

20 personnes ont été condamnées à mort, 10 à dix ans de camp et 15 à 5 ans de camp.

Le chef du Département secret-opérationnel de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU pour la région Sibérie, Loupekin

Le chef du 2<sup>e</sup> Bureau, Novoselov

Source: TsA FSB, 2/8/800/921-924



**Lettre de V. N. Tolmacev, Commissaire du peuple à l'Intérieur de la RSFSR à D.Z. Lebed, Vice-Président du Conseil des Commissaires du peuple de la RSFSR sur ses premières impressions concernant la situation des koulaks déportés dans la région Nord**

16 avril 1930

Cher Dmitri Zakharovic

Je considère absolument indispensable de te faire part de mes premières impressions rassemblées lors d'un rapide voyage dans la région Nord.

1. En gros, 45.000 familles ont été transférées dans la région Nord, soit environ 158.000 personnes. Sur ce nombre, 36.000 adultes en état de travailler ont été affectés à divers travaux. Les autres, soit 122.000 personnes – femmes, enfants et autres non physiquement aptes au travail – ont été installés dans des baraquements le long des voies ferrées Vologda-Arkhangelsk et Viatka-Kotlas.

2. D'après diverses sources concordantes, 25 à 35 % des déportés l'ont été à tort (paysans moyens, paysans pauvres, etc.).

Nous avons achevé l'étape préparatoire de notre tournée de vérification. Aujourd'hui, nous commençons la vérification proprement dite, qui prendra 7-10 jours. Ensuite, je pourrai communiquer les données chiffrées exactes. D'ores et déjà, les données dont je dispose parlent d'elles-mêmes. Si la situation est telle pour les koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie, on peut s'imaginer qu'elle est encore bien pire pour les koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie, pour lesquels l'opération a été menée de manière encore plus incontrôlée.

3. On a vidé la ville d'Arkhangelsk même de tous les koulaks déportés, qu'on a installés dans des baraquements le long de la voie ferrée. Il en reste environ 4.000 (malades, en quarantaine).

4. Le problème le plus critique reste celui du logement. Les déportés sont entassés dans 750 baraquements. La promiscuité est effarante dans ces baraques à châlits superposés où le cubage par individu est parfois inférieur à celui d'un cercueil. Les baraquements n'ont pas de plancher, le toit est fait de perches recouvertes d'un peu de terre. La température ne dépasse pas les 4 degrés. Des poux partout. Rajoutez une nourriture infecte (voire, une absence quasi-totale de nourriture). Résultat – une morbidité effarante et une mortalité énorme parmi les enfants. Quand viendra le printemps (deuxième quinzaine d'avril, mai), le sol des baraquements, dont la plupart sont

édifiés sur des marécages, va fondre, les «toits» vont laisser passer l'eau et toute la population va pourrir dans cette boue nauséabonde.

Voici quelques chiffres, qui montrent la situation à ce jour.

Données sur la morbidité et la mortalité parmi les déportés:

–dans la ville d'Arkhangelsk (1<sup>er</sup> mars-10 avril): sur 8.000 enfants, sont tombés malades 6.007. Sur ce nombre, on a recensé 199 cas de scarlatine, 1.154 cas de scarlatine, 4.238 cas de grippe ou de pneumonie, 21 cas de diphtérie. 587 enfants sont morts;

–dans la région de Severo-Dvinsk, au 12 avril 1930, on avait enregistré 784 morts parmi les déportés, dont 634 enfants;

–dans la région de Volodga, du 29 mars au 15 avril, sur 4.850 enfants malades, 677 sont morts (162 pour les seules journées des 12 et 13 avril).

Pourcentage de morbidité parmi les enfants: 85 %. Taux de mortalité parmi les enfants malades: de 25% (région d'Arkhangelsk) à 45,5% (ville d'Arkhangelsk). Ce sont, en général, les plus jeunes qui tombent malades et meurent.

Tout ceci nous indique que dans les deux-trois prochaines semaines nous risquons d'être confrontés à une situation encore plus grave, si l'on ne prend pas des mesures radicales. Celles-ci devraient être les suivantes: 1 - sortir les gens de leurs baraquements et les installer dans les villages avoisinants; 2 - pour ceux qu'on n'aura pas pu installer ailleurs, améliorer un peu les conditions sanitaires dans les baraquements. D'après les responsables locaux, il serait tout à fait possible d'installer une partie des déportés dans les villages avoisinants, mais serait-ce convenable politiquement? Il faut noter que les contacts existent d'ores et déjà entre les déportés installés dans les baraquements et la population locale; quant au problème de la diffusion des maladies infectieuses, on peut y remédier par une mise en quarantaine et une désinfection efficace. Pour cela, il faudrait une directive de Moscou.

En ce qui concerne l'amélioration des baraquements, avec le transfert d'une partie de leurs habitants, la situation devrait un peu s'améliorer, mais il faudrait au moins installer ne serait-ce que des planchers et des toits, aussi primitifs fussent-ils. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de planches – tout part pour l'exportation.

Jusqu'à présent, les déportés se nourrissaient grâce aux provisions qu'ils avaient pu emporter. Mais celles-ci vont se terminer dans quelques jours et si l'on ne met pas en place un système d'approvisionnement, les gens vont mourir de faim. Le Narkomtorg interdit de distribuer gratuitement de la nourriture, or les déportés

n'ont pas un sou. Je rappelle qu'on compte parmi eux un nombre non négligeable de paysans moyens et pauvres. Il est indispensable de donner l'ordre au Narkomtorg d'autoriser des distributions gratuites de produits alimentaires, produits qu'il faut se dépêcher d'envoyer dans ces lieux perdus avant la fonte des neiges, car après les routes seront impraticables. Ci-joint, à ce sujet, le télégramme de Cukhrita.

La situation extrêmement difficile des familles de déportés se complique encore du fait que, selon les estimations les plus optimistes, leur transfert vers les lieux de leur installation définitive durera au moins de la fin mai à la fin septembre. Cela signifie qu'ils devront continuer à végéter dans les conditions que j'ai décrites (à moins que celles-ci ne changent radicalement) durant encore quatre à cinq mois. Aucune aide médicale ne sera d'aucun secours tant que les conditions de logement et d'approvisionnement n'auront pas été radicalement améliorées, et ceci très rapidement. Dans la mesure où les baraquements sont pleins à craquer exclusivement de femmes, d'enfants et de vieillards, leur salut ne peut venir que d'une amélioration radicale et globale de l'ensemble des baraquements.

Le projet de transfert et d'installation des déportés vers les lieux de leur installation définitive me paraît irréaliste. Ces derniers jours, j'ai participé à son élaboration. Il était prévu de recevoir, dès le début de la saison de navigation, un certain nombre de péniches et de bateaux de la région de la Volga et d'autres régions, de transférer par bateaux les déportés jusqu'aux limites de la navigabilité, après quoi, les déportés devraient finir le chemin à pied ou en convoi de charrois jusqu'à leur lieu d'affectation. En plus des gens, devaient être transférés, de la sorte, les matériaux de construction, les outils agricoles et le ravitaillement – ce qui représente des dizaines de milliers de tonnes de fret. En réalité, il apparaît que: a) un grand nombre de rivières ne sont navigables que durant une très courte période; b) un grand nombre de petites rivières ont un courant trop rapide et des rives marécageuses (or, dans la plupart des cas envisagés, il fallait remonter le courant); c) là où l'on prévoyait de passer à pied ou en convois de charrois, les routes sont impraticables en été (il faut attendre l'hiver pour passer); d) dans la plupart des régions envisagées pour l'installation des déportés, les coupes de bois se font exclusivement en hiver; dès le printemps, les bûcherons fuient les lieux, pour ne pas rester prisonniers, des mois durant, de marécages infranchissables. Il est impossible d'y installer des gens pour toute l'année; e) la plupart des régions envisagées pour l'installation des déportés sont à la fois inaccessibles et très

éloignées – ce qui en l’absence de moyens de transport rend l’ensemble du projet irréaliste.

Avec d’autres collègues, je suis parvenu à la conclusion qu’on pourrait largement simplifier – et rendre réalisable – l’installation des déportés de la manière suivante. Les membres non travailleurs des familles de koulaks doivent être installés dans des régions facilement accessibles, parmi la population locale, en mettant à profit les habitations existantes, suffisamment grandes étant donné les particularités de l’habitat rural. Ils reçoivent un petit bout de terre, qu’ils mettent en valeur. Les adultes en état de travailler partent sur des chantiers de coupe de bois et reviennent, comme les habitants locaux, vers leur famille une fois la saison terminée. Grâce à l’argent qu’ils auront gagné par leur travail, ils organisent leur petite exploitation, ceci sans rien coûter à l’État. À mesure qu’ils défrichent leur lopin et se construisent une petite habitation, les déportés quittent leur logement provisoire et s’installent définitivement. Bien sûr, cette année agricole et sans doute les deux-trois prochaines années il est peu probable que les déportés soient en mesure d’assurer leur subsistance exclusivement grâce au travail de la terre. En effet, les habitants locaux eux-mêmes ne parviennent à survivre qu’en partant travailler en ville une partie de l’année. Néanmoins, avec ce plan, nous parvenons à fixer autant que possible les familles de déportés, nous permettons à ceux qui sont en état de travailler de gagner leur vie et nous ouvrons de réelles perspectives de développement agricole sans mettre à contribution le budget de l’État.

Quant à l’installation des déportés sur les lieux mêmes des coupes forestières, c’est une absurdité. En effet, ces lieux changent sans cesse en fonction de l’avancée des coupes. Aucune agriculture n’est possible dans ces contrées marécageuses. Or, il existe suffisamment de lieux dans la région où il est possible de cultiver la terre et de développer des exploitations sur le modèle adopté par la population locale, à savoir agriculture + activités annexes (forestières notamment) menées par des adultes en état de travailler. Il me paraît indispensable de discuter de ce plan à Moscou et d’envoyer ici des directives appropriées et de l’aide. En effet, les dirigeants locaux se posent à ce sujet encore pas mal de questions.

Jusqu’à présent, rien n’a été entrepris pour construire des habitations pour les déportés, à la fois par manque de matériaux, et parce qu’on ne sait pas qui va financer tout ceci. L’absence de tout

plan d'installation des déportés (qui suppose qu'on a tous les éléments d'information concernant le transport de ceux-ci, les devis en matériaux, etc.) n'a pas peu contribué à cette situation. Comme je l'ai indiqué ci-dessus, l'état des voies de communication, notamment fluviales, est tel qu'il nous faut en un court laps de temps envoyer une énorme quantité de fret dans des régions éloignées. Si ceci n'est pas fait, il est inutile d'y envoyer les déportés.

Il est aussi indispensable de clarifier la question de la direction ultérieure des opérations. Le rôle de l'OGPU doit se limiter au transfert des déportés. Quant à leur installation, leur exploitation économique, etc. – ce sont les institutions locales qui doivent s'en charger. Jusqu'à présent, personne ne sait où s'arrêtent les compétences de l'OGPU et où commencent celles des organes ordinaires. Il est indispensable de régler cette question.

Jusqu'à présent, les déportés sont traités comme des détenus extrêmement dangereux, qui doivent être isolés du reste de la société. Cette attitude exclut toute possibilité d'exploiter les initiatives venant des déportés et nous contraint à l'effort surhumain de devoir tout prendre en charge. Or ces gens ne sont quand même pas des caisses, des colis, des objets inanimés, ce sont des êtres humains, de surcroît pleins d'initiative et rompus à la vie et à ses difficultés. Il faut leur laisser une certaine initiative, ils sont parfaitement capables de faire ce qui est nécessaire, et ceci bien mieux que ne le feraient nos appareils bureaucratiques. Il faut faire le pari de l'initiative individuelle, dirigée naturellement vers des buts fixés par nous. Je pense, par exemple, qu'un grand nombre de déportés pourraient s'installer eux-mêmes dans les régions que nous leur aurions indiquées, naturellement sous notre surveillance. Je considère cette question de l'initiative individuelle absolument centrale pour éviter que se répètent à l'avenir les choses cauchemardesques que j'ai décrites ci-dessus.

L'approvisionnement des déportés est aujourd'hui catastrophique. Dans les jours qui viennent, les gens vont commencer à crever de faim, et si on ne fait pas parvenir sur place de l'approvisionnement – pour longtemps – toute cette affaire risque de se terminer fort mal non seulement pour les déportés, mais aussi pour la population locale, qui devra supporter le fardeau de ces masses d'affamés. Il faut faire pression énergiquement sur le Narkomtorg\* à Moscou.

Les responsables économiques locaux considèrent que la Commission Schmidt a annulé le point 7 de la résolution du Conseil des commissaires du peuple concernant la participation financière des autorités locales à la construction des logements et à l'accueil des déportés. Quant à moi, je pense qu'ils ont tort et je vous demande sur ce point confirmation.

Je dois souligner que même une préparation minutieuse du plan d'installation des déportés laisse un grand nombre de questions en suspens. L'échelle de l'opération est si grande, la région est si inhospitalière que tout plan ne peut donner que des orientations très générales, qu'il faudra adapter en fonction des situations locales. Par ailleurs, le manque de moyens se fait terriblement sentir. Et cependant, je dirais qu'on s'est préparés ici sans doute bien plus qu'ailleurs. Et la Sibérie, et l'Oural se sont bornés pour l'instant à demander de gros subsides. Il me semble que la situation sur le terrain doit être encore pire qu'ici. C'est pourquoi il faudrait immédiatement envoyer un haut responsable gouvernemental là-bas, afin qu'il prenne la mesure de ce qui s'y passe. Si Polian est encore disponible, je pense qu'on devrait l'envoyer là-bas. J'ai bien peur que lorsque viendra le moment d'installer les déportés dans l'Oural, on se retrouvera avec des propositions totalement irréalistes qui condamneront à l'échec toute l'affaire.

Aujourd'hui, je pars vers les lieux d'affectation des déportés, je passerai au minimum sept jours en tournée avant de revenir à Arkhangelsk, où je risque d'être retenu quelque temps encore. Ainsi, je ne serai pas de retour à Moscou avant la fin du mois.

Le défaut de cette lettre est sans doute qu'elle manque de propositions concrètes et détaillées. Mais de ce point de vue j'ai déjà donné des indications ici; quant au reste, j'aurai des idées après ma tournée sur le terrain. Je pense néanmoins qu'aussi incomplète soit-elle, cette lettre te permettra de prendre un certain nombre de décisions, qui devraient permettre aux autorités locales de mettre un peu d'ordre. Je ne peux pas ne pas mentionner la passivité des autorités centrales (y compris du Commissariat à la Santé) vis-à-vis des questions du transport, du logement, de la santé des déportés. Ils considèrent tous que «ce n'est pas leur affaire». Il faudrait sérieusement les secouer. Je n'envoie cette lettre qu'à toi personnellement. Fais la circuler parmi ceux que tu voudras. Avec mes salutations communistes, Vl. Tolmacev

PS. Il est grand temps de penser à l'approvisionnement des déportés en produits manufacturés, en particulier en chaussures. Sinon, la plupart d'entre eux vont se retrouver nu-pieds et ne pourront pas travailler. Sans chaussures, ici, on ne s'en tire pas même en été.

Source: TsA FSB, 2/9/20/309-317



## Rapports du groupe opérationnel de l'OGPU chargé de la dékoulakisation sur le nombre de familles et d'individus déportés et déplacés au 20 mai 1930

23 mai 1930

Note sur le nombre total de koulaks de toutes les catégories arrêtés et déportés.

1. Nombre de koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie arrêtés: 123.716\*
2. Nombre de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie déportés : 99 013 familles soit 491 893 individus
3. Nombre de koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie déplacés à l'intérieur de leur région : 26 333 familles soit 138 182 individus\*\*
4. Nombre de koulaks « de catégorie spéciale » déportés des régions frontalières : 502 familles, 18.203 individus.

Total: 125 848 familles, 771.994 individus.

Notes: \* sur ce nombre, 8.679 appartenant à 206 organisations contre-révolutionnaires; 50.009 appartenant à 6.827 groupes contre-révolutionnaires; 65.028 individus isolés.

\*\* le nombre des koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie est incomplet.

Le chef du groupe opérationnel de l'OGPU, Pouzitskii

Source: TsA FSB, 2/8/267/15



## Note sur le nombre de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie et de koulaks de «catégorie spéciale» déportés et déplacés au 20 mai 1930

23 mai 1930

Note sur le nombre de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie et de koulaks de «catégorie spéciale» déportés ou déplacés à l'intérieur de leur région d'origine au 20 mai 1930

	Objectifs			Réalisation
	Familles	Individus	Familles	Individus
Ukraine	20.000	100.000	20.792	113.637
Région centrale des Terres Noires	8.000	40.000	8.237	42.837
Région de Basse Volga	8.000	40.000	7.931	40.001
Région de Moyenne Volga	6.000	30.000	5.873	31.037
Biélorussie	8.000	40.000	9.701	47.392
Caucase du Nord	10.000	50.000	10.595	51.577
Crimée	4.000	20.000	3.179	14.029
République de Tatarstan	2.000	10.000	1.605	7.943
Asie centrale	400	2.000	80	281
<i>Total des déportés</i>	<i>66.400</i>	<i>332.000</i>	<i>67.994</i>	<i>348.734</i>
Sibérie	30.000	150.000	16.025	82.922
Oural	14.800	74.000	13.708	66.115
Kazakhstan	6.000	30.000	1.341	7.535
Région de Leningrad	–	3.000	–	2.555
Extrême-Orient soviétique	4.000	20.000	447	2.235
<i>Total des déplacés à l'intérieur de leur région</i>	<i>54.800</i>	<i>277.000</i>	<i>31.521</i>	<i>161.362</i>
<i>Total général</i>	<i>121 200</i>	<i>609 000</i>	<i>99 515</i>	<i>510 096</i>

Le groupe opérationnel ne dispose pas de données en pourcentage concernant la proportion des koulaks déportés ou déplacés par rapport au nombre total d'exploitants paysans dans telle ou telle région. On dispose de données uniquement pour la Sibérie. Le nombre d'exploitations dékoulakisées (16.025) représente 1,06 % du nombre total des exploitations (1.500.000 environ).

Le chef du groupe opérationnel de l'OGPU, Pouzitskii

Source: Tsa FSB, 2/8/267/16



## Note sur les lieux d'installation et le nombre de koulaks de 2<sup>e</sup>

Lieux d'installation	Nombre de koulaks en provenance d'autres régions		Nombre de koulaks déplacés à l'intérieur de la région		Total	
	Familles	Individus	Familles	Individus	Familles	Individus
Région Nord	46.562	230.065	—	—	46.562	230.065
Oural	17.835	85.134	13.708	66.115	31.543	151.249
Sibérie	1.135	20.176	16.025	82.922	17.160	103.098
Kazakhstan	80	281	1.341	7.535	1.421	7.816
Extrême-Orient soviétique	2.095	11.556	447	2.235	2.542	13.791
Région de Léninegrad	—	—	—	2.555	—	2.555
Région d'Aldan	287	1.522	—	—	287	1.522
<i>Total</i>	<i>67.994</i>	<i>348.734</i>	<i>31.521</i>	<i>161.362</i>	<i>99.515</i>	<i>510.096</i>

### catégorie et de koulaks de «catégorie spéciale» déportés et déplacés au 20 mai 1930

Les koulaks déportés seront affectés aux chantiers suivants:

- 1 - dans l'Extrême-Orient soviétique et dans la région de l'Aldan: sur les chantiers aurifères de Sojuzzoloto;
- 2 - dans la région de Leningrad: à Mourmansk, dans les mines d'apatite;
- 3 - au Kazakhstan: dans les pêcheries de la mer d'Aral;
- 4 - en Sibérie, a) les déportés d'Ukraine: une partie sur les chantiers aurifères de Sojuzzoloto; une partie sur les chantiers de coupe de bois; b) les koulaks sibériens: une partie sur les coupes de bois, une autre : dans des exploitations agricoles sur des fronts pionniers;
- 5 - dans l'Oural: la grande majorité des déportés sera exploitée sur les chantiers de coupe de bois; une partie: dans l'exploitation agricole des fronts pionniers; une partie: dans les pêcheries et le reste dans les mines de charbon;
- 6 - dans la région nord: la majorité des déportés sera exploitée sur les chantiers de coupe de bois; une partie dans l'agriculture; le reste dans les pêcheries et la production d'iode.

Le chef du groupe opérationnel de l'OGPU, Pouzitskii

Source : Tsa FSB, 2/8/267/17



## **Extraits du rapport de la Représentation plénipotentiaire de la Région nord de l'OGPU sur «Les principales raisons de mécontentement des koulaks déportés et les conséquences en découlant»**

Pas avant le 25 mai 1930

L'immense majorité des mécontentements enregistrés par nos services d'information concernent les mauvaises conditions d'installation et de logement, les difficultés d'approvisionnement, les conditions difficiles de travail, les salaires très bas. Les déportés considèrent comme injustes les mesures prises à leur encontre (dékoulakisation et déportation dans le Grand nord) par le pouvoir soviétique, ces mesures ayant, de surcroît, été accompagnées d'innombrables abus et excès. Pour la période du 15 au 25 mai, nos services ont relevé plus de 2.000 cas de plaintes et de mécontentement.

«On nous installe pire que du bétail, dans des baraquements humides et froids, ils veulent sans doute nous faire crever comme des chiens»

«Comment nous allons survivre ici, l'eau coule de partout, les petits ont froid et crèvent par dizaines» (région d'Arkhangelsk).

«Nous vivons dans des baraquements sans plancher ni toit, dans chaque baraquement on s'entasse à 200-250, la vie est très dure, elle ne peut être pire, on en devient fou».

«Depuis qu'on est arrivés, on n'a pas ôté une seule fois nos vêtements, les baraquements sont très froids, très sales, on est serrés, on respire à peine» (région de Severo-Dvinsk).

«On crève de faim, on est obligés de vendre aux paysans du coin nos derniers vêtements –manteau, pantalon. Ce qui vaut 50-60 roubles, on doit le vendre pour 10-20 roubles, alors que pour une livre de pain on débourse 2-3 roubles» (gare de Lepcha).

Toutes ces plaintes se retrouvent dans les lettres envoyées par les koulaks à leurs proches. Elles sont en général fortement exagérées, dans le but de susciter de la compassion. Exemple: «Dans les baraquements, c'est pas mieux qu'en prison, on nous empêche de sortir, bientôt les poux nous boufferont. On reçoit 1/4 de livre de pain par jour, et encore c'est du pain bien noir. Quant à la farine que nous avons pu emporter, on nous l'a confisquée aussitôt arrivés. On cuit la *kasha*\* avec du bois humide, à même la neige. À part le pain, on ne nous donne rien d'autre. On ne peut rien acheter dans les magasins, au marché tout est trop cher pour nous. On a envoyé 155

convois de gens comme nous, ça fait bien dans les 400.000 personnes» (Vologda).

«Nous autres, pauvres déportés, nous sommes enfermés derrière des barreaux, nous crevons de faim, nous sommes dévorés par les poux. Pourquoi nous fait-on tant souffrir?»

«Ceux qui sont en état de travailler vivent dans la forêt, leurs conditions de vie sont très dures, il faut faire 4-5 km à pied pour aller travailler, on est crevés. Tout ce qu'on a pu emporter est perdu. On nous donne 300 gr de pain par jour, 6 gr de sucre et 5 gr de poisson séché. Quand on rentre du travail, après avoir marché dans la neige jusqu'au genou, on est abrutis, on mange la soupe aux choux, qui n'est que de l'eau, on se couche et le matin on recommence» (district de Niandom).

Tout en écrivant ces lettres larmoyantes, les koulaks déportés demandent souvent à leurs proches d'entreprendre des démarches auprès des autorités pour qu'on leur permette de revenir au village [...]

«Je te prie d'entreprendre des démarches pour qu'on puisse revenir en famille à la maison. On nous a dit que nos autorités pouvaient demander au pouvoir suprême de nous laisser revenir si on avait un fils ou un frère qui faisait son service militaire. Si tu parviens à démarcher en notre faveur, envoie nous un télégramme».

«Cher frère, viens vite, emmène je t'en prie mes petits enfants, sinon ils sont perdus. Ici, ils crèvent tous, 50 par jour, prends tes papiers. Je vous en prie, sauvez deux petits enfants. Je veux que personne ne le sache» (Vologda).

On a recensé, au cours des dix derniers jours, 82 demandes de la sorte.

Parallèlement à ces plaintes individuelles, les koulaks déportés écrivent parfois des pétitions collectives adressées à leur communauté.

«Adresse aux citoyens de notre terre natale chérie, de notre chère Stanitsa Staro-Grigorievskaia, de notre cher et respecté hameau Ozerskii. Nous, soussignés, chassés de notre nid douillet dans lequel nous et tous les gens de passage trouvaient bon accueil. Nous avons été séparés de nos chers et proches amis et nous avons été jetés dans une contrée étrangère, froide et éloignée. Nous sommes aujourd'hui coupés de notre contrée natale et confrontés à un sort si amer, qu'aucun cœur, aussi endurci fût-il, ne supporterait cette épreuve, et tout ça pour quoi ? Parce que nous sommes des koulaks, des ennemis de classe. Chers compatriotes, notre esprit, certes obscurci par les circonstances objectives qui sont les nôtres, ne parvient pas à comprendre les raisons véritables qui nous valent d'être qualifiés

ainsi d'ennemis. Peut-être tout ceci est arrivé sans que nous nous en rendions compte, mais néanmoins, nous ne pouvons accepter l'idée qu'il n'y a pas eu malentendu et injustice à nous inclure dans cette "classe de koulaks". Nous n'allons pas commencer, chers compatriotes, à vous expliquer notre situation passée, nous pensons que vous savez mieux que quiconque que nous ne sommes pas issus de quelque classe aisée, mais que nous sommes, comme vous, de simples travailleurs. Un même sang coule dans vos veines et dans les nôtres. Nous avons été éduqués comme vous, nous n'avions aucun privilège, ni aucun titre. Nous osons vous demander de nous réintégrer parmi les citoyens du hameau Ozerskii, car nous y avons nos champs couverts de seigle que nous avons semé, et nous espérons pouvoir dans un proche avenir revenir au pays. Nous allons attendre dans l'espoir et la certitude qu'en examinant sans préjugés notre humble requête, vous ne trouverez aucune trace de koulaks en nous, et ainsi vous ne refuserez pas d'alléger notre sort si amer, vous nous reprendrez dans votre communauté, au sein de laquelle nous nous engageons à être des citoyens conscients et des travailleurs honnêtes».

Tous ces mécontentements et ces humeurs se déversent souvent dans des mouvements de protestation organisés, se traduisent par des refus massifs d'aller au travail, des revendications concernant l'augmentation des normes de ravitaillement ou l'amélioration des conditions de vie, etc. Ainsi, environ 200 koulaks déportés, envoyés travailler dans l'arrondissement Vojegorodskii et installés au chantier n.49, à 90 verstes de Tavengi ont, le 11 mai, sous prétexte qu'ils n'avaient pas eu de pain, abandonné le travail aux coupes de bois et sont partis voir le responsable du secteur, réclamant qu'il améliore le ravitaillement et les conditions de logement (Vologda) [...].

Les membres non travailleurs des familles des koulaks déportés ont aussi tendance à s'organiser et à présenter des revendications collectives. Il ne se passe pas de jour sans que les koulaks ne harcèlent les responsables locaux exigeant qu'on augmente la norme de pain, arguant du fait qu'ils ne sont pas payés et ne peuvent par conséquent pas acheter de pain au magasin coopératif.

Quant aux femmes, elles assaillent les responsables avec leurs enfants dans les bras, en disant: «Prenez-les, emmenez-les où vous voulez!» Elles donnent 100-200 demandes écrites réclamant une augmentation des normes de ravitaillement. De nombreuses femmes fondent en larmes et refusent de partir tant que le responsable n'a pas donné de réponse. Souvent, ces mécontentements et ces pétitions massives se transforment, sous l'influence des éléments

contre-révolutionnaires actifs présents sur les lieux, en menaces ouvertes – on va piller les dépôts de nourriture! – ou en tentatives de règlement de comptes avec le personnel administratif d’encadrement, etc. [...].

Le mécontentement à propos des conditions d’existence, le travail de sape des activistes antisoviétiques déportés, les rumeurs défaitistes, selon lesquelles une guerre est sur le point d’éclater et le pouvoir soviétique est sur le point de tomber, encouragent les koulaks déportés à s’enfuir [...]. Avec l’arrivée d’un temps plus clément, la fuite des koulaks déportés a pris des proportions importantes. Au cours des trois derniers jours (12-15 mai), 33 koulaks déportés se sont enfuis du camp de Chenkoursk (arrondissement de Niandom). En route de la gare Obozerskaia vers le site de coupe de B. Ozerki, 120 déportés se sont enfuis en direction de Sheleksa-Plesetskaia (district d’Arkhangelsk). 10 fuyards ont été appréhendés à la gare de Kotlas. Cinq d’entre eux avaient déjà pu se procurer des billets de train pour Moscou [...]. D’après des données incomplètes, au 15 mai, nos services ont recensé le nombre suivant de fuyards:

	Nombre de fuyards	Rattrapés	En fuite
Arkhangelsk	867	127	740
Vologda	689	175	514
Severo-Dvinsk	2.194	?	?
Niandom	44	?	?
Komi	?	?	?

## Morbidité des déportés

La morbidité et la mortalité, pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 mai, se présente ainsi:

	Adultes	Enfants	Total
1) Comptabilisés au 1 <sup>er</sup> mai 1930	470	782	1 252
2) Arrivés au centre de santé du 1 <sup>er</sup> au 15 mai	595	568	1 163
3) Partis, dont	69	238	307
Morts	587	599	1 186
Guéris	10	12	22
Évacués vers un hôpital	399	501	900
4) Comptabilisés au 16 mai			
5) Maladies			
Typhus	20	11	31
Dysenterie	11	18	29
Scarlatine	18	187	205
Diphthérie	1	17	18
Rougeole	—	172	172
Autres	438	283	721
Obstétrique/maternité	84	—	84
Chirurgie	41	13	54
Psychiatrie	4	1	5
Autres	56	12	68
Total	673	714	1387

Le Chef-adjoint de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU de la Région nord, Siiron

Le Chef-adjoint du Département Information, Andreiev

Source: TsA FSB, 2/8/204/368-386



**Extraits d'une lettre de Dobrovitskii, membre du GPU d'Ukraine, au chef du Département de contre-espionnage de l'OGPU, Ia. K. Olskii, sur le retour des déportés**

31 mai 1930

Respecté cam. Olskii,

La fuite des koulaks déportés est en train de prendre une ampleur croissante. Ce phénomène encourage, à son tour, la fuite d'un nombre toujours plus grand de déportés. Il arrive souvent que les koulaks déportés revenus dans leur village, ainsi que les membres de leur famille, organisent des manifestations bruyantes, perturbant ainsi, de manière active, la déportation et la réinstallation des koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie.

Dans le bourg de Vassilievka (district Andreievo-Ivanovskii, province d'Odessa), alors qu'on tentait d'appréhender des koulaks revenus de déportation, une manifestation de masse a éclaté. Plus de 150 femmes y participaient, qui réclamaient non seulement qu'on laissât en paix les koulaks mais qu'on leur rendît tout ce qui leur avait été confisqué. Les koulaks furent réinstallés, par la foule, dans les maisons qui leur avaient été confisquées. Les koulaks revenus d'exil terrorisent les activistes et les paysans pauvres, parvenant ainsi, en général, à récupérer leurs biens confisqués et leurs lopins. Ils menacent les activistes de représailles, ils diffusent des rumeurs provocatrices, prétendant que leur retour est parfaitement conforme à la loi. Un grand nombre de fuyards se sont procuré de fausses attestations certifiant de leur « bonne » origine sociale. La plupart, néanmoins, reviennent sans papiers et deviennent des hors-la-loi. Il est remarquable de constater que cette situation ne semble pas émouvoir les autorités, qui tout au long du chemin de retour de ces exilés, laissent faire et passer.

Quant aux membres de la famille des koulaks, femmes et enfants, revenus sans autorisation dans leur village, ils ne cessent eux aussi de harceler les autorités locales, réclamant qu'on leur donne du travail, qu'on leur rende leur maison et leurs biens. Ils rassemblent des foules de curieux, racontent les « horreurs » qu'ils auraient prétendument subies dans le Grand Nord et en Sibérie. Un nombre croissant de paysans moyens et pauvres – et même d'activistes – éprouvent de la sympathie pour ces fuyards.

Dans le district Romenskii, les épouses de koulaks déportés, Alexandra Krivobok et Anna Ilina, et d'autres encore, terrorisent les

activistes et s'en prennent aux paysans pauvres. Leurs enfants jettent des pierres sur leur ancienne maison, où ont été installés des paysans pauvres. Dans le district Artemovski, on a noté de nombreux cas où les paysans pauvres ont quitté les maisons des déportés, par crainte de représailles, et par suite des bruits largement colportés, selon lesquels tous les koulaks seraient sur le point de revenir. Dans le district de Nikolaev, de nombreux koulaks revenus d'exil ont exigé du soviet rural que les membres de leur famille fussent autorisés à revenir au village. Dans le district de Kiev, on a noté que des kolkhoziens actifs non seulement intervenaient en faveur du retour des déportés, mais cachaient chez eux ceux qui s'étaient échappés de déportation [...].

Souvent ce sont des familles entières qui fuient de déportation, y compris des femmes avec des enfants en bas âge. Celles-ci sont aussi censées être arrêtées et reconduites à leur lieu d'assignation à résidence. Comme ces femmes ne savent quoi faire avec leurs enfants, ceux-ci sont aussi convoyés avec leur mère arrêtée. L'arrestation des femmes avec leurs enfants est unanimement critiquée par les paysans moyens et pauvres, qui témoignent d'une grande commisération pour les enfants tout particulièrement.

De nombreux fuyards expliquent qu'aucune surveillance n'est assurée dans les lieux de déportation, soulignant ainsi leur droit de rentrer chez eux. Ainsi, dans le district de Kharkov, les koulaks rentrés d'exil font courir le bruit, selon lequel le chef du camp leur aurait déclaré qu'ils pouvaient s'en retourner chez eux en Ukraine puisque les gens n'avaient rien à faire aux coupes de bois et que, de toute façon, on ne pouvait pas subvenir à leur nourriture. De nombreux fuyards, devenus des hors-la-loi, vivent une partie du temps dans les bois ou se cachent chez des membres de leur famille. Nous avons noté par conséquent une recrudescence du banditisme. Ainsi, 22 koulaks revenus illégalement de déportation ont pris une part active aux méfaits de la bande qui a sévi ces derniers temps dans le district Romenskii. Cette bande était dirigée par le pope Skorobogatko, ayant lui aussi fui de déportation.

Nous prenons toutes les mesures pour attraper les fuyards et les ramener sur leur lieu d'assignation à résidence. Ce problème a fait l'objet d'un télégramme envoyé par le président du Guépéou d'Ukraine, le cam. Balitski, à G. Iagoda [8]. Toutefois, nous n'avons eu aucune information récente sur les mesures prises par les autorités du Grand Nord pour empêcher la fuite massive des déportés. Nous avons eu des cas où des fuyards que nous avons

rattrapés et renvoyés vers le Grand Nord revenaient sous prétexte qu'on ne les avait pas «accueillis» là-bas.

Tous ces faits m'ont amené à vous écrire personnellement cette lettre, dans l'espoir que vous prendrez les mesures qui s'imposent et que vous clarifierez certaines questions cruciales, notamment ce qu'il faut faire avec les femmes en charge d'enfants, lorsqu'on ne trouve personne à qui laisser les enfants.  
Salut communiste, Dobroditskii

Source : TsA FSB, 2/8/330/24-27



[Note. Sur la première page de cette lettre figure la résolution suivante: «Groupe opérationnel. Pour le cam. Vinka. Me rappeler d'urgence. Il faut demander des faits concrets sur l'arrestation et l'enquête menée au sujet des évadés. 5 juin 1930» (signature illisible)]



## **Extraits du rapport du groupe opérationnel de l'OGPU sur la dékoulakisation et la fuite des koulaks de leur lieu de déportation**

12 juin 1930

À ce jour, le nombre des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie déportés hors de leur région d'origine ainsi que des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie déplacés à l'intérieur de leur région s'établit ainsi:

a) Région Nord: 46.562 familles, 230.065 individus.

b) Oural: 31.543 familles, 151 249 individus.

c) Sibérie: 17.160 familles, 103.098 individus.

Durant le transfert, le nombre de fuyards reste insignifiant: pour 189 convois, on n'a relevé que 11 cas de fuite (10 hommes + 1 enfant).

La fuite des koulaks déportés a commencé à prendre des proportions alarmantes à partir du début du mois d'avril, tant des lieux d'installation provisoire que des lieux de travail (coupes de bois). La plupart des fuyards quittaient leur lieu d'affectation au travail pour venir, dans un premier temps, rejoindre leur famille restée dans les lieux d'installation provisoire. Le motif principal de fuite – inquiétude vis-à-vis de leur famille, absence de chaussures en cuir rendant impossible leur travail dans la forêt, déficiences du système de garde des déportés.

La fuite des koulaks a pris des proportions grandissantes à partir de l'arrivée d'un temps plus clément – fin avril, début mai. Leur fuite a été considérablement facilitée à partir du moment où il a été autorisé de renvoyer les enfants des koulaks chez eux. Ceci est confirmé par les faits suivants.

C'est en allant accompagner ses enfants au point de rassemblement que Ksenia Tchebanovskaia, 32 ans, originaire du district de Zaporojie, s'est enfuie et n'est pas revenue au camp. Pareillement, Maria et Irina Ioumakhina (20 ans et 37 ans), du district d'Ostrogojsk, se sont enfuies du camp avec leurs enfants qu'on avait relâchés. Au cours des deux derniers jours, ont été signalées les fuites de Loukeria Artemenko, 61 ans, Maria Glouchkova, 24 ans (avec son enfant Ivan, âgé de 10 mois), Anastasia Krivtsova, 63 ans. Toutes ces femmes se sont enfuies à la faveur de la visite de membres de leur famille, venus chercher les enfants pour les ramener avec eux. La venue de parents s'accompagne de nombreuses fuites de dékoulakisés [...]

Les Représentations plénipotentiaires des GPU d'Ukraine, de Biélorussie, du Caucase du nord et de la Région centrale des terres noires signalent de nombreux cas de fuite de dékoulakisés. Les fuyards, de retour chez eux, terrorisent les activistes locaux et les paysans pauvres, et parviennent souvent à récupérer les biens qui leur ont été confisqués, ainsi que leur lopin de terre. Ils menacent les activistes de représailles, diffusent des rumeurs provocatrices, organisent des manifestations de masse, empêchent activement le transfert des koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie et, d'une manière générale, contribuent à rendre populaire parmi les paysans l'idée d'un nécessaire retour de tous les dékoulakisés [...].

Dans le district de Gomel (Biélorussie), le retour des koulaks dékoulakisés est généralement fêté fort cérémonieusement. Prévenus à l'avance, les parents et les amis des déportés se rassemblent à la gare et accompagnent en grande pompe – et en foule – les déportés jusqu'à leur village. Ainsi, le 6 mai, quatre familles qui s'étaient enfuies de déportation ont-elles été accueillies avec tout un cérémonial lors de leur retour dans l'arrondissement de Buda-Kochelev. De retour dans son village (arrondissement Loevskii, district de Gomel), la famille du koulak Kazakov, condamné à 5 ans de camp par une *troïka* de l'OGPU, a non seulement organisé une soirée de débauche, mais a exigé du kolkhoze qu'on lui rende sa maison et ses biens.

Dans le district d'Artemov, on a noté que les paysans pauvres, installés dans les maisons des dékoulakisés, ont quitté leur nouveau logement sous l'effet de rumeurs provocatrices faisant état du retour imminent des dékoulakisés, rumeurs attisées par le retour effectif d'un certain nombre de familles de koulaks.

Les faits suivants témoignent de l'ampleur de ce mouvement de retour de koulaks ayant réussi à s'enfuir de déportation. Des 16 personnes déportées du village de Dergatchi (district de Kharkov), toutes sont revenues. Des 59 déportés du village Veskovki (arrondissement de Dergatchev, district de Kharkov), 52 sont revenus. Dans l'arrondissement Zolotchevskii (district de Kharkov), 114 individus sont revenus.

Le retour d'enfants joue un rôle particulièrement néfaste et déstabilisateur sur l'état d'esprit des masses paysannes. Des groupes de paysans se rassemblent autour des enfants revenus de déportation, les questionnent sur la situation là-bas, dans le Grand nord, prennent pitié des déportés et commencent à mettre en avant des revendications illégales. Dans le district d'Oumansk, les nouvelles colportées par les enfants de retour de déportation ont été

à l'origine de troubles fomentés par des paysannes dans l'arrondissement de Babansk. Celles-ci ont exigé des autorités le retour immédiat des dékoulakisés, le rétablissement des dékoulakisés dans leurs droits et la convocation d'une assemblée générale. 300 femmes se sont rassemblées devant le soviet rural et ont empêché les autorités d'arrêter les meneuses.

Une partie des koulaks enfuis de déportation, de retour dans leur village, passent à la clandestinité, se cachant tantôt dans les bois, tantôt chez des parents. Ces koulaks en fuite constituent un vivier pour le banditisme. Ainsi, 22 koulaks en fuite ont-ils activement pris part aux activités de la bande qui a opéré récemment dans le district Romenskii, bande dirigée par le pope Skorobogatko, échappé de déportation.

Au total, se sont enfuis:

- de la région Nord: 14.123 individus (au 1<sup>er</sup> juin )
- de l'Oural: 837 individus (au 10 mai)
- de Sibérie (pour le seul district de Galki): 225 ( données au 20 avril).

Des 14 123 individus s'étant enfuis dans la région Nord, environ 6.000 ont tenté de rentrer chez eux. Quant aux autres, ils ont quitté leur lieu de travail pour aller retrouver leur famille déportée. Parmi ceux qui tentaient de rentrer chez eux, 2.752 ont été appréhendés. Des 837 individus ayant fui l'Oural, 419 ont été rattrapés, 16 se sont rendus.

Le phénomène de fuite a pris des proportions massives ces derniers temps (et les données ci-dessus ne prennent pas en compte le phénomène dans toute son ampleur), notamment à partir du moment où l'on a commencé à transférer les familles vers leur lieu définitif d'assignation à résidence. Au cours des cinq derniers jours du mois de mai (début des transferts), 2.779 individus se sont enfuis dans la seule région Nord.

D'après les données fournies par la région Nord, le contingent principal des fuyards est constitué de familles koulaks ayant pu envoyer leurs enfants au pays. Voici les principales «ruses» utilisées par les koulaks en fuite:

- a) éviter les points de contrôle de l'OGPU, donc marcher le plus souvent à pied, à travers la nature hostile de la région Nord;
- b) se faire passer pour des «parents» venus chercher les petits enfants ou venus pour une visite de famille;
- c) se faire faire de faux papiers (faux noms) ou des attestations au nom véritable, obtenues frauduleusement auprès du soviet rural du lieu de domicile. Ces attestations et ces papiers étaient transmises

soit par la poste, soit, plus généralement, par des parents ou des voisins venus rendre visite aux dékoulakisés. Ainsi, les 4 et 5 juin, à Vologda, on a retrouvé, à la suite de fouilles menées sur 800 «parents de koulaks», pas moins de 154 attestations ou faux papiers qui devaient faciliter la fuite des déportés. Des modes d'emploi accompagnaient souvent ces faux papiers et ces attestations fictives. Tous les individus en possession de faux papiers ont dû descendre du train et ont été appréhendés.

d) se faire faire de faux papiers sur place, déclarer la perte de ces papiers et recevoir de «vrais» duplicatas provisoires.

On a noté également des cas où les déportés fabriquaient eux-mêmes des faux papiers. Ainsi, dans le camp de Cheleks, a été arrêté un koulak qui avait fabriqué un sceau d'un soviet rural de la région de Kiev ainsi qu'un tampon du chef du camp. Ce koulak fournissait à toute la communauté de faux papiers, facilitant ainsi leur fuite. D'après les informations fournies par le département du district de Gomel, la plupart des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie rentrés au pays disposent « d'attestations de libération » provenant des camps situés autour de la gare de Lousa (district de Severo-Dvinsk). Après vérification, il apparaît que ces attestations sont toutes des faux [...] La fuite des koulaks est fortement stimulée par l'impunité dont ils bénéficient, par l'accueil enthousiaste qui leur est réservé à leur retour par la population, et parfois même par les autorités locales. Ces nouvelles ont vite fait le tour des déportés, stimulant ainsi les koulaks restés en déportation à tenter leur chance. On a noté plusieurs cas où le simple fait de recevoir une lettre disant «qu'on n'avait rien à craindre à tenter sa chance» a stimulé la fuite de tel ou tel individu.

Afin de lutter plus énergiquement contre le phénomène de fuite des koulaks déportés, les mesures suivantes ont été prises :

a) dans la région dépendant de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU - Oural:

1 - instauration d'une responsabilité collective, avec nomination d'un responsable pour chaque groupe de dix chefs de famille, chargé de surveiller le groupe et de faire part aux autorités de toute préparation ou tentative de fuite. Tous les koulaks et les responsables signent un engagement écrit;

2 - instauration d'un intéressement matériel (30 roubles pour toute information ayant permis d'appréhender un fuyard) pour la population habitant dans les zones de déportation des koulaks. Par ailleurs, tout fuyard devra payer une amende de 100 roubles;

3 - surveillance accrue des déportés.

b) dans la région dépendant de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU - Région Nord:

- 1 - surveillance accrue des déportés visant à contrecarrer toute préparation ou tentative de fuite;
- 2 - participation de la milice et des activistes locaux (membres du Parti, des jeunesses communistes, ouvriers agricoles, kolkhoziens, etc.) à la chasse aux fuyards, avec promesse de récompense dans certains cas;
- 3 - création de vingt «groupes volants » de tchékistes;
- 4 - annulation de tout départ d'enfants de déportés au pays ;
- 5 - interdiction de tout contact entre les déportés et les membres de leur famille ou voisins ou amis venus leur rendre visite. Ceux-ci devront immédiatement s'en retourner chez eux. Toute personne trouvée en possession de faux-papiers, de fausse attestation ou de tout autre document pouvant être utilisé pour favoriser la fuite d'un déporté, sera immédiatement jugée par une *troika*;
- 6 - instauration d'une responsabilité collective pour les fuites;
- 7 - instauration d'un régime plus sévère dans les baraquements de déportés, afin d'empêcher toute fuite;
- 8 - confiscation de tout le courrier adressé aux déportés ou envoyé par les déportés;
- 9 - surveillance accrue des trains et des bateaux à vapeur [...]

Signé: le chef du groupe opérationnel, Pouzitskii

Source: TsA FSB, 2/8/330/38-42



## **Extraits du rapport du Département Information de l'OGPU sur les difficultés alimentaires en Ukraine, en Sibérie et au Kazakhstan, au 20 juin 1930**

Le 23 juin 1930

### *Ukraine*

Dans le district d'Izioumsk, la situation alimentaire est très tendue. Les paysans pauvres et moyens assiègent quotidiennement, par groupes de 18-20 personnes, les soviets ruraux et les comités exécutifs, exigeant qu'on leur délivre du pain. «On nous a tout pris pour remplir le plan de livraison et maintenant, on crève de faim». Ces individus menacent, si on ne leur donne pas satisfaction, de piller les silos et les hangars collectifs et de cesser de travailler dans les champs collectifs.

À cause des difficultés alimentaires, le mécontentement a gagné également une partie des partisans rouges \*. Ceux-ci déclarent: «On a combattu, on a combattu, et maintenant on nous fait crever de faim!».

Dans certains arrondissements du district d'Izioumsk, on a noté que les paysans refusaient souvent de participer aux corvées de transport de bois et de matériaux pour la construction de routes et d'un pont d'importance stratégique. Dans le bourg Petrovka (arrondissement Petrovskii), la population n'a pas fourni un seul des 180 attelages exigés. Rassemblée autour du soviet rural, une foule déchaînée de paysannes criait: «On n'a rien à manger, les chevaux n'ont rien non plus. Les atteler – c'est les faire crever!» [...] On a noté une émeute de masse dans le village de Bakhmutovka (district de Lougansk): le 10 juin, une foule de près de 300 personnes s'est rassemblée près du soviet rural en réclamant du pain. Les gens criaient: «Il faut faire une insurrection et obtenir du pain par la force!» «À quoi bon manifester ici? Il faut tuer quelques fonctionnaires soviétiques, alors seulement ils nous donneront du pain!» La foule ne s'est dispersée qu'après que le secrétaire de cellule du Parti a déclaré «qu'il allait immédiatement se rendre au chef-lieu de district pour demander du pain». Le lendemain, vers deux heures du matin, une foule de 100 personnes environ se rassembla près de la maison du secrétaire de cellule, frappant aux fenêtres et menaçant de représailles le fonctionnaire. La foule exigeait « qu'on lui livrât du pain dans un délai de deux jours, faute de quoi les silos et les hangars collectifs seraient pris d'assaut, et les

céréales distribuées aux nécessiteux ». La foule organisa, près du moulin, une garde chargée d'empêcher toute sortie de farine. Avant ces troubles, 194 familles du village avaient fait une demande d'aide alimentaire (pour 496 personnes). 86 familles n'avaient plus de réserves; les 108 autres n'avaient de réserves que pour 2-3 semaines.

### *Sibérie*

Les difficultés alimentaires que rencontrent de nombreux districts (Slavgorod, Biisk, Kamensk, Barnaoul, Krasnoïarsk, Roubtsovo, Irkoutsk, Omsk, Kouznetsk) continuent de façon aiguë.

La majeure partie de la population se nourrit d'ersatz. On a noté l'utilisation, dans l'alimentation des paysans, de cadavres d'animaux, de chiens (district d'Omsk). On a noté de nombreux cas d'empoisonnement, liés à la consommation de semences déterrées. Ainsi, dans le village de Kolmanova (district d'Omsk), 70 personnes se sont empoisonnées de la sorte [...]. Les maladies liées à la faim et à l'emploi d'ersatz se multiplient et prennent une large extension. Les vols de céréales se multiplient; les affaires de vol élucidées montrent que leurs auteurs sont en majorité des paysans pauvres affamés (district de Kouznetsk). De nombreux kolkhozes connaissent des difficultés alimentaires. On a noté de nombreux cas où les kolkhoziens ont dû arrêter les travaux des champs par inanition (districts de Barnaoul, de Krasnoïarsk, de Kamensk).

Dans le district d'Irkoutsk, des paysans individuels\*, affamés, ont attaqué des kolkhoziens pour leur voler des céréales. Dans l'arrondissement de Balaganovo, le 16 juin, des paysans individuels ont attaqué des kolkhoziens du kolkhoze «L'appel des paysans pauvres» qui se rendaient au moulin, les ont contraint à faire demi-tour et de leur livrer toutes les céréales en leur possession. Le 17 juin, 23 paysans qui venaient de quitter le kolkhoze ont attaqué les kolkhoziens du kolkhoze «Le testament de Lénine» et leur ont volé un cheval et de la farine. À Tachlykovo, les paysans ayant quitté le kolkhoze ont arrêté les kolkhoziens du kolkhoze «Le constructeur de l'avenir», qui allaient chercher du pain au moulin. Ils sont entrés dans les maisons des kolkhoziens, y ont pris toutes les provisions, y compris les plats avec de la pâte de fermentation, et ont tenté de rouer de coups le président du kolkhoze.

On note qu'un nombre croissant de comités exécutifs sont assiégés par des foules de paysans affamés qui réclament avec

insistance et menaces qu'on leur donne du pain, faute de quoi, ils se mettront à piller les granges et les silos.

### *Kazakhstan*

Les difficultés alimentaires se prolongent et, par endroits, s'aggravent.

L'aggravation de la situation représente une menace réelle pour la bonne marche des travaux des champs et engendre des manifestations de masse. La plupart des villages et des bourgs de l'arrondissement d'Oust-Kamenogorsk (district de Semipalatinsk) sont le théâtre d'émeutes qui s'accompagnent de la mise à sac des silos. Dans le bourg d'Oust-Boukhtarma, le 8 juin, une foule d'une cinquantaine de femmes a envahi le soviet rural en réclamant de manière insistante du pain et menaçant, en cas de refus, d'empêcher l'expédition des céréales collectées. « Nous prenons nous-mêmes les charrois et nous allons tout casser dans les silos ». Le lendemain, 9 juin, lors de la réunion générale consacrée à la campagne de semailles, les paysans pauvres et moyens ont déclaré: «Si vous ne donnez pas de pain, nous n'allons pas travailler l'estomac vide. On sera contraints de commettre des infractions». Le 10 juin, les paysannes refusèrent le mil qui leur était distribué par les autorités en disant: «Ce mil est infecté, vous voulez nous empoisonner!». Toutes se dirigèrent alors en bon ordre vers les silos de grains. Afin d'éviter le pillage qui se préparait, le cordon de police qui protégeait le silo a tiré dans la foule de femmes, en blessant 5. Alors qu'on s'apprêtait à envoyer les blessées à l'hôpital, une foule de femmes a tenté de lyncher le policier qui avait tiré (celui-ci a été arrêté par les policiers venus sur les lieux, son affaire est en cours d'instruction. Des mesures sont prises pour retrouver les meneuses ayant dirigé l'émeute).

On a enregistré d'autres émeutes dans plusieurs arrondissements du district de Semipalatinsk. Toutes ont pour origine des difficultés alimentaires [...]. À cause de ces difficultés, les paysans abandonnent le travail dans les champs, s'enfuient dans l'espoir de trouver du travail en ville, quittent en masse les kolkhozes. Par endroits, les paysans vendent leur dernier bétail pour acheter du pain [...]

Le chef du Département Information de l'OGPU, Zaporozetz Le chef-adjoint du Département Information, Nazarbekova

Source: RGAE, 7486/37/132/61-68 ▲

**Extraits du rapport du Département Information de l'OGPU sur les problèmes rencontrés au cours de la campagne de collecte des céréales et sur les états d'esprit politique des masses paysannes, d'après les informations reçues de la Région centrale des Terres noires, du Caucase Nord, de l'Ukraine, de la Basse et de la Moyenne Volga, de Crimée, au 20 juillet 1930**

21 juillet 1930

Les débuts de la moisson, à partir de la première quinzaine de juillet, dans les régions méridionales de l'Ukraine, du Caucase Nord et de Crimée ont révélé, d'ores et déjà toute une série de graves problèmes et d'échecs, aussi bien dans le cours de la campagne de moisson que dans le domaine du stockage des céréales. Ces problèmes menacent sérieusement l'ensemble de la campagne de moisson.

Dans de nombreux districts, le matériel agricole a été livré en retard. En plus d'un manque criant de matériel et de force de trait, les kolkhozes doivent faire face à de graves défauts dans l'organisation du travail. Les coopératives, les kolkhozes et les autres organismes d'État n'ont pas suffisamment préparé les kolkhoziens à participer, de manière organisée, à la campagne de moisson. On note un manque général de silos, d'entrepôts, de moyens de transport. À cause d'un manque criant de matériaux de construction – et par endroits, à cause d'une attitude négligente des autorités locales – la construction de nouveaux entrepôts et de silos a pris un retard considérable. Les appareils locaux n'ont pas encore reconverti leur activité vers la campagne de collecte. Aucun travail d'explication n'a été fait vis-à-vis des masses kolkhoziennes et des paysans individuels, ce qui laisse le champ libre à toutes les rumeurs diffusées par les koulaks et les éléments contre-révolutionnaires [...].

1 - Principaux problèmes rencontrés dans la préparation de la campagne de collecte

Manque de silos et d'entrepôts.

Presque partout on note un manque cruel de silos, d'entrepôts et de poids. Dans de nombreux districts, il n'existe tout simplement pas de silos [...]

Problèmes de construction et de réparation des silos et entrepôts.

Presque partout, à cause d'un manque de matériaux de construction et d'un manque d'attention de la part des organisations locales à ce problème, la réparation des silos et des entrepôts et la construction de nouveaux silos et entrepôts a pris un retard considérable [...] Ainsi, dans la Région centrale des Terres noires, la reconstruction des silos n'est presque nulle part achevée. Dans la région de Tambov, les travaux de reconstruction n'ont été accomplis qu'à 30 %, dans celle de Kozlov à 10%, dans celle d'Orel à 20%, etc. Les silos construits en 1928 pour le compte de Soyouzkhleb (gares de Terbuny, Rossoch, Naberejnaia, Dobrinka, etc.) nécessitent déjà une reconstruction partielle. Dans la plupart des districts, on commence à peine la construction de nouveaux entrepôts [...].

Absence de personnel dans les points de collecte d'État.

Les points de collecte manquent de personnel qualifié et de comptables [...]. En Ukraine, c'est le réseau de l'Ukrzernotsentr qui souffre le plus d'un manque de personnel compétent. Ce manque crée une atmosphère malsaine entre les différents organismes chargés de la collecte. Ceux-ci, en effet, tentent d'attirer, par des salaires plus élevés, le personnel qualifié, qui ne cesse d'aller et venir d'une organisation à une autre. Ainsi, dans le district de Melitopol, on assiste à une fuite de tous les comptables de Soyouzkhleb, attirés par les salaires (plus de 50 roubles) proposés par Zernosoyouz. Tout ceci désorganise le travail de collecte [...].

## 2 - Problèmes d'approvisionnement en produits manufacturés

Tous les rapports en provenance des régions font état d'un manque aigu de produits manufacturés dans les régions où ont commencé les collectes (Crimée, Ukraine méridionale). En Crimée, considérant les estimations moyennes de la récolte, il faudrait distribuer pour 6,35 millions de roubles de produits manufacturés. Or, les autorités centrales n'ont fourni que pour 3,61 millions de roubles de produits manufacturés. L'assortiment, très limité, ne saurait satisfaire les besoins des producteurs de céréales. Il n'y a aucune fourniture de fer, ni de quincaillerie; en revanche, on a fourni pour 250.000 roubles de châles en coton, alors qu'on ne pourra guère en vendre pour plus de 100 000 roubles à la population. Quant aux produits en cuir, il n'y en a que des très légers, alors que le cuir à semelle fait totalement défaut [...]. Dans toute une série de districts de minorités nationales du Caucase Nord, le manque de produits manufacturés se fait tout particulièrement sentir du fait de la diffusion de rumeurs, selon lesquelles le rouble disparaîtrait dans un bref avenir. Les agriculteurs ayant passé contrat

avec l'État pour leur production refusent d'être payés en roubles et réclament un paiement en produits manufacturés. En Crimée, à cause du déficit de produits manufacturés dans les magasins coopératifs, les paysans préfèrent livrer leur production aux commerçants privés, déclarant: «On vendra nos céréales à des prix libres et on achètera à des prix libres ce dont on a besoin». «Les coopératives n'ont pas d'assortiment de produits, il nous faut nous adresser aux commerçants privés, on ferait mieux de vendre aux privés» (district de Melitopol) [...].

### 3 - Aspects négatifs des états d'esprit des paysans en liaison avec le début de la campagne de collecte

L'absence de tout travail d'explication à propos de la campagne de collecte, les grandes difficultés alimentaires dans un certain nombre de districts, l'absence de produits de première nécessité ainsi que le renforcement de l'activisme des koulaks et autres éléments contre-révolutionnaires ont pour résultat une dégradation conséquente des états d'esprit des masses de paysans moyens et pauvres, et tout particulièrement des paysans individuels.

Dans le Nord-Caucase, en Ukraine, dans la Basse-Volga et dans d'autres régions encore, une partie des paysans individuels et des paysans moyens sont fermement opposés à la livraison des surplus à l'État. Dans le Nord-Caucase et en Ukraine, un grand nombre d'assemblées paysannes qui devaient discuter de la livraison des céréales à l'État et de mise en place de commissions chargées de mettre en œuvre la campagne de collecte ont été perturbées [...]. Dans le bourg de Tolstovo-Vasioukovskii (arrondissement Prikoumskii, district de Tersk), le 13 juillet, alors que 8 charrettes de céréales étaient sur le point de partir pour le silo d'État, les paysans pauvres et les ouvriers agricoles ont organisé une manifestation contre la livraison des céréales. À la réunion des paysans pauvres convoquée d'urgence, il a été décidé de ne livrer que 80 quintaux.

Dans toute une série de bourgs et de villages du district de Belotserkov', les paysans moyens sont remontés contre la campagne de collecte et sont prêts à y opposer une résistance active. «Nous ne donnerons pas notre pain, qu'ils essayent donc de le prendre. Nous allons nous armer de faux et de haches!» (village de Prichivalnia). «Ne pas donner nos céréales, refuser les contrats de semailles, boycotter toutes les réunions et toutes les mesures concernant les collectes d'État!» (bourg d'Ostrov).

On a noté des propos et des menaces analogues dans un grand nombre de villages de la région centrale des Terres noires, de la

Basse et de la Moyenne Volga: «On va se révolter, mais on ne livrera pas notre récolte» (district de Koslov). «On va se battre, on va se faire tuer, mais on ne se fera pas prendre notre pain!». «On va bousculer les petits chefs, qui passent leur temps à nous tromper. Ils nous ont promis l'an passé de la manufacture en échange de nos céréales, et aujourd'hui on bouffe de l'herbe!» (Moyenne Volga) [...]. À Trostianets (arrondissement de Mikhailovskoïe, district Staro-Oskolskii), les paysans pauvres affamés déclarent : «Maintenant, on ne va plus se laisser avoir. On ne leur donnera pas une livre de pain pour leur État. On crève de faim et ils ne nous viennent pas en aide». «On donne nos céréales à l'État, et nous on crève de faim. Cette année, dès le début de la campagne, on va cacher les céréales. Que le pouvoir nous fusille sur place, ça vaut encore mieux que de crever de faim à petit feu!» [...]

De nombreux paysans pauvres et moyens, échaudés par les excès de la campagne de collecte de l'an passé, tiennent les propos du genre: «On ne va pas passer de contrat avec les autorités. On va moissonner nous-mêmes, on va garder ce qu'il nous faut pour manger et pour les semailles, et ce qui reste, on le donnera à l'État. Mais s'ils veulent tout prendre comme l'année dernière, alors on va se battre et on ne se laissera pas faire». Toutefois, la majorité des kolkhoziens est prête à donner à l'État les surplus de céréales: «Nous récolterons à temps pour remplir d'abord nos obligations envers l'État, aussi nous recevrons les premiers les produits manufacturés dont nous avons besoin» (district de Dniepropetrovsk).

#### 4 - Renforcement de l'activisme koulak à l'occasion des moissons et du début de la campagne de collecte

Mettant à profit la faiblesse de la campagne d'explication à propos des collectes d'État, les koulaks mènent une propagande enragée contre la livraison des céréales à l'État, appelant à une résistance active. Les koulaks et les éléments contre-révolutionnaires diffusent partout des rumeurs provocatrices sur la prétendue volonté de l'État de prendre tous les grains et d'affamer les paysans: «En automne, ils prendront tout et ils nous mettront tous sur des cartes de rationnement, comme ils l'ont déjà fait en ville» (Ukraine, Caucase Nord, Basse Volga, Crimée, région centrale des Terres noires). «L'État cette fois-ci va tout prendre aux kolkhoziens, dès que le blé aura été récolté, directement à la batteuse. Il ne nous laissera qu'une ration de famine» [...] Dans l'arrondissement d'Eisk (district du Don), des koulaks, déguisés en

vagabonds, vont de maison en maison et diffusent des rumeurs sur la dissolution des kolkhozes et sur la menace imminente d'une saisie de toute la récolte. À Anastasievka (district de Taganrog), des koulaks ont découvert une «icône miraculeuse» dans une école. Quand les villageois ont commencé à affluer, ils se sont mis à diffuser des rumeurs, selon lesquelles toute la récolte était sur le point d'être confisquée par l'État. À Ouspenskoïe (district d'Ostrogojsk), les koulaks diffusaient les rumeurs suivantes: «Cette année, comme il y aura une bonne récolte, les collectes seront en conséquence. En fait, tout le pain confisqué est envoyé à l'étranger, pour éviter la guerre. Les kolkhozes sont faits pour voler les paysans, il faut diviser les exploitations entre les adultes d'une même famille. Comme ça, il y aura moins d'impôts à payer, moins de céréales à livrer. Et ensuite, fuir le kolkhoze. Si on reste, on est f...» [...]. Dans le district de Balachovo, les koulaks mettent en avant le mot d'ordre: «Il faut faire crever de faim le pouvoir soviétique!». «Ne pas donner de pain au pouvoir soviétique!». On a noté, dans toute une série de régions, des appels à la résistance organisée: «S'ils viennent chercher le pain, prenez des fourches, des haches, et tuez les représentants du pouvoir! [...]

Le Chef-adjoint du Département Information de l'OGPU,  
Gerassimova  
Le responsable de la 1<sup>re</sup> section, Agaiants

Source: RGAE, 7486/37/132/116-134



**Extraits du rapport du Département Information de l'OGPU  
«Sur les aspects négatifs de l'état d'esprit de la partie féminine  
de la population des villes et des campagnes»**

25 août 1930

[...] II- Campagnes

Au cours des dernières années, on a assisté à une participation croissante d'un grand nombre de paysannes dans les manifestations de masse. En 1928, ce phénomène pouvait s'expliquer par des difficultés alimentaires qui avaient touché, de manière assez aiguë, un grand nombre de régions non seulement consommatrices, mais aussi productrices. En 1928, les manifestations auxquelles participaient des femmes n'avaient pas de caractère antisoviétique marqué : les foules ou les groupes, plus restreints, de femmes qui s'assemblaient devant les bâtiments administratifs et coopératifs se bornaient, en général, à exiger qu'on leur distribue du pain. Par endroits, ces manifestations s'accompagnaient de cris hostiles au pouvoir soviétique et de menaces à l'encontre des fonctionnaires locaux. Il arrivait, plus rarement, que les manifestations dégénèrent, des représentants du pouvoir étant passés à tabac par la foule, les bâtiments publics mis à sac. Les incidents de la sorte étaient, le plus souvent, le résultat de l'activisme contre-révolutionnaire des éléments koulaks.

En 1929, les manifestations de masse à forte participation féminine devinrent de plus en plus fréquentes, en particulier à cause des collectes de céréales et de la campagne de fermeture des églises. Cette année-là, les difficultés alimentaires ne suscitèrent qu'un nombre négligeable de manifestations à forte participation féminine. D'après des données incomplètes, on recensa, en 1929, 486 manifestations de masse avec une présence exclusive – ou quasi-exclusive de femmes– et 67 manifestations où les femmes étaient majoritaires (au total, il y eut, en 1929, 1.307 manifestations recensées dans le pays). La répartition, par cause de mécontentement, de ces manifestations de femmes, se présente de la manière suivante: mécontentement vis-à-vis des collectes de céréales: 190; mécontentement vis-à-vis de la politique antireligieuse des autorités: 223; mécontentement dû aux difficultés alimentaires: 31; mécontentement dû à la collectivisation: 56; autres: 53.

On notera le nombre très important de manifestations suscitées par la politique du gouvernement envers les popes et les koulaks (répressions liées aux diverses campagnes politiques).

En 1930, l'explosion du nombre des manifestations et émeutes de masse au cours des mois de janvier-mai s'est traduite par un activisme croissant des femmes – participantes actives dans ces événements. L'absence de toute campagne explicative à propos des actions engagées par le gouvernement (collectivisation et dékoulakisation), ainsi que les nombreux excès et abus perpétrés par les représentants locaux du pouvoir soviétique, ont grandement contribué au succès de la propagande koulak auprès de la partie la plus attardée des paysannes. Non seulement les manifestations de masse se sont multipliées, mais elles ont pris souvent des formes extrêmement violentes, s'apparentant par endroits à de véritables mouvements insurrectionnels. Souvent, ces mouvements étaient inspirés et dirigés par des femmes (épouses et parentes de koulaks, et parfois même, paysannes moyennes et pauvres). Le terreau principal de ces mouvements a bien sûr été la collectivisation, qui s'est accompagnée de nombreux abus et excès. De nombreux mouvements ont été suscités par des paysannes désireuses de défendre les koulaks, d'empêcher leur arrestation et leur déportation [...]

Sur un total de 8.707 manifestations de masse recensées durant le premier semestre 1930, plus de 2.800 étaient exclusivement des manifestations de femmes. Ce chiffre est en fait encore loin de la réalité, dans la mesure où, dans toute une série de régions particulièrement touchées, les données concernant la participation spécifique des femmes n'ont pas été précisées. Ainsi, en février-mars on a recensé plus de 2.000 manifestations de masse pour la seule Ukraine, dont un grand nombre de manifestations de femmes. Mais, comme on manquait de précisions concernant la participation des femmes dans ces manifestations, elles n'ont pas été incluses dans nos calculs. On observe une situation analogue dans d'autres régions.

En général, les femmes ont représenté soit la majorité, soit une partie importante des manifestants dans la quasi-totalité des incidents relevés cette année. Prenons, par exemple, les données précises dont nous disposons pour la région de la Moyenne-Volga. Au total, dans cette région, on a enregistré durant le premier semestre de cette année 594 émeutes et manifestations de masse. Sur ce nombre, 285 étaient exclusivement des manifestations de femmes (60.000 participantes environ); dans 59 cas, la majorité des participants étaient des femmes; dans le reste des cas, les femmes représentaient une partie non négligeable des manifestants.

Sur les 2.897 manifestations de femmes recensées au cours du premier semestre 1930, le mécontentement généré par la

collectivisation a été à l'origine de 1.154 manifestations et émeutes; par la politique antireligieuse, de 778 manifestations et émeutes. La défense des koulaks dékoulakisés a suscité 424 manifestations et émeutes; les difficultés alimentaires ont été à l'origine de 336 mouvements, etc. [...]

Dans la quasi-totalité des cas, les éléments koulaks et antisoviétiques, exploitant les excès et les abus commis par les représentants locaux du pouvoir soviétique, ainsi que l'absence de tout travail d'explication, prennent appui sur la partie féminine de la population. Souvent, les activistes koulaks eux-mêmes motivaient cette stratégie en disant: «Les femmes portent moins de responsabilité pour leurs actions devant le pouvoir».

Les interventions des femmes en faveur des koulaks, leurs appels au retour des déportés et au rétablissement des dékoulakisés dans leurs droits civiques sont très répandus dans un grand nombre de régions. L'absence de tout travail d'explication parmi les femmes sur des sujets tels que les bruits et les rumeurs provocatrices contenues dans les lettres des déportés, l'activisme forcené des membres des familles des déportés, la démagogie koulak à propos des souffrances des enfants de dékoulakisés n'est pas étrangère au développement, dans nombre de régions (Ukraine, Caucase du nord, région de la Basse-Volga) de sérieux troubles. Le rôle des femmes reste très important dans toute une série de manifestations antikolkhoziennes, d'émeutes contre la collecte de céréales et d'autres mesures gouvernementales. On notera que le nombre d'émeutes suscitées par la politique antireligieuse a considérablement diminué ces derniers temps.

En général, l'état d'esprit de larges couches de la population féminine dans les campagnes reste très négatif. Faute d'un travail explicatif de grande ampleur, une nouvelle vague de manifestations de masse contre les collectes apparaît inévitable.

Le chef du Département Information de l'OGPU, Zaporjets  
Le secrétaire, Kucerov

### **Annexe: extraits de rapports sur les manifestations de masse de paysannes en 1930**

#### *Région centrale des Terres noires*

District de Tambov. Le 12 janvier au soir, dans la maison du peuple du village de Kareli (arrondissement de Morchansk), s'est tenue une réunion de jeunes au cours de laquelle fut discutée la question de la fermeture de l'église et sa transformation en une école primaire et

secondaire. Le lendemain, un groupe de paysannes «moyennes», liées au clergé local, sont sorties dans la rue en criant «Au secours!», ce qui fit accourir plusieurs autres femmes, qui ameutèrent le village entier par leur cris: «Au secours! Ils sont venus fermer l'église». Une foule de près de 200 femmes se rassembla près du magasin coopératif. On commença à y faire circuler le bruit, selon lequel «on ferme l'église par la faute de l'instituteur Scerbakov, d'Agafia Stepanovna Nesterova, membre du comité des jeunes et de Misurova, la femme du commis du magasin coopératif». Excitée par ces rumeurs provocatrices, la foule se mit à exiger la venue de Misurova et de Nesterova «pour leur régler leur compte». Comme la première ne se trouvait pas chez elle et que la seconde s'était barricadée dans sa maison, la foule, armée de pieux et de bâtons, entreprit d'enfoncer les portes. Bientôt, elle comptait plus de 500 personnes. On vit apparaître un koulak, le marguillier Constantin Samoïlovic Nesterov qui, s'adressant à la foule, dit: «Seigneur, seigneur, qu'est-ce que les communistes nous préparent, ils nous mettent au supplice, nous autres paysans!». Après ces paroles, la foule se dirigea vers l'église, en s'arrêtant devant la maison du pope «pour la bénédiction». Le pope leur prodigua ce conseil: «Vous devez défendre le temple de Dieu, car vous êtes nombreux et vous avez la force. Quant à moi, je ne peux aller avec vous, allez-y sans moi, car ils pourraient me fusiller!». De plus en plus excitée, la foule pénétra dans l'enceinte de l'église, prit d'assaut l'école, mit à sac l'appartement de l'instituteur Scerbakov, et pourchassa le malheureux qui, tout déshabillé qu'il était, s'enfuit à l'autre bout du village où il parvint à se cacher. Lorsqu'elle aperçut l'épouse de Celmodev, membre du Parti, la foule se jeta sur elle en criant: «Mort aux communistes!» et la roua de coups. Après quoi, la foule s'attaqua à d'autres activistes et militants: Vassili Vassilievic Nesterov, Anna Petrovna Grusina, etc. Après que le responsable du comité exécutif du district et le chef de la milice se fussent rendus sur les lieux de l'attroupement et qu'ils eurent expliqué que personne ne s'apprêtait à fermer l'église, la foule se calma et chacun rentra chez soi. Le soir même cependant, une foule de 600 femmes environ se réunit de nouveau dans la maison du peuple et tenta de nouveau de s'en prendre aux activistes et aux militants.

District d'Ostrogojsk. Au village de Verkhniï Iskretz (arrondissement de Bobrov), à la suite des excès de la dékoulakisation, une manifestation de masse éclata, le 10 février. Une foule de paysannes se rassembla dans le but de stopper la dékoulakisation. À coups de jets de boules de neige et de pierre, près de 200 femmes et jeunes entreprirent de s'opposer à la

dékoulakisation. Les brigades de dékoulakisation furent empêchées de sortir pour procéder aux arrestations. La foule leur lançait des boules de neige et des pierres. Un milicien et un membre de la brigade furent blessés. Lorsqu'une brigade tenta de forcer la porte d'une ferme koulak, la foule lui tomba dessus en criant: «Allez-vous en, on ne vous laissera pas piller!». Vers le soir, la brigade de dékoulakisation dut renoncer à continuer son travail, et c'est seulement alors que la foule commença à se disperser. Durant toute la nuit, des groupes de cinq à dix femmes montèrent la garde devant les maisons des koulaks qui devaient être dékoulakisés. Le lendemain, plus de 200 personnes, par groupes de cinq, dix voire quinze personnes, sont restés «de garde» devant les maisons des koulaks. Le matin du 12 février, une foule de près de 600 personnes s'est jetée sur un groupe de 40 communistes armés et de miliciens dépêchés pour liquider la manifestation. Tout en poussant des cris «Hourrah! Hourrah!», la foule fit reculer les miliciens et les communistes loin de l'église. Après la dispersion de la foule, près de 500 personnes se rassemblèrent à nouveau, et en criant «Hourrah!», attaquèrent le soviet rural, avant de s'en prendre à la direction du kolkhoze et de dévaliser les réserves de semailles récemment collectivisées.

District de Staro-Oskolsk. Dans le village de Golovisce (arrondissement de Iastrebo), une foule de 120 personnes, des femmes en majorité, s'est rassemblée le 25 mars, pour manifester, drapeau rouge en tête, sur lequel avait été inscrit «Vive le pouvoir soviétique! À bas les kolkhozes!». Lorsqu'un commissaire de police s'est présenté sur les lieux, il lui fut déclaré, par la foule, qu'elle ne se disperserait pas tant qu'on ne rendrait pas les grains confisqués dans le cadre de la campagne de collectivisation, ainsi que les têtes de bétail. Ayant essuyé un refus, la foule alla aux hangars et y mit ses propres cadenas. Puis elle se rendit au soviet rural, exigeant qu'on ouvrît sur-le-champ une réunion publique qui devrait décider de la dissolution immédiate du kolkhoze. Quand le président du soviet rural répondit qu'il n'était pas question de réunir une assemblée, des cris se mirent à fuser de la foule: «Alors, nous allons élire nous-même notre propre staroste!». À ce moment, la foule comptait au moins 300 personnes. Vers le soir, elle se dispersa sans nouveaux incidents. Le lendemain, alors que la milice arrivée au village arrêtait l'une des meneuses, une foule de près de cent femmes se réunit à nouveau et parvint à libérer la personne arrêtée. Le milicien dut rendre son arme. Un second milicien, encerclé par la foule, fut fouillé. Un grand nombre de paysans se joignit alors à la manifestation, avec le même drapeau rouge qui avait servi de

ralliement la veille. Il fut alors procédé, par acclamation, à l'élection d'un staroste.

### *Région de la Moyenne-Volga*

Le 4 mars, au village de Iagodnoïe (arrondissement de Stavropol, district de Samara) arriva un employé de la firme d'État Roudmetaltorg chargé d'enlever les cloches de l'église, conformément à la résolution prise par l'assemblée générale du village. Alors qu'on descendait les cloches, une foule se rassembla devant l'église, principalement des femmes et des vieillards. Les femmes se mirent à crier: «Nous ne rendrons pas nos cloches!». Quelques femmes parvinrent à monter dans le clocher et se mirent à sonner le tocsin, après avoir frappé violemment le responsable du club rural et un paysan qui étaient en train de descendre les cloches. Au son du tocsin, une foule de plus de 300 personnes se rassembla près de l'église, criant: «Nous ne nous laisserons pas confisquer nos cloches, jetez les athées du haut du clocher!». Accouru sur les lieux, le secrétaire de la cellule du Parti fut aussitôt entouré par les manifestantes, qui s'apprêtaient à le lyncher. Il parvint néanmoins à se sauver.

Le 26 février, vers deux heures de l'après-midi, au village de Krivozerie (arrondissement Romodanovskii), une foule de près de 200 femmes se rassembla devant le soviet rural, exigeant qu'on les raie de la liste du kolkhoze, qu'on dissolve le kolkhoze et qu'on mette fin à la collecte des semences, déclarant en outre qu'au kolkhoze «on vivra mal, car on nous prendra tout», etc. Après de longues palabres avec les activistes du village, la foule a fini par se disperser. La manifestation avait réuni presque exclusivement des femmes.

Le lendemain, 27 février, vers 11 heures du matin, une foule d'environ 400 femmes prit d'assaut le bâtiment du soviet rural et du club rural, exigeant la dissolution immédiate du kolkhoze, l'expulsion des paysans pauvres hors des maisons des koulaks dékoulakisés, menaçant de tuer les enfants des paysans pauvres [...]. Pendant cette émeute, la sœur d'un activiste fut rouée de coups et une autre femme blessée à l'arme blanche. Participaient à l'émeute des femmes du village de Krivozerie, mais aussi du village voisin de Surkino et du hameau de Khadji. Un foulard rouge agité par des manifestantes avait donné le signal des attroupements. Une enquête menée sur place a révélé qu'une autre manifestation se préparait pour le lendemain, 28 février, avec la participation des villages de Surkino, Krivozerie, Belozerie et Aksenovo.

## **Télégramme de la direction centrale de l'OGPU à tous les organes régionaux et locaux de l'OGPU sur la nécessité d'une information régulière concernant la situation économique des familles de koulaks déportés**

3 septembre 1930

Depuis quelque temps, de nombreuses Représentations plénipotentiaires (à l'exception de celles de la Région nord et de l'Extrême-Orient) n'envoient plus à la direction centrale de rapports sur la situation économique des koulaks déportés. Il apparaît, au vu des bribes d'information qui nous parviennent, que l'immense majorité des déportés n'est toujours pas pourvue du minimum économique assurant sa survie et son exploitation économique (logements non construits, ravitaillement irrégulier, aucune infrastructure médicale). Les organismes économiques chargés de l'exploitation économique des koulaks déportés ne prennent aucune disposition pour organiser leur installation, la surveillance reste très faible. La fuite massive des koulaks se poursuit, et de nombreuses organisations contre-révolutionnaires et insurrectionnelles tentent de transformer les lieux de déportation des koulaks en bases insurrectionnelles.

Je vous ordonne d'améliorer sans tarder l'information du Centre et de régler un certain nombre de questions. En complément de l'instruction n.12949 du 29 avril, je vous ordonne :

1 - de mettre à l'ordre du jour des prochaines réunions du Comité régional la question de l'installation des koulaks déportés, qui doit impérativement être réglée avant la venue de l'hiver, et de prendre les décisions concrètes appropriées;

2 - de contrôler régulièrement la progression de ce dossier;

3 - de faire parvenir au Centre, avant le 20 septembre, une information détaillée sur la situation des koulaks déportés (lieux où ont été établis les villages spéciaux de peuplement, travaux effectués par les déportés, au profit de quelle organisation, nombre et proportion des déportés occupés à des tâches productives, nombre de gardes, organisation du travail de surveillance, situation concernant le ravitaillement, services médicaux, etc.).

Précisez les mesures prises par les organisations régionales après votre rapport au Comité régional.

Signé: Messing, Olskii



**Télégramme n°13.367 aux organes du GPU d'Ukraine et de Biélorussie sur l'expédition des familles des koulaks sur le lieu de déportation des chefs de famille**

22 septembre 1930

À Balitskii (Kharkov, GPU d'Ukraine) ; à Rappoport (Minsk, GPU de Biélorussie).

Il a été décidé d'envoyer sans délai les membres des familles des koulaks sur les lieux de déportation des chefs de famille – soit un total de 2.000 familles de Biélorussie et 14.500 familles d'Ukraine. L'ensemble de ces opérations est du ressort de l'OGPU. Je propose:

- 1 - de vérifier en urgence les listes à votre disposition des lieux de déportation des koulaks en question; de renforcer la surveillance des familles à déporter ainsi que de l'ensemble des districts concernés;
- 2 - de mettre en œuvre sans excès la déportation des familles de koulaks. Pour cela, au préalable, il est nécessaire d'avoir fait un travail intensif d'élimination de tous les activistes contre-révolutionnaires et de liquidation de toutes les formations contre-révolutionnaires;
- 3 - d'élaborer et de présenter un plan de rassemblement et d'expédition des familles à déporter;
- 4 - toutes les familles à déporter devront disposer d'une réserve de nourriture pour deux mois; elles devront être munies de vêtements chauds et de chaussures, en vue des froids vifs;
- 5 - dans un délai de dix jours un budget minimal pour la mise en œuvre de cette opération devra nous être présenté;
- 6 - les familles à déporter ne devront être prévenues qu'après que nous aurons envoyé des instructions spéciales pour le début de l'opération;
- 7 - date approximative de l'opération: courant octobre;

Le Département spécial de l'OGPU devra être régulièrement tenu informé de la préparation de l'opération de déportation.  
Messing, Olskii

Source: TSA FSB, 2/8/267/39



**Note du département statistique central de l'OGPU sur le nombre d'individus arrêtés par les organes de l'OGPU au titre de la «1<sup>re</sup> catégorie» au cours des «opérations koulak»**

Pas avant le 1<sup>er</sup> octobre 1930

Au Chef-adjoint du Département spécial, le cam. Pouzitskii  
Au cours de la 1<sup>re</sup> phase de l'opération (jusqu'au 15 avril 1930), nos organes ont arrêtés en 1<sup>re</sup> catégorie: 140 724 individus.

Sur ce nombre:

- koulaks: 79 330, soit 56,3%;
- membres du clergé: 5.028;
- ex-propriétaires fonciers, entrepreneurs: 4.405;
- autres éléments anti-soviétiques: 51.961.

Total: 140 724

Sur ce nombre:

- enfermés dans un camp de concentration: 50.920;
- déportés: 17.632;
- condamnés sans incarcération: 2.877;
- libérés: 9.333;
- autres mesures et sans information: 59.962.

Au cours de la 2<sup>e</sup> phase de l'opération (du 15 avril au 1<sup>er</sup> octobre 1930), nos organes ont arrêté 142.993 individus

Sur ce nombre:

- koulaks: 45.559, soit 31,9%
- autres éléments antisoviétiques: 97.434

Total: 142.993.

Au total, du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> octobre 1930, nos organes ont arrêté 283.717 individus, dont 124.889 koulaks (soit 44,2%) et 158.828 autres éléments anti-soviétiques.

Le chef-adjoint du département statistique central de l'OGPU,  
Lebedev

Le chef de la section statistique, Kouznetsov

Cette note a été imprimée en deux exemplaires. Un exemplaire pour le chef adjoint du Département spécial Pouzitskii; le second pour l'archivage.

Source: TsA FSB, 2/8/329/252



**Extraits du rapport du Département Information de l'OGPU  
«Sur les états d'esprit koulaks parmi les fonctionnaires de base  
des appareils du Parti et des soviets ainsi que des communistes  
ruraux au 15 octobre 1930»**

18 octobre 1930

Le retard pris dans les campagnes de collecte de céréales et de viande, la non-réalisation du plan des récoltes et des semailles, les rythmes insatisfaisants de la mobilisation des ressources en hommes et en matériel dans la plupart des régions sont largement dûs à la diffusion générale, parmi les fonctionnaires de base des appareils du Parti et des soviets, parmi les communistes ruraux, d'états d'esprit suivistes, opportunistes et koulaks.

La bonne récolte a développé parmi un grand nombre de fonctionnaires locaux l'idée qu'on pouvait compter sur «la bonne volonté du paysan».

Ces humeurs suivistes vont presque toujours de pair avec la «perte» du koulak, une démobilisation totale vis-à-vis des questions de lutte des classes dans les campagnes. Le koulak, comme producteur, comme individu sujet à un impôt exceptionnel, a souvent tout à fait disparu aux yeux des responsables locaux de soviets ruraux et des comités exécutifs.

Dans l'Oural, en Sibérie, au Kazakhstan et dans nombre d'autres régions, les cellules rurales du Parti prétendent non seulement que les koulaks n'existent plus, mais sous-tendent ces affirmations d'une «théorie», selon laquelle «le koulak ayant été liquidé en tant que classe, il n'y a plus de lutte des classes, il n'y a plus personne à combattre». D'autres cellules du Parti mettent en avant la «théorie des koulaks inoffensifs» – d'où de nombreuses demandes visant à mettre fin au principe de classe dans le système de l'imposition et des collectes obligatoires de céréales et de viande [...].

Voici quelques exemples d'opportunisme et de suivisme.

*Sibérie*

L'opportunisme d'un certain nombre de fonctionnaires des appareils de base s'est manifesté clairement au moment de la campagne d'imposition, une grande partie des fonctionnaires du Parti et des soviets ruraux prétendant qu'il n'y avait plus de koulaks en Sibérie, qu'il n'y avait donc pas lieu d'imposer individuellement

des exploitations. Le résultat de cette attitude a été une forte sous-imposition des exploitations paysannes aisées en Sibérie [...].

District de Blagoveschensk. Lors d'une réunion des représentants des soviets ruraux consacrée à l'inventorisation des exploitations de paysans aisés, le secrétaire du soviet de Lenkovo a déclaré: «De quels koulaks pouvez-vous parler, la Sibérie tout entière n'est plus qu'un pays peuplé de misérables ouvriers agricoles! »

District de Barnaoul. Un certain Agaiev, secrétaire de la cellule rurale de Toptchikhino, a déclaré: «On n'a plus de koulaks, on n'a plus que des travailleurs agricoles aigris».

District de Zmeinogorsk. Le président du soviet rural Semionovskii a déclaré: «Non seulement nous n'avons pas de koulaks, mais on n'a pas de paysans moyens. Chez nous, il n'y a que des paysans pauvres». Les koulaks n'ont pas été imposés individuellement. Envers ceux qui l'ont été, aucune mesure coercitive n'est prévue s'ils ne livrent pas les quantités de céréales prévues. Aussi, les koulaks n'ont-ils pas livré un seul poud de céréales à l'État.

Le Comité de district d'Ourjanikhino, au lieu de prendre des mesures répressives envers les contrevenants endurcis qui refusent de remplir leurs obligations vis-à-vis de l'État, passent leur temps à octroyer aux koulaks des délais supplémentaires pour la livraison des céréales. Dans les districts de Koulikovo, de Barnaoul, de Zmeinogorsk, les responsables du comité exécutif ne prennent pas de mesures en faveur d'une imposition individuelle des koulaks, par peur des réactions que cela pourrait susciter lors des réunions. Souvent, ce sont les fonctionnaires des soviets ruraux et les secrétaires des cellules rurales qui sont les premiers responsables de l'échec du plan de collecte des céréales et les critiques les plus acerbes du système de livraisons obligatoires de la production agricole à l'État.

Ainsi, lors de la discussion du plan de livraisons obligatoires, le secrétaire de la cellule du Parti de Romodanovo (district de Zavialovskoïe) a déclaré: «Je ne comprends pas ce qui se passe. Les plans actuels sont l'œuvre de "je m'en fichistes", pas de communistes. Ils sont devenus fous. Les paysans n'ont presque rien semé, et eux, ils veulent collecter des quantités incroyables de céréales». Tout le collectif de la cellule du Parti a approuvé ces propos.

Dans le village de Belozërka (district Berezovskii), le président du soviet rural a déclaré: «Il va falloir s'armer de gourdins et frapper fort tous les communistes qui ne pensent qu'à piller les paysans. Les pillages – ça suffit. On a déjà eu notre compte avec la famine!»

Ces humeurs suivistes et opportunistes se sont donné libre cours tout particulièrement durant la campagne de semailles. De nombreux soviets ruraux n'ont pris aucune initiative dans ce domaine [...].

Le président du soviet rural de Louchevo, Petoukhov, membre du Parti communiste, a déclaré à ce propos: «Il est inutile de mener un travail pour la préparation des semailles. Chaque paysan sait parfaitement que le temps de semer est arrivé et il va semer. À quoi bon essayer de le convaincre?». Dans le district Minousinskii, toute une série de kolkhozes a refusé d'adopter les plans de semailles: «Qui veut semer sèmera, quant aux plans, on n'en a que faire!» [...].

### *Oural*

Dans de nombreux districts de l'Oural on a noté de nombreux signes évidents d'opportunisme, de suivisme et d'attitudes koulaks. Dans un grand nombre de districts, les organisations du Parti ne dirigent en aucune manière les campagnes de collecte et laissent se développer le «mouvement spontané». Les paysans pauvres et moyens ne sont pas mobilisés autour des campagnes de collecte, aucune pression n'est exercée sur les koulaks. Les communistes ont tendance à considérer que «le koulak est liquidé et la lutte des classes derrière nous» [...]. Dans le soviet rural de Berlin (district Troitski), les responsables ont déclaré: «On n'a plus de koulaks, la lutte des classes – c'est du passé, il n'y a plus personne à ponctionner». Lors de l'opération de confiscation des objets en argent visant les koulaks et les éléments spéculateurs, la cellule locale du Parti a envoyé au comité de district la déclaration suivante: «On n'a plus ni koulaks, ni spéculateurs. Nous déclinons toute participation et toute responsabilité concernant le déroulement de l'opération». 9 communistes ont signé ce texte [...]

Le Chef-adjoint du Département Information de l'OGPU, Zedin  
Le Chef de la 1<sup>re</sup> Section du Département Information, Doubinin

Source: RGAE, 7486/37/133/52-66



## **Rapport-bilan du Département spécial de l'OGPU sur le déroulement des opérations de dékoulakisation**

17 novembre 1930. Strictement confidentiel

### **I - Manifestations contre-révolutionnaires des koulaks en 1929**

Depuis le début de l'offensive contre les éléments capitalistes, la lutte des classes dans les campagnes a été marquée par une forte croissance de l'activité contre-révolutionnaire des koulaks. Avec le début de la transformation socialiste des campagnes, la collectivisation des exploitations des paysans pauvres et moyens et la liquidation des koulaks en tant que classe, la lutte des koulaks contre le pouvoir soviétique a pris des formes particulièrement variées et de plus en plus violentes.

L'ampleur et les méthodes de lutte des koulaks ont évolué de la manière suivante:

1 - Sabotage de la base matérielle des exploitations collectives et des sovkozes:

- en 1927: 78 incendies
- en 1928: 307 incendies
- en 1929: 1.604 incendies.

2 - Terrorisme koulak dirigé contre les activistes du Parti et des soviets (meurtres, coups et blessures):

- en 1927: 901 cas
- en 1928: 1.153 cas
- en 1929: 9.137 cas.

3 - Appels à des manifestations antisoviétiques (organisation d'une résistance organisée aux mesures prises par le pouvoir soviétique – campagnes de collecte, collectivisation, etc.)

- en 1927: 32 manifestations de masse
- en 1928: 709
- en 1929: 1.307.

Dès 1929, un certain nombre de manifestations de masse se sont transformées en émeutes contre-révolutionnaires, au cours desquelles des représentants du pouvoir soviétique ont été massacrés (Kabardie, région de Stavropol, région du Syr-Daria, etc.).

À partir de la seconde moitié de 1929, les koulaks consolident leurs forces et mettent sur pied des organisations et des groupes contre-révolutionnaires, avec pour objectif la lutte armée contre le régime soviétique.

La croissance des organisations contre-révolutionnaires en 1929 est révélée par les données suivantes: durant cette année (et notamment au cours des derniers mois de l'année) ont été liquidées: 222

organisations contre-révolutionnaires (9.159 participants arrêtés); 6.764 groupes contre-révolutionnaires (38.405 participants) .

Au printemps 1930, les koulaks mettent en œuvre d'autres formes de lutte, en particulier l'abattage massif du cheptel, la fuite et l'auto-dékoulakisation.

## II - Intensification de l'activisme koulak en 1930

À partir de février 1930, on assiste à une croissance très rapide de la contre-révolution koulak dans les campagnes.

1 - Le nombre des organisations contre-révolutionnaires dirigées par des koulaks connaît une véritable envolée. Toutes ces organisations tentent d'établir un contact avec les éléments contre-révolutionnaires urbains, indépendamment des spécificités nationales et sociales.

2 - Les koulaks s'opposent activement au mot d'ordre du Parti « La liquidation des koulaks en tant que classe », visant non seulement à se défendre, mais à passer à l'offensive. En janvier-avril 1930, 206 organisations contre-révolutionnaires sont liquidées (avec 8.790 participants) ainsi que 6.827 groupes contre-révolutionnaires (50.009 participants arrêtés).

3 - Le nombre des manifestations de masse, inspirées ou dirigées par les koulaks, évolue ainsi:

- en janvier 1930: 401 manifestations, avec 109.846 participants
- en février 1930: 1.066 manifestations, avec 241.196 participants
- en mars 1930: 6.512 manifestations, avec 1.434.588 participants.

4 - Les mots d'ordre des manifestants sont de plus en plus radicaux et empreints d'un caractère de classe. Parallèlement à la montée de l'activisme contre-révolutionnaire des manifestants, leur nombre augmente considérablement.

On notera que pour la seule RSS d'Ukraine, du 20 février au 20 avril 1930, 1.895 bourgs et villages ont été le théâtre de troubles (398 arrondissements de 41 districts).

La plupart des manifestations de masse, notamment là où ont eu lieu des excès de zèle de la part des autorités locales, étaient dirigées contre la collectivisation et la dékoulakisation.

Il est important de noter que les femmes ont représenté jusqu'à 75% des manifestants.

5 - Le nombre des actes terroristes a augmenté de 808 en janvier à 1.368 en février 1930. La quantité de tracts antisoviétiques a également cru considérablement.

6 - En février-mars 1930, les koulaks ont su exploiter intensivement les excès commis par les autorités locales, l'absence de travail

explicatif et les difficultés organisationnelles des kolkhozes et sovkhozes nouvellement créés. En février-mars, les koulaks, ragaille par leurs succès (manifestations antisoviétiques, sorties massives de paysans des kolkhozes, etc.), ont appelé non seulement à la dissolution des soviets et à la chasse aux communistes et aux activistes, mais aussi à l'insurrection armée (notamment dans les régions frontalières de l'URSS).

7 - Du 1<sup>er</sup> février au 30 mai 1930, 30 310 personnes ont participé à des insurrections koulaks (33 insurrections). Les plus importantes ont été les suivantes:

- a) insurrection de Suzak (district de Kzyl-Orda): 2.000 participants;
- b) insurrection d'Irgiz (districts de Kustanaï et d'Aktiubinsk): 2.500 participants;
- c) insurrection de Kzyl-Orda (sous la direction de Djumagazi): 4.500 participants;
- d) insurrection de Kurakh (Dagestan): 2.500 participants;
- e) insurrection de Narochensk (Transcaucasie): 1.200 participants;
- f) insurrection de Nukha-Zakatal'sk (Azerbaïdjan): 3.700 participants.

À la suite de la liquidation de ces insurrections, les leaders koulaks ont néanmoins réussi à pérenniser des bandes armées qui ont continué à sévir dans un grand nombre de régions. Lors de la liquidation des insurrections armées, en janvier-avril 1930, ont été tués: 2.686 chefs de bande et participants actifs aux émeutes koulaks ; en outre 7 310 individus se sont rendus. La taille moyenne des bandes armées s'est accrue de 14 individus en 1929 à 178 en 1930. On notera que le banditisme est aujourd'hui la forme majeure de l'activité contre-révolutionnaire dans les campagnes.

8 - Les mesures prises à temps par les organes de l'OGPU, conformément aux instructions du CC du Parti communiste, ont permis, vers la fin du mois d'avril 1930, de briser le front insurrectionnel koulak. Par ailleurs, la fin des excès les plus criants dans la pratique de la collectivisation a favorisé la décrue des émeutes et autres manifestations de masse dans les campagnes, ceci dans toutes les régions de l'URSS.

### III- Opérations contre les koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie en 1930

Au cours de la première phase des opérations (du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 1930), ont été arrêtés, en 1<sup>re</sup> catégorie, 140 724 individus, dont:

- koulaks: 79.360 (56,3%)
- membres du clergé : 5 028
- ex-proprétaires fonciers, chefs d'entreprise, etc.: 4.405

– autres éléments antisoviétiques: 51.961

Au cours de la seconde phase des opérations (du 15 avril au 1<sup>er</sup> octobre 1930), ont été arrêtés, en 1<sup>re</sup> catégorie, 142.993 individus, dont:

– koulaks: 45.559 (31,9%)

– autres éléments antisoviétiques: 97 434.

#### IV - Déportations de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie

1- Devaient être déportés dans les régions septentrionales de l'URSS les koulaks les plus aisés et les activistes antisoviétiques, ainsi que leurs familles. La déportation des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie a commencé en février 1920 et a pris fin vers le 20 mai 1930.

Ont été déportés:

de la RSS d'Ukraine	20.761 familles	99.086 individus
de la région centrale des Terres noires	8.237 familles	42.837 individus
de la région Basse-Volga	8.237 familles	40.001 individus
de la région Moyenne - Volga	5.873 familles	31.037 individus
de la RSS de Biélorussie	9.231 familles	44.083 individus
de la région Nord-Caucase	10.595 familles	51.577 individus
de Crimée	3.179 familles	14.029 individus
de la République du Tatarstan	1.605 familles	8.100 individus
d'Asie centrale	159 familles	197 individus <sup>[9]</sup>
de l'Oural	324 familles	1 453 individus

Total déportés (d'une région à une autre): 67.895 familles 332.400 individus

En sus de ce nombre, ont été déportés, en 2<sup>e</sup> catégorie, à l'intérieur de leur région (déportation intra-régionale):

en Sibérie	16.025 familles	82.922 individus
en Oural	13.855 familles	66.774 individus
au Kazakhstan	1.265 familles	8.393 individus
dans la région de Léninegrad	600 familles	2.555 individus
en Extrême-Orient soviétique	447 familles	2.235 individus
dans la région Nord	61 familles	305 individus

Total déportés (à l'intérieur de leur région): 32.253 familles, 163.184 individus

Grand total des déportés en 2<sup>e</sup> catégorie: 100.148 familles, 495.584 individus

Parallèlement à une attitude positive des masses paysannes vis-à-vis de la déportation des koulaks, il y a eu de nombreux cas d'intervention d'une partie des paysans moyens en faveur des koulaks, sous l'influence de la propagande koulak. Outre des actions ouvertement antisoviétiques, les koulaks ont réagi en s'auto-dékoulakisant et en prenant la fuite. La fuite des koulaks s'est produite tout particulièrement au moment où étaient discutées et approuvées par les assemblées paysannes les listes des gens à déporter en 2<sup>e</sup> catégorie. Les koulaks se sont enfuis principalement vers les centres industriels et un certain nombre de régions éloignées, comme la Sibérie, le Caucase, l'Asie centrale, l'Oural, etc. Pour la seule région du Nord-Caucase, on estime à plus de 20.000 le nombre de koulaks qui ont pris la fuite avant d'être déportés.

2 - La majeure partie des koulaks déportés de 2<sup>e</sup> catégorie ont été installés dans la région Nord et dans l'Oural; les autres, en Sibérie, dans l'Extrême-orient soviétique, au Kazakhstan et dans la région de Léninegrad.

dans la région Nord	46 623 familles	230 370 individus
dans l'Oural	30 474 familles	145 205 individus
en Sibérie	16 837 familles	100 474 individus
au Kazakhstan	1 424 familles	8 590 individus
en Extrême-Orient	2 865 familles	16 087 individus
dans la région de l'Aldan	287 familles	2 007 individus
dans la région de Léningrad	2 140 familles	11 054 individus
Total	100 165 familles	513 787 individus

3 - En outre, afin de nettoyer les zones frontalières occidentales de leurs éléments contre-révolutionnaires, il a été procédé, en mai 1930, à la déportation des chefs de familles contre-révolutionnaires des districts frontaliers de l'Ukraine et de Biélorussie.

Au total: déportés de la RSS d'Ukraine dans le cadre de cette opération: 14.894 individus ; de la RSS de Biélorussie: 3.309 individus. La plupart des individus d'Ukraine ont été envoyés en Sibérie; une partie en Extrême-Orient soviétique (chantiers aurifères du trust Soyouzzoloto). Les individus de Biélorussie ont été en partie envoyés en Extrême-orient soviétique (chantiers aurifères du trust Soyouzzoloto); le reste: dans la région de l'Aldan.

4 - Afin de nettoyer totalement les zones frontalières occidentales de l'ensemble de leurs éléments contre-révolutionnaires et mettre un terme à la fuite et au retour des chefs de famille déportés, à la fin du mois d'octobre 1930 l'OGPU a été chargée d'expédier les membres de la famille des koulaks déportés vers le lieu d'installation des chefs de famille. L'opération a débuté en Ukraine le 27 octobre et s'est achevée le 6 novembre; en Biélorussie, elle a débuté le 12 novembre et s'est achevée le 15 novembre.

Nombre d'individus déportés: d'Ukraine: 10.769 familles, soit 31.504 individus.

De Biélorussie: 5.509 individus.

V - Exploitation économique des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie.

1 - *Région Nord*

Des accords ont été passés avec les organismes suivants pour l'exploitation des koulaks déportés:

- Severoles: 34.000 familles
- Komiles: 500 familles
- TLO Severnoi: 3.500 familles
- Stroïotdel: 1.500 familles
- Volgokaspiiles: 1.000 familles

Principaux problèmes rencontrés:

a) faible encadrement de la part de la Direction des installations des déportés;

b) attention insuffisante portée à la question du logement des déportés: au 1<sup>er</sup> juillet, à peine 3% du plan de construction des logements avait été réalisé (25,8% en cours de réalisation).

Principales raisons expliquant ce retard: absence d'hommes en état physique d'assurer la construction, la plupart étant exploités sur les coupes de bois; déficit de matériaux de construction; problèmes d'approvisionnement alimentaire, qui a pour conséquence une fuite massive des koulaks vers les sites de coupe de bois, où les conditions d'approvisionnement sont moins mauvaises.

## *2 - Oural*

Des accords ont été passés avec les organismes suivants pour l'exploitation des koulaks déportés:

- Kamouralrestrest: 12.200 familles;
- Volgokaspiiles: 9.500 familles;
- Oural met: 7.500 familles;
- Rybtrest: 3.000 familles;
- Ouralougol': 500 familles;

Les principaux problèmes rencontrés sont identiques à ceux déjà exposés pour la région Nord. On note également qu'une partie conséquente (25% environ) des koulaks en état de travailler n'est pas exploitée à cause du désordre général qui règne dans les organismes, en manque permanent d'outils de travail.

## *3 - Sibérie*

Tous les déportés en état de travailler ont été enregistrés auprès d'organismes économiques. Toutefois, les administrations régionales ne maîtrisent pas la situation et n'ont pas une vision globale précise des flux de déportés, de leur installation. La construction des villages spéciaux est stoppée; les ressources financières ont été dilapidées ou non utilisées. L'absence de logements, le désordre dans l'affectation au travail, la faible surveillance des contingents de déportés ont eu pour conséquence un taux élevé de fuite des déportés.

## *4 - Extrême-Orient soviétique*

Le trust Soyouzzoloto n'a pris aucune mesure pour organiser l'accueil des déportés qui lui ont été transférés. Les koulaks sont installés dans des logements provisoires (baraquements ou tentes) totalement inadéquats pour l'hiver qui approche. L'approvisionnement en nourriture, en vêtements, en médicaments est très mal organisé.

#### *5 - Kazakhstan*

L'ensemble des koulaks déportés, pris en charge par le trust Karso, sont installés sur les rives et les îlots de la mer d'Aral et se trouvent dans des conditions proches de celles décrites ci-dessus pour l'Extrême-Orient soviétique.

#### *6 - Région de Léningrad*

Tous les koulaks déportés sont exploités dans les mines d'apatite de Khibiny.

### VI - Situation politique des koulaks déportés et leurs activités contre-révolutionnaires

1 - Les immenses problèmes rencontrés dans la construction des logements, l'approvisionnement des déportés, sont exploités par la partie la plus active des koulaks, qui en profitent pour multiplier les formes de résistance et de sabotage – grèves, arrêts de travail, etc. Le désordre dans l'affectation des déportés et la faiblesse de la surveillance favorisent la fuite – massive – des koulaks déportés. Ceux-ci mettent à profit les liens qu'ils ont tissés avec les fonctionnaires locaux pour se faire faire de faux papiers. La fuite des koulaks est facilitée par l'absence de tout contrôle efficace sur les contingents de la part des organismes économiques chargés de les exploiter. Ainsi, dans la région de Perm, l'absence de contrôle de la part des organismes forestiers a conduit à la fuite de 1.838 déportés (sur un total de 6.635). Dans la région de Taguil, la fuite des koulaks a été facilitée par le fait que les autorités locales avaient, à tort, délivré des livrets de travail avec la mention «travailleur saisonnier» aux déportés, sans spécifier qu'il s'agissait d'ex-koulaks.

2 - Les fuyards, de retour chez eux ou installés dans des zones périphériques du pays, constituent l'ossature des nombreuses bandes de hors-la-loi, en forte croissance, qui mènent un travail de sape contre-révolutionnaire. Ainsi, sur les 28 bandes qui, au 15 août 1930, opéraient en Ukraine, on comptait 116 ex-koulaks en fuite. D'après des données incomplètes, du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> novembre 1930, les ex-koulaks en fuite ont participé à 82 bandes, au nombre de 1.366 individus.

Au 15 octobre 1930, le nombre de koulaks déportés en fuite était le suivant:

Enfuis de la région Nord: 29.035. Rattrapés: 16.368

Enfuis de la région Oural: 6.000. Rattrapés: 1.365

Enfuis de Sibérie: 12.000. Rattrapés: 3.807

Enfuis du Kazakhstan: 1.400. Rattrapés: 8

Enfuis de l'Extrême-Orient: 50. Rattrapés: 12

3 - On a noté que les koulaks déportés ont tendance à se faufiler dans les appareils soviétiques et économiques locaux sur les lieux de déportation et à établir des contacts avec les fonctionnaires de base des appareils locaux. Là où les koulaks ne sont pas isolés des travailleurs libres (sur des sites de construction et des chantiers, par exemple), on observe une recrudescence des humeurs antisoviétiques – appels à des arrêts de travail, à des grèves, etc.

4 - Installés en déportation, les koulaks tentent d'établir le contact avec les éléments contre-révolutionnaires locaux, mènent une agitation contre les collectes d'État et, en général, contre l'ensemble de la politique gouvernementale dans les campagnes. Dans certains villages, les koulaks ont organisé ouvertement des réunions, appelées «soirées d'union avec la population locale», au cours desquelles, en présence des fonctionnaires locaux, ils n'ont pas hésité à mener une agitation antisoviétique, appelant la population locale à «soutenir leurs revendications légitimes», et notamment la suppression des mesures d'exil et d'assignation à résidence. On a noté enfin toute une série de manifestations de masse, qui s'apparentaient à de véritables émeutes.

## VII - Déplacements forcés des koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie à l'intérieur des districts

Les déplacements forcés de koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie à l'intérieur des districts ont été marqués par une série de défauts:

1- absence de planification, qui aboutit au fait que les koulaks déplacés et réinstallés hors de leur village se retrouvent en contact avec la population paysanne locale qu'ils contaminent (région centrale des Terres noires);

2 - pas de logements, ni d'outils agricoles en quantité suffisante pour les koulaks déplacés (ce qui a pour résultat la fuite des koulaks déplacés et le renforcement des bandes de hors-la-loi);

3 - absence de surveillance des koulaks déplacés;

4 - ainsi, les koulaks dékoulakisés et déplacés, mais pas déportés, continuent de mener des actions antisoviétiques, qui freinent la reconstruction socialiste des villages. Ils constituent un vivier pour les bandes de hors-la-loi qui terrorisent les campagnes.

D'après des données incomplètes, le déplacement à l'intérieur des districts de koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie a concerné 42.708 familles – soit 220.000 personnes environ.

#### VIII - Résultats des opérations menées contre les koulaks en 1930

La baisse radicale du nombre de manifestations de masse antisoviétiques à partir du mois de mai 1930 montre que la déportation des koulaks a permis d'extirper les cadres contre-révolutionnaires au bon moment, c'est à dire à l'apogée du mouvement, lorsque les koulaks ont lancé leur offensive ouverte contre le pouvoir soviétique. En Ukraine, le nombre de manifestations de masse contre-révolutionnaires est passé de 2.945 en mars à 208 en mai. Dans les régions agricoles consommatrices, le nombre des manifestations de masse est passé de 809 en mars à 171 en mai. Dans d'autres régions (Sibérie, Basse-Volga), la décrue est plus lente. Les forces contre-révolutionnaires encore présentes dans les campagnes (il s'agit, pour l'essentiel de koulaks dékoulakisés, mais non encore déportés) ont tiré la leçon de leur défaite du printemps. Cet automne, ils tentent de consolider leurs positions en se préparant à intervenir, y compris par des émeutes armées, au moment où les masses paysannes seront particulièrement mécontentes de la politique du pouvoir soviétique en matière de collectes obligatoires d'État [...]

Source: TsA FSB, 2/329/198-212



[1] Du nom du philosophe utopiste N. F. Fedorov (1829-1903). Les Fedorovtsy, implantés parmi l'*intelligentsia*, et notamment l'*intelligentsia* rurale, prônaient une sorte de «religion laïque», fondée sur la non-violence, le culte de la liberté humaine, les droits de l'homme. Tolérés par le pouvoir bolchévique dans les années 1920, ils furent persécutés dans les années 1930.



[2] Ainsi dans le texte. ▲

[3] Conformément à la directive du Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS du 10 juillet 1926, les troupes de l'Armée rouge ne pouvaient être mises au service de la lutte contre les troubles intérieurs, du ressort de l'OGPU, qu'avec l'autorisation expresse du Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS ou des diverses républiques fédérées. ▲

[4] Seuls les paysans les plus riches étaient imposés à titre individuel. ▲

[5] Il s'agit de la résolution du CC du 20 février 1930, «Sur la collectivisation et la lutte contre les koulaks dans les régions nationales économiquement attardées»: Arménie, Azerbaïdjan, Dagestan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizie, Bouriato-Mongolie, Kazakhstan, Iakoutie. Des dispositions très détaillées précisaient – pour l'élevage, la viticulture, la culture du coton, les

cultures maraîchères – les modalités et les normes de la collectivisation des éleveurs nomades, des viticulteurs, etc. ▲

[6] Cette directive du 18 mars 1930, signée de G. Iagoda, critiquait les «excès et déviations persistantes de la ligne de classe» dans les opérations de dékoulakisation en cours. G. Iagoda demandait la création de commissions chargées de «vérifier que des paysans pauvres et moyens ne sont pas injustement poursuivis». Ces commissions devaient remettre pour le 15 avril 1930 leurs conclusions à la direction de l'OGPU. ▲

[7] Commissions extra-judiciaires de trois membres mises en place le 3 février 1930 auprès des Représentations plénipotenciales régionales de l'OGPU. Composées d'un haut fonctionnaire de la police politique, du procureur et d'un haut dirigeant du parti communiste, ces *troïkis* furent le principal instrument répressif du régime durant la collectivisation. ▲

[8] Télégramme n.79.517 du GPU d'Ukraine à la direction centrale de l'OGPU sur la fuite des koulaks déportés dans la Région Nord. V. Balitski, chef du GPU d'Ukraine y informait G. Iagoda., chef-adjoint de l'OGPU sur la nécessité de prendre des mesures urgentes pour stopper ces fuites massives. ▲

[9] *Sic.* ▲



## **Extraits du rapport du Département Information de l'OGPU sur la participation des femmes à des actions antisoviétiques dans les campagnes, à la date du 5 janvier 1931**

8 janvier 1931

Participation des femmes à des actions koulaks antisoviétiques dans les campagnes dans la deuxième moitié de l'année 1930

Durant la seconde moitié de l'année, on observe que les femmes prennent une part active dans presque tous les aspects des manifestations antisoviétiques (engagement toujours plus grand des femmes dans l'activité des groupes antisoviétiques et dans les actions terroristes des koulaks, participation aux désordres de masse et aux manifestations). Leur activité antisoviétique s'exprime essentiellement par leur participation dans les manifestations de masse, dans lesquelles les femmes, comme par le passé, constituent une grande partie des manifestants. Ces derniers temps, les femmes sont, en outre, de plus en plus impliquées dans l'activité terroriste (incendies volontaires), dans la constitution de groupes de koulaks antisoviétiques; elles prennent une part active dans le sabotage des réunions et des campagnes [politiques] en général, etc.

Les raisons fondamentales de cette toujours plus grande implication des masses féminines des campagnes dans l'activité antisoviétique sont, comme par le passé:

- 1 - un travail d'éducation politique et d'organisation insuffisant auprès des femmes;
- 2 - le travail actif d'éléments antisoviétiques pour impliquer les femmes dans leurs activités;
- 3 - le comportement trop indulgent des autorités policières à l'égard des femmes impliquées dans tout type d'actions antisoviétiques. Des sentences incomparablement plus légères pour les femmes (dont des incendiaires et des koulaks) que pour les hommes, pour les mêmes activités antisoviétiques, ont renforcé l'idée d'une impunité des femmes, parmi les femmes elles-mêmes mais aussi parmi les masses («les femmes peuvent tout faire, on ne leur fera rien»).

Un désengagement général [des communistes], voire une absence quasi complète, ont permis aux koulaks, aux ecclésiastiques et aux éléments antisoviétiques, dans certains endroits, de capter la masse féminine des campagnes, de les utiliser dans leurs activités antisoviétiques (manifestations de masse, sabotage de réunions) et d'influencer, par leur intermédiaire, les paysans pauvres et moyens.

Dans l'Oural, dans le Caucase Nord, dans la région de la Basse-Volga et dans d'autres régions, on trouve des cas de dissolution des kolkhozes par les koulaks, avec l'aide des femmes. Les koulaks, en exposant les «horreurs» des kolkhozes par le biais de leurs femmes et des popes ont souvent réussi à empêcher les paysans pauvres et moyens de mettre sur pied des exploitations collectives.

### **Participation des femmes aux manifestations de masse**

Dans la deuxième moitié de 1930, les femmes ont constitué une écrasante majorité des participants dans 543 manifestations de masse sur les 1.352 recensées par nos services (464 de ces manifestations étaient exclusivement féminines). Dans toutes les autres, les femmes représentaient une part non négligeable des participants.

Alors que le nombre de manifestations de masse a diminué dans la deuxième moitié de 1930, la participation relative des femmes, en revanche, augmente. Dans la première moitié de l'année, les manifestations de masse dans lesquelles les femmes sont majoritaires représentent 32% du total des manifestations. Pour les six autres mois de l'année, à l'exception du mois de juillet, le pourcentage de participation des femmes aux manifestations de masse est toujours supérieur à celui des six premiers mois:

- en juillet il était de 30%
- en août de 40%
- en septembre de 55%
- en octobre de 54%
- en novembre de 50%
- en décembre de 60%.

Soit en moyenne, pour les six derniers mois de l'année de 40%.

[...]

Pour la deuxième moitié de l'année 1930, on compte pour l'ensemble du pays, 543 manifestations de masse auxquelles seules des femmes ont participé. Sur ce nombre: 195 (36%) des manifestations avaient pour origine la campagne de collecte de céréales, 107 (20%) la dékoulakisation, les confiscations et les attaques contre les intérêts des éléments antisoviétiques et des koulaks, 64 (12%) la religion, 61 (10%) la collectivisation, 59 (10,7%) les difficultés d'approvisionnement. Les manifestations dues à des difficultés d'approvisionnement ont eu lieu, pour l'essentiel, en juillet et étaient déjà terminées en août. En octobre, sur 119 manifestations de masse, 71 (63%) ont eu pour cause la

campagne de collecte de céréales. Sur ce nombre, 44 manifestations de masse ont eu lieu en Ukraine.

Les manifestations ayant pour cause la campagne de collecte de céréales (oppositions à l'inventaire des biens, à la confiscation de céréales, etc.), les confiscations et les attaques contre les koulaks et les éléments antisoviétiques, la religion, se distinguent généralement par leur dureté; elles sont accompagnées de violences physiques à l'encontre des responsables locaux et des activistes ainsi que de la mise à sac des soviets ruraux et d'autres organisations et institutions. On a enregistré quelques cas de manifestations de femmes dans lesquelles celles-ci étaient armées de fourches, de pieux et de couteaux.

Dans le village de Temenskoïe (arrondissement de Kolpnian, région centrale des Terres noires), le 19 décembre, une foule d'une centaine de femmes s'est jetée sur la brigade de collecte des blés et de la viande. Les femmes ont dévêtu complètement les membres de la brigade et les ont ridiculisés.

Dans le village de Nalitovo (arrondissement de Inzien, région de la Moyenne-Volga), en novembre, une foule de 150 femmes armées de bâtons et de fourches s'est rassemblée devant la maison d'un paysan qui s'opposait à la collecte de céréales, chez lequel était arrivée une brigade chargée de l'inventaire de ses biens.

Dans le village de Topchino (arrondissement de Tsaritchan, RSS d'Ukraine), le 16 octobre, une foule de femmes a attaqué une ouvrière agricole activiste du coin et l'a battue pour sa participation active à la collecte. Lorsque les instigateurs et ceux qui avaient battu l'ouvrière agricole furent arrêtés, une foule d'une centaine de femmes se rassembla à nouveau. La foule libéra les personnes arrêtées, bloqua les charrois des paysans qui portaient leurs blés au point de collecte et déchargea les charrettes, répandant les sacs sur la route. Le même jour ces femmes dispersèrent une colonne d'écoliers mobilisés pour des corvées.

Le 15 octobre, dans le village de Cernaïa Slobodka (arrondissement de Smeliansk, RSS d'Ukraine) une foule de paysans composée majoritairement de femmes et de jeunes qui se distinguaient par leur détermination, a détruit le bureau du soviet rural. Les manifestants ont détruit les papiers officiels et ont libéré un koulak arrêté pour son opposition à une amende infligée par les autorités parce qu'il n'avait pas payé l'impôt.

Dans le village d'Antonovka (arrondissement de Novyi Boug, RSS d'Ukraine), un policier a été tabassé lors d'une manifestation; dans le village de Evgenevka (arrondissement de Staro-Krementchik, RSS d'Ukraine), une foule de femmes a tenté de lyncher le

responsable de la police et le délégué du Comité exécutif du district; dans le village de Neroubienka (arrondissement de Rovno, RSS d'Ukraine), une foule de femmes s'est jetée avec des couteaux et des fourches à la main sur la commission chargée de la collecte des blés, l'empêchant de faire son travail. On a lancé des pierres sur les employés des commissions pour la collecte des blés et les membres du soviet rural dans le village d'Orehovo (arrondissement d'Ouspenskii), dans les villages de Borodino et de Borissovka (arrondissement de Berdiansk), dans le hameau n°52 de l'arrondissement de Iani-Kourgan (Kazakhstan) et dans d'autres.

Dans la seconde moitié de 1930, selon des données loin d'être exhaustives, on compterait plus de 50 manifestations de masse qui auraient été accompagnées de violences physiques envers les responsables locaux du Parti, les membres des commissions, les présidents des Comités exécutifs de district, les policiers et les activistes locaux (paysans pauvres et kolkhoziens).

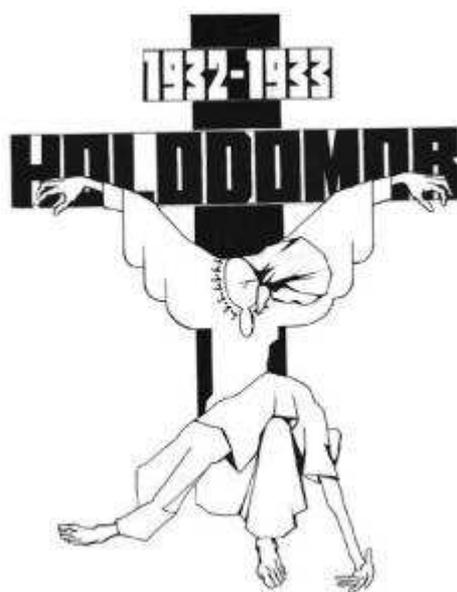
Dans certains cas, des manifestations de masse eurent lieu sur plusieurs jours; les femmes participant à ces troubles firent preuve d'un grand entêtement dans leur opposition aux pouvoirs locaux, en particulier lors des confiscations des biens des paysans refusant obstinément de livrer leur production (koulaks), des personnes qui n'avaient pas payé l'impôt ou lors de l'arrestation d'éléments antisoviétiques. On a noté des cas où les manifestantes ont tenté de défendre les biens des koulaks et des éléments antisoviétiques. Les manifestantes allèrent jusqu'à mettre en place des piquets pour, en «cas de nécessité», rassembler une foule de femmes pour s'opposer aux autorités.

Dans le village de Borissovka (arrondissement de Berdiansk, RSS d'Ukraine), la manifestation de femmes contre la confiscation des céréales des paysans ayant refusé obstinément la collecte (koulaks) s'est prolongée 3 jours durant, du 5 au 7 octobre. Le 5 octobre, la foule des femmes a passé à tabac les membres de la commission, s'opposant ainsi à la confiscation du blé; le 6 octobre, la manifestation (500 femmes) reprit, la commission dut interrompre son travail, les membres du soviet rural s'enfuirent; le 7 octobre, les troubles continuèrent, les femmes mirent en place une veille dans la rue, tombant d'accord pour rassembler à nouveau la foule en cas de reprise du travail de la commission. Dans le village de Borissovka (arrondissement de Nikopol, RSS d'Ukraine), les manifestations se prolongèrent également durant 3 jours et s'accompagnèrent d'une opposition active aux autorités.

Il est frappant de constater que les hommes, lors de ces troubles féminins se tiennent d'habitude à l'écart, ne se mélangeant pas à la

foule. Le châtement sévère que les hommes encourent en cas de participation à des troubles de masse les dissuade de participer à ces manifestations. En même temps, malgré une activité ouvertement antisoviétique, les femmes (parmi lesquelles parfois des koulaks) restent le plus souvent impunies. Une telle situation a renforcé, chez les femmes et le reste de la population, la conviction qu'«il n'arrivera rien aux femmes, que les femmes peuvent tout se permettre». Lors de la manifestation de femmes du village d'Antonovka (arrondissement de Novii-Boug, RSS d'Ukraine), on pouvait entendre ces cris venant de la foule: «Nous n'avons peur de personne, nous avons déjà été au GPU et on ne nous a rien fait et on ne nous fera rien!».

Source: TsA FSB, 2/9/694/9-22



## **Déclaration du soldat de l'Armée rouge démobilisé V. K. Ouspenskii à la Commission centrale de contrôle du Parti communiste à propos du retour au village de sa femme et de sa belle-mère**

Avant le 9 janvier 1931

En mars de cette année, ma belle-mère, la veuve Lopatova, Anna Kononovna, 58 ans, de famille de paysans moyens du village de Choustov (arrondissement de Konychev, région centrale des Terres noires), et avec elle, sa nièce sourde-muette Axenia, 41 ans et son fils Vassili, 13 ans, ont été injustement dékoulakisés et déportés.

Le Parquet de la région centrale des Terres noires a ordonné, en avril de cette année, le retour de Lopatova, injustement déportée. Toutefois l'administration de la région n'a pas appliqué cette décision, n'ayant pas reçu l'accord des Comités exécutifs de district et de région et l'affaire a été renvoyée pour supplément d'information, et le 27 juin, il fut statué au comité exécutif du district de L'gov d'«annuler la dékoulakisation de la citoyenne Lopatova et de la rendre à sa famille. De lui rendre ses biens, confisqués lors de la dékoulakisation» (ci-joint une copie). Le 28 septembre de cette année, cette affaire a été examinée par une commission spéciale du Comité exécutif de district, qui a confirmé la décision du Comité exécutif de région; et le 9 novembre de cette année, cette décision a été confirmée par le presidium du Comité exécutif de la région centrale des Terres noires (ci-joint une copie).

Ayant appris la maladie de sa mère ainsi que la décision du Comité exécutif de district, ma femme, Ouspenskaia, Anna Emelianovna, fille de Lopatova, malgré sa propre maladie, a obtenu un congé de l'usine de chaussures dans laquelle elle travaille et où elle est membre de l'Union des ouvriers tanneurs depuis 1925. Elle est partie voir sa mère le 18 novembre de cette année. Ayant reçu à Voronej la décision du Comité exécutif de district et le rapport du Parquet du district en date du 20 novembre de cette année sous le numéro 3p25/15, elle est partie dans le district de Komi, où sa mère a été assignée à résidence dans le village Bolchaia-Likhatchevskaia, près de [...] <sup>[1]</sup>, sans doute arrondissement de Priloutsk. Le 14 décembre, Ouspenskaia était à Ob'iatchevo, chef-lieu de l'arrondissement de Priloutsk, d'où elle a envoyé le télégramme suivant: «si tout va bien je reviens dans un mois». Or près de deux mois se sont écoulés et je n'ai pas eu d'autres nouvelles d'elle.

D'après les explications qui m'ont été données par l'administration centrale, j'ai appris que les personnes ayant des liens de parenté

avec les déportés sont souvent retenus pour des informations [complémentaires]. Mais ma femme avait tous les documents nécessaires à son retour, ainsi qu'une carte d'identité et le Comité exécutif de district a affirmé que cela suffisait et qu'il n'avait reçu aucune réclamation venant de Komi concernant cette affaire. Ne sachant pas ce qui se passe avec Ouspenskaia, qui a tous les documents nécessaires, je demande un ordre de Votre part (de préférence par télégramme) pour accélérer le retour à leur domicile d'Ouspenskaia et de Lopatova, qui sont, de plus, malades.

Le caractère injuste de la déportation et de la dékoulakisation de Lopatova est confirmé par tous les documents et toutes les preuves sur lesquelles vous pouvez vous fonder pour [...] <sup>[2]</sup> la décision des Comités exécutifs qui se trouvent dans les dossiers. L'exploitation de Lopatova était une exploitation moyenne qui avait une vache et un mouton, 7 bouches à nourrir; sa famille n'exploitait personne, vivait de son travail, payait un impôt de 18 à 20 roubles, n'était pas imposée à titre individuel et aucun de ses membres n'avait été privé de ses droits civiques; le fils de Lopatova, Ivan était président du soviet rural, et effectue depuis 1929 son service militaire dans l'Armée rouge, au 9<sup>e</sup> régiment d'artillerie.

J'engage ma responsabilité de citoyen et de membre du Parti sur la justesse de tout ce que j'ai dit et demande instamment que l'on accélère le retour d'Ouspenskaia et de Lopatova; celles-ci ayant le droit de vivre librement et de travailler à la construction du socialisme en URSS.

Je joins une copie des décisions <sup>[3]</sup>. Les papiers d'Ouspenskaia ont été donnés au Parquet et au Comité exécutif de la région des Komis.

V. Ouspenskii

L'adresse où peut se trouver Ouspenskaia est la suivante: Syktyvkar, chef-lieu de la région des Komis, O'biatchevo, chef-lieu du district de Priloutsk, où elle était le 14 décembre.

Nochoul, village avec un bureau de poste près du bourg de Bolchaia-Likhatchavskaia, où vivait Lopatova, arrêt de train le plus proche: Mourachi, sur la ligne de chemin de fer de Perm.

V. Ouspenskii.

Résolution: «Camarade Boulanov. Je vous envoie une demande conformément à notre entretien. Vous prie de me communiquer les résultats. Salut communiste, Zemliatchka».

## **Documents préparatoires sur la question de la contre-révolution koulak au 1<sup>er</sup> février 1931 (Extraits)**

Pas avant le 1<sup>er</sup> février 1931

### **I - Formes de l'activisme contre-révolutionnaire koulak**

D'après nos données pour le second semestre 1930 et pour le mois de janvier 1931, on constate qu'après l'accalmie de mai-juin 1930, consécutive aux coups portés contre les koulaks durant l'hiver et le printemps 1930, la contre-révolution koulak a relevé la tête à l'automne, à l'occasion des nouvelles campagnes politico-économiques mises en œuvre par le pouvoir soviétique : campagne de collecte, réélections aux soviets ruraux et aux directions des kolkhozes, purge des kolkhozes de leurs éléments étrangers.

En témoigne le nombre important de groupes et d'organisations contre-révolutionnaires démantelées. Ces organisations sont, pour l'essentiel, de deux types: a) insurrectionnelles; b) terroristes. De la fin juillet à la fin septembre, les formes d'action étaient avant tout dirigées contre les biens (incendies, sabotage de machines et de biens collectifs). À partir de la fin septembre, prédomine un terrorisme visant les personnes – activistes du Parti, du komsomol, des soviets ruraux. On assiste à des actions terroristes ouvertes (et non pas cachées, comme auparavant), visant expressément les représentants locaux du pouvoir soviétique. Il existe également: c) des organisations de caractère clérical et sectaire ainsi que d) des organisations contre-révolutionnaires spécialement orientées autour des questions ayant trait à la liquidation des kolkhozes et aux élections aux soviets ruraux. Et enfin, e) des organisations, de plus en plus nombreuses ces derniers temps, destinées à saper de l'intérieur les kolkhozes.

Organisés en groupuscules internes au sein des kolkhozes, les éléments koulaks-gardes-blancs s'emparent du pouvoir dans les kolkhozes, exploitent les paysans pauvres et les ouvriers agricoles, avant de les en chasser («nous n'avons pas besoin de parasites»). À cause de cette pollution des kolkhozes, de nombreux paysans pauvres quittent les exploitations collectives. Les éléments étrangers, infiltrés dans les kolkhozes, mènent le combat contre la collectivisation des biens, contre la réalisation du plan de collectes d'État, tout en dilapidant les richesses des kolkhozes [...].

Durant le second semestre 1930, 587 groupes koulaks ont été liquidés, et 47.990 individus arrêtés, sans compter les koulaks isolés n'appartenant pas à un groupe. Pour l'ensemble de l'année 1929, 47.564 individus, appartenant à un groupe, avaient été arrêtés. Pour

le seul mois de janvier 1931, dans le cadre de la campagne visant à éradiquer la contre-révolution koulak-garde-blanc, 36.698 individus ont été arrêtés.

L'accroissement de l'activisme koulak apparaît également clairement à travers l'évolution du nombre de manifestations de masse [...]. Au cours des 6 derniers mois de 1930 et du mois de janvier 1931, le nombre de manifestations contre-révolutionnaires koulaks a évolué de la manière suivante (données partielles recueillies auprès de nos agences en Ukraine, région centrale des Terres noires, Basse et Moyenne Volga, Caucase Nord, Biélorussie, régions de Moscou et de Léninegrad):

	Ukraine	Caucase	Leningrad	Moy.Volga
1930	321	243	7	154
1929	62	59	0	77

	Moscou	Rég.Ouest	Terres noires	Bass. Volga
1930	35	35	29	117
1929	13	13	23	63

On notera que non seulement le nombre de manifestations a augmenté de plus de trois fois, mais aussi que celles-ci sont beaucoup plus violentes, durent plusieurs jours, s'accompagnent de passages à tabac de représentants du pouvoir soviétique, se caractérisent par une plus grande détermination des manifestants, par ailleurs de plus en plus nombreux. Ces manifestations se caractérisent également par une organisation souvent remarquable: mise en place de «postes d'observation», de mouchards, chargés d'ameuter la populace «en cas de danger» et d'espionner les activistes soviétiques, de «signaux» (tocsin) pour prévenir les villages avoisinants [...].

On a noté une forte recrudescence (second semestre 1930 et janvier 1931) d'actes de terrorisme koulak:

	Ukraine	Caucase	Leningrad	Moy.Volga	Bas.Volga
1930	845	280	181	355	322
1929	960	118	0	331	182

	Moscou	Rég.Ouest	Terres noires	Biélorussie	Total
1930	287	248	503	183	3204
1929	226	0	814	0	2631

Au cours des 7 mois (second semestre 1930 + janvier 1931) répertoriés ci-dessus, on a compté 1.399 actes de terrorisme dirigés contre des personnes et 1.805 actes de terrorisme dirigés contre des biens [...].

## II - Frappes anti-koulaks durant l'hiver et le printemps 1930

L'analyse des données concernant le second semestre 1930 et le mois de janvier 1931 doit tenir compte du fait qu'au cours du premier semestre 1930, la contre-révolution koulak a été durement frappée tant sur le plan opérationnel que sur le plan politique. On rappelle que a) 7.184 organisations et groupes contre-révolutionnaires ont été liquidés au cours du premier semestre 1930; que b) 140.724 individus ont été arrêtés dans le cours de ces opérations; que c) 113.027 familles de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie ont été déportées; que d) 44.990 familles de koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie ont été transférées; que e) sur les 339.572 exploitations dékoulakisées (sans compter la RSS du Kazakhstan), 158.017 familles ont été déportées et 182.820 familles restent en attente de déportation. Par ailleurs, une très grande quantité de koulaks se sont auto-dékoulakisés, ont pris la fuite vers les villes et vers d'autres régions.

## III - De la nécessité d'une nouvelle frappe

Le renforcement de l'activisme koulak appelle de notre part une nouvelle frappe. La planification nationale pour 1931 a prévu les indices de croissance suivants pour la collectivisation des exploitations paysannes: les principales régions productrices de céréales (Ukraine, Caucase Nord, Basse et Moyenne Volga) doivent atteindre un pourcentage de foyers collectivisés de 80%. Les autres régions productrices de céréales (région centrale des Terres noires, Sibérie, Kazakhstan, reste de l'Ukraine) de 50%; les régions céréalières des zones consommatrices – de 20 à 25%; les régions productrices de betterave et de coton (Ouzbekistan, Tadjikistan, Kazakhstan, en partie, Turkmenistan, en partie, Azerbaïdjan, en partie, région centrale des Terres noires, Caucase Nord, Ukraine, en partie – jusqu'à 50%.

Prenant en compte aussi bien les plans de collectivisation que le degré d'activisme koulak, le caractère spécifique de certaines zones-frontières, ainsi que les demandes d'un certain nombre de régions, je considère<sup>[4]</sup> indispensable et approprié de déporter, dans le courant de l'année 1931, le nombre suivant de koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie: de la RSS d'Ukraine: 20.000 familles; de la région centrale des Terres noires: 10.000 familles; de la région de la Basse Volga: 15.000 familles; du Caucase Nord: 10.000 familles; de la région de la Moyenne Volga: 10.000 familles; de Biélorussie: 5.000 familles; de la région Ouest: 10.000 familles; de la région de Moscou: 5.000 familles; de la région de Léninegrad: 7.000 familles;

du Tatarstan: 3.000 familles; de Bachkirie: 5.000 familles. Soit au total: 100.000 familles, en incluant dans ce nombre les familles des koulaks de 1<sup>re</sup> catégorie arrêtés en 1930 [...].

Dans la mise en œuvre de ces opérations, il est indispensable – autant que faire se peut – d'éviter un certain nombre de défauts organisationnels qui ont eu lieu l'année précédente lors de l'expulsion des koulaks. Parmi ces défauts, les plus importants, dans le cours de la déportation des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie et du transfert de ceux de la 3<sup>e</sup> catégorie, ont été:

a) - le fait que l'accueil des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie a été très mal organisé, ce qui a eu pour effet qu'un très grand nombre d'entre eux se sont tout simplement enfuis des lieux de déportation, et les restants ne sont pas exploités économiquement et crèvent de faim. L'exploitation de cette main-d'œuvre, par exemple dans les coupes de bois ou les mines est freinée par un grand nombre de problèmes organisationnels. Quant à l'exploitation des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie dans l'agriculture, elle est handicapée par l'absence d'outils et de semences;

b) - le fait que l'expropriation-transfert des koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie a aussi été très mal organisée. Ainsi, dans la région centrale des Terres noires et dans la Basse Volga, les koulaks expropriés ont été simplement transférés à 3- 5 km de leur village. On les laissait dans la steppe ou la forêt, et ils se retrouvaient ainsi tout simplement à charge de leur parentèle [...]

Ces défauts organisationnels expliquent le fort pourcentage de fuyards. Ainsi, à la date de décembre 1930, 71.859 koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie s'étaient enfuis, ce qui représente 16,4% du total des déportés de cette catégorie. Il est vrai que 33.100 (soit 46 %) ont été appréhendés et de nouveau assignés à résidence. En ce qui concerne les koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie, la situation est particulièrement déficiente: 72% des familles transférées se sont enfuies de leur lieu d'assignation (17.288 familles). Dans la Basse-Volga, ce pourcentage atteint 85-90% [...].

#### IV - Conclusions – propositions

Prenant en considération les leçons de la déportation des koulaks de l'an dernier et afin de porter un coup plus organisé envers ces ennemis avant la nouvelle vague de collectivisation, je propose:

1 - de concentrer au maximum les quelque 100.000 familles à déporter dans deux-trois régions principales, en les regroupant près

des camps de concentration – dans des lieux où existent des possibilités de les exploiter économiquement. Ainsi, par exemple:

a) - dans la région des Komis, qui a un formidable potentiel encore inexploité de bois de coupe et où on peut, en outre, développer, surtout au nord, un élevage laitier; la région peut accueillir jusqu'à 20.000 familles;

b) - les districts isolés et peu habités de la région Nord (Konocha, Vel'sk, Niandoma, Plesetskaia), avec leurs immenses possibilités en matière d'exploitation forestière, d'élevage et de prairies artificielles et des perspectives en matière de construction de routes peuvent aisément accueillir 10.000 familles;

c) - le district de Vichera, dans la région Oural, possède la matière première indispensable pour le grand combinat de cellulose implanté localement; il est aussi très riche en ressources du sous-sol (minerai de fer, etc.) et a des potentialités de développement de l'élevage laitier. Il peut accueillir jusqu'à 15.000 familles;

d) - Le Kazakhstan, à condition de forcer les plans de production du charbon de Karaganda (Kazougol'), du cuivre de Koounrad, des pêcheries du lac Balkach, peut aisément accueillir 55.000 familles [...].

2 - Les koulaks déportés en tant que déplacés spéciaux auront un statut analogue à celui des exilés, c'est-à-dire privés de tous les droits civiques. Toutefois, leur situation diffère de celle des exilés dans la mesure où il leur est interdit de chercher de manière autonome un travail. Celui-ci, de même que les conditions de travail et les salaires sont déterminés par un organisme d'État. Toute la population des «peuplements spéciaux» doit obligatoirement travailler sur la base du travail forcé.

3 - Les déplacés spéciaux sont regroupés dans des villages spéciaux, dirigés par l'administration, qui nomme les organes exécutifs et de surveillance choisis parmi les déplacés eux-mêmes. La structure, les droits et les devoirs de ces organes doivent être définis par des instructions spécifiques [...].

Source: TsA FSB, 2/9/20/111-123



## Note sur les koulaks déportés de 2<sup>e</sup> catégorie

Pas avant le 1<sup>er</sup> février 1931

### 1-Nombre de koulaks déportés de 2<sup>e</sup> catégorie

De la RSS d'Ukraine	31 593 familles	146 229 individus
De la Région Terres noires	8 237 familles	42 837 individus
De la Basse Volga	7 931 familles	40 001 individus
De la Moyenne Volga	5 873 familles	31 027 individus
De la RSS de Biélorussie	11 079 familles	52 914 individus
Du Caucase Nord	10 595 familles	51 577 individus
De Crimée	3 179 familles	14 029 individus
Du Tatarstan	1 605 familles	8 100 individus
D'Asie centrale	159 familles	197 individus
De l'Oural	14 179 familles	68 227 individus*
De la Sibérie	16 025 familles	82 922 individus**
Du Kazakhstan	1 265 familles	7 393 individus***
De la région de Léninegrad	600 familles	2 555 individus****
De la région Nord	61 familles	305 individus*****
De l'Extrême-Orient soviét.	447 familles	2 235 individus
Total	112 828 familles	550 558 individus

\* déportés vers le nord de l'Oural et, en partie, vers Khibiny

\*\* déportés vers le nord de la Sibérie

\*\*\* déportés à l'intérieur du Kazakhstan, vers la mer d'Aral

\*\*\*\* déportés vers les mines d'apatite de Khibiny

\*\*\*\*\* déportés vers le nord de la région Nord

### 2 - Installation des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie

La plupart des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie ont été installés dans la région Nord et dans l'Oural; un petit nombre d'entre eux en Sibérie, dans l'Extrême-Orient soviétique et dans l'Aldan. Dans la région Nord, 870 baraquements temporaires ont été construits pour loger les déportés. En Sibérie et dans l'Oural, on n'a pas construit de

baraquements temporaires; dès le déchargement des convois, les déportés étaient conduits plus loin, vers leur lieu d'assignation. Dans l'Oural, un certain nombre de déportés ont été installés dans des maisons abandonnées de villages, loin des centres industriels. Un certain nombre de déportés en état de travailler ont été installés, dans la taïga, dans les baraquements disponibles des organismes chargés des coupes de bois.

### Régions d'installation des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie

Où ont-ils été installés ?	En provenance d'autres régions		Transférés à l'intérieur de la région, plus au nord		Total	
	familles	individus	familles	individus	familles	individus
Région Nord	46.562	230.065	61	305	46.623	230.370
Oural	16.619	78.431	13-855	66.774	30.474	145.205
Sibérie	11.612	49.801	16-025	82.922	27.637	132.723
Kazakhstan	159	197	1-265	7.393	1.424	7.590
Extrême-Orient sov.	3.796	19.374	447	2.235	4.243	21.609
Aldan	287	2.007	–	–	287	2.007
Région de Léninegrad	1.540	8.499	600	2-555	2.140	11.054
<b>Total</b>	<b>80.575</b>	<b>388.374</b>	<b>32.253</b>	<b>162.184</b>	<b>112.828</b>	<b>550.558</b>

### 3 - Situation d'exploitation des koulaks de 2<sup>e</sup> catégorie

#### a) Région Nord

Au 1<sup>er</sup> décembre 1930, sur un total de 230.370 individus, 103.970 individus avaient été envoyés sur leur lieu définitif d'assignation à résidence, dans 189 villages spéciaux. Sur ces 103.970, 64.996 individus avaient été installés dans des baraquements construits et 38.974 dans des abris, des trous dans la terre, et des installations provisoires [...].

Quant au reste des déportés (126.095 individus), voici ce qu'il en est advenu durant son séjour dans la région Nord jusqu'à la date du 1<sup>er</sup> décembre 1930:

Décédés	21 213
Enfants renvoyés chez eux	35 400
Renvoyés chez eux car injustement déportés	1 390
Libérés sous caution	68
Envoyés à Mourmansk	160
Envoyés dans les mines d'apatite	342
Soit au total	58 573
Injustement déportés et laissés libres à condition de s'installer dans la région Nord	26 500
Membres de la secte des Fedorovtsy, ayant refusé de rejoindre leur lieu d'assignation	2 100
En fuite	39 743
Soit au total	68 343
Total général	126 916

Parmi les déportés en fuite, sur les 39.743, 21.645 ont été appréhendés dans la région Nord, 2.640 en dehors de la région Nord, soit au total: 24.285 appréhendés (61% des fuyards). En fuite: 15.458 (39% des fuyards).

La question de l'approvisionnement reste le problème n°1. À cause du mauvais travail des coopératives, les normes d'approvisionnement, déjà très faibles, ne sont pas respectées. Il n'y a souvent aucune distribution de pain des jours durant, sans parler des autres produits. Les produits sont en général de mauvaise qualité. Il y a un manque systématique de graisses, de poisson, de légumes. L'approvisionnement en vêtements et en chaussures se passe mal. La plupart des déportés n'ont ni vêtements de saison, ni chaussures.

Au 1<sup>er</sup> décembre 1930, 23.634 déportés étaient employés à la construction des baraquements. 6.000 seulement aux coupes de bois. Soit au total 29.634 individus seulement. L'absence de vêtements chauds et de chaussures est la cause principale de la faible exploitation de cette main-d'œuvre. L'ensemble des villages spéciaux ne compte que 2.184 chevaux, dont 1.129 exploités à la construction des baraquements. On note, par ailleurs, une insuffisance voire une absence complète de médicaments. Il manque au moins 31 médecins, 77 officiers de santé et 40 sages-femmes. Les koulaks déportés ne sont gardés que par un commandant et un policier par village.

La grande majorité des déportés ont une attitude extrêmement négative vis-à-vis de la mise en valeur des lopins qui leur ont été attribués. En général, ils espèrent une intervention étrangère qui seule, considèrent-ils, pourra changer radicalement leur sort, avec la chute du régime. Les koulaks les plus virulents, qui comptent sur une guerre prochaine pour les délivrer de déportation, expriment ouvertement leur haine du régime soviétique et affirment leur désir de se venger pour les souffrances qu'ils ont endurées. Ce désir de vengeance transparaît dans des conversations, au cours desquelles il est question d'organiser des bandes et des émeutes, avec pour but d'exterminer les communistes. Ces derniers temps, on a noté un nombre croissant de conversations sur ces thèmes. Néanmoins, à côté de ces humeurs ouvertement antisoviétiques, on a noté qu'une partie des koulaks déportés semble s'être résignée à son sort. Parmi une partie les jeunes koulaks, on a noté non seulement une attitude constructive vis-à-vis du travail, mais aussi des propos loyaux envers le régime soviétique. Les koulaks les plus féroce-ment antisoviétiques tentent de convaincre les autres de ne pas aller travailler aux coupes de bois. Malgré cette agitation, une bonne partie des koulaks déportés font preuve d'une attitude positive vis-à-vis de leur travail et expriment le désir d'améliorer leur situation matérielle.

#### *b) Région Oural*

Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1930, 2 927 individus déportés (740 familles) ont été autorisés à rentrer chez eux, après qu'une enquête eut montré qu'ils avaient été dékoulakisés à tort; 403 individus (95 familles) ont été autorisés à résider librement dans la région; 1.284 individus (320 familles) ont été envoyés dans les mines d'apatite. Enfin, 9.666 individus se sont enfuis. Sur ce nombre, 1.942 (soit 20% ) ont été appréhendés.

La construction des villages spéciaux avance très lentement. La quasi-totalité des organismes chargés de l'exploitation économique des déportés n'a pas rempli le plan de construction des logements pour les déportés avant l'arrivée de l'hiver. Au 18 décembre, le plan n'avait été rempli qu'à 54% [...]. Avec l'arrivée de l'hiver, la plupart des familles se sont retrouvées dans des logements de fortune ou chez l'habitant. Les organismes économiques se sont avérés incapables d'exploiter correctement la main-d'œuvre à leur disposition. Ainsi, au 15 novembre 1930, Ouralles n'exploitait que 83% des koulaks en état de travailler. Dans le district de Tobolsk, 20,5% des koulaks n'étaient pas exploités;

dans le district de Tcherdynsk, 22,2%. Dans certains organismes, ce pourcentage varie de 30 à 60%.

À cause de l'absence de médecins et de médicaments, la mortalité et la morbidité des déportés reste à un niveau très élevé. Il manque au moins 35 médecins. Dans tout le district de Tobolsk il n'y a qu'un officier de santé. Le dispensaire du district de Tobolsk a vu, d'avril à août 1930, défiler 27.370 malades, 64% du nombre total des déportés. Les principales maladies sont le typhus, la scarlatine, le scorbut et la diphtérie.

L'approvisionnement est tout à fait insuffisant. Aucune mesure n'a été prise pour fournir aux déportés des vêtements chauds et des chaussures pour l'hiver, ce qui a des conséquences néfastes sur leur mise au travail.

On assiste ces derniers temps à un accroissement de l'activisme contre-révolutionnaire des déportés. Une des formes majeures de cet activisme est le refus fréquent de se rendre au travail. On a noté de nombreux arrêts de travail, des appels à la grève, des cas d'insubordination et de simulation ainsi que de nombreuses tentatives d'organiser des groupes qui présentent des revendications tout à fait déplacées.

Toutefois, on note qu'une partie des jeunes se distinguent de leurs aînés. Les rapports entre jeunes et adultes se sont considérablement dégradés. Les jeunes viennent souvent à la *komandature*\* et déclarent qu'ils ont rompu avec leurs parents, exigeant qu'on améliore leurs conditions de vie.

### *c) Sibérie*

Tout le contingent des koulaks en état de travailler a été envoyé pour être mis au travail sur divers sites industriels, après que l'administration de la région eût signé des accords avec divers organismes économiques. Néanmoins, l'administration régionale ne s'est pas suffisamment occupée des conditions d'installation des déportés, ce qui a eu pour résultat le non-accomplissement du plan de construction des logements. Les déportés ont été mis dans une situation épouvantable, ce qui a eu des conséquences directes sur leur exploitation par le travail. Les sommes mises à la disposition de l'administration régionale – 1,5 million de roubles – pour l'installation des déportés a été dépensée à tort et à travers, et personne ne sait où est passé cet argent [...]. L'approvisionnement n'est nulle part correctement assuré. Par endroits, la situation confine à la famine. L'absence de logements et d'approvisionnement explique le fort niveau des fuites de déportés. Ceux-ci s'enfuyaient non seulement en famille, mais par groupes

entiers de 200-400 personnes. Au total, au 20 décembre, 21.000 déportés se sont enfuis; sur ce nombre, 7.000 environ ont été rattrapés [...]

Source: TsA FSB, 2/9/20/42-51



## **Rapport d'orientation du Département spécial de l'OGPU sur les zones d'installation des déplacés spéciaux**

3 février 1931

### *Région des Komis*

Districts forestiers: Vislianskoïe, Kaigorodskoïe, Vogvozdinskoïe, Oust-Koulomskoïe, Nourvinskoïe, Nochoulskoïe, Oukhtinskoïe. L'ensemble: 7.300 km<sup>2</sup>. La plupart des districts forestiers se trouvent le long de la route Syktyvkar-Oukhta. Une région pratiquement vierge. La base d'exploitation forestière est sans conteste d'une grande importance. Elle est difficile à mettre en valeur à cause du peu de densité de population de la zone. L'augmentation de la population du district va permettre le développement non seulement de l'industrie forestière mais aussi de l'agriculture. Le climat et le sol autorisent une culture de céréales et les districts forestiers du nord permettent un élevage laitier. Le travail est garanti pour quelques années à 20.000 familles.

### **Région Nord**

Région Nord, districts de Konocha, Velsk, Niandoma, Plessetskaïa. Zones isolées, mal aménagées. Industrie forestière. Agriculture: prairie. Élevage. Construction de routes: son développement est étroitement lié à la densité de la région. Capacité: 8.000 familles.

### **Oural**

District de Nadejdinskii. Industrie forestière; construction de chemins de fer. Capacité: 2.000 familles.

District de Perm. Près de Tchousova. Goubanikha. Région d'usines. Mise en valeur, même s'il y a, cependant, un nombre significatif de lieux peu densément peuplés. Les perspectives de développement de la région sont extrêmement larges; le développement est entravé par le manque de main-d'œuvre. Activités principales: industrie forestière, flottage, carrières (pierres en moellons), minerai de cuivre. Agriculture: céréales et viande avec des débuts de cultures fourragères et de lin. Possibilité d'élevage laitier et de culture du trèfle. Travail pour quelques années pour 7000 familles.

District de le Vichera. Région pratiquement vide dans sa partie nord. Exploitation forestière. Source de matières premières pour un combinat papier-cellulose. Cycle annuel de travail. Début de l'automne: stockage; hiver: débardage; début du printemps: flottage. Minéraux: minerai de fer [...], pyrite. Capacité: 8.000 familles.

Vichera. District de Iousvin. Industrie forestière. Agriculture: céréales, cultures maraîchères, élevage, élevage laitier. Capacité: 7.000 familles.

### **Sibérie occidentale**

Région de Kouznetsk. Sous-sols riches. Par endroit, zone peu aménagée. Pays minier. En raison d'un manque cruel de main-d'œuvre, qui freine un développement de grande ampleur du Kouzbass, on ne peut l'exploiter que par une division en mines indépendantes et une coordination entre ces dernières, aboutissant ainsi à la mise en place de villages de peuplement autonomes. Capacité: 8.000 familles.

Districts de Mariinskii, Minoussin, Abakan. Exploitation d'or. Le sort des principales directions des mines (de Minoussin, d'Abakan, de Mariinskii, de l'Altaï) est étroitement lié à la question du déficit de main-d'œuvre. Vue la situation, on peut envisager une division en districts indépendants (3.000 familles).

District de Tobol-Ichinsk. Construction de routes. Travail garanti pour les 2-3 prochaines années. Dans les districts de Tobol, Ichinsk, Tovda, Tobolsk: construction de chemin de fer et de canaux qui dépassent les limites du plan quinquennal. Capacité: 3.000 familles. Région de la rivière Ob. Peu aménagée. Le développement de la région est lié à la colonisation. Pêche. Cultures maraîchères. Agriculture avec une tendance accentuée vers l'élevage. Capacité: 1.500 familles.

### **Sibérie orientale**

District de Krasnoiarsk-Iénisseï. District de la Lena-Bitim. District Bargouzinskii. District de Sretensk. Population rare, surtout dans la partie nord. Toutes ces régions sont riches en or. L'industrie de l'or manque de bras, il y a des demandes de main-d'œuvre de la part de l'industrie de l'or qui date de janvier 1931. Dans toutes ces régions, on peut installer jusqu'à 8.000 familles.

Aldan. Région presque vierge. Ressources minérales nombreuses et variées. Les perspectives d'exploitation de l'or sont liées à l'arrivée de main-d'œuvre. En présence de main-d'œuvre, il serait possible d'exploiter l'or des bassins d'Olekmin, de Vilioul. Riche industrie de chasse. Pêche dans les affluents de la Lena. Exploitation de minerai de sel (roche de dix mètres de profondeur) sur le réseau fluvial de la Vilioul dépassant les limites du plan quinquennal. Une présence de main-d'œuvre pourrait permettre une exploitation plus rapide, qui pourrait jouer un rôle colossal dans l'économie non

seulement de la Iakoutie, mais aussi pour les exploitations de pêche de l'Océan Pacifique. Capacité: 5.000 familles.

### **Région d'Extrême-Orient**

District forestier de Khorsk. Complètement vierge. Population rare. Exploitations forestières. Une espèce particulièrement chère: près de 50% de cèdre. Cycle annuel de travail. Organisation rationnelle de la production. Le travail est garanti pour quelques années. Capacité: 4.000 familles.

Bassins des rivières Zeia, Selimdja, Bira. Districts de Magoya, Novyi-Amour. Régions peu aménagées. Industrie de l'or, bloquée dans son développement par le manque de main-d'œuvre. Pêche, chasse, cultures maraîchères complémentaires. Capacité: 2.500 familles.

### **Kazakhstan**

Lieu d'origine des filons de cuivre de Kounrad, à 18 km au nord du lac Balkach. Énormes réserves de cuivre (26 millions de tonnes) dans le seul Kounrad. Pêcheries du lac Balkach. Usine de Karsakpai et mines de Djezkazgan. Réserves de minerai de cuivre d'environ 417.000 tonnes avec un pourcentage de 10 à 12% de cuivre. Le manque de main-d'œuvre freine le développement industriel des mines. Capacité: 5.000 familles.

Source: TsA FSB, 2/9/20/194-196



## **Instruction n°2 sur les mesures complémentaires à prendre lors des opérations de déportation de paysans**

4 février 1931

Dans le but d'améliorer l'installation des déportés sur leur lieu d'assignation, d'économiser les fonds de l'État et d'accélérer la mise au travail des déplacés spéciaux, les autorités locales chargées de la dékoulakisation doivent se conformer aux instructions suivantes:

- 1 - Du capital de travail (vif et mort) confisqué aux koulaks et transféré aux kolkhozes, une partie devra être transmise dans un fonds spécial destiné à faciliter l'installation des déportés. Les conditions de création de ce fonds seront précisées ultérieurement;
- 2 - Il est interdit de confisquer l'ensemble de la literie, du linge et des vêtements. Il faut lutter contre la dilapidation, la vente forcée ou la confiscation de ces biens. Au contraire, il faut obliger les déportés à prendre des vêtements et du linge avec eux;
- 3 - Il est interdit de confisquer l'argent des dékoulakisés, sauf s'il s'agit d'une somme s'apparentant à un capital (pour éviter les malentendus, il faut fixer une norme maximale);
- 4 - Obliger les déportés à prendre avec eux, dans la limite des besoins raisonnables pour une famille, des objets de la vie courante (tasses, cuillères, assiettes, fourchettes, pots en terre ou en cuivre, seaux, et autres objets INDISPENSABLES, que nous serions obligés de leur fournir en fin de compte s'ils ne les prenaient pas);
- 5 - Obliger les déportés à prendre avec eux des réserves de pain et de farine pour deux mois (à raison de 800 gr par jour et par adulte). Si possible les obliger à prendre également, pour la même durée, de 5 à 10 kg de graisses (lard ou beurre). En fonction des possibilités offertes par le transport, donner la possibilité aux déportés de prendre suffisamment de produits pour assurer leur subsistance durant le voyage et au cours des premiers temps de leur installation;
- 6 - Expédier, après les avoir confisqués et collectivisés, dans un wagon spécialement prévu à cet effet, les outils paysans indispensables (haches, scies, rabots, pinces, marteaux, masses, etc.).

Source: TsA FSB, 2/9/20/206-207



## **Extraits du rapport du Département Information de l'OGPU sur les manifestations de masse dans la région de la Moyenne Volga en janvier 1931**

6 février 1931

En janvier, essentiellement dans la seconde partie du mois, des manifestations de masse ont eu lieu dans les arrondissements de Kamenskoïe, Koutchko-Elansk, Issinsk, Kinelsk, Samara et Tchaadaev (région de la Moyenne-Volga). Cinq de ces manifestations avaient pour cause la campagne de collecte de viande, trois des raisons religieuses, une les élections aux soviets ruraux, une l'arrestation d'éléments antisoviétiques, une la campagne de collecte des céréales. Dans certains cas, les manifestations se sont déroulées de façon très violente, se sont accompagnées de violences envers les ouvriers locaux, ont duré plusieurs jours, et ont été caractérisées par la grande ténacité des manifestants, leur grand nombre et leur opposition active aux autorités. Pratiquement dans tous les cas, les manifestations se sont déroulées sous le contrôle direct des koulaks et des éléments antisoviétiques qui ont exploité les «excès» commis par les autorités locales lors du recouvrement des impôts, lors des campagnes de collecte, pour soulever les masses de paysans pauvres et moyens et les pousser à commettre des actes antisoviétiques.

[...]

Les manifestations les plus importantes ont eu lieu dans les villages suivants: Pavlovo-Kouriakino (arrondissement de Tchaadaev), Teleguino et Kroutets (arrondissement de Koutchko-Elansk). On a noté dans le comportement des foules une forte organisation et une direction coordonnée.

Dans le village de Pavlovo-Kouriakino (arrondissement de Tchaadaev), la manifestation a commencé dans la nuit du 15 au 16 janvier. Le prétexte à cette manifestation était la rumeur selon laquelle les autorités avaient l'intention de fermer l'église et d'enlever les cloches. Le 15 au soir, les paysans commencèrent à se regrouper devant l'église avec l'intention d'empêcher qu'on enlève les cloches. (En réalité, personne n'avait l'intention d'enlever ces cloches et ces rumeurs étaient en fait des provocations). Sous l'influence d'éléments antisoviétiques, l'agitation de la foule augmenta au fur et à mesure que des personnes arrivaient. On entendait parmi la foule les exclamations suivantes: «on sera perdu à cause des communistes!», «Il faut noyer sous la glace les communistes et les kolkhoziens!», etc. À la nuit tombée, les

manifestants étaient 400. Les membres locaux du Parti et du Komsomol qui cherchaient à se mêler à la foule pour en pénétrer l'humeur furent identifiés. La foule, ayant reconnu les membres du parti Soubbotine et Issaïev voulut les lyncher. Le premier parvint à s'enfuir, le second, dévoilant une arme obligea d'un coup en l'air la foule à s'écarter et s'enfuit également, profitant de la confusion générale.

Les manifestations durèrent jusqu'au 17 janvier, puis il y eut des tentatives (et des mesures furent prises dans ce sens) pour informer les villages voisins, dont on attendait un renforcement du mouvement. Dans la nuit (du 16 au 17 janvier), dans le village de Kouriakino, des petits groupes de paysans, armés de pieux, patrouillaient. Compte tenu du grand froid, des «maisons d'observation» pouvant accueillir 30 à 40 personnes, relevées régulièrement, furent désignées par les personnes qui s'étaient rassemblées à l'église. Des «mouchards» furent choisis qui étaient chargés, en cas de «danger», de convoquer la population par deux coups rapides aux fenêtres. On se mit d'accord sur un signal pour les villages les plus proches: sonner le tocsin. Pendant toute la journée du 16 janvier, des individus spécialement désignés surveillèrent les activités du soviet rural et les maisons des membres du Parti. Lors de la rencontre avec ceux qui allaient au marché de Gorodichensk, la foule les appela à se révolter également chez eux. À l'adresse des employés, on criait: «À bas les parasites!», «Ça suffit de chanter comme des rossignols!», «Venez donc, on va vous régler votre compte!», etc.

Considérant le «caractère tendu de la situation», le Comité de district du Parti de Tchaadaev, quelque peu décontenancé, décida d'envoyer dans le village un détachement de 80 à 100 personnes dans le but de calmer la foule et d'arrêter les meneurs. Avant même de parvenir à l'église (qui était à 200 mètres), le détachement fut remarqué par les manifestants qui se mirent à crier: «Au secours, du monde arrive!». Ces cris furent suivis de coups de feu. Par la suite, il a été établi que ce sont les membres du Parti envoyés par le Comité du district qui ont ouvert le feu au moment où ils sortaient du soviet rural. À l'approche du détachement, la foule devint plus dense et du parvis de l'église éclatèrent quelques coups de feu en direction du détachement. Au moment où le détachement dispersait la foule, un certain Beliachov, commerçant de son état, frappa le communiste Sourkov d'un coup de pieu à la tête, en réponse de quoi Sourkov abattit d'un coup de feu Beliachov. Le détachement arrêta 247 personnes participant à la manifestation (108 femmes et 139 hommes), mais relâcha, conformément à l'ordre donné par les

organes locaux de l'OGPU, 197 personnes, ne gardant que les organisateurs et les éléments koulaks et antisoviétiques actifs.

[...]

Le 9 janvier 1931, dans le village de Teleguino (arrondissement de Koutchko-Elansk), une foule de 200 personnes se rassembla pour défendre le paysan aisé Spiriaguine dont les membres du soviet rural avaient confisqué la vache pour le punir d'avoir délibérément abattu son bétail. Aux cris de: « Vous n'avez plus longtemps à régner, nous n'entrerons pas dans vos kolkhozes, c'est le retour du servage, le pouvoir soviétique ne fait que piller les paysans!», la foule chassa le président du soviet rural. Les participants actifs de ce meeting étaient: la nonne Kazarinova, les deux frères Spiriaguine, une certaine Beglianova, privée de ses droits civiques et le paysan aisé Igonine. La foule se jeta sur les membres du soviet rural avec des pieux, lançant des pierres et d'autres objets. Lorsque le 10 janvier, les membres du soviet rural tentèrent à nouveau de confisquer la vache de Spiriaguine, une foule de 300 personnes, essentiellement des femmes, se rassembla à nouveau; on entendit les cris: «À mort les membres du soviet rural, ce sont des pilleurs, ils volent les paysans, il faut les exterminer jusqu'au dernier!».

Le 11 janvier, le bruit se répandit que la police devait arriver du chef-lieu de district. La paysanne pauvre Girodkova et le paysan moyen Drojnikov ameutèrent, en frappant sur un seau en fer une foule de 400 personnes. Comme la première fois, la foule était extraordinairement excitée et on entendait des appels «à exterminer tous les communistes». Dans tout le village circulaient des rumeurs selon lesquelles les femmes portaient une banderole sur laquelle il était écrit: «tout le pouvoir aux ingénieurs». À minuit le 11 janvier, des inconnus mirent le feu à de la paille, et on entendit crier «Au feu!». Le lendemain matin, on comprit qu'il s'agissait d'un signal pour appeler à l'aide la population des villages avoisinants. Le 12 janvier, une foule de 1.000 personnes arriva au soviet rural et présenta ses exigences: libérer les personnes arrêtées, cesser la confiscation des vaches et ne pas faire entrer de force les paysans dans les kolkhozes. La foule suivait pas à pas les fonctionnaires locaux, les empêchant ainsi d'agir. La foule s'attaqua, armée de pieux et de fourches, à deux policiers venus faire une perquisition dans l'appartement de la citoyenne Girodkova (car on suspectait que la banderole était cachée chez elle) et les mit en fuite. Des mesures ont été prises pour mettre hors d'état de nuire les meneurs et mettre fin aux troubles. Une enquête est en cours.

**Télégramme n°181 du Chef-adjoint de l'OGPU G.G. Iagoda et du responsable du Département secret-opérationnel de l'OGPU E.G.Evdokimov aux organes locaux de l'OGPU concernant les déportations de masse des koulaks**

15 mars 1931

Rostov-sur-le-Don, Représentation plénipotentiaire de l'OGPU, Piliar. Oufa, section de Bachkirie de l'OGPU, Pogrebinskii. Alma-Ata, Représentation plénipotentiaire de l'OGPU, Danilovskii. Arkhangelsk, Représentation plénipotentiaire de l'OGPU, Aoustrin. Sverdlovsk, Représentation plénipotentiaire de l'OGPU, Matson. Novossibirsk, Représentation plénipotentiaire de l'OGPU, Zakovskii. Irkoutsk, Représentation plénipotentiaire de l'OGPU, Zernis. Khabarovsk, Représentation plénipotentiaire de l'OGPU, Deribas.

Dans le but de nettoyer complètement les régions des koulaks, il a été décidé de mener, de mai à septembre 1931, une opération massive de déportation des koulaks de toutes les régions vers les confins de l'Union. Afin de préparer cette opération, il est décidé:

1 - de déterminer le nombre de familles koulaks à déporter présentes dans vos régions (dans ce chiffre doivent être comptabilisés les dékoulakisés et les personnes expropriées au cours de l'année dernière);

2 - de déterminer la localisation actuelle des familles koulaks, en particulier des chefs de familles;

3 - de déterminer, au moyen de renseignements confidentiels, les koulaks qui ont fui leur domicile habituel ou leur lieu d'assignation, qui ont trouvé un emploi dans l'industrie et les mines et qui se cachent dans les villes;

4 - de vérifier la composition des kolkhozes, de comptabiliser le nombre de koulaks qui se sont introduits dans les kolkhozes;

5 - de préparer un plan détaillé pour cette opération de masse;

6 - de présenter au Département secret politique de l'OGPU, au plus tard le 10 avril:

– le nombre de familles et d'individus koulaks à déporter hors des limites de leur région (parmi eux, les dékoulakisés de l'année dernière, les personnes passibles de dékoulakisation, le nombre de koulaks de 3<sup>e</sup> catégorie)

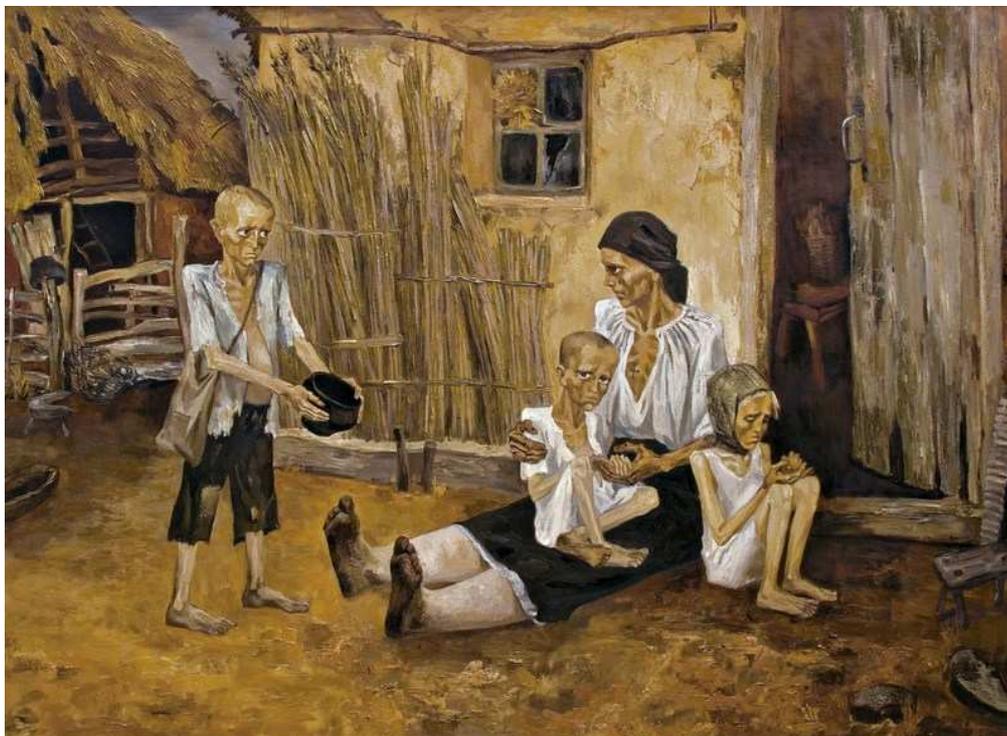
– des remarques sur la manière de mener l'opération

– les moyens financiers et autres nécessaires.

Les directives concernant le début de l'opération seront données ultérieurement.

Iagoda, Evdokimov

Source: TsA FSB, 2/10/379a/122



## **Protocole de réunion de la commission Andreev concernant l'expulsion et la réinstallation des koulaks**

18 mars 1931

Présents: les cam. Andreev et Iagoda, membres de la commission, les cam. Evdokimov, Zakovskii, Zaporjets, Alchanskii.

I) Déportation des familles koulaks vers la région de la Sibérie occidentale (rapporteur: cam. Zakovskii)

A été décidé ce qui suit:

1 - reprendre la proposition du cam. Zakovskii de déporter dans les régions septentrionales de la Sibérie occidentale 40 000 familles koulaks durant les mois de mai, juin et juillet 1931;

2 - réinstaller les familles koulaks dans les districts suivants de Sibérie occidentale : districts de Kargasan, Parabel, Kolpachev, Tchanskii, Krivocheinskii, Baksinskii, Novo-Kouskov, Zirian et d'autres;

3 - proposer au Comité exécutif de Sibérie occidentale de se préparer immédiatement à l'expulsion des koulaks. La direction de l'expulsion et la responsabilité de l'opération sont confiées au représentant plénipotentiaire de l'OGPU pour la Sibérie occidentale, le cam. Zakovskii;

4 - les familles de koulaks expulsés doivent être exploitées pour la mise en valeur des terres noires dans les régions indiquées ci-dessus (paragraphe 2); elles peuvent également être utilisées comme main-d'œuvre pour les travaux forestiers;

5 - proposer au Comité exécutif de Sibérie occidentale et au cam. Zakovskii de fournir aux koulaks déportés une quantité minimale d'outils agricoles et de force de trait. Permettre aux familles koulaks de prendre avec elles le minimum indispensable d'outils agricoles, de force de trait et d'autres outils de production (marteaux, fourches, pelles, etc.);

6 - obliger les koulaks expulsés à prendre avec eux la réserve de nourriture nécessaire pour le voyage, en établissant sur place les quantités indispensables à ce voyage;

7 - proposer au Comité exécutif de Sibérie occidentale et au cam. Zakovskii de subvenir à l'approvisionnement des koulaks employés pour des travaux forestiers dans les districts.

8 - aider l'OGPU à organiser dans le district de Tchchain un sovkhose céréalier, dans le but d'en faire une base alimentaire pour les koulaks employés dans des exploitations forestières ou d'autres entreprises industrielles;

9 - proposer au Conseil des Commissaires du peuple d'accorder à l'OGPU trois millions de roubles pour les *dépenses liées à la déportation des koulaks* dans la région de Sibérie occidentale. Demander aux cam. Zakovskii et Zaporozjets de préparer et de présenter dans les dix jours au vote de la commission les moyens indispensables *pour l'ensemble du processus de déportation et de réinstallation des déportés*;

10 - s'informer sur le fait, rapporté par le cam. Zakovskii, que des réservistes des unités spéciales de Sibérie occidentale, au nombre de 3.650, sont mobilisés et ont été transférés à Vostokougol. Pour Soyouzzoloto, remplacer ces réservistes par des familles koulaks aptes à travailler.

## II ) Expulsion des familles koulaks en Sibérie orientale

A été décidé ce qui suit: proposer au cam. Iagoda, dans un délai de cinq jours, de présenter à la commission un plan de déportation des familles koulaks vers la Sibérie orientale, identique au plan concernant la Sibérie occidentale.

## III) Réinstallation des koulaks dans les districts d'Akmolinsk et de Karkaline, région du Kazakhstan (rapporteur: cam. Evdokimov)

A été décidé ce qui suit:

1 - prendre approximativement l'ensemble du contingent des familles koulaks en 1931, soit 150.000 familles, les répartir dans les districts d'Akmolinsk et de Karkaline, en utilisant pour cela les lots de terrain le long de la rivière Tokraou (au sud du lac Balkhach);

2 - les familles koulaks réinstallées doivent être employées dans les domaines suivants: a) exploitation du charbon; b) mines de cuivre; c) minerai de fer; d) construction de chemin de fer; e) agriculture;

3 - obliger l'OGPU à envoyer, pas plus tard que le 15 avril dans la zone de réinstallation au moins 10.000 hommes seuls (les chefs de famille) pour qu'ils préparent l'accueil du reste du contingent (construction d'habitations et autres travaux préparatoires);

4 - pour l'élaboration sur place du projet d'installation comme pour le choix des lieux d'installation des familles koulaks, envoyer en mission dans les zones concernées (Akmolinsk-Karaganda) une commission composée des cam. Alchanskii (président), Berman et Gorchkov (membres), ainsi que des représentants du Conseil Suprême de l'économie nationale, du Commissariat du peuple à l'agriculture et du Comité régional du Parti de la RSS du Kazakhstan. Le travail de la commission devrait durer 40 jours;

5 - proposer à l'OGPU de présenter dans un délai de 15 jours à la commission un plan de financement de déportation et de

récupération de 150.000 familles koulaks, réinstallées au Kazakhstan.

IV) Opérations de déportation en cours de 25 000 familles koulaks (rapporteurs: les cam. Iagoda et Evdokimov)

A été décidé ce qui suit:

1 - valider le plan élaboré par l'OGPU concernant la déportation de 25.000 familles koulaks;

2 - proposer au Conseil des Commissaires du peuple d'accélérer le transfert à l'OGPU de 6 millions de roubles du fonds de réserve pour couvrir les dépenses occasionnées par la déportation de 25.000 familles koulaks;

V) Déportation de familles koulaks à l'intérieur d'une même région (rapporteur: cam. Evdokimov)

A été décidé ce qui suit: demander un complément d'information sur le rapport du cam. Evdokimov concernant la façon dont se déroulent les déportations de familles koulaks dans la région du Caucase Nord, dans la région de Léninegrad, en Sibérie occidentale, en Sibérie orientale, dans le Caucase occidental, dans l'Extrême-Orient soviétique et la région de Nijni-Novgorod. Proposer à l'OGPU de déporter plus loin les familles koulaks uniquement *après approbation de cette déportation par la commission du Comité central.*

VI) Approvisionnement des villages spéciaux

A été décidé ce qui suit: proposer à l'OGPU d'élaborer un plan d'approvisionnement des villages de peuplement koulaks, coordonner l'ensemble de la question avec les cam. Mikoian et Zelenskii.

VII ) Choix des lieux d'assignation à résidence des koulaks

A été décidé ce qui suit: il est indispensable que tous les services des régions d'installation des koulaks (villages koulaks et *komandatures*) passent sous la compétence de l'OGPU, avec leurs propriétés et moyens financiers.

Source: TsA FSB, 2/10/379a/175-177



## **Protocole de réunion de la Commission Andreiev sur la déportation et l'installation des koulaks**

8 mai 1931

Président: cam. Andreiev

Membres de la Commission: cam. Postychev et Iagoda

Présents: cam. Al'chanskii, Berman, Nikolaiev, Evdokimov, Kogan

1<sup>er</sup> point: Plan de déportation de 150.000 familles koulaks au Kazakhstan.

Charger la sous-commission composée des cam. Evdokimov (président), Chouchkova, Pavlounovskii, Tchernov, Schmidt et Bergavinov 1/ de préparer, pour le 10 mai, un plan d'installation de 150.000 familles koulaks au Kazakhstan, prévoyant notamment leur exploitation économique et l'ensemble de la logistique liée à leur transfert; 2/ de démasquer les responsables de la situation inadmissible créée en matière d'exploitation des déplacés spéciaux et proposer des mesures radicales pour améliorer l'exploitation des koulaks déjà transférés, leur assurer des conditions de vie plus décentes.

2<sup>e</sup> point: Fourniture, par le Commissariat du peuple aux transports fluviaux et maritimes, de bateaux pour le transfert des koulaks vers la région Nord, la Sibérie occidentale et l'Oural. Donner des instructions précises pour obtenir un nombre suffisant de bateaux. L'OGPU est chargé de prendre contact avec le Commissariat du peuple.

3<sup>e</sup> point: Déportation de 1.000 familles koulaks de Crimée. Retenir les propositions de l'OGPU.

4<sup>e</sup> point: Déportation de 3.000 familles de bays des districts frontaliers et des districts producteurs de coton du Kazakhstan. Remettre l'examen de cette question à la prochaine réunion, fixée au 10 mai à 11 heures du matin.

Le Président, Andreiev

Source: TsA FSB, 2/9/20/2



## **Protocole de réunion de la Commission Andreiev sur la déportation et l'installation des koulaks**

15 mai 1931

Président: cam. Andreiev

Membres de la commission: cam. Postychev et Beria

Présents: cam. Evdokimov, Nikolaiev, Alchanskii, Berman.

### **1 - Organisation de l'exploitation économique des déplacés spéciaux**

Considérant l'effroyable gâchis de main-d'œuvre et le désordre dans l'exploitation des déplacés spéciaux de la part des organismes économiques – il est décidé de transférer à l'OGPU l'ensemble de la direction économique, administrative et organisationnelle des déplacés spéciaux, ainsi que tous les fonds matériels et financiers affectés aux déportations. L'OGPU mettra en place un appareil spécial chargé des peuplements spéciaux, tant au niveau central qu'à celui des représentations plénipotentiaires régionales (Sibérie, Oural, région Nord, Kazakhstan).

L'exploitation économique des déplacés spéciaux sera réglementée par des contrats spéciaux passés entre l'OGPU et un certain nombre d'organismes économiques et par la création d'entreprises spécifiques.

Les organismes économiques qui ont passé un contrat d'exploitation de la main-d'œuvre déportée, nomment un responsable chargé de veiller à la bonne exécution de toutes les clauses du contrat.

Les organismes économiques sont tenus de ne pas payer le travail de la main-d'œuvre déportée à un prix inférieur à celui offert pour la main-d'œuvre saisonnière.

Les contrats devront assurer, par une clause spécifique, des primes pour les déplacés spéciaux qui travaillent consciencieusement et qui dépassent les normes.

Les déplacés spéciaux travaillant à la construction de logements devront recevoir les mêmes normes de ravitaillement que ceux qui travaillent aux coupes de bois.

Les fonds d'approvisionnement des déplacés spéciaux du Commissariat du peuple à l'Approvisionnement sont directement affectés au Département des peuplements spéciaux de l'OGPU, sur le modèle des fonds affectés aux camps de l'OGPU.

Les Commissariats du peuple à la Santé et à l'Instruction élaboreront, de concert avec l'OGPU, un plan de mesures médicales et éducatives pour les peuplements spéciaux.

Considérant le nombre important d'abus observés dans l'exploitation des déplacés spéciaux, les organes de l'OGPU sont invités à punir sévèrement les personnes qui se seront rendues coupables d'abus.

## 2 - Plans de déportation de koulaks pour 1931

Étant donné les difficultés techniques rencontrées dans la mise en œuvre de la déportation de 150.000 familles koulaks vers le Kazakhstan, décider de déporter, cette année, en premier lieu, 60.000 familles au Kazakhstan et 50.000 familles dans l'Oural.

Par ailleurs, transférer des régions sud vers les régions nord de Sibérie orientale 12.000 familles et du sud de l'Oural vers le nord de l'Oural 12.000 familles (7.000 déjà en cours de transfert) [...].

Afin de parer aux premiers besoins de l'industrie et de la construction, organiser la déportation des déplacés spéciaux vers le Kazakhstan de la manière suivante: en mai-juin, 20-25.000 chefs de famille, avec transfert ultérieur de leur famille; juillet-août: le solde des 35.000 familles [...]

Organiser l'installation, du 25 mai au 10 juillet, de 50.000 familles de déplacés spéciaux dans les régions septentrionales de l'Oural. Ces familles seront exploitées principalement dans les coupes de bois (trust Ouralles).

Demander au Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS de dégager le financement nécessaire à cette opération de déportation de 50.000 familles.

Demander à Soyouzlessprom (cam. Bergavinov) de commencer immédiatement les préparatifs pour accueillir ce contingent, en assurant d'ici le 1<sup>er</sup> août, la construction de logements idoines dans les villages de peuplement.

Demander à la banque d'État d'augmenter de 8 millions de roubles les fonds assignés à la construction de logements (trust Ouralles) [...]

Demander au Commissariat du peuple aux Transports de mettre en œuvre le transfert des déplacés spéciaux sur la base des crédits affectés à l'OGPU.

Demander au Commissariat du peuple à l'Approvisionnement de mettre en place, dans le cadre des opérations de déportation, des points de ravitaillement sur les lignes de chemin de fer en liaison avec l'OGPU.

Demander au Commissaire du peuple à la Santé de prendre des mesures visant à assurer le suivi sanitaire des déportés, en liaison avec l'OGPU [...].

Résolution spéciale. Si le déplacé spécial remplit consciencieusement toutes ses obligations et se conduit en

travailleur modèle, il est rétabli, à l'expiration d'un délai de 5 ans, dans ses droits civiques.

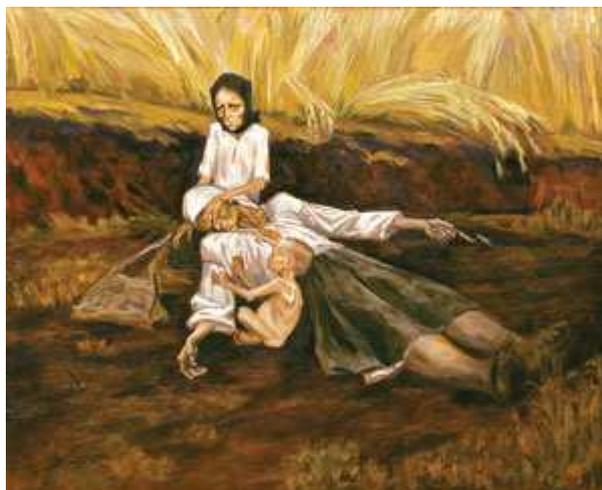
Résolution sur les jeunes déportés. Demander à l'OGPU de porter une attention particulière aux jeunes déportés, en développant parmi eux des habitudes de travail collectif et en les exemptant des règles disciplinaires les plus dures imposées aux chefs de famille koulaks.

Résolution sur la mise en œuvre d'un strict contrôle des déportations de koulaks.

Étant donné les mauvaises habitudes prises lors des précédentes campagnes de déportation, qui ont souvent donné lieu à une approche strictement mécanique de la dékoulakisation, celle-ci étant corrélée avec la privation des droits civiques, demander à l'OGPU de renforcer la surveillance de l'ensemble des opérations et de prendre des mesures garantissant l'absence de grossières erreurs. Par télégramme spécial, avertir toutes les organisations régionales et locales du Parti, de la nécessité d'exercer un contrôle sur ces opérations.

Andreiev, Postychev, Iagoda

Source: TsA FSB, 2/9/20/3-4



## **Note du Département politique secret de l'OGPU sur l'état des opérations de déportation des koulaks en 1931**

Pas avant le 15 mai 1931

1 - Déportés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> mai 1931 (vers l'Oural, le Kazakhstan, la Sibérie occidentale, la Sibérie orientale, l'Extrême-Orient soviétique, l'Aldan et transférés à l'intérieur des régions de Leningrad, de Nijni-Novgorod, de Sibérie occidentale, de Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient soviétique: 35.287 familles + 3.125 chefs de famille, dont:

- de la Basse-Volga: 6.495 familles
- de la Moyenne-Volga: 3.156 familles + 3.125 chefs de famille
- de la région centrale des Terres noires: 4.155 familles
- de la région Ouest: 7.308 familles
- de la région de Moscou: 2.972 familles
- de la région de Leningrad: 4.118 familles (dont 858 familles transférées à l'intérieur de la région)
- de la région de Nijni-Novgorod: 1.505 familles (dont 983 familles transférées à l'intérieur de la région)
- de Sibérie occidentale: 3.269 familles (toutes transférées à l'intérieur de la région)
- de Sibérie orientale: 631 familles (toutes transférées à l'intérieur de la région)
- de l'Extrême-Orient soviétique: 808 familles (toutes transférées à l'intérieur de la région)
- de Transcaucasie: 870 familles

Total: 35.287 familles + 3.125 chefs de famille.

2 - En cours de déportation, du 1<sup>er</sup> mai au 15 juin: 57.428 familles + 2.000 koulaks fuyards.

- de la Basse-Volga: 3.000 familles
- de la région centrale des Terres noires: 2.000 familles
- de Crimée: 1.000 familles
- de Transcaucasie: 300 familles + 2.000 koulaks fuyards
- de l'Oural: 7.000 familles
- de la Sibérie occidentale: 40.000 familles
- de la région Nord: 3.000 familles
- d'Asie centrale: 1.128 familles

Total: 57.428 familles + 2.000 koulaks fuyards.

3 - En attente de déportation, du 25 mai au 1<sup>er</sup> octobre: 127.000 familles, dont:

- vers l'Oural: 55.000 familles
- vers le Kazakhstan: 60.000 familles
- vers la Sibérie orientale: 12.000 familles

Total: 127.000 familles.

Total général planifié pour l'année 1931: 219.715 familles + 2.000 koulaks fuyards.

Source: TsA FSB, 2/9/20/37-38



## **Instructions de la direction de l'OGPU concernant «les mesures pour éliminer les grossières erreurs commises lors de l'opération de déportation d'éléments koulaks dans les régions du nord de l'URSS»**

28 mai 1931

Représentation plénipotentiaire [RP] du GPU de la Région centrale des Terres noires, pour le cam. Alekseev, Représentation plénipotentiaire du GPU de la Région Ouest, pour le cam. Lepine. Copie transmise à toutes les Représentations plénipotentiaires de l'OGPU et à tous les responsables de départements de l'OGPU.

Malgré toute une série d'instructions (ordre n°44/21 de l'OGPU de 1930 et autres), lors du déroulement de l'opération de déportation d'éléments koulaks, qui précisait qu'il fallait sélectionner de façon très consciencieuse et vérifier les personnes déportées, observer la ligne de classe la plus stricte et ne déporter que les familles de koulaks composées d'hommes aptes au travail, les RP de la Région centrale des Terres noires et de la Région Ouest ont commis, lors de la déportation de familles koulaks dans l'Oural en mars, une série d'erreurs grossières qui ont discrédité les organes de l'OGPU. Ainsi, la RP de la Région Ouest a déporté 470 familles, dans lesquelles ne figuraient pas d'hommes aptes au travail et uniquement composées d'enfants en bas âge et de vieillards infirmes. En outre, des enfants seuls de 12 à 15 ans ainsi que des vieillards infirmes seuls de 75 à 80 ans ont été déportés. La RP de la Région centrale des Terres noires a déporté aux frontières de l'Union, quelques paysans pauvres et paysans moyens qui possédaient des documents du Parti ou d'une organisation soviétique certifiant leur origine sociale. Certains étaient même membres de soviets ruraux, collaborateurs du département agricole de district et prenaient une part active, en tant que délégués, aux campagnes de semailles, et komsomols, ayant participé activement à la dékoulakisation, etc. Ainsi, par exemple, la famille du citoyen Alekseev fut déportée, alors que deux de ses frères sont membres du Parti et que le citoyen Alekseev lui-même est ouvrier dans une usine de construction de wagons et possède un document confirmant son appartenance à la classe des paysans moyens signé de l'ancien délégué du département opérationnel de district de l'OGPU d'Orel, le camarade Novitskii.

Compte tenu des faits absolument inacceptables cités précédemment, qui montrent que certains organes locaux de l'OGPU ne mesurent pas le sérieux de l'opération en cours, j'ordonne:

- 1 - que la RP de la Région Oural achève dans les plus brefs délais l'instruction exhaustive de tous les cas de déportations irrégulières de la Région centrale des Terres noires et de la Région Ouest. Envoyer tous les documents à la RP de l'OGPU concernée et une copie au Département secret-politique de l'OGPU;
  - 2 - que les RP de la Région centrale des Terres noires et de la Région Ouest mènent l'enquête la plus stricte possible sur tous ces cas et prennent les mesures nécessaires contre les coupables;
  - 3 - dorénavant, lors de l'opération de déportation des koulaks sous la responsabilité personnelle de l'OGPU, s'assurer de l'origine sociale des personnes déportées, procéder avec soin au choix et à une vérification afin de ne pas déporter des familles ne comprenant pas d'hommes aptes au travail;
  - 4 - ne pas dépasser le nombre de familles koulaks défini par la RP de l'OGPU, sans rester en deçà (problèmes de surcharge des convois) ;
  - 5 - empêcher catégoriquement, en même temps que la déportation de familles koulaks, la déportation d'éléments koulaks gardes-blancs contre-révolutionnaires qui ont fait preuve, sur le lieu de leur exil, d'une grande activité contre-révolutionnaire.
- Les responsables des RP de l'OGPU répondront personnellement de l'application des instructions concernant l'opération.

Source: TsA FSB, 2/9/550/430-431



**Ordre de l'OGPU n°285/162 « Sur le transfert à l'OGPU de l'ensemble des compétences administratives et économiques dans les régions de déportation des koulaks»**

3 juin 1931

Niveau de confidentialité: code secret

Les organes de l'OGPU sont chargés de diriger l'ensemble des opérations de déportation et d'installation des déplacés spéciaux, qu'il s'agisse des déplacés spéciaux en cours de déportation ou des déplacés spéciaux déjà déportés. Le champ de compétences du ressort de l'OGPU couvre tous les aspects administratifs, économiques, culturels et de surveillance. Tous les organismes économiques et administratifs chargés jusqu'alors des déplacés spéciaux (*komandatures* et villages spéciaux) sont transférés, avec toutes leurs ressources matérielles et financières, à l'OGPU.

En conséquence, j'ordonne:

1- à toutes les Représentations plénipotentiaires de l'OGPU, sur le territoire desquelles se trouvent des déplacés spéciaux, de prendre en mains sans tarder l'ensemble des *komandatures* et des villages spéciaux;

2 - l'organisation et la gestion des villages spéciaux, dans ses aspects administratifs, financiers, économiques et de surveillance, passe à la Direction principale des camps de l'OGPU. Cette Direction met en place, au Centre, un Département des déplacés spéciaux; dans les Représentations plénipotentiaires, une Section des déplacés spéciaux et, sur place, dans les villages spéciaux, des *komandatures* de l'OGPU;

3 - le Département secret-opérationnel de l'OGPU et ses branches locales assurent la surveillance des déplacés spéciaux;

4 - en liaison avec la Direction principale des camps de l'OGPU, un groupe organisationnel-administratif mis en place *ad hoc* élabore une instruction sur les villages spéciaux et recrute un corps spécial de fonctionnaires chargés de gérer les villages spéciaux.

Envoyer cet ordre par télégramme aux Représentations plénipotentiaires concernées.

Le Chef-adjoint de l'OGPU, G. Iagoda

Source: TsA FSB, 2/10/379a/111-112



**Extraits du rapport n°9 du Département spécial de l'OGPU  
sur l'état des déportations de koulaks au 28 juin 1931**

Pas avant le 28 juin 1931

1 – État des transferts

a – Vers l'Oural

Région d'origine des déportés	En route			Déchargés			Reste à déporter		
	Convois	Familles	Individus	Convois	Familles	Individus	Convois	Familles	Individus
Rég. d'Ivanovo	----	-----	----	11	3.655	18.020	----	-----	-----
Biélorussie	----	-----	----	12	4.645	20.171	----	-----	-----
Caucase du Nord	18	6.903	31.710	22	8.076	38.072	----	-----	-----
Ukraine	13	5.848	24.253	27	11.767	46.778	29	12.359	49.000
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>12.751</b>	<b>55.963</b>	<b>72</b>	<b>28.143</b>	<b>123.041</b>	<b>29</b>	<b>12.359</b>	<b>49.000</b>

b – Vers le Kazakhstan

Région d'origine des déportés	En route			Déchargés			Reste à déporter		
	Convois	Familles	Individus	Convois	Familles	Individus	Convois	Familles	Individus
Basse Volga	----	-----	----	5	-----	10.015	32	14.000	56.000
Moyenne Volga	4	1.538	6.372	19	-----	32.054	15	6.475	25.000
Rég. centrale des Terres noires	8	2.919	14.589	10	3.736	18.029	12	3.901	19.000
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>4.457</b>	<b>20.961</b>	<b>34</b>	<b>-----</b>	<b>60.098</b>	<b>59</b>	<b>24.376</b>	<b>100.000</b>

c - Total des déportés vers l'Oural et vers le Kazakhstan

Région d'origine des déportés	En route			Déchargés			Reste à déporter		
	Conv ois	Familles	Individus	Convois	Familles	Individus	Convois	Familles	Individus
	43	24 959	76 924	106	-----	183 139	88	36 735	149 000

Remarques. La RP de l'OGPU de la région d'Ivanovo n'a pas rempli le plan de déportation vers l'Oural pour 1.345 familles; la RP de l'OGPU

de Biélorussie pour 355 familles; la RP de l'OGPU de la Moyenne Volga a déporté au Kazakhstan 381 personnes en trop; la RP de la région de la Basse-Volga 36 personnes en trop.

Incidents durant les opérations de déportation:

- morts: 21 personnes, dont 7 hommes et 14 enfants;
- tués pour tentative de fuite : 2 hommes;
- évacués (malades): 87 personnes, dont 16 hommes, 45 femmes, 26 enfants
- évacués (ordre des RP de l'OGPU): 13 hommes
- arrêtés pour tentative de fuite: 6 hommes
- évadés: 45 hommes
- ont quitté le train: 2 hommes.

En outre, lors du déraillement du convoi n°118:

- tués: 9 personnes, dont 4 hommes, 3 femmes, 2 enfants;
- blessés: 26 personnes, dont 13 hommes, 4 femmes, 9 enfants;
- laissés pour assister les blessés: 32 personnes, dont 5 hommes, 11 femmes, 16 enfants;
- évadés: 15 personnes, dont 2 hommes, 2 femmes, 11 enfants.

Soit au total, éléments manquants: 247, dont 114 hommes, 65 femmes, 68 enfants.

## 2 - État des déportations

### *Région du Caucase Nord*

La déportation des koulaks des districts de Chakhty et de Donetsk, ainsi que du Dagestan est achevée. 5.386 familles (25.312 bouches à nourrir) ont été déportées [...]. Dans le cours des opérations au Dagestan, le groupe opérationnel de l'OGPU est tombé sur la bande de Kaliaev. Après un combat de trois heures, la bande a été liquidée. Trois bandits, dont Kaliaev, blessé, ont réussi à prendre la fuite, 8 ont été tués, 7 ont été capturés. Lors du transfert des koulaks dans le bourg de Palaguiada (district de Stavropol), une foule de 300 femmes environ a mis en fuite les activistes et a empêché les charrois sur lesquels avaient été installés les dékoulakisés de partir. Le cam. Shefer, chef du secteur opérationnel de l'OGPU de Stavropol, dépêché sur les lieux, a été roué de coups. Le même jour, à la gare de Palaguiada, une foule de plus de 200 personnes a tenté d'empêcher le convoi ferroviaire chargé de koulaks de partir. Le groupe opérationnel, après avoir arrêté un certain nombre de meneurs, est parvenu à éviter l'extension des troubles. L'enquête a montré que la bande de Klioutchkine, partiellement liquidée le 17 juin, a tenté de perturber le déroulement des opérations de dékoulakisation dans le secteur de Stavropol.

### *Région centrale des Terres noires*

Actuellement, on compte 12 314 koulaks dans les points de rassemblement, avant chargement dans les convois. Dans la ville de Voronej, une opération de contrôle a permis d'appréhender 96 koulaks qui avaient été embauchés dans des entreprises.

Les opérations de déportation des koulaks sont bien accueillies par les masses kolkhoziennes ainsi que par la majorité des paysans pauvres et moyens. Un certain nombre de paysans individuels, qui avaient jusqu'à présent refusé de rejoindre les kolkhozes, ont demandé à y entrer. Les koulaks rassemblés dans les points de rassemblement considèrent que les arrestations et les déportations ont pour but « de faire peur aux paysans pauvres et moyens et de les forcer d'adhérer au kolkhoze ». D'autres koulaks pensent qu'en exil ils pourront mieux s'organiser et entreprendre des actions contre le pouvoir soviétique. Dans un certain nombre de points de regroupement, on a noté des préparatifs évidents, de la part des déportés, pour s'enfuir dès qu'ils seront arrivés sur leur lieu d'assignation à résidence : en témoignent les nombreux faux certificats de « non-privation des droits civiques » confisqués parmi les déportés.

Dans toute une série de districts ont eu lieu de graves excès – pour l'essentiel, inclusion parmi les déportés de nombreux paysans moyens, de membres de famille de soldats servant dans l'Armée rouge, de kolkhoziens, etc. [...].

#### *Région de la Moyenne Volga*

L'expulsion des chefs de famille koulaks est achevée. Au total, 10.240 individus ont été chargés et expédiés. Sur les 11.558 individus présentés pour être déportés, 2.136 (soit 18%) n'ont pas été retenus. Sur ce nombre, 65% étaient totalement inaptes au travail, 20% ne présentaient pas les critères sociaux justifiant leur déportation, 15% appartenaient à des familles de soldats de l'Armée rouge. Au moment du chargement des convois, 108 autres personnes, après une seconde vérification, n'ont pas été déportées.

On a noté, parmi un nombre négligeable de kolkhoziens et de paysans moyens ayant des liens de parenté avec des éléments koulaks, une certaine sympathie pour les déportés, qui s'est traduite par des cérémonies d'adieu en l'honneur des individus arrêtés, accompagnés jusqu'au convoi de déportation. On a enregistré une vingtaine de cas de ce type dans la région.

5 manifestations de masse ont eu lieu à l'occasion de l'arrestation des koulaks. Elles ont été liquidées sans incidents notables. On a noté, par ailleurs, parmi les familles des dékoulakisés, une intense propagande antisoviétique se traduisant par diverses rumeurs.

Les principaux défauts des incidents (*sic*) ont été les suivants:

1 - attitude passive d'un grand nombre de soviets ruraux; indolence d'un grand nombre de responsables chargés des opérations de déportation;

2 - tentatives de la part d'un certain nombre de fonctionnaires du parti et des soviets de transférer à l'OGPU tout le travail, sous prétexte que «l'expulsion, c'est l'affaire de l'OGPU, pas la nôtre».

3 - insuffisance du travail d'explication de masse de la part des organisations locales du parti;

4 - excès et enthousiasme administratif déplacé de la part d'un certain nombre de personnes chargées de la déportation;

5 - opportunisme droitier d'un certain nombre d'organisations de base et de militants, se traduisant par une défense des koulaks et une volonté de gommer les différences de classe entre les paysans.

Dans de nombreux districts, le phénomène de fuite des koulaks a pris de l'ampleur. Ainsi, d'après des données partielles, dans le district de Samara, 112 familles koulaks ont pris la fuite. Parallèlement, on assiste à une recrudescence de divorces parmi les koulaks et de mariages entre des jeunes filles de familles koulaks et des paysans pauvres ou des kolkhoziens dans le but d'échapper à la déportation.

#### *RSS d'Ukraine*

L'expulsion et la déportation des familles koulaks se poursuit avec succès, suscitant des réactions positives de la part des principales couches sociales des villes et des campagnes, et un soutien actif de la part des kolkhoziens et des activistes ruraux.

Parallèlement, on note un certain nombre de réactions négatives de la part de kolkhoziens et d'une partie des paysans moyens. Les réactions koulaks prennent par endroits une tonalité insurrectionnelle. Dans le bourg Raï-Alexandrovka (district Slavianskii), seuls 4 kolkhoziens sur 400 ont voté en faveur de l'expulsion des koulaks. Les gens criaient: «Les koulaks ne nous gênent pas! Laissez-les vivre tranquillement!». On a noté, par ailleurs, des résistances ouvertes à l'arrestation des koulaks. Ainsi, à Kroug (district Volodarski), deux koulaks armés de revolvers ont attaqué des activistes du komsomol, ont libéré des femmes koulaks et se sont volatilisés dans la nature. Dans les districts de Nikolaevsk et de Kichensk, se sont produits des actes terroristes. Dans le village de Korenikha, le bâtiment du soviet rural a été incendié. On a retrouvé, sur l'un des murs calcinés l'inscription suivante: «De la part des déportés». À Grouchino, un koulak ayant échappé à la déportation a écrit sur la porte de la maison du président du comité des paysans pauvres: «Tu seras tué et je brûlerai ta maison». À Loukachevka, au moment où des charrois emmenaient les déportés

vers la gare, une foule de 500 femmes s'est rassemblée, exigeant qu'on libérât les dékoulakisés. Elle s'est dispersée après que des responsables de l'OGPU eurent donné des explications. À Grouchino, une trentaine de kolkhoziens, sur l'instigation de koulakisés, s'est dirigée vers le soviet rural, exigeant qu'on libérât les koulaks arrêtés. Pour calmer la foule, le président du soviet a libéré deux koulaks, après quoi la foule s'est dispersée. Dans les districts Kazatinskii, Pogrebischenskii, Lipovetskii, ont été découverts des tracts de caractère insurrectionnel, largement répandus parmi la population locale [...].

Le chef de la 2<sup>e</sup> section du Département spécial de l'OGPU, Nikolaev

Le Plénipotentiaire opérationnel Chtrangfeldt

Source TsA FSB, 2/9/539/105-114



**Note d'information sur l'appel téléphonique du responsable de la direction générale des camps de l'OGPU, L.M. Kogan, à la section d'Akmolinsk chargée des déplacés spéciaux et à la R.P de l'OGPU de la RSS du Kazakhstan concernant la modification du plan de réinstallation au Kazakhstan et l'organisation des peuplements spéciaux**

1<sup>er</sup> juillet 1931

À la suite d'une série de circonstances, en particulier la nécessité de remédier au déficit de main-d'œuvre dans l'Oural et en Sibérie occidentale, en modification du plan précédent, il sera envoyé au Kazakhstan 37.000 familles, je répète 37.000 familles, pour travailler dans les entreprises suivantes : Kazougol (charbon du Kazakhstan), 15.000; Kazmed (cuivre du Kazakhstan), 3.000; Kazjeldostroi (construction de chemin de fer du Kazakhstan), 15.000 et dans les sovkhozes d'élevage les plus proches de la voie de chemin de fer, 4.000 familles selon les conditions sur lesquelles nous nous sommes déjà mis d'accord. Les 25.000 familles restant ne seront pas envoyées au Kazakhstan, je répète, ne seront pas envoyées au Kazakhstan. En conséquence les accords conclus avec le Soyouzryba (poissons de l'Union) et l'Ovtsevod (production de poulets) sont annulés.

Nous proposons:

- 1- transférer sans tarder les personnes qui s'accumulent dans les stations des gares au Kazougol, en installant leurs familles dans les fonds locatifs fournis par le Kazougol;
- 2 - évacuer les familles des personnes transférées au Kazjeldostroi et les installer sur les terres les plus proches de la voie de chemin de fer;
- 3 - en accord avec le Kazmed, conformément aux dispositions conclues, envoyer les déplacés spéciaux à la construction, également sur les terres les plus proches de la voie ferrée, après quoi les chefs de famille devront être transférés au travail dans les entreprises du Kazmed;
- 4 - dans les jours prochains vous recevrez l'ordre d'envoyer les «hommes seuls» arrivés en avril de la région de Moscou et de la région de Nijni-Novgorod, au total 2.800 personnes, en Sibérie occidentale. En prévision de quoi, tenez-en le compte, ne les envoyez pas loin des lignes de chemin de fer, prévoyez de les remplacer dans les emplois qu'ils occupent à présent. Lorsque vous aurez reçu cet ordre, expliquez-leur qu'ils sont envoyés vers un travail permanent en Sibérie, où sont dirigées en même temps leurs

familles. Envoyez par exprès, conformément au n°187.592 la liste des présents ainsi que la liste des morts et des personnes en fuite;

5 - des cargaisons d'approvisionnement, des instruments, des matériaux de construction vous ont été expédiés depuis longtemps et apparemment ne vous sont parvenus qu'en partie;

6 - des chargements de chevaux de la Moyenne Volga sont en route, et vous parviendront dans les prochains jours, nous les forcerons à ce qu'il y en ait d'autres; vous recevrez également 1500 chevaux de Korinman, prêts pour le Kazjeldostroi.

7 - un nombre significatif d'ingénieurs du bâtiment, de personnels techniques et d'autres spécialistes vous sont envoyés de divers camps, ils seront au nombre de 100, de même que sont prévus 19 cadres tchékistes;

8 - des ordres d'approvisionnement pour la III<sup>e</sup> section seront émis dans quelques jours et donnés sur place. L'argent du Centre est transmis à son délégué à hauteur de 200.000 roubles;

9 - Tchoudotrans met à part, sur décision du gouvernement, 15 camions de 5 tonnes, nous vous les envoyons immédiatement;

10 - des ordres ont encore été donnés selon lesquels les familles doivent être impérativement envoyées avec trois mois d'approvisionnement, des outils et des objets pour la vie quotidienne.

Kogan

*Information.* Tout est prêt dans l'Oural. Nous n'attendons que l'indication des lieux d'envoi, et le cam. Nikolaev va rapidement remettre sur pied la Bachkirie, la Tatarie, etc. Le camarade Rappoport a fait savoir que les points seraient indiqués aujourd'hui ou demain. 2 juillet 1931, L. Kogan.

Source: TsA FSB, 2/10/379a/119



## **Extraits du rapport du chef du Guépéou de la RSS d'Ukraine V.A.Balitski à la direction de l'OGPU «Bilan de la déportation des koulaks de la RSS d'Ukraine»**

12 juillet 1931

Conformément au plan opérationnel préparé et approuvé par l'OGPU, la déportation des familles koulaks d'Ukraine commencée le 1<sup>er</sup> juin 1931 a été achevée 39 jours plus tard, le 9 juillet 1931 – exactement dans les délais fixés.

Cette déportation a été précédée, en mars 1931, d'une opération de masse visant à extraire les éléments contre-révolutionnaires les plus actifs des campagnes. Nos coups ont été portés contre les groupes clandestins contre-révolutionnaires koulaks, les cercles d'activistes petliouriens et les koulaks en fuite. Cette opération a concerné tout particulièrement les districts de la Rive droite du Dniepr, les districts frontaliers (infestés par un nombre important de cellules insurrectionnelles armées) ainsi que les districts qui avaient été, par le passé, le centre de mouvements insurrectionnels contre-révolutionnaires, et où il était prévu de déporter un nombre important de familles koulaks.

Cette opération de masse a permis d'arrêter près de 19.000 individus, de démanteler de nombreux groupes contre-révolutionnaires qui préparaient des soulèvements armés pour le printemps 1931. Parmi ceux-ci, un certain nombre faisait partie de réseaux importants, regroupant des organisations ramifiées, présentes dans plusieurs districts ukrainiens («Les proscrits», «Les insurgés», «Les fils de l'Ukraine», «Les Tsiganes», «Les enflammés», «Les Sibériens» et d'autres).

La conjoncture politique générale, tout comme le coup décisif porté, par cette opération de masse, aux groupes insurrectionnels contre-révolutionnaires, ont assuré le bon déroulement de la déportation des éléments koulaks, qui s'est passée sans incidents notables et sans manifestations contre-révolutionnaires [...].

Conformément aux directives de l'OGPU, dans le but de prévenir toute fuite des koulaks avant l'opération de déportation, il a été procédé à l'arrestation des chefs de famille et des hommes valides. Au total, plus de 35 000 individus ont été arrêtés.

Lors de cette opération, toutes les mesures avaient été prises pour que fussent soigneusement respectées les consignes concernant une application stricte de la ligne de classe. Toutefois, on a noté un certain nombre de déviations de la part de certains fonctionnaires de base. Malgré des consignes strictes, les activistes ruraux ont, par

endroits, arrêté des paysans moyens, et même, en de rares occasions, des paysans pauvres et des kolkhoziens. On a noté une assez large diffusion d'excès liés au fait que les soviets ruraux avaient fourni des informations inexactes sur l'origine sociale et la position économique d'un certain nombre d'exploitants, notamment sur la base de documents fiscaux, espérant se débarrasser de ces familles qui tombaient ainsi sous le coup d'une mesure de déportation. Souvent ces excès étaient liés à de simples règlements de comptes. Néanmoins, le Guépéou a pris immédiatement les mesures appropriées pour mettre fin à tous les excès dont il avait eu connaissance. Des enquêtes minutieuses ont été diligentées sur place et les fonctionnaires coupables d'excès ont été immédiatement sanctionnés. Par ailleurs, le Comité central du Parti communiste d'Ukraine a envoyé une directive relative à ces problèmes.

À la suite des mesures et des campagnes préparatoires mises en œuvre, l'opération de déportation des familles koulaks d'Ukraine s'est déroulée dans les meilleures conditions, avec un plein succès. Conformément au plan, l'opération de nettoyage des éléments koulaks d'Ukraine s'est déroulée dans l'ordre suivant : zones frontalières (territoires du ressort des détachements de gardes-frontières de Jitomir, de Vinnitsa, de Kiev et de la République autonome de Moldavie); zones des steppes (secteurs opérationnels d'Odessa et de Dniepropetrovsk); zones des régions industrielles (secteur opérationnel du Donbass); zones de la Rive gauche du Dniepr (secteurs opérationnels de Soumsk, Poltava et Kharkov).

Les résultats globaux de l'opération de déportation des koulaks d'Ukraine vers l'Oural se présentent ainsi. D'après le plan, il était prévu de déporter 30.000 familles. Ont été effectivement déportées: 31.655 familles (131.409 individus). Ainsi, le plan a été dépassé de 1.655 familles. En sus, 150 koulaks sans famille ont été affectés à l'accompagnement des convois, avec chevaux et matériel agricole. Sur les 131 409 déportés, on compte 46.787 hommes, 38.764 femmes et 45.858 enfants.

La répartition par régions se présente de la manière suivante:

	Plan	Nbre de familles déportées	Nbre d'individus déportés
Rive gauche	12 370	13 389	58 276
Rive droite	8 840	9 343	35 709
Steppe	8 790	8 923	37 424
Total	30 000	31 655	131 409

71 convois – au lieu de 69 prévus par le plan – ont été mobilisés pour l'opération.

Les coups portés au préalable contre les éléments contre-révolutionnaires koulaks et le travail préparatoire mené sur place ont assuré le bon déroulement aussi bien des opérations d'arrestation des chefs de famille que de la déportation elle-même qui s'est déroulée sans incidents ni manifestations de masse.

Les manifestations et autres actes de terrorisme contre-révolutionnaire ont connu un net déclin à partir du début juin. Si en mai 1931 nos services avaient enregistré 185 actes terroristes, en juin, le nombre d'actes terroristes n'a pas dépassé 88 [...].

La déportation des koulaks s'est déroulée dans un environnement politique stabilisé, et a même suscité des appréciations globalement positives de la part des masses kolkhoziennes et des paysans moyens et pauvres. Voici quelques propos typiques notés par nos services: «On va nettoyer la région des koulaks, ainsi les kolkhozes vont être plus forts économiquement, on vivra mieux nous-mêmes, de même que le pays tout entier». «C'est bien ce que fait le pouvoir soviétique –expulser les koulaks, qui ne sont que des saboteurs. De toute façon, on ne peut rien attendre de bon de leur part». «On en a assez vu des koulaks, ils nous ont bien exploités. Le pouvoir soviétique a raison de les déporter. Ils n'ont qu'à travailler maintenant. Nous, on a bien assez travaillé pour leur compte. C'est à leur tour de trimer!». On a noté que dans le district de Krivoï Rog des kolkhoziens et des paysans pauvres ont mis sur leur portail des banderoles avec l'inscription suivante: «Il n'y a pas de place pour les koulaks chez moi. À bas les ennemis du pouvoir soviétique!»

Les assemblées générales de village consacrées à la question de la déportation des koulaks se sont bien déroulées, les kolkhoziens et les activistes pauvres et moyens ayant été bien mobilisés pour l'occasion. Les intervenants exigeaient publiquement la liquidation définitive des koulaks en tant que classe et la création des conditions pour passer effectivement à la construction du socialisme et à la collectivisation totale. Souvent, le praesidium du soviet rural recevait, à l'occasion de ces assemblées générales, des déclarations collectives de paysans pauvres et moyens demandant leur admission au kolkhoze. «Il faut parvenir à faire expulser tous les koulaks du village, pas comme l'an dernier. On va demander au Guépéou de nous aider à virer tous les koulaks, pour qu'il n'en reste plus un seul!». «Il y va de notre intérêt de déporter tous les koulaks. Comme ça, il n'y aura plus de sabotage, plus d'incendies, plus de meurtres. Tous les paysans vont entrer au kolkhoze». «Il faut en finir une fois pour toutes avec les koulaks. Ils n'ont de cesse de monter les

paysans pauvres et les paysans moyens contre le pouvoir soviétique et de freiner la collectivisation!». «Puisqu'on déporte les koulaks, ça veut dire que ça ira mieux, qu'on pourra enfin travailler tranquillement. Nous demandons d'être acceptés dans le collectif kolkhozien» (pétition de 20 exploitants pauvres et moyens, reçue par le praesidium d'un soviet rural lors d'une assemblée générale de village).

Il est remarquable de constater que dans les districts qui avaient connu, l'an dernier, de sérieux troubles, la déportation des koulaks n'a pas suscité de réactions négatives. Cette attitude globalement positive vis-à-vis des déportations est allée de pair avec un activisme remarquable des kolkhoziens, des paysans pauvres et d'une partie des paysans moyens, qui ont participé au nettoyage des villages de leurs éléments koulaks. Cette participation a assurément contribué au bon déroulement de l'opération de déportation.

En même temps, on a noté des réactions négatives parmi les masses les plus attardées des villages. Pour l'essentiel, il s'agissait de propos faisant état d'un mécontentement et plus encore, de commisération pour le sort des déportés. Il y a eu aussi quelques critiques virulentes contre la politique menée par le Parti et par le gouvernement. Ces états d'esprit et ces propos critiques se rencontraient surtout parmi la masse des paysans moyens et des femmes, notamment chez celles qui avaient des liens de parenté avec les koulaks déportés, ou qui étaient tombées sous l'influence néfaste de ceux-ci. Voici quelques propos caractéristiques de ces états d'esprit: «On déporte des innocents. Toutes les lois sont bafouées; le pouvoir se moque des paysans»; «Ils ne nous ont jamais rien fait de mal, ces koulaks, pourquoi les déporte-t-on, ce sont des paysans comme nous tous»; «le pouvoir les déporte contre notre gré. Nous, nous sommes contre!». «Des bandits et des pilleurs – voici les gens qui sont au pouvoir, qui prennent les paysans à la gorge! Ils déportent à nouveau des innocents et ils ruinent des familles entières!»

Par endroits, on a noté que les femmes étaient particulièrement actives et organisaient des manifestations pour contrecarrer les déportations. Néanmoins, toutes ces tentatives ont été aussitôt liquidées grâce à un travail d'explication. Ainsi, par exemple, dans le district Berezovskii, plus de 120 femmes s'étaient rassemblées pour tenter d'empêcher la déportation de familles koulaks. Il s'agissait souvent de membres des familles des individus déportés. Les femmes criaient: «Pourquoi vous faites souffrir des innocents? Où les emmenez-vous? Pourquoi faire souffrir les enfants?». Grâce à un travail d'explication, il a été possible de stopper l'agitation des

femmes et la déportation s'est déroulée normalement. Au village Petroverovka (district Koupianskii), on a noté également que des femmes ont tenté de s'opposer à la déportation de familles koulaks. Après un travail d'explication, les esprits se sont calmés et il a été procédé normalement à la déportation. Dans le district Ponelnianskii, alors que les familles koulaks étaient emmenées en charrettes à la gare la plus proche, une foule de paysannes du village de Khodokovo qui travaillaient aux champs ayant vu passer les charrettes, s'est précipitée sur leur passage en criant: «Laissez-les nous, où les emmenez-vous?». Après un travail d'explication, les paysannes se sont calmées et sont retournées au travail.

Dans certains districts, où aucun travail d'explication n'avait été fait, une partie des paysans moyens a émis l'opinion qu'après les koulaks viendrait leur tour d'être déportés. «Ils ont pris les koulaks, après la moisson, ce sera à notre tour, si l'on n'a pas adhéré d'ici là au kolkhoze». «Le pouvoir a déporté les koulaks, après les communistes vont s'en prendre à tous les paysans qui ne sont pas entrés au kolkhoze!»

Il est intéressant de noter que certains milieux koulaks n'ont pas réagi négativement à l'annonce de leur déportation prochaine dans l'Oural. Par endroits, on a noté, parmi les koulaks en instance de déportation, des considérations du genre: le Parti mène systématiquement sa ligne politique, à savoir la liquidation des koulaks en tant que classe; donc, il n'y a rien d'autre à faire que de se soumettre, de partir en exil et de regagner là-bas la confiance du pouvoir soviétique par un travail honnête. Voici par exemple des propos tenus par un groupe de koulaks: «On doit surmonter toutes les difficultés. On nous déporte en tant qu'exploiteurs, en tant qu'ennemis de classe. Dans notre exil, nous devons racheter nos fautes, notre passé. Alors, le pouvoir soviétique nous reprendra parmi les siens» (de tels propos ont été notés avant la publication du décret du Comité exécutif central de l'URSS<sup>[5]</sup>). On a noté également qu'un certain nombre de koulaks en fuite se sont présentés volontairement aux points de chargement des convois de déportés pour être inclus dans les listes pour l'Oural.

Parallèlement, on a noté, dans un grand nombre de districts, de nombreuses tentatives faites par les éléments contre-révolutionnaires koulaks pour perturber les opérations de déportation: propagande anti-soviétique, nombreuses rumeurs provocatrices, tracts, menaces contre les activistes, etc. Dans certains cas, les koulaks en appelaient à la solidarité villageoise pour empêcher les déportations. Toutefois, ces tentatives ont toujours été contrecarrées et n'ont pas obtenu d'appuis parmi la population locale.

Ayant échoué sur ce front, les koulaks ont tenté de s'enfuir. On a noté de nombreuses fuites de familles entières; néanmoins, ces fuites n'ont pas eu de conséquences importantes sur le déroulement des opérations de déportation. En effet, un grand nombre de chefs de famille ont été appréhendés avant. Les koulaks les plus actifs se sont réfugiés dans les forêts, tentant de s'organiser en bandes armées et d'opposer une résistance active, les armes à la main, au pouvoir soviétique, dans l'espoir d'entraîner l'ensemble de la paysannerie à se soulever. Ainsi, dans le district Gorodnianskii (région de Kiev), à la veille de l'arrestation des chefs de famille koulaks, nos services avaient monté une opération visant à liquider les cadres de l'organisation contre-révolutionnaire «Les offensés». Riabtchenko, le chef de cette bande, qui était parvenu à s'enfuir, a mis à profit les opérations de déportation qui se préparaient pour faire circuler des rumeurs provocatrices. Il est parvenu à rassembler un groupe de 150 personnes, prêt à déclencher une insurrection armée. Pour obtenir des chevaux et des armes, la bande a attaqué le sovkhoze, les fabriques de bois et la distillerie, et s'est procuré armes, chevaux et provisions. Le 17 juin, à la suite d'un affrontement avec nos unités, 20 bandits ont été tués, 18 blessés, les autres se sont rendus. Riabtchenko a été arrêté et la bande entièrement liquidée.

Des phénomènes semblables (banditisme) ont eu lieu dans un certain nombre de districts. Toutefois, les mesures opérationnelles prises à temps par le Guépéou, ainsi que l'activisme de classe des masses kolkhoziennes et des paysans pauvres et moyens ont permis la liquidation rapide de ces bandes [...]

Le Président du Guépéou de la RSS d'Ukraine, V. Balitskii

Source: TsA FSB, 2/9/572/311-326



## **Extraits du rapport de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU pour la Sibérie occidentale «Sur la situation politique de la région au 15 août 1931»**

Pas avant le 15 août 1931

[...]

Attaques de bandes armées

Au cours des deux-trois derniers mois, nos services ont enregistré l'éclosion de 12 nouvelles bandes (144 participants) et 2 attaques d'envergure (environ 700 participants). De janvier à juin, aucune nouvelle bande n'a été signalée; on a juste repéré quelques éléments épars appartenant à des bandes déjà liquidées. Le vivier des bandits est constitué par les koulaks échappés de déportation et, secondairement, d'éléments criminels. Les bandes ont pour base les villages spéciaux et les hameaux les plus reculés situés dans des contrées éloignées, inaccessibles et couvertes de marécages de la partie septentrionale de la région de Sibérie occidentale. Néanmoins, ces bandes ne se cantonnent pas à ces coins perdus, à ces «tanières de loup». Elles «descendent» vers les lieux habités, où elles mettent à profit les excès et les erreurs des organisations locales du Parti et des soviets pour mener, parmi la population, leurs activités criminelles, en faisant notamment diffuser, par leurs agents, toute une série de rumeurs provocatrices. Les activités criminelles de ces bandes ont un caractère assez organisé; elles bénéficient souvent du soutien de la population locale.

Opérant dans l'arrondissement de Sedelnikovo, la bande de Skouratov, apparue en juin de cette année, et qui compte 24 personnes, a tué, le 1<sup>er</sup> juillet, dans le village d'Estonskii l'activiste Lidia Ommoouk. Elle a ouvert le feu sur les kolkhoziens du village de Kouprinka, a brûlé la maison du président du kolkhoze de Bakino et a diffusé des tracts où elle menaçait de «brûler le village entier et de tuer tous les communistes et les komsomols». La bande recrute parmi les koulaks en fuite. Sa croissance s'explique principalement par le soutien qu'elle a parmi la population locale (7 individus qui servaient d'agents de liaison ont été récemment arrêtés). Les villageois lui fournissent des vivres, des abris et la préviennent du mouvement de nos détachements.

On retiendra tout particulièrement, pour le mois de juillet, les activités des bandes dans l'arrondissement de Tchoumakovo et la révolte des déplacés spéciaux dans l'arrondissement de Tchainsk. L'enquête a montré que la révolte de Tchainsk a été initiée et dirigée par un groupe contre-révolutionnaire koulak dirigé par le déporté Ouskov (un ancien industriel), qui a pris le commandement des

insurgés. Le 29 juillet, une bande de 200 déplacés spéciaux, armés de 15 fusils de chasse, de haches et de gourdins ont encerclé le camp de la 7<sup>e</sup> section de la *komandature* de Parguib, situé dans le village d'Orlovka. Dans l'échange de coups de feu avec les surveillants, trois koulaks et un surveillant ont été tués. Le lendemain, 30 juillet, la bande, forte de 100 hommes environ, a attaqué le centre administratif de la *komandature* de Parguib. Le soir du 30 juillet, une trentaine d'hommes à cheval ont attaqué le village de Boktchar. Après avoir été accrochée par un de nos détachements, la bande s'est enfuie, laissant trois morts sur le terrain. Trois grenades à main et 2 revolvers ont été retrouvés sur les corps. Le 31 juillet, 50 insurgés ont été capturés (parmi eux se trouvait le koulak Chtcherbatykh, l'un des meneurs) grâce à l'arrivée de renforts. Auparavant, les meneurs du soulèvement avaient tenté de faire se soulever l'ensemble des déportés des *komandatures* de Parguib et de Galkino. Les mesures appropriées ont été prises pour liquider la bande.

D'après la communication télégraphique du responsable de l'OGPU de l'arrondissement de Tchoumakovo (12 juin 1931), dans la région marécageuse de Tch-Mys s'est installée une bande de koulaks en fuite, forte de 70 hommes, commandée par un ancien officier de l'armée de Koltchak, un certain Kalinine. Le 7 juillet, cette bande a attaqué des forestiers du sovkhoze avoisinant. Le 9 juillet, elle a attaqué le village d'Akininskoïe, où elle a délivré une famille de koulaks qui était sur le point d'être déportée. Le 10 juillet, elle a attaqué un président de soviet rural et deux policiers qui se rendaient à Akininskoïe pour mener l'enquête (le fonctionnaire a été tué, les deux policiers sont portés disparus). Le 11 août, la bande a attaqué le dépôt du sovkhoze de Kreschenskoïe, où elle s'est emparée de 16 pouds\* de poudre, de 5 fusils et de vêtements d'hiver.

D'après l'information reçue le 15 juillet du plénipotentiaire de l'OGPU envoyé sur place, il apparaît que la bande a organisé une «mobilisation générale» (80 personnes) de la population du bourg de Soyouznyi. Le 16 juillet, la bande a attaqué notre détachement à Kreschenskoïe, tuant trois de nos hommes. Le 18 juillet, elle a attaqué notre détachement, fort de 150 hommes, à Doubrovskoïe mais, tenue en échec, elle a battu en retraite. Le 19 juillet, nous avons occupé, après des combats, Moussin-Ostrov. La bande a eu un blessé et nous avons capturé 15 hommes. L'un de nos hommes, fait prisonnier par la bande, est parvenu à tuer le chef de bande Kalinine et son adjudant, puis s'étant emparé d'un cheval, est parvenu à s'échapper et à rejoindre notre détachement. Au cours des combats

ultérieurs, la bande a perdu plus de 60 hommes (tués), 12 blessés, 115 faits prisonniers. En outre, nous avons arrêté, après que la bande eut été liquidée, 130 agents de liaison et autres bandits. La composition sociale des personnes arrêtées ou attrapées est la suivante: 75 koulaks, 115 paysans moyens, 37 paysans pauvres, 10 fonctionnaires, 2 artisans, 6, de profession indéterminée. Ont été saisies 91 armes à feu, 16 chevaux. L'enquête se poursuit [...].

Source: TsA FSB, 2/9/552/570-581



### **Note spéciale n°3 du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état de la déportation des koulaks au 9 août 1931**

Pas avant le 9 août 1931

*Région de l'Oural*

Installation

Il y a actuellement sur le territoire de la région de l'Oural jusqu'à 120.000 familles de déplacés spéciaux, ce qui représente près de 600.000 personnes. Elles sont installées essentiellement sur le territoire des anciens districts de Perm, Nijni-Taguilsk, Irbitisk, Tobolsk, Sverdlovsk, Solikamsk, Komi-Permiatsk. La construction de logements sur les lieux d'installation n'est pas, jusqu'à présent, dans un état satisfaisant. Les plans de construction ont pratiquement échoué dans une série de districts. Le trust de construction de Serebiansk n'a rempli le plan qu'à 5,7%; celui de Pachinski à 1,8% seulement; celui de de Kosinsk à 4%, etc.

Malgré les innombrables directives envoyées par les responsables régionaux, exigeant l'accélération du rythme de construction, cette mesure de première importance est en permanence freinée (en particulier par Ouralless et Ouraleribrest). Dans le district de Nadejdin, pas un seul organisme de construction n'a rempli le plan. Dans l'arrondissement de Tcherdin, sur 1.000 logements, 484 seulement ont été construits. Par ailleurs, le trust forestier 1 de Tcherdin refuse systématiquement de donner de la main-d'œuvre pour accélérer le rythme. Dans l'arrondissement de Tavdin, le trust forestier a été mis en demeure, par le comité exécutif et l'organisation locale du Parti, de remplir au 1<sup>er</sup> juin 70% du plan de construction. Cependant, alors que toutes les possibilités étaient réunies pour remplir le plan, non seulement le plan de construction mais même les travaux préparatoires n'ont pas été achevés. On peut faire les mêmes constatations dans une série d'autres arrondissements et districts.

Le fait que le plan de construction soit systématiquement non rempli s'explique par:

- a) le désir des responsables d'utiliser la main-d'œuvre pour des travaux autres que la construction;
- b) l'absence de travail préparatoire de la part des organismes économiques;
- c) le retard pris (à cause d'Ouralless, principalement) dans l'envoi des projets de construction;
- d) la lenteur d'affectation des crédits correspondants;
- e) le non-approvisionnement d'une série de trusts de construction en matériaux et en outils.

On remarque de la part des responsables des organisations des districts un esprit conciliant vis-à-vis du ralentissement des rythmes de construction: «Si l'on cherche des responsabilités concernant cette construction, alors, si vous voulez, il ne restera plus du tout de travailleurs, on les jugera tous et on les déportera tous, on en manque tellement» (comité du Parti de Taborin). «Notre affaire, c'est de remplir le plan de pêche, la construction ne nous concerne pas, nous n'en sommes pas responsables» (Smolin, directeur du trust Rybtrest).

En conséquence, dans toute une série de régions, les déplacés spéciaux ont été installés dans des logements tout à fait inappropriés (baraquements vétustes, entrepôts de stockage de légumes, granges désaffectées, etc.). Dans le district de Kamen, les déplacés spéciaux ont été installés dans des baraquements et des tentes. 62 familles vivent dans des entrepôts de légumes. Les trois quarts des déplacés, affectés à la mine de Logovo, sont installés dans des baraquements sans toit. Dans le district de Karagai, les déportés spéciaux sont installés très à l'étroit dans des baraquements très exigus. Dans l'un de ces baraquements, d'une capacité de 200 personnes, s'entassent 358 personnes. Dans un autre, il y a 226 personnes pour une capacité de 150. Dans ce même district, 384 personnes sont installées dans un hangar en briques. Dans le district de Kalatin, 2 088 personnes s'entassent dans 5 baraquements, sur des châlits à deux niveaux. Il n'y a ni table ni banc et les déportés n'ont d'autre espace à vivre que leur châlit.

En ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire, la situation est tout aussi mauvaise. Les coopératives locales et les organismes économiques n'ont pas, jusqu'à présent, fait leur travail d'approvisionnement des déportés. Aussi, *dans toute une série de districts les déplacés spéciaux meurent littéralement de faim, se nourrissent d'herbe, de racines, etc.*

District de Tavdin. Il n'y a aucun financement pour le contingent de déportés non apte au travail. À Bolshaia Pustyn', les déplacés spéciaux n'ont reçu aucun ravitaillement durant trois semaines. À Scusjé, quinze déplacés spéciaux, qui avaient pourtant travaillé durant cinq jours entiers, n'ont reçu aucun ravitaillement durant ce temps et ont souffert de la faim.

District de Nadejda. Dans quatre des principaux secteurs du peuplement spécial, l'approvisionnement en pain a été interrompu de façon systématique. *Les déplacés spéciaux se sont nourris d'herbe sèche, de feuilles, de tubercules des bois et d'autres erzats.*

District de Kitlim. 9.989 déplacés spéciaux non aptes au travail n'ont reçu aucun produit alimentaire normé depuis un an et ont souffert chroniquement de la faim.

District de Ivdelsk. Une série de villages n'a reçu aucun produit alimentaire. Les déplacés spéciaux se nourrissent d'orties, de mousse, etc.

District de Nijnetourinsk. Les 3 wagons de farine reçus pour les déplacés spéciaux ont été distribués, sur ordre du responsable de la direction des coopératives à la population locale. Les déplacés spéciaux n'ont rien reçu de cet envoi et ont souffert de faim.

On a noté de nombreux cas identiques ailleurs.

L'assistance médicale aux déplacés spéciaux n'est pas du tout au point, le réseau actuel de centres de soins est totalement insuffisant, la construction de nouveaux centres se fait au compte-gouttes et avance inadmissiblement lentement. On note un manque généralisé de médecins, d'aides-soignants, d'aides-médecins et une absence totale de médicaments. Les organisations locales n'accordent aucune attention à l'assistance médicale aux déplacés spéciaux, et dans certains cas, le comportement des organisations locales à l'égard des déplacés spéciaux est totalement inadmissible.

District de Tourin. Le secrétaire de la cellule locale du Parti, un certain Kossia, a donné les instructions suivantes au médecin concernant les déplacés spéciaux qui demanderaient une assistance médicale: «Envoyez-les au diable!». Ainsi, à cause de mauvaises conditions de vie, de difficultés d'approvisionnement et d'une assistance médicale limitée, on observe dans une série de districts un développement rapide d'épidémies et une montée de la mortalité.

District de Ivdelsk. Dans le village de Konda, on a relevé 19 cas de typhus exanthématique. On a noté une forte morbidité due à la fièvre typhoïde et au typhus exanthématique dans les districts de Nadejda, de Nijnetourinsk, de Kizeliiov et dans d'autres districts.

Dans le district de Tavrïn, 70% des déplacés spéciaux sont atteints de maladies intestinales (essentiellement dysenterie).

Exploitation économique des déplacés spéciaux

Les principales organisations qui emploient comme main-d'œuvre des déplacés spéciaux sont: Ouralles, Ouraribtrest, Tsvetmetazoloto, Ouralougol, Ouralroudà, Vostokostal. Les déplacés spéciaux sont essentiellement employés dans l'exploitation forestière, les mines de charbon et la production de matériel de construction. Les autres sont employés pour la colonisation agricole, la construction de routes, la production de tourbe, etc. On remarque toute une série de problèmes dans l'exploitation des déplacés spéciaux. Selon les données de la Direction forestière, le pourcentage global d'exploitation des

déplacés spéciaux est de 83%. Seuls quelques trusts forestiers ont atteint un pourcentage de 100% (Tcherdin, Pachin, Serebrian). La majorité des trusts forestiers n'emploient les déplacés spéciaux qu'à 60-70%, et certains même à 32% seulement (Kovlin). Un grand nombre de déplacés spéciaux ne sont pas du tout mis au travail. Un grand nombre de responsables ne le savent même pas, car dans la majorité des districts il n'existe aucune liste de la main-d'œuvre déportée. Souvent, il n'existe pas de tarification pour le travail, aucune journée de travail n'est instaurée, il n'y a pas de normes définies, la paye n'est pas versée dans les temps, etc. Dans un grand nombre de districts, les femmes et les adolescents ne sont pas mis au travail.

District d'Irbitsk. La division du travail et les normes de travail pour les hommes, les femmes et les adolescents ne sont pas clairement définies. Les adolescents (13-15 ans) travaillent à des tâches dures: ils creusent des combes, transportent des briques huit heures par jour au moins. Le compte des arriérés dus aux déplacés spéciaux n'est pas tenu, alors même que certains d'entre eux n'ont reçu aucune paye depuis trois à quatre mois.

Au trust forestier de Petropavlovsk, aucun compte n'est tenu. Il est impossible de calculer, même approximativement, les arriérés dus aux déplacés spéciaux. Ils ne reçoivent aucune paye.

District d'Emangelin. Les déplacés spéciaux sont affectés à la construction de voies de chemins de fer. La norme de rendement n'est pas établie, la paye n'a pas été distribuée depuis le mois d'avril, aucun compte du travail fait n'est tenu.

District de Tchoussov. La journée de travail de 8 heures n'est pas respectée, les déplacés spéciaux travaillent 12 heures par jour. Aucun vêtement de travail n'est distribué. Les normes de rendement et de salaire ne sont pas fixées. Le salaire n'est plus distribué depuis longtemps. Il n'existe aucune comptabilité du travail. On trompe systématiquement les travailleurs.

On observe une situation identique dans d'autres districts. Un grand nombre de responsables considèrent les déplacés spéciaux comme une force de travail que l'on peut exploiter sans merci. L'idée que «le koulak n'a aucun droit, personne ne le défendra de toute façon», suscite un grand nombre d'abus. Abus de toute espèce, travail au-delà de toute mesure sont devenus des faits courants dans toute une série de districts et certains responsables sont allés jusqu'à déclarer ouvertement que leur politique visait à exterminer physiquement tous les déplacés spéciaux. D'où une exploitation forcée des déplacés spéciaux, encouragée par les responsables locaux.

«Conformément à la directive des cam. Staline et Molotov, les normes – savoir au minimum le double des normes moyennes de travail – sont fixées ainsi » (extraits du télégramme du président d'Ouralles, Sovietnikov et du président du Comité exécutif de région, Dmitrin, en date du 25 février 1931). «Ne pas laisser partir de la zone de coupe les déplacés spéciaux tant que la norme n'a pas été remplie. Prendre toute mesure pour contraindre les déplacés spéciaux à travailler» (ordre n°303 du directeur du trust forestier de Nadejdin, Arefiev). «Les représentants d'Ouralles ont exposé ainsi la question devant moi: tant que les déplacés spéciaux ne rempliront pas la norme de 6,5 mètres cubes de bois, on ne les laissera pas sortir de la taïga. Les normes des hommes et des femmes doivent être les mêmes» (déclaration du responsable du trust forestier de Petropavlovsk, Ioudine).

On pourrait multiplier ce genre d'exemples. On ne s'étonnera donc pas des abus suivants, parmi les plus fréquents: une charge de travail anormalement lourde, la mise au travail d'enfants, de personnes non aptes, de femmes enceintes, au même titre que les hommes en bonne santé, des outrages moraux et physiques, des passages à tabac, des meurtres, le brouillage des comptes, etc. À cet égard, la situation dans le trust forestier de Petropavlovsk est très typique. Soumis à des pressions extraordinaires, les déplacés spéciaux sont parvenus, en travaillant nuit et jour, à remplir les normes exigées. Ils n'ont pu cependant maintenir leur effort. Aussi ont-ils commencé à crever massivement. Pour une seule section et pour le seul mois de mars, 30 personnes sont mortes. À la fin de l'hiver 50% des déplacés spéciaux n'étaient plus aptes au travail. En punition d'une norme non remplie, un déplacé spécial a été enterré dans la neige. Il est parvenu à s'enfuir. On l'a attrapé et de nouveau enterré dans la neige (Déposition du responsable de section Ioudine).

#### État d'esprit des déplacés spéciaux

La grande majorité des déplacés affiche son désir de travailler, mais réclame une amélioration de ses conditions de vie. Dans les districts où l'approvisionnement est plus ou moins normal, le moral est plutôt bon. Beaucoup souhaitent se monter une petite exploitation, désirent acheter des vaches, des chevaux, cultiver un potager, etc. Les jeunes du village de Bourmantov ont adopté la résolution suivante, lors de la réunion organisée par les autorités: «Les jeunes déplacés spéciaux de l'exploitation forestière de Bourmantov, après avoir travaillé 8 mois dans l'Oural parmi le prolétariat, se sont pleinement convaincus des erreurs de leurs pères, maudissent

l'Ancien régime et affirment qu'ils défendront, comme un seul homme, les intérêts de l'URSS».

Mais de tels comportements ne sont cependant pas majoritaires. Dans une série de districts, les déplacés spéciaux attendent la guerre et espèrent une intervention des Puissances étrangères. Parmi les activistes koulaks et les éléments contre-révolutionnaires, on remarque un comportement insurrectionnel et des velléités d'organisation. On a noté des appels à fuir en masse, à mettre sur pied des bandes, à préparer des soulèvements armés.

District d'Ivdelsk. Le koulak Kouprienko, lors d'une conversation, a appelé ses interlocuteurs à se tenir prêts à l'action en cas de guerre et, en conséquence, à refuser de travailler.

District de Zlatooust. Le koulak Droujinine a fait de la propagande parmi les autres exilés: «Nous n'avons rien à craindre, nous devons agir: trouver des armes et se libérer». Le koulak Emelianov a appelé ouvertement à la création de bandes en affirmant: «Organisons une bande, je m'en charge, je trouverai des armes, nous enrôlerons de bons gars parmi les dékoulakisés et nous agirons. Autrement on ne peut pas vivre, il faut agir».

District de Tavdin. «Notre but maintenant est de combattre le pouvoir des soviets» (koulak Borovkov). «Il faut aider de toutes nos forces la bourgeoisie et organiser la fuite» (déplacés spéciaux Bouzedal et Kouzmenko). «Il faut combattre le pouvoir des soviets et aider la bourgeoisie étrangère, il faut saboter davantage, faire de la propagande, pour qu'on ne nous mette pas dans des kolkhozes et qu'on travaille moins» (koulak Voltchenkov).

De tels comportements sont renforcés par la situation exécrationnelle en matière de logement, d'approvisionnement, d'emploi, etc. Les éléments contre-révolutionnaires actifs reprennent de la vigueur et mènent avec force leur activité contre-révolutionnaire, organisant des évasions, des manifestations de masse, etc. Le nombre de déplacés spéciaux fuyant leur lieu d'assignation est en hausse constante. Ainsi, dans le district d'Ivdelsk, on compte (au 14 juin) 173 personnes en fuite. Dans le district de Nadejda, 783 personnes se sont enfuies en avril-mai. Seules 260 ont été rattrapées. On observe des fuites massives dans d'autres districts.

Le comportement contre-révolutionnaire des koulaks s'exprime également dans des manifestations de masse. Ces dernières se propagent dans une série de districts et se caractérisent par leur durée et leur dureté. Les plus significatives sont les suivantes:

1) District de Kitlim. Dans les villages de Lobva et de Tchernoiarsk, les 23-24 juin, les déplacés spéciaux ont à nouveau refusé d'aller travailler et une partie d'entre eux a saccagé les bâtiments publics.

Le 26 juin, dans le village de Tchernoiarsk, les déplacés spéciaux ont formulé les exigences suivantes:

- a) fixer la journée de travail à 8 heures, distribuer des vêtements de travail, des chaussures, de la nourriture;
- b) envoyer les gens travailler dans des usines;
- c) donner à chaque famille un lopin, puisqu'aucun approvisionnement décent n'est assuré par les autorités;
- d) augmenter les rations.

Dans le village de Lobva, les manifestants réclamaient leur retour chez eux. La manifestation a regroupé au total 750 personnes. La manifestation a été liquidée par un détachement armé.

2) District de Tcherdin. Dans les villages de Ianitasr et de Elifanovo, le 23 juin, une foule de 188 familles de déplacés spéciaux a entouré le bâtiment du soviet rural et a exprimé son refus catégorique de travailler au mandataire de l'OGPU et au commandant du village spécial. En même temps, les manifestants exigeaient qu'on les ramène chez eux et qu'on leur rende leurs biens confisqués pendant la dékoulakisation. La manifestation a duré deux jours et un détachement de 24 cavaliers a été envoyé pour la liquider. La foule a lancé des pierres sur les collaborateurs de l'OGPU, a tenté de lyncher les policiers, a désarmé une partie des cavaliers. Lors de la liquidation de la manifestation, deux manifestants ont été blessés.

3) District de Gaïn. 200 familles de déplacés spéciaux ont refusé de débarquer sur la rive, ont cassé le pont de péniches, ont jeté à l'eau les outils, ont chassé l'escorte, ont mis le feu et ont exigé d'être logés dans des maisons d'habitation et non dans des baraquements. La manifestation a été liquidée par un détachement armé.

4) District de Bereznikov. À 50 verstes de la station Iaïva, 1.818 déplacés spéciaux ont refusé d'aller travailler, exigeant la diminution des normes et leur retour chez eux. Les manifestants ont détruit un baraquement, coupé les fils téléphoniques, roué de coups un chef d'équipe et tenté de confectionner un radeau pour s'enfuir. La manifestation a été liquidée par un détachement armé.

Source: TsA FSB, 2/9/539/279-288



**Note n°1 du Département spécial de l'OGPU sur le nombre de koulaks déportés en 1930 et 1931**

Lieu origine de déportation	1930		1931		Total	
	familles	individus	familles	individus	familles	individus
Ukraine	31 593	146 229	32 127	131 236	63 720	277 465
Caucase Nord	10 595	51 577	27 809	120 356	38 404	171 933
Basse Volga	7 931	40 001	23 002	112 098	30 933	152 099
Moyenne Volga	5 873	31 037	17 133	88 876	23 006	119 913
Terres Noires	8 237	42 837	17 769	87 656	26 006	130 493
Biélorussie	11 079	52 914	4 645	20 501	15 724	73 415
Crimée	3 179	14 029	1 146	5 171	4 325	19 200
Tatarstan	1 614	7 956	7 810	42 453	9 424	50 409
Asie Centrale	159	197	6 785	33 081	6 944	33 278
Rég.Nijni-Novgorod	512	2 451	8 657	40 314	9 169	42 765
Région Ouest	–	–	7 308	36 654	7 308	36 654
I.P.O.	–	–	3 655	18 020	3 655	18 020
Bachkirie	–	–	12 820	66 477	12 820	66 477
Région Moscou	–	–	10 813	52 868	10 813	52 868
Région Nord	61	305	3 000	15 000	3 061	15 305
Région Léningrad	600	2 555	8 004	34 731	8 604	37 286
Oural	16 394	76 602	12 000	60 000	28 394	136 602
Sibérie occidentale	9 034	52 145	43 057	185 584	52 091	237 729
Sibérie orientale	6 991	30 777	9 077	46 287	16 068	77 064
Extrême-Orient	114	527	2 808	14 040	2 922	14 567
Kazakhstan	1 265	7 393	5 500	27 500	6 765	34 893
Transcaucasie	–	–	870	4 957	870	4 957
<b>TOTAL</b>	<b>115 231</b>	<b>559 532</b>	<b>265 795</b>	<b>1 243 860</b>	<b>381 026</b>	<b>1 803 392</b>

Pas après le 30 septembre 1931

Le Chef-adjoint du Département spécial de l'OGPU, Nikolaïev  
Le Plénipotentiaire opérationnel, Chtrangfeldt

Source: TsA FSB, 2/9/79/2



**Note n°2 du Département spécial de l'OGPU sur le nombre de koulaks déplacés à l'intérieur de leur région**

Région dans laquelle a eu lieu le déplacement	En 1930		En 1931		Total	
	Familles	Individus	Familles	Individus	Familles	Individus
Caucase Nord	–	–	12.409	48.698	12.409	48.698
Moyenne Volga	–	–	2.500	12.500	2.500	12.500
Asie centrale	–	–	1.128	5.640	1.128	5.640
Région de Nijni-Novgorod	512	2.451	985	3.865	1.497	6.316
Bachkirie	–	–	6.000	30.000	6.000	30.000
Région Nord	61	305	3.000	15.000	3.061	15.305
Région de Léninegrad	600	2.555	4.744	20.356	5.344	22.911
Oural	14.854	68.047	12.000	60.000	26.854	128.047
Sibérie occidentale	9.034	52.145	43.057	185.584	52.091	237.729
Sibérie orientale	6.991	30.777	9.077	46.287	16.068	77.064
Extrême-Orient	114	527	2.808	14.020	2.922	14.567
Kazakhstan	1.265	7.393	5.500	27.500	6.785	34.893
<b>Total</b>	<b>33.431</b>	<b>164.200</b>	<b>103.208</b>	<b>469.470</b>	<b>136.639</b>	<b>633.670</b>

**Pas après le 30 septembre 1931**

Source: TsA FSB, 2/9/79/3



**Extraits du rapport du Département secret-politique de l'OGPU  
«Sur les spécificités et la dynamique des manifestations  
antisoviétiques dans les campagnes du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> octobre  
1931»**

13 octobre 1931

Les campagnes économiques et politiques menées depuis 9 mois (campagnes de semailles du printemps, de moisson, de collecte de viande, de bétail, semailles d'automne, campagne d'impôts, collecte de céréales, déportation des koulaks des régions de collectivisation totale, etc.) sont allées de pair avec un renforcement du terrorisme koulak, des manifestations de masse et une diffusion accrue de tracts antisoviétiques. Les manifestations les plus importantes ont eu lieu, cette année, à l'occasion des collectes de viande. Dans certaines régions (Moyenne Volga, Caucase Nord) ces manifestations revêtaient un caractère endémique et touchaient un très grand nombre de villages et de bourgs, dégénéralant parfois en explosions de type insurrectionnel (Moyenne Volga).

Au cours du premier semestre, un grand nombre de manifestations (dont près de la moitié avec la participation de kolkhoziens) ont été suscitées par les difficultés alimentaires. Celles-ci ont continué – fait nouveau par rapport aux années précédentes – après la nouvelle récolte, notamment dans les kolkhozes où l'on n'avait pas donné aux kolkhoziens d'avance en produits agricoles. Par ailleurs, un grand nombre de manifestations ont eu lieu à l'occasion de l'expulsion-déportation de koulaks.

Lors de la campagne de moisson, un grand nombre de manifestations de masse ont été suscitées parmi les paysans individuels qui refusaient que l'on échange leurs lopins pour des terres situées en dehors des terres du kolkhoze, nouvellement remembrées et regroupées.

En août, un grand nombre de manifestations de masse (dont plus de la moitié dans les kolkhozes) ont été suscitées par les collectes de céréales. La plupart du temps, ces incidents commençaient de façon spontanée, par des attroupements de villageois qui s'opposaient à l'expédition des céréales vers les entrepôts et les silos d'État, réclamant qu'on leur laisse de quoi se nourrir, et allant jusqu'à se partager entre eux, sur place, l'ensemble des céréales destinées aux collectes d'État.

Dans la quasi-totalité des régions, le terrorisme koulak, tout au cours des 9 mois écoulés, est resté à un haut niveau. Le terrorisme koulak n'est pas tant suscité par telle ou telle campagne économique

(collectes, etc.) que par l'activisme des éléments les plus avancés des villages, qui mènent la lutte contre les koulaks. Dans quelques cas, on remarque que ces actes terroristes sont dûment préparés, à l'avance, et de manière organisée (RSS d'Ukraine). L'immense majorité des victimes du terrorisme koulak sont les kolkhoziens et les activistes issus de la paysannerie pauvre et moyenne.

Ces derniers temps, on a noté une forte montée du sabotage organisé : incendies, pillages, mise à sac par des bandes de koulaks de kolkhozes et de biens collectifs.

Au cours des derniers 9 mois, on note une légère prédominance des cas de terrorisme dirigés contre les personnes. Néanmoins, à partir du mois de mai, avec la recrudescence des incendies, c'est le terrorisme visant les biens, qui prédomine. Quant à la diffusion des tracts antisoviétiques, elle est en chute depuis quelques mois.

L'évolution des manifestations antisoviétiques se présente de la manière suivante (9 premiers mois de 1931):

Mois	Manifestations de masse	Actes de terrorisme	Tracts
Janvier	110	565	280
Février	174	690	268
Mars	235	529	329
Avril	244	910	270
Mai	275	951	196
Juin	193	727	95
Juillet	386	774	159
Août	177	764	88
Septembre*	93	263	19

\* Pour le mois de septembre, les données sont incomplètes pour un certain nombre de régions.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Collectivisation	3	6	15	37	39	19	50	24	3
Dékoulakisation	19	31	59	34	43	37	21	14	1
Lutte anti-relig.	12	15	17	33	35	10	8	7	1
Collecte céréal.	17	16	16	6	12	4	16	97	29
Collecte viande	36	47	19	14	30	53	243	9	5
Diff. alimentaires	7	19	59	56	39	24	13	13	1
Impôts	3	33	21	9	6	7	4	3	—
Camp. agricoles	2	2	10	35	45	20	23	5	1
Autres raisons	11	5	19	20	26	19	8	5	2

manifestations de masse

D'après des données encore incomplètes, on a compté au cours des 9 premiers mois de 1931 1.835 manifestations de masse, auxquelles ont pris part plus de 242.700 personnes. Dans 272 cas, les manifestations ont donné lieu à des violences physiques de la foule contre les représentants locaux du pouvoir soviétique et les activistes. Dans 24 cas, ces manifestations ont regroupé plus de 2 villages.

Le tableau suivant montre les principales raisons des manifestations de masse:

On note tout particulièrement le grand nombre de manifestations de masse liées aux campagnes de collecte de viande en janvier-février et surtout en juin-juillet. En janvier-février, le plus grand nombre de manifestations a eu lieu dans la Moyenne Volga (36 sur 83 en janvier-février). Pour l'essentiel, ces manifestations ont été provoquées par les excès et les déviations de la ligne de classe commis lors de la confiscation du bétail parmi les paysans individuels. Encore plus radicales et générales ont été les manifestations de masse en juillet, lors de la campagne de confiscation du cheptel laitier destinée à mettre en place le capital en cheptel des fermes collectives nouvellement créées. Sur les 243 manifestations de masse suscitées par ces mesures, 206 ont eu lieu dans la région de la Moyenne Volga. Dans les arrondissements de Bachmakovo, Tchembarsk et Itchalkovo, les manifestations ont dégénéré en émeutes insurrectionnelles armées, au cours desquelles de nombreux kolkhozes ont été mis à sac, des kolkhoziens passés à tabac et des communistes tués (ainsi à Toporikha, arrondissement de Bachmakovo, 5 communistes ont été sauvagement massacrés, dans l'arrondissement d'Itchalkovo, 9 communistes ont été tués, etc.). Les troubles qui, du 3 au 18 juillet, ont touché 206 villages et bourgs de plus de 40 arrondissements, ont été suscités, comme en janvier-février, par des excès et des déviations de la ligne de classe commis par les autorités locales.

Souvent, les arrondissements recevaient des plans irréalisables ; à leur tour, ils distribuaient mécaniquement ces plans aux soviets ruraux, sans vérifier si ces objectifs étaient réalistes ou pas. Un certain nombre de soviets ruraux ont reçu des plans de livraison de bétail qui dépassaient largement le nombre de têtes de bétail existantes. Les koulaks et autres éléments antisoviétiques n'ont pas manqué d'exploiter le mécontentement provoqué par ces plans de livraison.

Des manifestations de masse de bien moindre ampleur, mais néanmoins importantes, ont eu lieu dans le Caucase Nord; elles ont souvent gagné plusieurs villages et ont été accompagnées de

violences physiques exercées contre les activistes, les communistes et les membres des brigades de collecte [...].

En août et en septembre, on a noté un grand nombre de manifestations de masse contre les collectes d'État de céréales (97 en août, 29 en septembre). L'Ukraine a été la région la plus touchée par ces manifestations [...]. En Ukraine, dans les régions de la Basse et de la Moyenne Volga, une partie considérable des manifestations contre les collectes de céréales a été le fait de kolkhoziens.

Terrorisme Tout au cours de l'année 1931, le terrorisme koulak est resté la forme majeure d'action antisoviétique dans les campagnes. Au cours du second trimestre, on a assisté à une très forte croissance du terrorisme koulak (par rapport au premier trimestre, comme par rapport au troisième). Le nombre d'actes de terrorisme a atteint 1.783 au premier trimestre, 2.589 au second trimestre et 1.801 au troisième trimestre. Les régions les plus touchées par ce phénomène sont : l'Ukraine, la Région centrale des Terres noires, la Biélorussie, le Tatarstan, les régions de Moscou et de Nijni-Novgorod.

Mois	Ukraine	Terres noires	Biélorussie	Tatarstan	Reg.Moscou	Reg.Nijni-Novgorod
Janvier	49	39	25	29	48	45
Février	69	65	27	51	68	44
Mars	63	41	30	28	26	27
Avril	81	142	54	73	30	62
Mai	138	102	83	41	60	66
Juin	76	76	67	108	48	32
Juillet	107	68	54	60	40	71
Août	182	?	56	36	63	52
Septembre	74	?	29	?	18	29

La forte croissance des incendies (de bâtiments, de récoltes) ainsi que des sabotages de matériel montre le caractère antikolkhozien du terrorisme koulak. On note aussi le nombre croissant de kolkhoziens victimes de ce terrorisme koulak.

Mois	Nombre total actes terroristes	Dont incendies	Attaques contre des kolkhoziens	Mises à sac et sabotages
Janvier	565	157	154	32
Février	690	244	193	84
Mars	529	180	155	19
Avril	910	428	307	148
Mai	951	527	408	179
Juin	727	377	305	71
Juillet	774	440	319	142
Août	764	419	225	204
Septembre	263	112	68	56

## Diffusion de tracts antisoviétiques

À partir du mois d'avril, le nombre de tracts ne cesse de diminuer (à l'exception du mois de juillet). La remontée du nombre de tracts en juillet n'a touché que certaines régions particulièrement agitées telles que le Caucase Nord, la moyenne Volga, la région de Nijni-Novgorod. Dans ces régions, la diffusion de tracts est allée de pair avec une activation des éléments antisoviétiques (*cf.*: manifestations de masse) [...].

En neuf mois, nos services ont trouvé 1.704 tracts (campagnes), diffusées à 2.972 exemplaires. Sur les 1.704 tracts, 393 (23%) appellent à une insurrection contre le pouvoir soviétique. Le pourcentage des tracts appelant à une insurrection armée n'a cessé d'augmenter depuis le mois de janvier (14% en janvier, 21,3% en mars, 24,7% en avril, 32,6% en juin, 33,3% en juillet, 20% en août).  
Le Chef-adjoint du Département secret-politique de l'OGPU,  
Zaporozjets

Le Chef de la 2<sup>e</sup> Section, Liouchkov

Source: TsAFSB, 2/9/534/1-10



**Note de I.S.Agranov, Chef de la Représentation plénipotentiaire de l'OGPU pour la région de Moscou à V.A. Balitski, Vice-président de l'OGPU sur le retour des membres des familles de koulaks déportés**

21 novembre 1931

Ces derniers temps on a noté qu'un grand nombre de familles koulaks, déportées de la région de Moscou au cours des opérations de mars et de juin, revenaient dans leur village. En général, il s'agit le plus souvent de femmes, d'adolescents et d'enfants, sans les chefs de famille. Ceux-ci, après avoir renvoyé leur famille au village, s'enfuient de leur côté de leur lieu d'assignation. Si l'on suit à la lettre les directives de l'OGPU, nous ne disposons pas de base formelle pour déporter à nouveau ceux qui sont retournés au village, dans la mesure où il n'y a pas, parmi eux, d'adultes en état de travailler.

Le retour massif de déportés (dans le district de Chilov, près de 60 % des familles déportées sont revenues illégalement) crée une situation qui exige que l'on prenne, d'urgence, des mesures appropriées. Laisser les choses en l'état ne peut qu'encourager les familles déportées à prendre, à leur tour, la fuite.

Les familles déportées de retour au village s'adonnent à la mendicité et s'attirent souvent la sympathie et la compassion de la part des autres paysans et des kolkhoziens, qui les hébergent et leur viennent en aide. Voici ce qu'écrit une femme koulak à son mari: «Dès que nous sommes rentrés au pays, les gens nous ont accueilli les bras ouverts. On nous a apporté qui des œufs, qui du lait, qui du pain... Ne vous inquiétez pas pour nous. On est à la fête».

Les organisations de district du Parti, pourtant parfaitement au courant de cette situation, n'ont pris aucune mesure et n'ont pas engagé de campagne politique appropriée. Il arrive même que les organisations de base apportent une aide matérielle aux fuyards, leur rendent leurs biens confisqués, et même leur maison, ce qui ne peut évidemment qu'encourager les autres déportés à s'enfuir. Avec l'aide de certains fonctionnaires de base, les familles de koulaks en fuite obtiennent de faux-papiers, qu'elles envoient au chef de famille. Grâce à ces documents, les koulaks en fuite parviennent à obtenir du travail dans les entreprises, dans des kolkhozes, etc.

La Représentation plénipotentiaire de l'OGPU demande d'autoriser la déportation des membres des familles de koulaks en fuite, nonobstant l'absence du chef de famille et l'absence d'adultes en état de travailler.

# Agranov, Représentant plénipotentiaire de la région de Moscou

Source TsA FSB, 2/10/509/71-72



10 TUESDAY, THE DAILY EXPRESS, AUGUST 7, 1934

## STARVING UKRAINE

*More Secrets From The Hidden Camera*

TREASURE  
THE  
G.P.U. MISSED

### FIELD AS DUMPING GROUND FOR VICTIMS OF THE FAMINE

#### TRAGIC JOURNEY'S END FOR FORMER OXFORD MAN

*HERE is the second of the series of articles describing conditions in famine-stricken Ukraine, as seen by a correspondent who broke away from a conducted tour to make his own investigations. The first article appeared in yesterday's "Daily Express."*

"Daily Express" Special Correspondent.

**R**ETURNING to a village which I shall not name—I do not wish to subject the few remaining residents to G.P.U. tortures—I found nine peasants near their combined living and sleeping-room. It was a storage place for vegetables—when there were vegetables in this former "grain bin of Russia."

I talked with a peasant who until a year ago had about three acres of land on which he produced enough food to meet the needs of his wife, his one child, and his horse through the long Russian winter. He grew about twenty bushels of potatoes, fifty of wheat, and had a pig and the horse.

But in November 1933, he said, the G.P.U. took ninety per cent. of his entire year's crop.

He stated, dispassionately, that he had sat through January 1934 and watched his wife slave to death, and then his four-year-old son.

When he was slaughtering his horse to supply food for his



Carrying all her possessions under her arm, a despairing mother plods along with her small son in search of food.

The boys, doubting the efficiency of the search by the G.P.U., had growing potatoes, had been suspected by the G.P.U. of hoarding food. The G.P.U. had searched the woman's hut and found fourteen potatoes. Arrested and tried for sabotage, the woman was found guilty and sent to ten years' exile in Eastern Siberia.

The boys, doubting the efficiency of the search by the G.P.U., had found twenty more potatoes.

Returning to the station at Putzira, I was lucky enough to buy a ticket to Kiev without question of delay, and I arrived in Kiev early the following morning.

Outside Kiev I met a girl of nine wearing a man's ragged greatcoat. This was our conversation:—

Where do you live?—Nowhere.

Where are your parents?—Dead.

Where did they die?—At the station.



The two boys (top picture) have found treasure—twenty potatoes. G.P.U. agents, searching for hoarded food, discovered fourteen potatoes in the hut of an old peasant woman. She was sent to Siberia. The boys carried on the search after the agents had passed on. The second picture shows a young woman—"obviously pretty"—whose body was among those on the dumping ground.



## New

## R

## RISIN

## PI

## COPPER I

## MEE

## TOOTAL BRO

By TH  
City Office, 6, 01  
Telephone

**G**IVEN peace in Eu every indication business.

Prices of commodities balanced from a trading 1 years.

It is an entirely new upon us.

We have passed thro defaults into a period of secure funds with which to

Now quotas and tariff international trade has b process budgets are being more stable at reduced val

In time nations will ag recognise that trading is not but an exchange of goods.

As we get back to the there will be a much wid tribulation of the world's rief the products of labour.

### Dutch East Indies' Tra

**T**HE severe competition of Far Eastern markets whi formerly regarded as Briti Dutch preserves is causing deal of discussion.

In 1928 British exported 1 lion florins' worth of goods Dutch Indies, and Holland 1 lion.) Japan exported only 1 lion.)

In 1933 Britain's trade an to 31 millions, Holland's to 10 lions, and Japan's to 86 mill

A recent report on the pos the Dutch East Indies whi the serious impoverishment Dutch Indies has created a for cheap goods which is bet ally by Japan. Japan is here, not content merely to her industrial products, i uncovering to penetrate Eastern territories by the in lisation of supplies and wa ing, and the opening of impu buses, shops, and even bank

17. 1.

### 'WIMBLEDON' UNDER THE DOWNS

#### TENNIS STARS TAKE A "BUSMAN'S HOLIDAY"

"Daily Express" Special Correspondent.

HASSOCKS (Sussex), Monday.

**C**HAMPIONSHIPS are being played this week at the Weald Club, the lawn tennis centre of this part of the county, which for fourteen years has staged its OWN

### Cheques For Child Wit And Wisdom

Take a note this week of the funny things you hear children say.

Write one down on a postcard. It may mean £25 to you.

The "Daily Express" five holiday cheques, value £25 each, are being awarded this week to senders of the best

wise or witty saying of a child, written from personal knowledge. Post your card to arrive not later than 9 a.m. next Monday to "Daily Express," No. 18 Holiday Contest, Fleet-street, London, E.C.1.

There is only one condition: the Editor's decision is final. Results will be announced next week, and the cheques will be posted immediately.

## **Note du Département secret-politique à l'Inspection principale de la milice sur les mesures à prendre pour lutter contre la fuite des koulaks déportés**

25 décembre 1931

Le Département secret-politique dispose de nombreux rapports faisant état de fuites massives de koulaks déportés en 1930-1931. Les fuyards se faufilent dans les villes, où ils parviennent à s'embaucher dans des entreprises ou sur des chantiers. Une partie d'entre eux retourne dans leur village et s'installe aux marges, dans les forêts, devenant des hors-la-loi. Afin de lutter contre les fuites des koulaks déportés et d'appréhender les fuyards, le Département secret-politique a envoyé aux organes locaux de l'OGPU une circulaire «sur le renforcement de la lutte contre les koulaks en fuite». Toutefois, nous considérons nécessaire de mener, parallèlement, toute une série d'actions, en collaboration avec la milice ouvrière et paysanne.

En conséquence, le Département secret-politique de l'OGPU vous prie de donner à vos organes locaux les instructions suivantes: organiser des contrôles systématiques (et si possible, secrets) de tous les lieux susceptibles d'héberger les koulaks en fuite tels que: hôtels, foyers de nuit, maisons du paysan et autres lieux du même type. Ces contrôles seront menés de concert avec le département local de l'OGPU.

Étant donné qu'un nombre important de fuyards est muni de faux-papiers, le Département secret-politique vous demande de donner à vos organes locaux des instructions pour échanger, avec les organes de l'OGPU, toutes les informations en votre disposition sur les affaires concernant la fabrication ou la diffusion de faux-papiers.

Tous les koulaks en fuite appréhendés par la milice devront être transférés aux organes locaux de l'OGPU. Il vous est demandé d'informer le Département secret-politique des mesures prises par vos services.

Le chef du Département secret-politique de l'OGPU, G. Moltchanov  
Le chef de la 2<sup>e</sup> section, Liouchkov

Source: TsA FSB, 2/10/509/82



---

[1]. Mot illisible.

[2]. Mot illisible.

[3]. Ces documents ne figurent pas dans la pièce d'archive.

[4]. Signature absente du document.

[5]. Il s'agit du décret du 3 juin 1931 qui stipulait que les koulaks déportés pouvaient recouvrer leurs droits civiques dans un délai de cinq ans à condition «d'avoir démontré dans les faits qu'ils ont cessé leur lutte contre le système kolkhozien et les mesures prises par le pouvoir soviétique pour assurer le développement de l'agriculture socialiste et d'avoir montré qu'ils étaient des travailleurs consciencieux et honnêtes».

# SIX MILLION PERISH IN SOVIET FAMINE

## Peasants' Crops Seized, They and Their Animals Starve



Like harried fowl, two peasant women gather kernels of grain spilled in sowing. They must do this to keep alive in a land of plenty—the Ukraine



Russia's beautiful thoroughbred horses, known the world over, are used now in the agricultural districts. The animals, needed on every farm, are dying off by the millions of starvation. Ten million died in a few years. Here one horse is carted to a meat house where food was plentiful. Peasants begging food to feed their livestock were driven off by armed soldiers.

### Reporter Risks Life to Get Photographs Showing Starvation

STARVATION stalks through the Ukraine section of Soviet Russia, leaving a ghastly trail of death and agony. The Ukraine is the most fertile grain-producing district in Russia.

The facts contained in the series of articles, of which this is the first, were obtained by Thomas Walker, an American newspaperman, now resident in London, at the peril of his life.

When Mr. Walker entered Russia last Spring he smuggled in a camera.

While the photographs shown with these articles were obtained under the most adverse and dangerous possible circumstances, the evidence they present is more grim and graphic than words.

By THOMAS WALKER,

Noted Journalist and Traveler and Student of Russian Affairs, Who for Several Years Has Traveled the Union of Soviet Republics.

I HAVE recently toured the Ukraine district of Soviet Russia, where 6,000,000 peasants have perished from starvation in the past eighteen months, due to the excessive tolls made on their crops by the Bolshevik government.

Last Winter, Red Army soldiers, under orders from Moscow, took so much of the season's crops from the peasants that they were unable to feed themselves and their livestock through the Winter.

Photographs accompanying this series of articles were taken at great risk and through one of the most difficult and dangerous situations that I have ever encountered. I have seen a whole nation before coming to this border, as an aid to assure the officials regarding photographs. The Soviet Government authorities state that all camera films are to be developed within U. S. S. R., and pictures developed in the Ukraine are to be destroyed and the negatives returned.

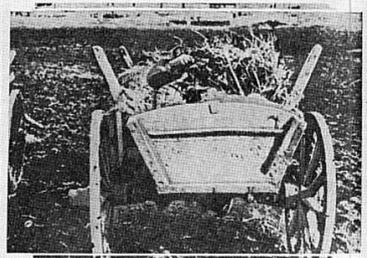
Meets Immigrants (Roo Madel Farm)

Starting from Moscow via the Ukraine, we first went to a large Collective Farm near Tomsk. Here I met a number of immigrants from other districts. They were all very poor and had been driven from their homes by the Bolsheviks. They were all very poor and had been driven from their homes by the Bolsheviks.

The map shows the famine-stricken Ukraine district and Tammoff and Verkhov, mentioned in Mr. Walker's article.



In his article describing the enforced famine in the Ukraine, Thomas Walker tells of finding this little Russian peasant boy standing beside his dying father and weeping bitterly. The father had been shot for approaching too closely to forbidden territory while the two were picking up grains of wheat spilled on the ground. Now the boy must wander alone, almost certainly to die of starvation.



Death from starvation in a Soviet hamlet. Although he worked on a Communist farm where food was plentiful, this peasant could not get enough to eat to keep life in his body. Wary from his forced labor, he crawled into this hay cart to find rest. His eyes closed—and never to open again.

(All Pictures Copyright, 1935, by American Newspapers, Inc.)

Peasants, Horses Starve (Death on Highway)

About halfway out I came upon a group of three peasants in a very poor condition. They were all very poor and had been driven from their homes by the Bolsheviks.

Search for Grain (A Great Privilege)

The collective farms near Moscow are a concentration camp of forced labor, and in their districts I found a very poor condition. They were all very poor and had been driven from their homes by the Bolsheviks.

Food Hunter Shot (Red Bullets Fly)

Walking around this farm I came upon a peasant woman who was waiting for a Red soldier and was afraid to go to the back of a grain granary without waiting and look to see where the Red soldier was.

Both father and son were gassed on the farm at the time.

Continued on Page 11, Column 6.

**Extraits du Rapport spécial n°4 du département secret-politique de l'OGPU sur l'état des kolkhozes au 15 janvier 1932, d'après les informations fournies par les Représentations plénipotentiaires régionales**

19 janvier 1932

Les informations recueillies dans les régions montrent que les organisations de base du Parti et des soviets – et parfois même les organisations de district – ne se préoccupent absolument pas de la question du renforcement organisationnel et économique des kolkhozes. La sous-évaluation opportuniste de cette question a pour conséquence le fait que de nombreux kolkhozes ne remplissent pas leurs obligations devant l'État.

La myopie politique de la direction de certains districts, son impuissance à repérer et à démasquer à temps l'ennemi de classe ont pour résultat que nombre de kolkhozes, loin de prendre la tête d'un certain nombre de campagnes politico-économiques de premier plan, restent à la traîne, tout particulièrement dès qu'il s'agit des collectes d'État. Parmi les kolkhozes très en retard sur le plan de collectes, ceux d'Ukraine, du Caucase nord et de la Région centrale des Terres noires, s'illustrent tout particulièrement.

L'absence d'attention portée au renforcement organisationnel et économique des kolkhozes se traduit par toute une série de phénomènes négatifs tels que: une mauvaise organisation et une exécration comptabilité du travail; le triomphe du nivellement et de l'indifférence; une répartition des rémunérations en fonction des «bouches à nourrir» et non pas du travail fourni; une discipline du travail très relâchée; des tendances aux départs et à l'exode de la part des kolkhoziens.

Tous ces phénomènes sont habilement exploités par les koulaks, qui en profitent pour renforcer leur propagande anti-kolkhozienne, en s'efforçant de discréditer le système kolkhozien dans son ensemble et la collectivisation des campagnes, et en menant un travail de sape à l'intérieur même des kolkhozes.

**Organisation et contrôle du travail**

À la suite des pratiques opportunistes dans la direction d'un certain nombre de directions de district de kolkhozes et d'organisations de base du Parti et des soviets, les nouvelles formes d'organisation socialiste du travail (émulation socialiste, mouvement des travailleurs de choc) sont totalement ignorées dans de nombreux kolkhozes. Un grand nombre de kolkhozes ne sont pas passés au travail normé. La tendance au nivellement n'est pas

liquidée. L'absence de plans concrets d'organisation du travail et d'exploitation de la main d'œuvre entraîne des changements continus d'affectation, les kolkhoziens étant sans cesse appelés à faire des tâches différentes. La force de trait et les ressources humaines sont très mal exploitées, ce qui entraîne une chute de la productivité du travail. Les problèmes de planification du travail occasionnent souvent des pertes considérables de journées-travail.

On note de sérieuses déviations dans l'application des nouvelles formes de travail socialiste. Ainsi, dans le kolkhoze Arefievskii (district Ilinskii), les brigades étaient formées sur un principe de classe : les paysans aisés et moyens étaient rassemblés dans la même brigade; les paysans pauvres étaient regroupés dans une autre; en outre, on attribuait à ces derniers les tâches les plus ingrates.

La comptabilité du travail laisse à désirer. Le principe de la journée-travail, comme étalon de rémunération, n'a toujours pas été assimilé correctement par nombre de responsables de kolkhoze. Le laisser-aller des appareils administratifs et la faible qualification des comptables ne permet pas d'assurer une comptabilité précise et juste des journées-travail. Dans de nombreux kolkhozes, le compte des journées-travail est fait avec un grand retard, qui peut atteindre deux à trois mois, voire plus. On a noté que les kolkhoziens ne recevaient souvent pas leur livret de travail; le compte des journées-travail se fait sur des petits bouts de papier, est inscrit en bâtonnets, etc. Par ailleurs, les abus et les malversations sont légion: on ne compte plus le nombre de cas où les comptables ont rajouté, par complaisance, des journées-travail à des amis, des parents, etc. (Ukraine, région de Léninegrad etc.). [...]

#### Négligences, beuveries

Un grand nombre de problèmes dans l'activité économique des kolkhozes est dû à la négligence et au laisser-aller des directions. À cause de ce laisser-aller criminel, l'état du cheptel est lamentable dans nombre de régions. La dilapidation des fourrages a créé par endroits une situation critique. Le laisser-aller est aussi cause de pertes importantes de grains, de dégradation des machines agricoles. Parallèlement, on note un très grand développement de l'ivrognerie tant parmi les dirigeants que parmi les simples kolkhoziens. Souvent, les fonds du kolkhoze sont mis à contribution pour l'organisation de beuveries collectives gigantesques, qui durent plusieurs jours (RSS d'Ukraine, région de Léninegrad). L'ivrognerie généralisée porte non seulement dommage à l'équilibre financier des

kolkhozes, mais elle sape la discipline du travail et discrédite le système kolkhozien auprès des paysans individuels [...].

### États d'esprit des kolkhoziens

À la suite d'un grand nombre de défauts dans l'organisation du travail (comptabilité des journées-travail déficiente, tromperies dans le calcul des journées-travail, laisser-aller général, activisme des éléments koulaks), on note une forte croissance d'états d'esprit malsains parmi les kolkhoziens.

Dans la région de la Basse-Volga, on a comptabilisé 40 bourgs où, quotidiennement, des groupes de kolkhoziens (de 10 à 60 personnes), principalement des femmes, viennent à la direction du kolkhoze réclamer à cor et à cri, du pain, tout en proférant des menaces à l'encontre des responsables du kolkhoze. Les états d'esprit négatifs se traduisent également par des refus collectifs organisés d'aller au travail, par des reprises de cheptel collectivisé et de biens appartenant au kolkhoze, et par un flot de départs non autorisés en ville et dans les districts industriels à la recherche de travail saisonnier. On note également un certain nombre de cas de passage à tabac de responsables (ces faits étant occasionnés par un fort mécontentement des kolkhoziens au moment de la répartition des journées-travail).

Une attention toute particulière doit être portée au phénomène des départs des kolkhoziens. Par endroits, ces départs ont pris un caractère massif [...].

### Région de la Moyenne-Volga

#### *District Krasnoslobodskii*

Dans le kolkhoze Koulikovo, 50% des paysans pauvres et moyens ont demandé à quitter le kolkhoze.

*District Kamenskii.* On a noté ces derniers temps des demandes collectives de départ des kolkhozes. À Kikino, par exemple, à l'instigation de l'ancien secrétaire du soviet rural, 132 exploitants ont signé la déclaration suivante: «Nous, soussignés, un groupe de kolkhoziens du kolkhoze Staline, au nombre de 132 chefs de famille, déclarons par la présente que nous ne souhaitons pas continuer à vivre et à travailler collectivement dans le secteur kolkhozien pour les raisons suivantes: premièrement, nous n'avons jamais émis le souhait d'entrer au kolkhoze, c'est arrivé sous la pression quand, au moment de la campagne de livraison du cheptel, une automitrailleuse parcourait en tous sens le village, menaçant de fusiller quiconque ne donnerait pas sa vache, le pouvoir local en a

profité pour nous obliger sous la menace à entrer au kolkhoze. Quant à nous, terrorisés par ces mesures si dures et ces répressions, nous sommes entrés au kolkhoze contre notre volonté. Bien que la force de trait et le cheptel soient considérés comme collectifs, en réalité ce n'est pas le cas, il n'y a aucune comptabilité de notre travail, personne ne sait comment ils nous comptent nos journées, et ils nous donnent ce qu'ils veulent, qu'on ait travaillé ou pas, peu importe. Tout ceci pour dire qu'on n'est pas attiré par la vie en kolkhoze. Prenons ce qui va se passer dans notre vie future si on reste, le travail n'est pas compté, la récolte et le revenu pas plus, les besoins des gens, des bêtes sans parler des semences non plus, il n'y a aucun revenu, ils prennent tout ce qu'on produit, ne nous laissent rien, en conséquence de quoi peut-on vivre dans ces conditions – pour sûr que non. Sur quoi on va prendre pour se chausser, se vêtir et pour les autres besoins, c'est l'inconnu et d'espoir – point. Prenant en compte toutes ces considérations, nous avons décidé à l'unanimité de quitter le kolkhoze pour aller dans le secteur individuel, demandant qu'on prenne en compte au préalable le travail accompli et qu'on nous délivre la norme réglementaire de pain et de fourrage pour l'année entière, sans tenir compte du paragraphe 10».

On a enregistré un cas analogue de demande collective dans le village de Kobylkino. Les mesures prises par le Comité de district du Parti ont permis de nettoyer le kolkhoze de Kobylkino de ses éléments koulaks – 11 ont été expulsés, et encore 6 du kolkhoze Staline de Kikino. Les instigateurs de ces pétitions ont été arrêtés. Un travail d'explication politique de masse a été entrepris parmi les kolkhoziens et des mesures ont été prises pour renforcer les kolkhozes.

On a noté une augmentation du nombre de départs des kolkhozes dans un certain nombre de districts de la région de Léninegrad, d'Ukraine, de la région de la Basse-Volga, de la région Nord, de Bachkirie et d'autres régions.

Pour le Chef du Département secret-politique de l'OGPU,  
Moltchanov,  
Le Chef de la 2<sup>e</sup> section, Liouchkov

Source: RGAE, 7486/37/235/26-27



## **Rapport spécial du Département secret-politique de l'OGPU sur le nombre d'exploitations koulaks restant à déporter au 10 mars 1932**

Pas avant le 10 mars 1932

Conformément à la directive de l'OGPU n°531/289 du 18 septembre 1931, le recensement des exploitations koulaks restant à déporter entrepris par le Département secret-politique de l'OGPU se présente ainsi:

Dans 19 régions, au 10 mars 1932, il restait 208.723 exploitations koulaks à déporter, dont :

- exploitations koulaks infiltrées dans les kolkhozes et sovkhozes ou restées hors de toute collectivisation et comprenant des travailleurs mâles adultes: 46.544;
- exploitations koulaks n'ayant plus de chefs de famille, ceux-ci ayant déjà été réprimés ou déportés: 21.191;
- exploitations koulaks n'ayant plus de travailleurs adultes, ceux-ci ayant été déjà réprimés ou déportés: 8.720;
- exploitations koulaks dont les membres (ou une partie) sont en fuite (installés en ville, travaillant dans des entreprises ou sur des chantiers): 31.135;
- exploitations koulaks n'ayant plus de travailleurs adultes: 12.958;
- exploitations koulaks dont tous les membres sont en fuite: 35.267;
- exploitations koulaks ayant un membre à l'armée, ou un membre ouvrier ou un membre ayant bien servi la Révolution: 18.294;
- exploitations koulaks ayant parmi ses membres un représentant de l'intelligentsia technique (instituteur, médecin, ingénieur, technicien, agronome, etc.): 124.

Le Chef du Département secret-politique, Moltchanov

Le Chef-adjoint de la 2<sup>e</sup> Section, Korkin

Source: TsA FSB, 2/10/509/21-22



## **Extraits du rapport du Département secret-politique de l'OGPU sur la fuite des koulaks de leur d'assignation à résidence et les mesures opérationnelles prises pour y remédier, au 15 mars 1932**

Pas avant le 15 mars 1932

En 1931, à la suite des mesures prises pour liquider les koulaks en tant que classe, la fuite des koulaks de leur lieu d'assignation à résidence a pris une ampleur considérable, à la suite d'une forte propagande menée par les activistes contre-révolutionnaires et à cause des conditions insatisfaisantes de la vie quotidienne. Les chiffres sont les suivants:

### 1- Caucase Nord

Au 1<sup>er</sup> février 1932, s'étaient enfuis: 3.807 individus en famille, plus 1.097 chefs de famille ou célibataires, plus 13 526 individus assignés à résidence à l'intérieur de la région – soit au total 18.430 personnes. Grâce aux mesures prises par la R.P. du Guépéou, 4.534 individus ont été rattrapés, dont 3.116 renvoyés dans leur village de peuplement à l'intérieur de la région, tandis que 1.418 individus étaient déportés vers la Sibérie et l'Oural.

### 2 - Crimée

Se sont enfuis de leur lieu de résidence: 308 individus en famille et 58 chefs de famille ou célibataires. Total: 366. En 1931, les organes du Guépéou ont rattrapé 197 individus, dont 138 ont été envoyés en camp et 69 renvoyés sur leur lieu de déportation.

### 3 - Région d'Ivanovo

Se sont enfuis de leur lieu de résidence: 1.978 individus en famille et 2.020 chefs de famille ou célibataires, soit au total 3.998 personnes. Au cours de la période juin-décembre 1931, les organes du Guépéou ont arrêté et renvoyé au lieu de déportation 1.179 koulaks en fuite.

### 4 - Région de la Basse-Volga

Se sont enfuis de leur lieu de résidence: 19.901 individus en famille, plus 2.508 chefs de famille ou célibataires. Total: 22.409. Arrêtés: 255. Suivis et sur le point d'être arrêtés: 370.

### 5- Kazakhstan

Se sont enfuis de leur lieu de résidence: 11.702 individus en famille, plus 2.577 chefs de famille ou célibataires. Total: 13.649. Se sont enfuis des villages de peuplement au Kazakhstan: 16.118 individus, dont 3.332 ont été appréhendés. La plupart des nomades installés dans les régions frontalières partent pour la Chine occidentale.

### 6 - Région de Moscou

Se sont enfuis de leur lieu de résidence: 1.650 individus en famille, plus 4.714 chefs de famille ou célibataires. Total: 6.364. Ces derniers temps, on estime qu'environ 2.000 koulaks et membres de leur famille sont revenus illégalement de déportation.

#### 7 - Région de Nijni-Novgorod

Se sont enfuis de leur lieu de résidence: 233 individus en famille, plus 2.729 chefs de famille ou célibataires. Total 2.962. Nous n'avons pas d'informations sur les koulaks enfuis de déportation.

#### 8 - RSS d'Ukraine.

Se sont enfuis de leur lieu de résidence: 16.477 individus en famille, 10.589 chefs de famille ou célibataires. Total: 27.066.

Pour réussir dans leur entreprise, les koulaks prennent les mesures suivantes: achat de faux-papiers, falsification de documents, vols de feuilles à en-tête (ces vols sont en général commis par des membres de leur famille ou des amis). Avec ces faux documents et ces faux certificats, les koulaks trouvent du travail. Ainsi, une lettre a été adressée au koulak Nedjat Abdoul Kerim, déporté de Crimée, dans laquelle avaient été glissées quatre feuilles à en-tête du soviet rural, déjà tamponnées (une enquête a été ouverte pour identifier l'expéditeur) [...]. Ivan Andreievitch Kostenko, fils de koulak, domicilié à Litka, a reçu un certificat du soviet rural mentionnant que son père était imposé en tant que koulak. Kostenko a gratté le mot «koulak» et l'a remplacé par «bedniak». Avec ce certificat, il a trouvé du travail au Gosmetzavod (Kertch) [...].

À côté de ces méthodes «artisanales», il existe de véritables organisations qui s'emploient systématiquement à fournir des faux documents aux koulaks en fuite. À Rostov-sur-le-Don, le 9 juillet dernier, a été démantelée une organisation qui approvisionnait les dékoulakisés en faux-papiers. Un certain Chilov, affairiste, dirigeait cette organisation. Il avait soudoyé un certain nombre de policiers de la ville. Chilov, sa compagne, Krysina, une koulak, le fils de celle-ci et deux policiers ont été arrêtés. Une enquête a été ouverte. Dans la ville de Chakhty, nos services ont démantelé en août 1931 une organisation qui s'était spécialisée dans la délivrance de faux-papiers aux koulaks en fuite. L'affairiste Korlychkin, alias Belougourov, Koulikov, Tchervin, Priatkin, Donskov, trois fois condamné et échappé de la prison de Syzran, dirigeait toute cette organisation. 17 individus, dont 15 koulaks, un affairiste déjà plusieurs fois condamné et un invalide sans occupation définie faisaient partie de la bande dirigée par Korlychkin. L'affaire a été jugée en décembre dernier par une troïka, et les inculpés condamnés à diverses peines de défense sociale.

Par ailleurs, les appareils de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région du Caucase Nord ont démasqué 17 organisations qui s'occupaient de la fabrication de faux-papiers pour les dékoulakisés et les koulaks en fuite. Les koulaks en fuite participaient eux-mêmes activement à l'activité de ces groupes criminels. La fuite des koulaks est facilitée par l'absence de vigilance de certains dirigeants et fonctionnaires locaux. Les koulaks parviennent aisément à se trouver du travail dans les entreprises, les sovkhoses et les kolkhoses. Dans la République autonome de Crimée, nos services ont repéré 76 koulaks en fuite installés dans 21 kolkhoses. Qui plus est, souvent à des postes de responsabilité (parfois même au poste de directeur de kolkhoze). Sept koulaks en fuite ont trouvé du travail au kolkhoze de la stanitsa Bezjougskaja. À Krasnodar, 190 koulaks en fuite ont été embauchés dans diverses administrations et entreprises.

D'une manière générale, les koulaks en fuite installés dans diverses régions de l'URSS, sont engagés dans des activités contre-révolutionnaires. Ils tentent de s'organiser en bandes, commettent divers actes de sabotage dans les entreprises, pillent et volent les biens des kolkhoses et des sovkhoses, préparent des actes de terrorisme contre les activistes, tentent de passer la frontière et de s'enfuir à l'étranger [...]

Le Chef-adjoint du Département secret-politique de l'OGPU,  
Korkin

Source: TsA FSB, 2/10/509/34-40



## **Extraits du rapport du Département secret-politique de l'OGPU «Sur les aspects négatifs de la situation politique dans certaines régions de l'URSS»**

Pas avant le 1<sup>er</sup> avril 1932

Depuis la fin du mois de décembre 1931 et le début du mois de janvier 1932, nous avons noté dans certaines régions de l'URSS toute une série de phénomènes négatifs tels que l'exode rural non planifié, les départs massifs des kolkhozes, l'abandon de terres, des difficultés alimentaires et de ravitaillement, un abattage massif de bétail, des manifestations et des émeutes de masse, et d'autres phénomènes négatifs [...]

### *Kazakhstan*

#### Difficultés alimentaires

À partir d'octobre 1931, notamment dans les régions septentrionales du Kazakhstan, on a noté l'apparition de difficultés alimentaires, qui, au cours des derniers mois, se sont aggravées et ont gagné du terrain. Si en novembre-décembre 1931, les difficultés alimentaires avaient gagné 7 à 10 districts, en janvier, et dans la première quinzaine de février, elles s'étaient étendues à 20 districts, et à la fin février à 33 districts (sur lesquels 10 avaient besoin d'une aide alimentaire urgente). D'après des données très partielles, 232 localités de 32 districts connaissent la famine. De décembre 1931 au 10 mars 1932, d'après des données très partielles, on a enregistré 1.219 décès dus à la famine et 4.304 cas de gonflement occasionné par la faim. La grande majorité des victimes sont des kolkhoziens. Dans les districts Karatalskii et Pavlodarskii, on a noté de très nombreux cas de familles entières décimées par la famine. Au kolkhoze Erjenkol, 10 familles sont mortes de faim; au village n°8 – sept familles; au village n°12 – deux familles; au village n°6 – quatre familles; au kolkhoze Baïgounous – sept familles. Dans le district Tsourioupinskii quinze kolkhozes sont touchés par la famine, dans le district Akboulakskii – dix; dans le district Tchilskii – 102 familles de kolkhoziens.

#### État du cheptel

À la fin de 1931 et au début de 1932, l'abattage de cheptel s'est accéléré. Dans les régions septentrionales du Kazakhstan, le bétail est systématiquement abattu, en particulier dans les kolkhozes. Dans le district Karatelskii, sur les 6.731 chevaux, 30 bœufs, 625 chameaux, 7.188 têtes de gros bétail, 4.617 moutons présents en

1931, il n'est resté que 338 chevaux, plus un seul bœuf, 85 chameaux, 38 têtes de gros bétail, 677 brebis.

Dans six districts du Kazakhstan septentrional, on a noté 23 cas de reprise ou d'abattage du bétail collectif par les kolkhoziens. Dans le seul district Akboulatskii, la reprise ou l'abattage de bétail a eu lieu dans 12 kolkhozes. On note très souvent que le bétail est volontairement et systématiquement mis dans un tel état qu'il ne reste plus qu'à l'abattre.

Situation dans les kolkhozes

La situation dans les kolkhozes est très tendue. L'afflux de kolkhoziens non seulement s'est tari, mais un processus inverse de départ des kolkhoziens s'est enclenché.

À cause des difficultés alimentaires, on note, surtout dans les districts Irtychskii, Enbekchi-Kazakhskii, Ak-Boulakskii, Fedorovskii, Kastekskii, Aksouiskii, Tsourioupinskii, un flux de départ de kolkhoziens, qui affecte jusqu'à 70 à 80% du nombre total des kolkhoziens. Ainsi, dans un seul kolkhoze du district Bachgorodskii, sur les 1.500 exploitants, 1.114 sont partis; dans le kolkhoze Lebiajskii, 130 sur 196 sont partis; dans le kolkhoze Molotov, 100 sur 180; dans le kolkhoze Akboulakskii, 54 sur 64. On pourrait multiplier les exemples. Ce mouvement provoqué en partie par l'agitation antisoviétique des bays explique aussi la montée des humeurs antikolkhoziennes et les refus massifs d'aller au travail lors de la campagne de semailles de printemps.

Nomadisme et exode

Dès l'été 1931, on a observé, dans les zones frontalières avec la Chine, sous l'influence des bays qui ont su habilement exploiter les excès ayant accompagné la campagne de collecte obligatoire de viande, un développement sans précédent de migrations massives (y compris de paysans pauvres, moyens et de kolkhoziens) vers la Chine. D'après des données incomplètes, environ 40.000 exploitants ont franchi la frontière. Il y a eu des cas où des membres du Parti, des Jeunesses communistes, des dirigeants de kolkhoze ont eux-mêmes pris la tête du mouvement. Il est arrivé que des kolkhozes entiers disparaissent au-delà de la frontière, que les migrants fassent usage de la force et résistent aux gardes-frontières, ou bien encore s'organisent en bandes ou fusionnent avec des bandes existantes. Une inspection spécialement menée sur place a conclu que dans certains districts jusqu'à un tiers de la population a émigré en Chine.

Ces derniers temps, à cause des difficultés alimentaires, on a noté un phénomène massif de fuite de la population kazakhe vers des régions limitrophes – Asie centrale, Sibérie occidentale, Oural, Moyenne-Volga, etc. D'après des données très incomplètes, 50.000

familles seraient parties vers la Moyenne-Volga, 16.000 vers la Sibérie occidentale, 12.000 vers l'Asie centrale, 1.000 vers le Tadjikistan, etc.

On assiste aussi à d'importants mouvements de population à l'intérieur même du Kazakhstan, les gens se regroupant autour des abattoirs de Soyouzmiasso. Une grande partie de la population des districts Karatalskii, Pavlodarskii et d'autres est en constant déplacement à la recherche de nourriture.

Parmi ces migrants, on compte une majorité de kolkhoziens, mais aussi des membres du Parti. On assiste au départ non seulement de familles ou d'individus isolés, mais de villages et de kolkhozes entiers. Dans de nombreux districts –Pavlodarskii, Merkenskii, Aia gouzskii, Presnovskii et d'autres – il est resté moins de la moitié de la population. Actuellement, les gens se préparent à d'autres mouvements massifs de population. Dans les districts Tchimkentskii, Kokpetinskii et Taldy-Kourganskii, neuf groupes, chacun comptant de mille à quinze mille familles, se préparent à partir. Le plus souvent les migrants se nourrissent de charogne, de chiens, de déchets qu'ils trouvent près des abattoirs, ils déterrent des animaux morts d'épidémie et mangent cette charogne. Se rassemblant autour des abattoirs, ils volent les carcasses et les déchets, boivent le sang des animaux abattus.

#### Émeutes et manifestations de masse

On remarque avec inquiétude que dans un certain nombre de districts, et tout particulièrement dans celui d'Irtych, dans les kolkhozes qui connaissent des difficultés alimentaires, les kolkhoziens sont «payés» pour leur journée-travail en herbe et en charogne. Pour compléter cet «approvisionnement», les kolkhoziens volent des chiens, des chats qu'ils consomment (kolkhozes Avakoumovskii, Goloubovskii, Novo-Ivanovskii, Novo-Alexeievskii et d'autres).

À cause des difficultés alimentaires, dans les 35 districts déjà mentionnés, frappés par la famine, on a enregistré 101 attaques contre des entrepôts de Soyouzmiasso, des émeutes au cours desquelles les gens réclamaient du pain. Ces émeutes dégénéraient souvent en pillages de céréales et appropriation illégale de bétail collectivisé. Les émeutes les plus importantes ont eu lieu le long du Turksib, où se trouvent les abattoirs les plus importants de Soyouzmiasso (on y a pillé pour plus de 100.000 roubles de viande). 400 à 500 personnes participaient à ces attaques. Dans le district Karatalskii, on a compté jusqu'à 2.000 assaillants, en majorité des kolkhoziens armés de haches et de..., qui ont ravagé les entrepôts de viande de Soyouzmiasso.

Dans les régions limitrophes du Kazakhstan, vers lesquelles se dirigent les migrants, on note aussi un grand nombre d'incidents, de pillages et de vols. Ceux-ci ont pris une ampleur massive. Dans le seul district Sol-Iletskii (Moyenne-Volga), les nomades ont commis 51 pillages organisés de bétail ; dans le district Petrovskii – 4. Dans le district Iletskii, les migrants attaquent les kolkhozes et volent le bétail.

La consommation de diverses charognes et l'affaiblissement de l'organisme à la suite de la faim entraînent l'apparition de nombreuses épidémies. Ces derniers temps, dans les districts de Sibérie occidentale où se concentrent de nombreux nomades, on a noté l'apparition de typhus et de variole. Dans le seul district Slavgorodskii, au 5 mars on avait enregistré 117 décès des suites de l'épidémie. À la recherche de nourriture, les nomades, se déplaçant vers l'est, diffusent diverses maladies et épidémies. Avec l'arrivée de l'été, on peut craindre que ces épidémies se diffusent largement dans toute la Sibérie occidentale. On a noté des cas de typhus chez les migrants installés dans la Moyenne-Volga.

#### Préparation aux semailles

Le préparation de la campagne de semailles se déroule dans des conditions très difficiles non seulement dans les kolkhozes, mais aussi dans les sovkhoses. Dans 38 districts, au cours du mois de janvier on a enregistré 205 cas de refus collectif de travail. Dans quatre districts, on a noté 5 cas où les assemblées générales de kolkhoziens, consacrées aux questions d'organisation de la campagne de semailles ont dû être annulées. À ces réunions, les kolkhoziens avaient voté pour la résolution suivante: «Refuser le plan de semailles tant que les kolkhoziens n'ont pas été payés pour leur travail de l'année 1931».

En général, l'adoption du plan de semailles se passe de manière formelle, les kolkhoziens faisant preuve d'une grande passivité: «Si l'on nous donne des semences, on sèmera», disent-ils, sans prendre davantage part aux discussions. Les plans sont imposés aux localités sans tenir compte des changements sociaux-économiques qui ont pu avoir lieu récemment (fuite des habitants, exode, diminution du cheptel et de la force de travail, etc.). Le résultat est que, dans de nombreux districts et kolkhozes, le plan proposé est tout simplement irréalisable. Une enquête menée dans les districts Karatalskii, Enbekchi-Kazakhskii, Tchiliiskii a montré que la surface cultivée y était, en 1931, de 74.213 ha (pour 21.329 exploitants et 17.421 têtes de bétail), alors qu'en 1932, le plan prévoit d'ensemencer 102.155 ha de labours (13.088 exploitants et 7.178 têtes de bétail). Dans le district Kazalinskii, le plan est fondé sur les données de l'an passé,

alors que dans seulement dix villages inspectés, le nombre des migrants partis depuis des mois s'élève à 1.076 familles.

Au 1<sup>er</sup> mars 1932, 21% du plan de semailles a été réalisé.

En raison des difficultés alimentaires croissantes, l'abattage de cheptel s'accélère, 50% du bétail étant, par endroits, déjà abattu. La réparation des machines agricoles a pris un grand retard. Les mesures prises pour sédentariser les nomades et les semi-nomades ne permettent pas de les intégrer dans la campagne de semailles de printemps.

#### Activisme des éléments contre-révolutionnaires

La situation présente contribue grandement à l'activisme croissant des éléments contre-révolutionnaires. Un des indicateurs de cet activisme est le terrorisme dirigé contre les personnes et la destruction des biens collectifs. Dans 16 districts, on a enregistré pour la seule période janvier-mi-février, 23 actes terroristes et 3 incendies de bâtiments kolkhoziens. Le démantèlement, au cours des sept-huit derniers mois, de nombreux groupes contre-révolutionnaires, a clairement démontré que les départs massifs et les exodes de migrants et de nomades étaient sciemment organisés par les éléments contre-révolutionnaires dirigés par les bays nationalistes kazakhs [...].

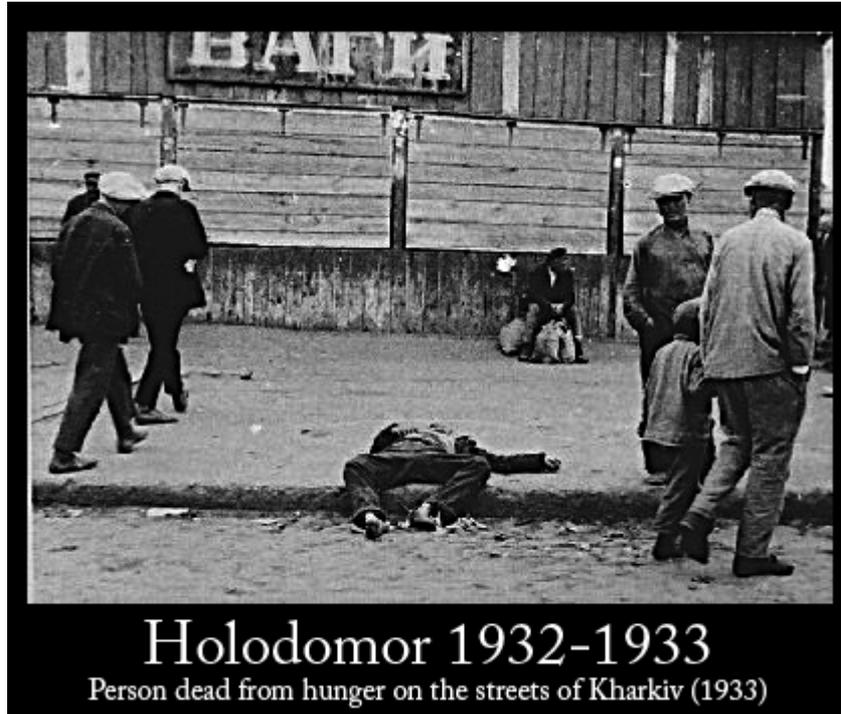
Ces organisations contre-révolutionnaires étaient souvent dirigées par des fonctionnaires locaux, voire par certains responsables locaux du Parti, devenus des nationalistes kazakhs. Ces derniers commettaient toute sorte d'excès, organisaient des pillages massifs de biens collectifs et de céréales, infiltraient des éléments bays à la tête des kolkhozes, organisaient l'exode de kolkhozes et de villages entiers, dévoyaient le plan de collecte de céréales et de viande, créaient artificiellement des difficultés alimentaires, la famine, etc.

Parallèlement au développement de la contre-révolution nationaliste, on constate un activisme croissant de la part d'éléments antisoviétiques d'origine russe. On a remarqué ce phénomène dans des districts où il y avait de nombreux «partisans rouges» (district Zapianskii). On y a démasqué un groupe contre-révolutionnaire insurrectionnel, qui comptait bien soulever les «partisans rouges» contre le régime soviétique.

Sur le territoire du Kazakhstan on compte plus de 200.000 déplacés spéciaux. On a remarqué parmi ces déportés une grande agitation contre-révolutionnaire appelant au soulèvement contre le pouvoir soviétique. Les fuites de koulaks et de bays déportés ont pris une grande ampleur. On note que les bays kazakhs ont établi

des contacts avec les villages de peuplement spéciaux et organisent la fuite de koulaks russes.

Source: TsA FSB, 2/10/53/1, 42-50



## **Rapport du Département secret-politique de l'OGPU sur une manifestation de masse de femmes dans le district Krasnooufinskii (région de l'Oural) 9 avril 1932**

Le 20 mars dernier, dans le village de Bolchoï Tourych, à la suite de difficultés alimentaires, un groupe de 32 kolkhoziennes du kolkhoze «L'économe» a pillé un entrepôt de grains. Les initiateurs de ce pillage sont deux fils de koulaks, infiltrés au kolkhoze. L'émeute s'est produite dans les circonstances suivantes: le 19 mars, un certain nombre de kolkhoziens sont venus à la direction du kolkhoze réclamer du pain; les membres de la direction présents sur place, soutenus par d'autres kolkhoziens, ont réussi à empêcher l'attaque de l'entrepôt. L'une des kolkhoziennes a alors lancé: «Si on n'y arrive pas cette nuit, on le fera demain». Le 20 mars, vers 11 heures du matin, un groupe de 12 kolkhoziennes a entouré l'entrepôt, chassé le gardien, cassé le cadenas et s'est mise à piller le blé. Les membres du soviet rural, arrivés sur place, parvinrent cependant à faire cesser le pillage et à remettre de nouveaux cadenas. Renforcé de nouveaux éléments, armés de pieux et de fourches, un groupe, cette fois-ci fort de 32 femmes, a de nouveau attaqué l'entrepôt et malgré le coup de feu préventif tiré par le gardien, a forcé à nouveau la porte de l'entrepôt et a recommencé à piller. Le responsable des coopératives qui tentait de s'opposer au pillage a été roué de coups. Le président du kolkhoze n'a pas pris de mesures pour mettre fin au pillage. En conséquence, 85 *pouds* de blé ont été volés. Le président du Comité exécutif du soviet de district est venu sur place, a convoqué une assemblée générale et a demandé aux kolkhoziens de rendre les céréales pillées. Une partie des kolkhoziens, issus de la paysannerie pauvre et moyenne, a catégoriquement refusé. Prenant la parole, la kolkhozienne Storoubleva a déclaré: «Nous avons donné notre pain à l'État et maintenant nous avons faim. Si on ne nous donne pas du ravitaillement, la prochaine fois on nettoiera encore mieux les entrepôts».

Le Chef du Département secret-politique de l'OGPU, Moltchanov,  
Le Chef de la 2<sup>e</sup> section, Liouchkov

Source: TsA FSB, 2/10/513/172-173



## Note du Guépéou d'Ukraine sur les manifestations de masse recensées dans la RSS d'Ukraine en 1932

29 mai 1932

La dynamique des manifestations de masse offre la progression suivante: 35 en janvier, 33 en février, 152 en mars, 282 en avril, 166 pour la première quinzaine de mai.

La progression est spectaculaire. Ces manifestations se traduisent, pour l'essentiel, par des pillages de semences, des appropriations illégales de bétail collectivisé, des demandes de pain. Ainsi, on a noté l'évolution suivante (pour 85% des manifestations recensées):

Mois	Pillages de semences	Demandes de pain	Appropriation illégale de bétail	Total
Janvier	4	8	1	13
Février	14	7	8	29
Mars	88	52	37	167
Avril	122	50	103	275
1 <sup>re</sup> quinz. mai	67	40	14	121
Total	295	157	163	595

On note tout particulièrement le caractère organisé et massif des émeutes et manifestations visant à s'emparer des céréales stockées dans des entrepôts près des gares et des distilleries. 37 émeutes de ce type ont eu lieu près des gares, 19 près des distilleries [...]. Plus de la moitié de ces émeutes concernent la province de Kharkov.

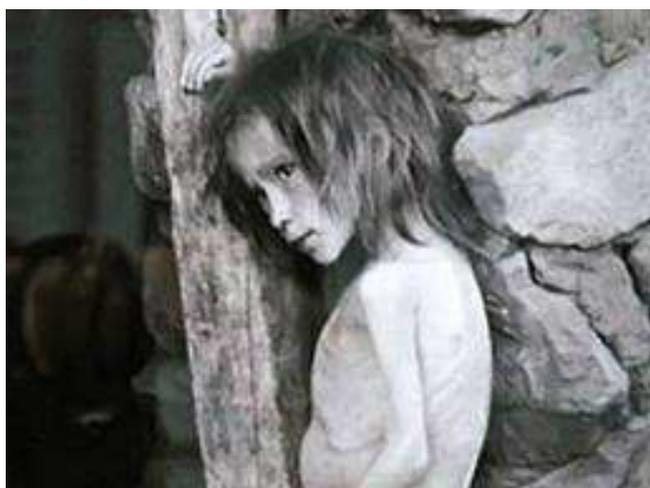
Le nombre de participants par manifestations est le suivant:

Région	Moins de 50	50 à 150	150 à 300	300 à 500	Plus de 500
Kharkov	93	48	29	14	10
Kiev	66	42	23	5	-
Dniepropetrovsk	57	25	7	2	4
Odessa	51	25	8	1	1
Vinnitsa	42	20	6	2	2
Donbass	18	13	-	-	-
Moldavie	25	17	4	6	2
Total	352	190	77	30	19

Parallèlement aux mesures prophylactiques prises pour éviter ce genre de manifestations, les organes de l'OGPU ont arrêté en 1932 840 individus pour leur participation active à ces manifestations. Sur ce nombre – 203 koulaks, 181 paysans individuels moyens et pauvres, 63 kolkhoziens, 79 éléments criminels et socialement étrangers, 314 au statut social non éclairci par nos services.

Le Chef du Département secret-politique du Guépéou de la RSS  
d'Ukraine, Krivetz,  
Le Chef de la 3<sup>e</sup> section du Département secret-politique, Iliouchin

Source: TsA FSB, 2/10/528/280-284



## Extraits du rapport du Guépéou de la RSS d'Ukraine sur les départs massifs de kolkhoziens des kolkhozes d'Ukraine

25 juillet 1932

Au cam. Menjinski

Les tendances au départ de kolkhoziens restent actives dans de nombreux districts d'Ukraine, et accusent même une forte croissance notamment dans les régions de Vinnitsa, de Kharkov et de Kiev.

Par ailleurs, on constate que ces départs gagnent un nombre croissant de nouveaux districts. Au cours de la première décade de juillet, nos services ont recensé des demandes de départ dans 417 kolkhozes de 73 districts, émanant de 13.743 exploitants. Sur ces 73 districts, 43 figurent pour la première fois dans nos listes.

Au cours de la première décade de juillet, le tableau de la situation se présente ainsi:

	Nombre de demandes	Nombre de kolkhozes	Nombre de districts	Nombre de nouveaux districts touchés
Rég. de Vinnitsa	7.720	242	27	13
Rég. de Kharkov	3.579	101	24	19
Rég. de Kiev	1.377	37	11	9
Rég. d'Odessa	929	33	9	9
Rép.autonome de Moldavie	138	4	2	2
Total	13.743	417	73	43

Particulièrement intéressante nous semble la dynamique des départs pour les mois de juin-juillet, qui montre une forte croissance de ce phénomène:

1 <sup>re</sup> décade de juin	2.655 demandes	104 kolkhozes	31 districts
2 <sup>e</sup> décade de juin	3.471 demandes	158 kolkhozes	47 districts
3 <sup>e</sup> décade de juin	7.929 demandes	306 kolkhozes	81 districts
1 <sup>re</sup> décade de juillet	13.743 demandes	417 kolkhozes	73 districts

Au total, on a enregistré, en 40 jours, 27.798 demandes de départ, provenant de 784 kolkhozes de 154 districts [...].

Un échantillon des demandeurs souhaitant quitter le kolkhoze montre les faits suivants:

La majorité des demandes de départ proviennent de kolkhoziens issus de la paysannerie pauvre (environ 65% pour un échantillon prenant en compte 100 kolkhozes). Les autres demandes émanent, pour l'essentiel, de paysans moyens. Dans certains kolkhozes, la proportion des paysans pauvres est encore plus élevée. 70% des demandeurs sont entrés au kolkhoze en 1931-1932. Une grande partie (70 à 80%) de ceux qui souhaitent quitter le kolkhoze n'ont pas pris une part active aux activités et à la vie du kolkhoze et n'ont accompli qu'un nombre limité de journées-travail.

On notera qu'au cours du mois écoulé, environ 1.500 demandes de départ ont été adressées au président du Comité exécutif central de la RSS d'Ukraine. 70% de ces demandes émanent de la province de Kharkov. L'immense majorité de ces demandes (80%) émanent de kolkhoziens issus de la paysannerie pauvre. Les autres proviennent de paysans moyens. 60% des demandeurs ont adhéré au kolkhoze en 1931.

Dans de nombreux kolkhozes, les demandeurs exigent qu'on leur rendent leur cheptel pris au cours de la collectivisation. On note également une forte tendance à la reprise sauvage et non autorisée du cheptel et des outils agricoles, ainsi que d'une partie de la production collective sur pied, la récolte étant ensuite faite par la famille sortie du kolkhoze. Dans un certain nombre de kolkhozes, et en particulier dans ceux où la direction a semblé déroutée, dépassée par les événements, où elle n'a pas pris de mesures pour empêcher le départ des kolkhoziens et la reprise du cheptel et des outils agricoles, et où les éléments koulaks ont développé une campagne en faveur de la dissolution des kolkhozes, les tendances notées ci-dessus ont pris une grande ampleur et se sont traduites par des mouvements désordonnés de reprise de bétail, d'outils et de vol de produits agricoles. On a même noté des cas où des kolkhoziens qui n'avaient pas fait part de leur intention de quitter le kolkhoze – et même des paysans individuels – ont participé à ces reprises et à ces pillages. Il est arrivé que les responsables du kolkhoze eux-mêmes participent à ces actions.

Souvent, ces manifestations de masse et ces émeutes avaient un caractère clairement antisoviétique. Ainsi, les participants criaient des slogans antisoviétiques, appelaient à la mise à sac des kolkhozes, critiquaient violemment le Parti et le gouvernement soviétique, menaçaient les activistes, etc. Au cours de la première décade de juillet, on a enregistré 70 incidents dans 62 kolkhozes de 56 districts. Environ 2.269 personnes ont pris part à ces

manifestations, parmi lesquelles une majorité avait demandé à quitter le kolkhoze. Dans certaines manifestations on a compté de 200 à 300 participants [...].

On note aussi une nette dégradation de la discipline du travail dans les kolkhozes affectés par des départs. Un grand nombre de kolkhoziens – surtout ceux qui ont déposé une demande de quitter le kolkhoze – ne vont plus au travail. La discipline souffre aussi considérablement des nombreux départs vers les villes, à la recherche d'un emploi saisonnier, ou des déplacements dans diverses localités où les kolkhoziens cherchent du pain. Sur un échantillon de 150 kolkhozes, on note que dans 20 kolkhozes, jusqu'à 70% des kolkhoziens ne travaillent pas dans les champs collectifs, dans 43 kolkhozes 50% ne travaillent pas; dans 60 – jusqu'à 40% ; dans 27 kolkhozes, jusqu'à 30%.

Comme nous l'avons déjà souligné dans les rapports précédents, les tendances au départ sont particulièrement fortes dans les kolkhozes où la direction a négligé les questions d'organisation économique et où l'on constate a) des retards dans le paiement des journées-travail; b) une attitude négligente, incompétente de la direction; c) des déformations de la ligne de classe; d) une attitude désinvolte vis-à-vis des besoins des kolkhoziens; e) des difficultés alimentaires.

Le travail de sape des éléments koulaks et antisoviétiques, qui mènent dans certains kolkhozes une propagande acharnée contre le système kolkhozien et diffuse toute sorte de rumeurs provocatrices, joue un rôle évident dans le développement des départs massifs de kolkhoziens. Comme d'habitude, dans de nombreux districts circulent des rumeurs sur de prétendus décrets du gouvernement ordonnant la dissolution des kolkhozes et le retour de déportation des koulaks exilés, qui de surcroît, pourront se réinstaller sur leurs terres et récupérer leurs biens confisqués. En diffusant de pareilles rumeurs, les koulaks font peur aux paysans pauvres et aux activistes, qui craignent des représailles. Dans un certain nombre de villages, les activistes sont terrorisés.

On note également des retours, même s'ils ne sont pas très fréquents, de koulaks déportés en fuite, qui s'étaient jusqu'alors cachés dans d'autres régions. Ces koulaks s'emparent des biens qui leur avaient appartenu et réintègrent illégalement leur ancienne maison.

On note que les administrations et les directions des organisations locales et des kolkhozes paraissent souvent totalement impuissantes et démunies face aux départs des kolkhoziens et à la reprise des biens collectifs. Certains représentants du pouvoir soviétique réagissent par des mesures administratives brutales, multipliant les

arrestations et les amendes. À côté de cela, on note que dans certains districts, là où les organisations locales ont su à temps prendre en considération la question des départs de kolkhoziens, la situation s'est stabilisée et le flot des départs n'a pas crû; il a même parfois diminué. Ainsi, dans un certain nombre de kolkhozes, à la suite d'un travail d'explication politique de masse, les kolkhoziens ont demandé à rester et ont repris leurs demandes de départ. Le Président du Guépéou de la RSS d'Ukraine, Redens

Source: TsA FSB, 2/10/344/1-26



## **Extraits du rapport du Guépéou de la RSS d'Ukraine sur les états d'esprit négatifs des fonctionnaires de base à propos de la campagne de collecte des céréales**

22 août 1932

Au président de l'OGPU, le cam. V.R.Menjinski

Les renseignements fournis par les chefs des départements régionaux du Guépéou de la RSS d'Ukraine montrent que, depuis que les plans de collecte ont été annoncés aux kolkhozes, aux villages et aux districts, une partie des fonctionnaires locaux expriment des doutes quant à la réalisation de ces plans, ce qui a des effets négatifs sur la bonne marche des collectes.

Ces états d'esprit négatifs ont pour conséquence directe qu'en de nombreux districts des régions de Dniepropetrovsk, Kiev, Odessa, Kharkov et dans certains districts des régions du Donetz et de Vinnitsa, aucune lutte n'est menée pour la réalisation effective des plans de collecte, les forces des organisations locales du Parti et du komsomol ne sont pas mobilisées. Ces états d'esprit négatifs se rencontrent dans 16 districts de la région de Dniepropetrovsk, dans 19 districts de la région de Kiev, 15 districts de la région de Kharkov, 14 districts de la région d'Odessa, 9 districts de la région de Vinnitsa [...]

### *District Novo-Nikolaevskii (région de Dniepropetrovsk)*

Le responsable de la coopérative agricole «La vallée du Travail», le cam. Mousiiko, a déclaré: «Cette année, le plan est aussi réaliste que l'an dernier, à la suite duquel les kolkhoziens n'en pouvaient plus. Avec de telles collectes, comment peut-on espérer fortifier nos kolkhozes? Ce n'est pas étonnant que les paysans individuels vivent mieux».

### *District Bouvskii*

Un certain nombre de responsables du district disent que le plan de 600.000 *pouds* est totalement irréaliste. D'après leurs calculs, il ne sera pas possible de livrer plus de 250.000 *pouds*.

### *District Bazarvskii*

Un certain nombre de dirigeants, discutant du plan de collecte de céréales, ont déclaré que ce plan était irréalisable par les paysans individuels. Pour qu'un paysan individuel remplisse le plan, il faudrait qu'il donne tout, semences comprises. L'accroissement des objectifs du plan est dû au fait que l'inspecteur de district a surestimé les surfacesensemencées de 4.000 ha environ. Des propos

et des considérations analogues ont été exprimés par les responsables d'autres districts (Nrodnitcheskii, Tcherniakhovskii, Troianskii, Jachkovskii, Taraschanskii, Rakitianskii, Volodarskii, Louginskii, Ovroutchkovskii et Bazarskii de la région de Kiev) [...].

*District Kominternovskii*

Le président de la commission de contrôle du district, Vorgo, a dit au secrétaire du Comité exécutif de district: «Je considère que le Comité central a eu tort et s'est trompé pour le plan de livraison pour notre district. Ce plan est irréalisable». Plusieurs autres dirigeants du district ont émis le même avis [...]

Le président du Guépéou de la RSS d'Ukraine, Redens

Source: TsA FSB, 2/10/339/1-19



**Onore al grande  
STALIN!**

# l'Unità

ORGANO DEL PARTITO COMUNISTA ITALIANO

**Viva la causa invincibile del comunismo!**

ANNO XXX (Novecento) - N. 68
VENERDI' 6 MARZO 1953
Una copia L. 30 - Abbonata L. 90

**GLORIA ETERNA ALL'UOMO CHE PIU' DI TUTTI HA FATTO  
PER LA LIBERAZIONE E PER IL PROGRESSO DELL'UMANITA'**

## STALIN È MORTO

*Il Capo dei lavoratori di tutto il mondo si è spento ieri sera a Mosca alle 21 e 50*

**La luttuosa notizia**

Alle 21.50 di ieri sera è morto a Mosca il compagno Giuseppe Stalin. I comunisti e i lavoratori italiani, in quell'ora del più grave dolore, inchinano le loro bandiere dinanzi al Capo dei lavoratori di tutto il mondo, al difensore della pace, al costruttore della società socialista, all'Uomo che più di tutti ha fatto per la liberazione e per il progresso del genere umano.

**L'annuncio ai popoli sovietici**

Dal Comitato Centrale del Pcus i dirigenti del nostro Paese hanno ricevuto l'annuncio della morte del compagno Stalin. Il Comitato Centrale del Pcus ha deciso di esprimere il suo cordoglio e di esprimere il suo dolore per la perdita di un grande uomo di Stato. Il Comitato Centrale del Pcus ha deciso di esprimere il suo cordoglio e di esprimere il suo dolore per la perdita di un grande uomo di Stato.

**Extraits du rapport spécial n°60 du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état des collectes de céréales, d'après les données en provenance de la RSS d'Ukraine, du Caucase Nord, de la Basse Volga, de la Moyenne Volga, de la Région centrale des Terres noires, de Crimée, de la RSS de Biélorussie, du Tatarstan, de la région de Nijni-Novgorod, de l'Oural, de Transcaucasie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan,**

au 22 septembre 1932

26 septembre 1932

Le rythme de la campagne de collecte de céréales reste insatisfaisant. L'Ukraine, le Caucase Nord et la Basse Volga sont particulièrement en retard.

Le rythme de l'emmeulage et du battage est particulièrement lent, la planification déficiente, la direction des opérations, de la part des autorités locales, inexistante. Les conditions matérielles de réception des céréales sont exécrables et l'activisme des éléments koulaks antisoviétiques reste fort.

Les informations communiquées mettent toujours l'accent sur les humeurs malsaines et opportunistes d'une partie des fonctionnaires de base, voire, dans certains cas, de l'appareil du district. On note, à nouveau, toute une série de refus, de la part des soviets ruraux et des kolkhozes, d'entériner les plans qui leur sont proposés. En Ukraine, par exemple, depuis le début de la campagne de collecte, de tels refus ont eu lieu dans 446 soviets ruraux de 92 districts [...].

On soulignera qu'une partie des activistes, dont un certain nombre de communistes, s'opposent directement aux collectes, mènent ouvertement une propagande contre celles-ci et, dans certains cas, passent sur des positions clairement anti-communistes. Voici par exemple ce qu'a déclaré Ovtcharov, un membre du Parti, lors d'une assemblée générale de kolkhoziens: «Le pouvoir soviétique et le Parti ont trahi l'Ukraine, l'ont laissée sans pain. Nous aussi, ils veulent nous affamer, on ne donnera pas un seul quintal de notre pain à l'État» (district Bogoutcharskii, région centrale des Terres noires).

Parallèlement, on note de nombreuses réactions témoignant d'un profond désarroi de la population, qui cherche son salut dans la fuite. Refusant catégoriquement de mener la campagne de collecte, un certain nombre de responsables et d'activistes rendent leur carte du Parti (Ukraine, Caucase Nord, Région centrale des Terres noires, Basse Volga).

À la suite d'une répartition mécanique et arbitraire des objectifs de collecte, une partie des kolkhozes est clairement surimposée, tandis

que d'autres kolkhozes sont, au contraire, sous-imposés (Ukraine, Caucase Nord, Moyenne Volga, Tatarstan, etc.). Ainsi, en Crimée, on note qu'un certain nombre de kolkhozes, après avoir rempli le plan, se retrouvent sans semences ni réserves de nourriture, tandis que d'autres gardent d'importantes réserves.

Comme toujours, le secteur individuel est le plus en retard sur la réalisation du plan. La faiblesse du travail d'explication de masse, le retard pris par les organismes chargés de la collecte parmi les paysans individuels expliquent les nombreux refus des paysans individuels à remplir leurs obligations, la dissimulation et la dilapidation de grandes quantités de céréales. La pratique d'envoyer des délégués de village au chef-lieu de district pour demander des allègements d'impôts ou de collectes reste très fréquente. On note également qu'en de nombreux endroits, les exploitants aisés et koulaks ne sont toujours pas imposés individuellement [...].

#### Dissimulation et dilapidation des céréales

La dissimulation et la dilapidation des récoltes ont pris, dans certaines régions, des proportions considérables. On a noté de très nombreuses infractions aux directives du Parti concernant les avances en nature données aux kolkhoziens. Dans certains districts d'Ukraine, ces avances représentent jusqu'à 50-75% des grains battus. Dans le Caucase Nord, les kolkhoziens ont reçu 40 à 55% de l'ensemble des céréales qui devaient être livrées à l'État. On note également que les céréales servent souvent de monnaie de paiement pour divers travaux, de monnaie d'échange pour obtenir des produits manufacturés ou de nourriture pour le bétail (Ukraine, Caucase Nord, etc.).

La dissimulation et la dilapidation des céréales se font également en retardant artificiellement les opérations de battage, en donnant la priorité aux récoltes sur les terres les moins fertiles, etc. Dans les kolkhozes des districts Prikoumskii, Kourganenskii, Pavlovskii (Caucase Nord), on a découvert plus de 65.000 quintaux de céréales cachés dans les granges et laissés sur les aires de battage au lieu d'être livrés aux silos d'État. Les directions des kolkhozes retardaient systématiquement l'expédition de ces céréales, espérant les utiliser pour les besoins des kolkhoziens, et prenant prétexte d'une absence de moyens de transports pour ne pas transporter les grains aux silos.

Dans de nombreux districts d'Ukraine et du Caucase Nord, on a découvert des moulins cachés, fonctionnant à la force des bras (parfois avec des animaux de trait). 100 moulins clandestins de ce type ont été découverts dans le Caucase Nord.

Un certain nombre de kolkhozes, qui ont des moulins à eau ou à vent, procèdent eux-mêmes à la mouture des grains, qu'ils distribuent ensuite illégalement aux kolkhoziens (Caucase Nord). À Donskoïe (district Izobilno-Tischenskii), c'est un membre du Parti, président du kolkhoze «La voie du laboureur», un certain Vasil'tchenko, qui avait installé un moulin de ce type.

Dans un grand nombre de districts, le vol et le commerce illégal de céréales et de grains se poursuivent sur une grande échelle. Ces phénomènes tendent même, ces derniers temps, à se généraliser. Ainsi, à Novossibirsk, au cours des dix derniers jours d'août, près de 10.000 *pouds* de grains de la nouvelle récolte ont été illégalement vendus. Des spéculateurs venus du Dagestan, de Tchetchénie, d'Ossétie et de Kabardie alimentent le marché de Mozdok de milliers de *pouds* de céréales volées.

Dans la Région centrale des Terres noires, les spéculateurs, ayant acheté en gros des céréales, les vendent dans les régions voisines. 193 spéculateurs ont été arrêtés depuis le début de la campagne de collecte. En dix jours du mois d'août, dans 15 districts de la région du Caucase Nord, 830 spéculateurs et voleurs de céréales ont été arrêtés; 162 d'entre eux ont déjà été condamnés [...].

#### États d'esprit et humeurs à propos des collectes

On note une croissance des états d'esprit négatifs vis-à-vis des collectes et du système kolkhozien en général. Ces états d'esprits négatifs se traduisent par des attitudes cupides et consuméristes, par des déclarations – lors de réunions – hostiles aux plans de collecte, par des refus d'accepter ces plans, par une chute de la discipline du travail, par des départs massifs des kolkhozes. Caractéristiques de ces états d'esprit sont les propos suivants, souvent entendus parmi les kolkhoziens: «On n'a plus longtemps à souffrir. On va achever le battage, on va quitter le kolkhoze, on ne peut plus continuer ainsi, regardez comme les paysans individuels s'en sortent mieux!».

On note des demandes collectives de départ des kolkhozes dans un certain nombre de districts du Caucase Nord. Sans attendre la décision des autorités, les demandeurs arrêtent de travailler dans les champs collectifs, reprennent leurs bêtes et leurs outils et se mettent à ensemercer les champs individuellement.

Voici, particulièrement intéressant, un exemple de déclaration collective en vue de quitter le kolkhoze (Staroprivolnoïe, district Kanevskii, demande collective de 43 exploitants): «La raison de notre désir de partir est que la plupart d'entre nous, nous avons déjà souffert de la famine l'an dernier alors que la récolte était bonne, et considérant la récolte de cette année, c'est sûr qu'on aura faim. Les

champs n'ont pas été sarclés, la terre est en friche, les gens travaillent au kolkhoze juste pour survivre, à cause de la perspective de la famine, personne ne fait rien. C'est la troisième année que le kolkhoze ne nous paie rien . Et il y a en plus cette décision selon laquelle celui qui prendra une poignée de maïs, il aura dix ans de bagne ou bien l'exécution par fusillade. Nous vous prions de nous exclure du kolkhoze» [...].

Le Chef du Département secret-politique de l'OGPU, Moltchanov  
Le Chef de la 2<sup>e</sup> Section, Liouchkov

Source: RGAE, 7486/37/ 237/389-411



## **Rapport opérationnel sur l'état des confiscations de grains volés et cachés au Kouban et dans d'autres districts de la région du Caucase Nord, au 10 novembre 1932**

Pas avant le 16 novembre 1932

Au 10 novembre, 2.934 quintaux de grains volés et cachés ont été confisqués dans 10 districts du Kouban. Du 3 au 10 novembre inclus, 15.430 quintaux ont été confisqués dans l'ensemble du Kouban, 207 fosses à grains ont été découvertes, ainsi que 14 «greniers noirs»<sup>[1]</sup>. Au 10 novembre, 355 individus avaient été arrêtés dans 11 districts, 6 groupes contre-révolutionnaires liquidés (34 individus). Au total, depuis le début de l'opération, 1.464 individus ont été arrêtés, dont 83 dirigeants et responsables de kolkhoze. 170 individus ont déjà été jugés par des sessions spéciales, et 45 condamnés à la mesure suprême de défense sociale (peine de mort).

Dans les divers districts, la situation se présente ainsi:

### **District Tikhoretskii**

Au 10 novembre, le plan annuel de livraison des céréales était rempli à 46,3% pour les kolkhozes, et à 27,1% pour les paysans individuels. Au 10 novembre, 51 individus avaient été arrêtés, dont 12 appartenant à un groupe contre-révolutionnaire composé d'éléments koulaks-gardes blancs, liquidé à Tikhoretsk. Les paysans individuels de la *stanitsa* Novo-Rojdestvenskaia continuent à mener une politique active de sabotage. Certes, on observe, parmi une partie de ces paysans individuels, quelques vellétés à remplir leurs obligations vis-à-vis de l'État, mais celles-ci sont contrecarrées par les éléments koulaks. Parmi les masses kolkhoziennes, en revanche, on note un changement: «S'ils avaient arrêté plus tôt les chefs et encore quelques autres koulaks, on aurait ramassé plus de céréales et le plan aurait été depuis longtemps rempli». La minorité garde-blanc cosaque continue de faire preuve d'une attitude ouvertement hostile et tente de garder sous son influence les paysans individuels.

### **District Talachevskii**

Au 3 novembre, 43,5% du plan de livraison des céréales était rempli. 50% au 11 novembre. Au 3 novembre, 61,9% du plan de semailles était réalisé; 70,7% au 11 novembre.

L'humeur des paysans individuels de la *stanitsa* Medvedkovskaia est morose. On a noté plus de 20 cas de départs de familles entières, dont un certain nombre de départs définitifs. Les éléments contre-révolutionnaires se sont calmés, mais tentent de continuer leur propagande dans des cercles restreints de Cosaques.

La *stanitsa* Popovnitcheskaia est la plus en retard du district. Au 10 novembre, ni les paysans individuels, ni les kolkhoziens n'avaient livré les céréales. Les paysans individuels ont refusé de remplir le plan de semailles (186 ha). Au 10 novembre, 132,6 quintaux de grains volés et cachés avaient été confisqués.

#### **District Slavianskii**

Au 3 novembre, 51% du plan de livraisons de céréales avait été rempli. Au 11 novembre – 55%. Quant au plan de semailles, au 3 novembre, il avait été réalisé à 51%; au 11 novembre, à 58,1%. Au 10 novembre, 241,3 quintaux de grains volés et cachés avaient été confisqués et 71 individus arrêtés.

Parmi une partie des kolkhoziens, on note un changement d'attitude. Une partie des paysans individuels reconnaît également en privé qu'il n'est plus possible de ne pas remplir le plan de semailles et qu'il est temps d'entrer au kolkhoze. «On ne peut plus faire autrement que d'entrer au kolkhoze, si on veut bien de nous encore» (discussions entre des paysans individuels après l'intervention du cam. Kaganovitch, *stanitsa* Poltavskaia<sup>[21]</sup>). Les koulaks et les paysans aisés continuent d'avoir une attitude hostile.

#### **District Kourganenskii**

*Stanitsa* Temirgoievskaia. On note des changements dans l'attitude de la population. Les kolkhoziens ont recommencé à travailler dans les champs collectifs, en trois jours le maïs a été rentré. Le 9 novembre, malgré la pluie, les travaux des champs se sont poursuivis.

#### **District Korenevskii**

Au 9 novembre, 17 581,1 tonnes de céréales ont été livrées, soit 43 % du plan annuel. 44 536 ha ont été ensemencés – soit 48 % du plan annuel. Les masses kolkhoziennes approuvent en général les mesures prises par le Comité régional du Parti. Les paysans individuels continuent d'opposer une résistance aux livraisons et aux semailles. *Stanitsa* Beïsoukskaia. Les fonctionnaires locaux ont déclaré que « ceux qui sont prêts à faire le plan de semailles peuvent reprendre leurs chevaux de l'écurie du kolkhoze ». Personne n'a accepté de semer, préférant laisser au kolkhoze les chevaux.

#### **District Krasnodarskii**

On a découvert 368,8 quintaux de grains volés et cachés, 27 fosses à grains, confisqué 21 petits moulins à main. *Stanitsa* Dinskaia: dans la coopérative locale, on a découvert 220 quintaux de maïs cachés qui devaient servir à nourrir les porcs. On a noté un certain nombre de conversations à caractère insurrectionnel et de nombreuses fuites de paysans individuels et de kolkhoziens vers les villes.

#### *District Armavirskii*

Dans la nuit du 9 novembre, une opération de police dirigée contre les éléments contre-révolutionnaires koulaks a permis l'arrestation de 95 individus dans les *stanitsy* Voznessenskaia, Ouroupskaia, Oupornaia. Les groupes contre-révolutionnaires suivants ont été liquidés:

- *stanitsa* Ouroupskaia. Kolkhoze «Komintern: un groupe comprenant toute la direction du kolkhoze.
- *stanitsa* Protchnokopskaia. Kolkhoze Molotov: un groupe comprenant toute la direction du kolkhoze. 240 quintaux de grains volés, ainsi que 40 quintaux de miel. Les ruchers ont été entièrement sabotés. À la suite de ce sabotage, le kolkhoze est totalement ruiné.
- dans les *stanitsy* Voznessenskaia et Ouroupskaia, de nombreux excès ont été commis par suite d'une mauvaise interprétation des directives du Comité régional du Parti. Les groupes communistes mis en place n'ont pas cessé de faire de fouilles et des perquisitions chez les kolkhoziens et les paysans individuels. Étaient confisqués non seulement tous les grains et le pain reçu par les kolkhoziens au titre des journées-travail, mais encore les vêtements et autres objets de la vie quotidienne. Ceux qui ont commis ces excès ont été arrêtés.

#### **District du Terek**

Au 9 novembre, 195 quintaux de grains avaient été confisqués, 101 activistes contre-révolutionnaires, voleurs de céréales, arrêtés.

#### **Région du Don**

Au 9 novembre, sur 5 districts, 479 quintaux avaient été confisqués. 107 individus arrêtés pour vol, dilapidation et sabotage des campagnes de collecte et de semailles.

En général, le travail d'explication de masse des décisions du Comité régional du Parti reste faible. On a noté cependant parmi une partie des kolkhoziens des attitudes plus positives, des propos sur la nécessité de remplir rapidement le plan de collectes et de semailles. De nombreuses rumeurs font état de la déportation vers le Nord de tous ceux qui ne rempliraient pas leurs obligations envers l'État (Matveevo, district Kourganskii).

Le Chef-adjoint de l'OGPU, G.Iagoda

Source: TsA FSB, 2/10/21/331-335



## **Rapport spécial n°2 du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état des collectes de céréales en Ukraine au 8 décembre 1932**

13 décembre 1932

Selon nos informations arrêtées au 28 novembre, du 16 au 27 novembre ont été confisqués – 68 683 *pouds* de céréales cachées dans la région de Donetsk, 2.935 *pouds* dans la région de Kiev. À cette date, 86 groupes (633 individus) avaient été liquidés. Dans les régions de Kiev et de Vinnitsa 2.147 individus (dont 22 membres du Parti) avaient été arrêtés.

Ci-dessous quelques exemples, particulièrement caractéristiques, de groupes contre-révolutionnaires liquidés entre le 16 et le 27 novembre 1932.

*District Tchoubarovskii.*

Dans le kolkhoze «Le travailleur de choc» (Gouliai-Polé) a été arrêté un groupe d'individus composé du président du kolkhoze Kouschenko, paysan moyen, ex-makhnovite<sup>[3]</sup>; des membres du kolkhoze Tchaïka, fils de makhnovite, Pliouchii, paysans moyen, ex-makhnovite, Bazai, paysan moyen-aisé, ex-makhnovite. Ce groupe avait pour objectif de saboter les collectes, de voler massivement le blé kolkhozien. Les membres de ce groupe s'adonnaient systématiquement à des beuveries, se rassemblaient chez le koulak Grin, ancien gros commerçant. Le président du kolkhoze, Kouschenko a reconnu que « nous menions une propagande parmi les membres du kolkhoze afin qu'ils s'opposent aux collectes d'État ». L'instruction se poursuit.

*District Tchoutovskii*

Un groupe de koulaks et d'éléments contre-révolutionnaires a été liquidé dans les kolkhozes Louschenko et «La moisson révolutionnaire». Le groupe était composé des éléments suivants: Ents Mikhaïl, juge sous l'ancien régime tsariste; Netchitaïlo, koulak; Poda Semion, fils de dékoulakisé; Donilenko Dimitri, Kolesnik Pavel, koulaks. Tous ces individus s'adonnaient à des beuveries systématiques, volaient des céréales, faisaient de la propagande contre le plan de collectes, en conséquence de quoi beaucoup de céréales ont été dilapidées, la discipline du travail s'est dégradée, les arrêts de travail se sont multipliés, et le plan de collecte d'État n'a été rempli qu'à 13,9% au kolkhoze Louscheno et à 23,6% au kolkhoze «La moisson révolutionnaire». Les individus mentionnés ont été arrêtés, l'instruction est terminée, l'affaire transmise au tribunal. Par ailleurs, 11 koulaks ont été expulsés des kolkhozes mentionnés et arrêtés.

On a noté que les appareils de base des soviets et des kolkhozes étaient massivement pollués par des éléments socialement étrangers, ce qui s'est traduit par des réactions négatives vis-à-vis du plan de collectes de la part d'un certain nombre de fonctionnaires, voire d'institutions entières (rurales). Ainsi, lorsque devaient être entérinés les plans de collecte, on a enregistré 88 cas de refus émanant d'administrations et d'organisations de base du Parti. Ces plans ont été rejetés: dans 38 cas au cours de réunions de bureau des cellules du Parti; dans 22 cas au cours de réunions de la direction des kolkhozes; dans 25 cas au cours de réunions du praesidium du soviet rural; dans 3 cas à l'initiative personnelle d'un secrétaire de cellule du Parti.

Par ailleurs, dans 35 districts de la région du Donetz, on a enregistré 335 cas de propagande dénonçant les plans de collecte et 323 cas de sabotage direct des plans, ainsi que 518 cas de négligence opportuniste des fonctionnaires de base de soviets et de kolkhozes.

#### *District Tchernoukhinskii*

Khobardo-Oglii, secrétaire de la Commission du contrôle du Parti, et Griadounov, président du Comité exécutif de district, ainsi que d'autres responsables locaux, au lieu de mobiliser les activistes pour remplir le plan de collectes, passent leur temps à dire que le plan est irréalisable (même depuis qu'il a été abaissé) et ont même suggéré qu'il faudrait peser à nouveau les céréales restant dans les kolkhozes pour démontrer au Comité régional du Parti que le plan est irréalisable.

Dans de nombreux districts (Stalinskii, Grichinskii, Gorlovskii, Nijne-Sirojskii, et d'autres), on a noté que des dirigeants de kolkhoze, de concert avec des membres du Parti et des Jeunesses communistes, s'activent à cacher les céréales dans les kolkhozes afin de les soustraire aux collectes.

#### *District Stalinskii*

Dans le kolkhoze Vorochilov, on a découvert 528 *pouds* de maïs, 60 *pouds* d'orge et 240 *pouds* de blé cachés et soustraits à la collecte. Il a été établi que les auteurs de ce détournement étaient Kolesnikov, brigadier et ex-paysan pauvre, Skajennik, membre du Parti et ex-président du kolkhoze, et Abramova, membre de la direction actuelle et membre des Jeunesses communistes.

#### *District Gradijskii*

Dans le kolkhoze Stolbouvakha, on a découvert 11 hangars contenant du blé soustrait à la collecte. Il a été établi que les comptables, épaulés par la direction du kolkhoze, avaient soustrait à tout contrôle la moitié des céréales. Les coupables ont été arrêtés.

Dans plusieurs districts de la région de Kiev (Troianovskii, Tchernobylskii, Tcherniakhovskii), on a noté un fort exode d'exploitants individuels, à cause de la forte pression exercée sur ceux qui refusaient de livrer leurs céréales.

*District Troianovskii*

On note un fort exode d'exploitants individuels, qui refusent de livrer leur production à l'État. Ainsi, 100 familles ont quitté précipitamment, abandonnant leur exploitation, le village de Chouïsk, 24 familles le village de Kortchak.

*District Tcherniakhovskii*

14 familles des villages de Bilsk, Kholodievka, Tcheremochnia et Levotchki, qui n'avaient pas rempli leurs obligations de livraison de céréales, ont précipitamment quitté leur maison, craignant des mesures répressives.

Dans les districts frontaliers, ces états d'esprit se transforment parfois en tendances migratoires.

*District d'Odessa*

Dans les villages de Gradenitsa, Iasski, Troitskoïe et Beliaevka, de nombreux paysans s'appêtent à partir en Roumanie. À Gradenitsa, 9 familles semblent montrer des tendances à émigrer (4 familles koulaks, 4 familles d'exploitants individuels, 1 famille de kolkhoziens).

Le Chef du Département secret-politique, Moltchanov

Le Chef de la 2<sup>e</sup> section, Liouchkov

Source: TsA FSB, 2/10/514/314-316



La polizia politica sequestra il grano nascosto dai contadini

## Rapport spécial n°6 du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état des collectes dans le Caucase Nord au 7 décembre 1932

13 décembre 1932

Au 30 novembre 1932, dans les 13 districts stratégiques du Kouban, le plan des collectes avait été rempli à 67,5% (contre 66% au 28 novembre et 65,3% au 27 novembre). Au 2 décembre, à 12 heures, le nombre d'éléments koulaks et antisoviétiques arrêtés pour sabotage des collectes s'élevait à 11.187 (sans compter les individus arrêtés par les patrouilles). Sur ce nombre, 892 individus appartenaient aux 151 groupes démantelés. Le profil social des individus arrêtés était le suivant: 2 209 koulaks; 2.431 ex-gardes-blancs ayant servi dans l'armée tsariste; 87 ex-officiers blancs; 149 rapatriés, 121 atamans\*, 54 membres du clergé, 239 ex-participants à des insurrections contre-révolutionnaires, 559 bandits, 156 ex-membres du Parti, 38 ex-membres du komsomol, 447 responsables de kolkhoze [...] Au cours de l'opération, dans les 13 districts stratégiques du Kouban, 34.217, 4 quintaux de grains cachés ou volés ont été confisqués, 789 fosses à grains découvertes, ainsi que 48 «greniers noirs».

Au total, si l'on prend en considération l'ensemble de la région, 65.695, 64 quintaux de grains cachés ou volés ont été confisqués, 1 960 fosses à grains découvertes, ainsi que 129 «greniers noirs». Ces données montrent que les paysans individuels et tout particulièrement les éléments koulaks et aisés de la paysannerie possèdent un important stock caché de céréales dérobées.

Dans la *stanitsa* Medvedkovskaia (district Timachevskii), une cinquième fouille a permis de trouver, chez le koulak Samarskii, du grain caché pour un total de 24 sacs. 27 sacs de grains ont aussi été découverts chez le koulak Koutcher. Les koulaks ont été arrêtés.

Dans la *stanitsa* Novorojdestvenskaia (district Tikhoretskii), on a découvert, sur les lopins des kolkhoziens, en deux jours de fouilles, dix fosses remplies de grains appartenant à des paysans individuels.

### Réactions de la population aux opérations en cours

En l'absence d'un travail d'explication de masse, les opérations en cours visant à porter un coup décisif aux éléments contre-révolutionnaires qui sabotent la campagne de collecte, suscitent des réactions de panique parmi la population rurale, qui craint de rester sans pain et parle de quitter la région. Ainsi, 321 exploitants ont quitté (se sont enfuis) la *stanitsa* Beïsougskaia (district Korenevskii) au cours du mois de novembre. Chaque nuit,

plusieurs familles partent en abandonnant leur exploitation. Dans le kolkhoze Frounze (district Slavianskii), sur les 550 familles de Stavropol qui s'y étaient installées en 1931, près de 200 sont reparties.

À la suite de la mise en place de patrouilles le long du littoral de la Mer noire, 1.035 individus qui tentaient de quitter les districts Slavianskii, Kourganevskii, Labinskii, Armavirskii, Kropotkinskii, Oust-Labinskii et Otradnevskii, ont été appréhendés. Après vérification et filtration, 224 d'entre eux ont été libérés.

Sous l'influence de l'activisme croissant des éléments koulaks et antisoviétiques, on a noté, parmi les paysans individuels des districts Armavirskii et Timochevskii, des humeurs insurrectionnelles. Celles-ci ont gagné même une partie des partisans rouges\*: «Nous avons pris le pouvoir, j'ai été blessé à deux reprises, maintenant je suis prêt à prendre les armes contre le pouvoir qui nous vole et nous pille entièrement» (Boïko, partisan rouge, stanitsa Oupornaia, district Armavirskii).

Manifestations antisoviétiques

*District Timochevskii*

Dans la *stanitsa* Popovitcheskaia, trois incendies ont éclaté au cours des cinq derniers jours. Tout le maïs du kolkhoze a brûlé. L'épouse d'un individu déporté a mis le feu à une maison. Au cours de l'incendie, un obus caché dans le hangar a explosé. Les coupables ont été arrêtés et jugés.

Dans la nuit du 26 novembre, la gare de la *stanitsa* Velitchkovskaia a été incendiée. La nature criminelle de l'incendie est probable, à cause de la proximité d'un grand silo d'État. L'incendie a été maîtrisé, la gare sauvée.

*District Alexandrovskii*

Le 25 novembre, à Novoselkovo, un inconnu a tiré un coup de feu sur le fonctionnaire de l'OGPU. Celui-ci est sain et sauf, seul son manteau de fourrure a été déchiqueté.

Le 27 novembre, à Kalinovka, un groupe de 25 individus, sous la direction d'un certain Serdioukov, un ancien koulak, a attaqué un officier de police et son adjoint, rossés de coups de bâton.

*District Starominskii*

Le 26 novembre, à 2 heures du matin, dans la *stanitsa* Novo-Dereviankovskaia, alors qu'il sortait de son bureau et longeait la voie de chemin de fer, le chef du détachement de l'OGPU a essuyé un coup de feu. Notre fonctionnaire n'a pas été blessé. L'assaillant s'est enfui.

*District Konstantinovskii*

Dans la stanitsa Semikarokourskaia, alors qu'il était procédé à la confiscation des céréales cachées découvertes chez le koulak Alechin, le fils de celui-ci a porté un coup au président du soviet rural. L'agresseur a été arrêté.

*District Millerovskii*

L'inspection paysanne du district a reçu par la poste un tract contre-révolutionnaire. À la gare de Grenovskaia, on a découvert un tract avec des menaces de mort à l'encontre du président du soviet rural.

À Novorossiisk, le 29 novembre, a été découvert dans une boîte postale un tract contre-révolutionnaire appelant à lutter contre le pouvoir soviétique et à défendre les « authentiques dirigeants du Parti – Zinoviev, Kamenev, Trotski ». Ce même jour, dans une autre boîte postale, a été découverte une lettre anonyme adressée à Vorochilov, dans laquelle l'auteur se plaignait des conditions de vie, proches de la famine, des ouvriers. Une enquête est ouverte pour identifier les auteurs de ces écrits.

*District Prikoumskii (Terek)*

Le 17 novembre, à Arzigir, un groupe de kolkhoziennes s'est rendu à la direction du kolkhoze « Octobre rouge » en réclamant du pain. Après discussion, les femmes sont rentrées chez elles. Une enquête est en cours.

Le Chef du Département secret-politique, Moltchanov

Le Chef de la 2<sup>e</sup> section, Liouchkov

Source: TsA FSB, 2/10/514/311-313



## **Rapport spécial n°3 du Département secret-politique de l'OGPU sur la situation de la lutte contre les éléments contre-révolutionnaires dans les campagnes de la RSS d'Ukraine au 9 décembre 1932**

15 décembre 1932

Au mois de novembre, 8 881 individus ont été arrêtés par nos services, dont plus de 2 000 ex-Petliouoviens<sup>[4]</sup> et Makhnovistes. Parmi les individus arrêtés on compte 311 présidents de kolkhoze, 702 membres de la direction des kolkhozes, 127 comptables, 125 brigadiers, 206 magasiniers et préposés à la pesée des céréales, 152 autres membres de l'administration des kolkhozes, 314 simples kolkhoziens, 31 présidents de soviets ruraux, 13 responsables de commissions de district.

Une grande partie des individus arrêtés ne faisaient pas partie d'un groupe organisé; néanmoins, un certain nombre d'entre eux faisaient partie des 151 groupes démantelés dans 110 districts. L'activité de ces groupes, de même que celle des individus isolés, avait pour but principal de saboter le plan de collecte des céréales, de ruiner, de l'intérieur, les kolkhozes en volant, cachant ou détruisant la récolte, en sabotant la discipline du travail et les machines agricoles, en faisant de la propagande contre les livraisons obligatoires.

Dans la seule région de Donetz (35 districts), on a enregistré 323 cas de sabotage direct du plan de collecte. L'un des résultats de l'activité contre-révolutionnaire des éléments koulaks a été la montée des manifestations de masse: 118 d'août à novembre, dont 86 étaient dirigées contre la livraison de céréales au titre des collectes.

### *District Melitopolskii*

À la coopérative «La victoire» a été démasqué un groupe d'individus, qui volaient et dilapidaient les grains en falsifiant les quantités et les poids à la sortie du battage et lors de l'expédition aux silos. Ont été arrêtés: P.M. Krychin, d'origine noble, comptable de la coopérative; P.A.Baliava, paysan pauvre, préposé à la pesée; K.G.Kornienko, koulak, déjà condamné, comptable; N.L.Chkourko, paysan pauvre, tractoriste; V.A.Zintchenko, ouvrier agricole, préposé à la pesée; A.A.Andreïtchouk, paysan pauvre, membre de la direction de la coopérative, comptable.

L'instruction a établi que la direction de la coopérative distribuait des grains à des individus qui ne faisaient pas partie de la coopérative. Une grande partie des grains était volée et dilapidée par

les préposés à la pesée et les chauffeurs qui amenaient la récolte aux silos. Ainsi, le 12 septembre, le chauffeur Lavrin a volé 1.340 kg de grains, le 15 septembre, le chauffeur Petchenko a volé 1.608 kg, le 16 septembre, le chauffeur Chkourko a volé 1.577 kg. Le préposé à la pesée, Baliava, a «fait disparaître» 1.423 kg de blé, prétendument «perdus à cause d'intempéries». Au total, 16 personnes ont été arrêtés dans cette affaire.

Au kolkhoze «Le Komintern» du district Berdianskii, à l'initiative du président de la coopérative, Tkachenko, membre du Parti communiste d'Ukraine (exclu depuis) et du membre de la direction Milious, ancien insurgé et bandit, 1.200 *pouds* de grains ont été volontairement mélangés à de la paille; de plus, 600 *pouds* de «déchets» (dont par la suite on a tiré 40% de blé ) ont été soustraits à toute comptabilité. Deux brigadiers ont pris part à ces opérations, l'un un ancien koulak, l'autre un ancien kolkhozien, préposé à l'entretien des batteuses. Tous les membres de ce groupe ont été arrêtés.

Dans le but de cacher une partie de la production, un grand nombre de kolkhozes ont eu recours à diverses manipulations comptables, à une double comptabilité – l'une pour le kolkhoze, l'autre pour les autorités. Dans celle-ci, les chiffres de la récolte étaient fortement sous-estimés.

Dans le kolkhoze Tchoubar (district Tchoubarovskii), une inspection a montré que le comptable du kolkhoze avait volontairement falsifié les comptes de la récolte pour diminuer la quantité à livrer à l'État. 186 quintaux de maïs, d'orge et de tournesol n'avaient pas été comptabilisés. Par ailleurs, la comptabilité avait déclaré 500 quintaux de «déchets». Or la commission d'inspection a montré que 70 quintaux contenaient, en réalité de 64 à 94% de grains; 55 quintaux de 33 à 60% de grains, et encore 75 quintaux de 10 à 50% de grains. En réalité, 70% de ces «déchets» contenaient suffisamment de grains pour pouvoir être livrés aux silos d'État. 9 individus ont été arrêtés dans cette affaire. Parmi eux – le président du kolkhoze, membre du Parti communiste d'Ukraine, son adjoint, deux membres de la direction, le président de la commission de contrôle, trois comptables et l'ex-président du kolkhoze. Sur ce nombre, quatre étaient d'anciens makhnovistes.

La direction de la coopérative «Le paysan pauvre» du district Berdianskii a caché 1.500 *pouds* de grains. Elle a eu le temps d'en dilapider 150 *pouds*. Dans ce kolkhoze, le plan de collectes d'État n'a été rempli qu'à 40%. Les coupables ont été arrêtés.

Le Chef du Département secret-politique de l'OGPU, G. Moltchanov

## Le Chef de la 2<sup>e</sup> section, Liouchkov

Source: TsA FSB, 2/10/514/321-323



[1]. Greniers clandestins, où les paysans stockaient des céréales soustraites à la comptabilité du kolkhoze.

[2]. Le 22 octobre 1932, le Politburo avait mis en place deux « Commissions extraordinaires » pour « accélérer la campagne de collectes » en Ukraine et dans le Caucase du nord. L. Kaganovitch, qui dirigeait la Commission pour le Caucase du nord, décida, aussitôt arrivé à Rostov/Don (2 novembre) de faire déporter l'ensemble de la population de trois *stanitsy* cosaques qui n'avaient pas rempli le plan de collecte. Parmi ces *stanitsy* figurait la *stanitsa* Poltavskaia

[3]. Partisan supposé de Nestor Makhno (1888-1934) dirigeant paysan anarchiste ukrainien de la période de la guerre civile.

[4]. Partisans supposés de Simon Petlioura (1879-1926) l'un des principaux dirigeants du mouvement national ukrainien antibolchévique, assassiné en mai 1926 par les services secrets de la Tcheka à Paris.



## **Circulaire de l'OGPU n°50.031 sur les mesures à prendre pour mettre fin à l'exode massif de paysans**

22 janvier 1933

D'après les informations recueillies par l'OGPU, on assiste à des exodes massifs de paysans d'Ukraine, du Caucase Nord (Kouban) et de Biélorussie. Il est évident que ces exodes massifs sont organisés directement par les restes des organisations contre-révolutionnaires SR et petliouriennes. L'expérience de l'an passé en Ukraine a montré que les migrations massives de paysans vers différentes régions de l'URSS constituent une méthode particulièrement efficace pour la diffusion de rumeurs provocatrices et contre-révolutionnaires contre les kolkhozes et le système soviétique en général.

Pour mettre fin à ces exodes massifs, j'ordonne:

1 - Aux R.P. de la Guépéou d'Ukraine, du Caucase Nord et de Biélorussie de mettre en œuvre résolument et impitoyablement, les mesures indiquées dans mon télégramme en date du 21 janvier<sup>[1]</sup>.

2 - Aux R.P. de la Guépéou de la Région de Moscou, de la Région centrale des Terres noires, de la Région Ouest, de la Moyenne Volga, de la Basse Volga et de Transcaucasie d'arrêter immédiatement tous les individus en provenance d'Ukraine et du Caucase Nord. Enfermer tous les éléments contre-révolutionnaires endurcis dans des camps de concentration; ramener les autres sur leur lieu de résidence; envoyer ceux qui refuseraient de rentrer chez eux dans les villages spéciaux de peuplement réservés aux koulaks au Kazakhstan. Organiser des cordons de surveillance sur toutes les routes en provenance d'Ukraine et du Caucase Nord.

3 - D'arrêter les organisateurs contre-révolutionnaires, qui mettent en œuvre les départs massifs de paysans. Par des mesures d'une sévérité exemplaire, liquider rapidement ce phénomène.

4 - Aux Départements des transports de l'OGPU d'organiser des patrouilles de surveillance, notamment autour des gares, de contrôler systématiquement tous les paysans en déplacement, d'arrêter immédiatement tous ceux qui tentent de quitter l'Ukraine ou le Caucase Nord, de les filtrer conformément aux instructions données dans le § 2 de la présente instruction. Cette filtration sera assurée par les *troiki* des R.P.

5 - À toutes les R.P. des Guépéou de communiquer immédiatement au Département secret-politique le nombre des individus appréhendés, notamment le nombre d'individus arrêtés dans les

entreprises et les chantiers, ainsi que le nombre d'individus envoyés dans les villages de peuplement spéciaux.

J'insiste une fois de plus, notamment auprès des R.P. d'Ukraine et du Caucase Nord, sur la nécessité de liquider de la manière la plus radicale les organisateurs contre-révolutionnaires de ces départs massifs afin de mettre fin une fois pour toutes à cette action contre-révolutionnaire.

Rapporter, par télégramme, les résultats de vos actions.  
G.Iagoda, Chef-adjoint de l'OGPU

Source: TsA FSB, 2/11/6/51-52



## **Rapport de l'OGPU n°50.045 sur les mesures prises pour mettre fin à l'exode massif de paysans**

2 février 1933

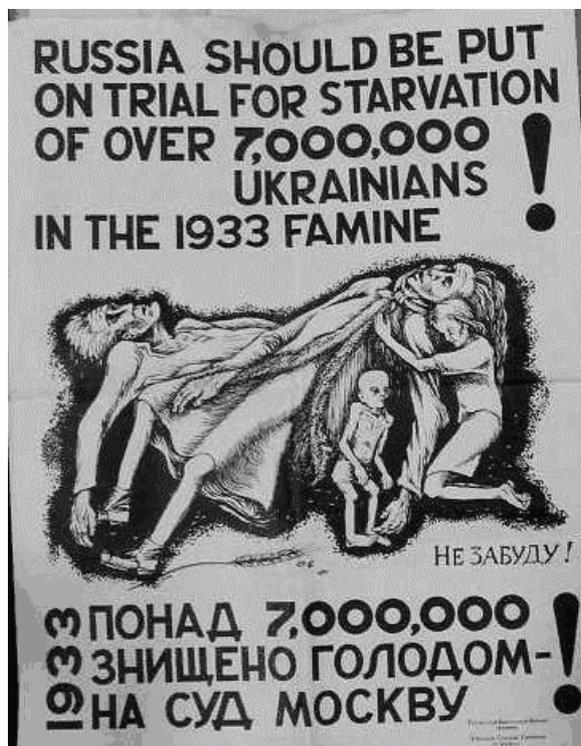
Au Secrétaire du CC du PC (b) R, Staline

Au Président du Conseil des Commissaires du peuple, Molotov

Afin de mettre un terme à l'exode massif de paysans d'Ukraine, du Caucase Nord et de Biélorussie, les départements Transports de l'OGPU ont mis en place des patrouilles et des groupes de recherche opérationnels sur les chemins de fer du Caucase Nord, d'Ukraine, les lignes Riazan-Oural, Samara-Slatooust, Moscou-Kazan, Moscou-Koursk et Moscou-Biélorussie. Du 22 au 30 janvier inclus, 24.961 individus fuyant leur lieu de résidence ont été appréhendés. Sur ce nombre – 18.961 Ukrainiens, 6.225 fuyant le Caucase Nord, 357 s'enfuyant d'une autre région. 16.046 individus ont été renvoyés chez eux, 1.016 ont été arrêtés; les autres 7.889 sont en cours de filtration.

G. Iagoda, Chef-adjoint de l'OGPU

Source: TsA FSB, 2/11/6/107-108



## **Circulaire de l'OGPU n°50.062 sur les mesures à prendre pour déporter un million d'individus au Kazakhstan**

7 février 1933

Pour Karoutski, R.P. du Guépéou du Kazakhstan, Alma-Ata

Pour Bak, Département régional de l'OGPU, Petropavlovsk (copie)

Au cours de l'hiver-printemps de cette année, il est prévu d'installer un nouveau contingent d'environ un million d'individus dans le Kazakhstan méridional et dans le Kazakhstan central (en particulier dans le district d'Atabasar et autour du lac Teniz). Ce contingent, qui travaillera dans l'agriculture, les pêcheries et l'artisanat, ne sera pas mis à la disposition de l'industrie. L'OGPU est le seul maître d'œuvre en ce qui concerne l'exploitation économique de ce contingent. Le plan d'exploitation prévoit que l'État devra être totalement dégagé de tout approvisionnement de ce contingent dans un délai maximal d'un à deux ans. À l'expiration de ce délai, les déportés devront être en mesure de dégager une production commercialisable. Dans ce but, il sera organisé des sovkhozes céréaliers, d'élevage et de production de légumes. Concernant le contingent déjà installé, le plan de culture pour 1933 devra être modifié; les surfaces consacrées aux légumes, pomme de terre, céréales, plantes fourragères devront être fortement augmentées. Dans un délai de deux semaines, vous présenterez pour le rapport au CC, par télégramme, les informations suivantes:

- 1 - régions susceptibles d'accueillir les déportés, avec indication du nombre de familles par district d'installation;
- 2 - terres disponibles, qualité;
- 3 - possibilités de développement – agriculture, pêche, artisanat – de chaque district;
- 4 - données sur le nombre de sovkhozes jugés sans perspective par les autorités locales, et qui pourraient être remis en exploitation par les contingents de déportés;
- 5 - besoins nécessaires – en argent, en matériaux de construction, etc. – pour l'installation des déportés. Budget pour l'approvisionnement, le transport, les outils agricoles, tracteurs, semences, cheptel productif pour faire démarrer l'exploitation;
- 6 - comment organiser le transfert des individus et des marchandises nécessaires, sans à-coups;
- 7- propositions concrètes pour utiliser les villages de peuplement spéciaux existants pour l'installation de la première vague de déportés – environ 100.000 individus;

- 8 - vos besoins pour l'encadrement de ce premier contingent (cadres, gardes, etc.);
  - 9 - vos propositions pour l'organisation des points de transfert chemins de fer/ route;
  - 10 - vos disponibilités et besoins en personnel sanitaire, médicaments;
  - 11 - vos besoins complémentaires en moyens de transport;
  - 12 - je rappelle que le nouveau contingent aura le même statut que l'ancien;
  - 13 - il est indispensable d'organiser, dès à présent, des brigades de construction, pour les lieux d'accueil provisoires sur les points de transfert, ainsi que pour les baraquements complémentaires;
  - 14 - communiquer les besoins en matériel agricole pour assurer un accroissement du plan de semailles dès cette année;
  - 15 - je rappelle que le nouveau contingent devra être installé aussi loin que possible des lignes de chemins de fer.
- Envoyer, dans un délai de trois jours, une commission compétente dans les régions d'Atabasar et du lac Tengiz pour évaluer les ressources.

Le Chef-adjoint de l'OGPU, Iagoda

Source: TsA FSB, 2/11/6/141-143



## **Rapport spécial de l'OGPU n°143.410 sur l'installation de soldats démobilisés de l'Armée rouge dans les *stanitsy* cosaques du Caucase Nord**

27 février 1933

Aux cam. Menjinski, Iagoda, Prokofiev, Agranov  
À Poskrebychev (pour Staline), Molotov, Kaganovitch, Roudzoutak

Dans le rapport du 28 janvier dernier, il vous avait été communiqué les informations concernant l'arrivée de 1.826 soldats démobilisés dans la *stanitsa* Poltavskaia, auparavant entièrement vidée de ses habitants. À cause du mauvais état des logements, il n'a pas été possible d'installer un plus grand nombre de soldats démobilisés dans la *stanitsa* Poltavskaia. Les autres ont été installés dans les *stanitsy* Medvedovskaia et Oumanskaia.

Au 19 février, 468 soldats démobilisés avaient été installés à Medvedovskaia. Parmi eux – 144 membres du Parti; 218 komsomols; 106 sans Parti. D'après leur origine sociale, on comptait 126 ouvriers, 295 kolkhoziens, 34 ouvriers agricoles; 13 paysans individuels. L'état d'esprit des soldats démobilisés est bon, sain. On a noté les propos suivants: «En Sibérie orientale, on a combattu les bandits; on s'en est sortis. Ici aussi, on s'en sortira. On va lutter contre nos ennemis, ceux qui nous empêchent de bâtir le socialisme!». «Salauds de koulaks! Dans quel état ils ont laissé les campagnes. On va bâtir un kolkhoze, vivement qu'on puisse enfin travailler!».

Le 11 février, les soldats démobilisés – au nombre de 80, installés au kolkhoze «Le marteau», ont commencé leur première journée de travail aux champs. Ils ont donné des résultats élevés, ce qu'ont reconnu les locaux, qui ont tenté de se justifier ainsi: «On ne pouvait pas travailler comme eux, car on n'était pas approvisionnés et on crevait de faim». Les soldats démobilisés qui travaillaient aux écuries ont été étonnés de voir les chevaux dans un si mauvais état: écuries sales, chevaux enfoncés jusqu'au poitrail dans du fumier, cloisons de séparation couvertes de clous, qui occasionnaient des blessures aux chevaux. Tout ceci montre à l'évidence, comme l'ont reconnu les colons indignés, que des éléments contre-révolutionnaires avaient pris en charge, jusqu'à ces derniers temps, l'ensemble du secteur. Les colons affectés aux fermes d'élevage ont pu voir un tableau identique – étables pleines de fumier, veaux entassés sans la moindre hygiène, aucune régularité dans la traite

des vaches, nourriture inadéquate du cheptel. En une seule journée, la plupart de ces défauts confinant au sabotage ont été liquidés.

Parallèlement à des états d'esprit globalement sains, on a noté, à la suite des difficultés alimentaires que connaît encore la *stanitsa*, un certain nombre de propos malsains: «Quand nos familles viendront et verront que les gens crèvent de faim, qu'ils vont ramasser des miettes dans les cantines, elles ne voudront pas s'installer ici. Si l'on écrit la vérité, personne ne voudra venir ici». Néanmoins, ces humeurs malsaines n'ont pas un grand effet sur la masse des colons. La plupart des démobilisés envoient des télégrammes à leur famille leur demandant de venir les rejoindre rapidement. La plupart des colons répondent ainsi quand on évoque la famine et les difficultés de travailler dans les conditions actuelles: «Nous n'avons pas peur de travailler. Nous allons lutter contre les koulaks, les fainéants. Nous n'allons pas crever de faim comme vous. Vous, vous ne vouliez pas travailler – eh bien, vous avez crevé de faim». Toutefois, un certain nombre de soldats démobilisés expriment le désir de revenir chez eux. «Avant le service militaire, on a travaillé comme des bêtes, maintenant ce sera pareil. On ferait mieux de rentrer chez nous!».

Parmi les habitants locaux proches de nous du point de vue social, les nouveaux venus sont plutôt bien accueillis: «C'est bien qu'on nous ait envoyé des soldats. Dès que commenceront les travaux des champs, au printemps, ils nous aideront. En les voyant faire, on s'y mettra aussi. Ils doivent bien travailler, sans doute».

Étant donné qu'aucun habitant local ne peut acheter de produits au magasin – les fonds alloués étant entièrement réservés aux colons – les propos suivants ont été notés: «La *stanitsa* n'est plus au tableau noir, mais pour nous, ça ne change rien. Les soldats prennent tout. Et nous, on reste tous nus». «Les soldats reçoivent tout, alors ils n'ont qu'à faire tout le travail». «On a faim, on est nus, comment pourrions-nous réparer les outils et les machines pour les semailles de printemps?». Les éléments antisoviétiques font courir des bruits selon lesquels les nouveaux venus seraient incapables de travailler dans l'agriculture. Ils ne seraient là que pour contrôler et surveiller ce que font les kolkhoziens. On a arrêté pas mal «d'agitateurs» de cette espèce.

Le 13 février, 96 soldats démobilisés sont arrivés à la *stanitsa* Oumanskaia, avec leur famille. Les nouveaux venus ont été logés, avec un minimum de meubles. On est en train d'achever la répartition des logements: aux meilleurs travailleurs, les meilleures maisons; aux fainéants et aux familles des déportés, les moins bonnes. On ne dispose d'aucune vaisselle (assiettes, fourchettes,

couteaux, cuillères). Les coopératives régionales n'en ont pas non plus.

Le Chef du Département secret-politique de l'OGPU, Moltchanov

Le Chef-adjoint, Liouchkov

Source: TsA FSB, 2/11/42/237-240



**Rapport-compilation d'extraits de lettres envoyées de la région du Caucase Nord aux recrues de l'Armée rouge effectuant leur service, au cours de la seconde quinzaine du mois de février 1933**

1<sup>er</sup> mars 1933

Faits concernant la dissimulation de réserves de grains

[...] Novotcherkassk. Régiment de liaison. À K.S. Zakharov.

« Aujourd'hui, on est en pleine lutte des classes. Les koulaks et les koulakisants cachent le grain dans des fosses, le jettent à la rivière. Le koulak Grichaev a déversé dans un trou fait dans la glace 150 *pouds* de blé. Quand on l'a attrapé, il a dit: «Les Rouges ont tué mon père; ma mère a été déportée comme koulak, mon beau-père en a pris pour 10 ans alors vous pensez que je vous donnerai comme ça mon blé, vous qui avez gâché toute ma vie». Chaque jour il y a du sabotage chez nous, mais les kolkhoziens vont le briser, ils condamnent les vols de céréales. Pour le seul mois de janvier, chez nous on a découvert 45 fosses, 2.041 quintaux de blé. À Popovka, on a découvert une cachette avec 845 quintaux».

Stavropol. Régiment d'artillerie. À I.F. Faniuk

«La vie est devenue terrible. Partout on crève de faim. Les prisons sont pleines à craquer. Les larmes coulent à flots. Nous travaillons jour et nuit dans la brigade du komsomol et on découvre tout le temps des fosses avec chaque fois 2, 3 quintaux cachés. C'est vraiment étonnant. On a pitié de ces gens et quand on regarde ce qu'ils font – on cesse d'avoir pitié d'eux. Les kolkhoziens n'ont rien. Qu'un cheval crève, et ils sont tous là à se battre pour bouffer cette charogne. On n'a plus de semences au kolkhoze, il n'y aura rien à semer, et il y aura plein de gens encore qui vont être déférés au tribunal»

Faits concernant la mortalité, les suicides et les vols suite à la famine

Chakhty, 16<sup>e</sup> Régiment. À Iourcenko (de la part de ses parents, *stanitsa* Novo-Dereviankovskaia).

«Plein de gens crèvent de faim chez nous. Il se passe bien cinq jours avant qu'on les enterre. Les gens sont affamés. Ils arrivent pas à creuser des tombes, la terre est gelée. On met les cadavres dans les hangars, on enterre dans les jardins. Les gens ont une tête terrible, les yeux sont tout petits, avant de mourir, ils dégonflent un peu, ils deviennent tout jaunes, ils tentent d'entrer dans les maisons pour se trouver un coin où crever. Les jeunes mendient un petit bout de concombre. Je ne sais pas quelle mort affreuse nous attend» .

Novotcherkassk. À Ermolenko (de la part de sa sœur, Konstantinovskoïe, district d'Armavir).

«On n'a plus rien à bouffer. Chez nous, au moins 400 personnes sont gonflées. Chaque jour, il en crève 24. Sans doute, on ne s'en sortira pas. Père et tante sont allongées, déjà gonflés. Essaie de faire quelque chose pour nous ».

Novotcherkassk. Régiment de liaison. À A.D.Rossiak (de la part de sa sœur, Kanelovskaïa).

«Notre vie est très dure, ça ne peut pas être pire. Les gens n'ont plus de pain. Il y en a qui se pendent. Il y a beaucoup d'enfants, rien à manger, aussi il ne reste plus qu'à se pendre».

Chakhty. À Akimenko (de la part de sa femme, district d'Armavir).

«Nos enfants commencent à gonfler. Notre fille a le visage et les jambes toutes gonflées. Moi aussi, mon visage commence à gonfler. Tu ne me reconnaîtrais pas. Sauve-nous avec les petits, viens nous chercher, ne nous laisse pas crever de faim. Ils ont pris toutes nos patates et ce qu'il nous restait de maïs, ils ne nous ont pas donné de pain. Tous se sont enfuis du village – les instituteurs, les employés, tous les chefs ils se sont sauvés, parce que chez nous au village on n'a plus de pain. Ils sont partis au chef-lieu de district, cherchez qu'ils disent là-bas, mais on ne peut plus partir»

Stavropol, Boîte postale 75. À S.G.Boïko (de la part d'un camarade).

«On n'a plus de pain. Ils ne nous en ont pas donné, les gens crèvent de faim. Le ravitaillement est inexistant. Les gens gonflent et crèvent, quinze par jour au moins. Les magasins coopératifs ne vendent rien, il n'y a plus ni allumettes ni pétrole. On ne peut pas partir acheter quoi que ce soit. On ne nous laisse pas sortir du village, il y a des patrouilles partout. C'est te dire que la vie est très dure, très très dure».

Stavropol, Boîte postale 75. À G.G.Tumichenko (de la part de ses parents)

«Il y a des tas de gens qui crèvent, dans chaque maison il y a deux ou trois cadavres que personne n'est en état d'enterrer. On crève de faim, il n'y a pas de pain, quant au reste, on a mangé tout ce qu'on trouvait. On ne peut plus vivre ainsi».

Eisk. À Chelkovyi (de la part de Chelkovyi, sovkhoze n°4, Pridorjnaïa)

«Au village, tout le monde a faim, les gens sont gonflés, mais ils nous forcent à travailler. À Kanevaskaïa, les gens crèvent par centaines chaque jour. Voici les nouvelles du pays des Soviets. Comment vivre? On voudrait bien savoir qui vous défendez et qui vous servez alors que le peuple crève pour rien, et c'est pourquoi

qu'on crève tous? Toi, tu fais ton service militaire et nous on nous impose pour 13 *pouds* de céréales, 8 d'avoine et 30 kg de maïs, où c'est qu'on va les prendre?»

Khimkursy. À Baradulin (de la part de sa sœur, *stanitsa* Nezamaevskaia, district Pavlovskii)

«On a un grand malheur et beaucoup de chagrin. Je dois arrêter les études à cause qu'il n'y a plus rien à manger. Cela fait exactement deux mois qu'on n'a plus de pain. On a même oublié le goût qu'il a. Les pommes de terres sont finies aussi, quant au chou et à l'eau, c'est pas avec ça qu'on fait marcher sa tête. Maman travaille le jour mais depuis une semaine elle est couchée, on va sans doute se mettre à gonfler. Le Guépéou est toujours sur place dans la *stanitsa*. Non seulement ils empêchent les gens de partir, mais ils nous interdisent même de sortir dans la rue. Il y a plein de gens arrêtés en prison – 1.248 paraît-il. Beaucoup de gens gonflent, puis meurent de faim. Plusieurs fois on est allés au soviet rural avec des certificats disant qu'on travaillait. On nous a dit: “Le kolkhoze n'a qu'à prendre soin de vous”. Au kolkhoze, Jerebenko a dit: “Je sais plus quoi faire – vous faire arrêter ou me faire arrêter moi-même” et il nous a envoyés chez le comptable, qui nous a dit qu'il n'y avait aucun fonds, aucune instruction pour prendre soin de nous. C'est bien triste que pour ses vieux jours maman doive connaître une telle épreuve, quant à moi, les épreuves endurées m'ont ôté toute envie d'étudier».

Ordjonikidze. 28<sup>e</sup> Régiment d'artillerie, 7<sup>e</sup> bataillon. À I.T.Joukov (de la part de son frère et de sa mère, *stanitsa* Poloviceskaia)

«Maman est couchée, malade, elle a gonflé à cause de la faim, moi je marche à peine, je suis terrible à voir. Je vais au travail pour trier le tabac, on m'en donne 100 gr de la pire espèce, amère. La dernière fois qu'on a vu du pain, c'était quand tu étais là. Au marché, à part des betteraves, il n'y a rien d'autre, et on les paie trois roubles pièce. On les fait bouillir, on les mange et on attend le lendemain. Maman est couchée malade, elle a gonflé et elle ne fait que pleurer. Elle s'adresse à toi, son fils et te demande de ne pas la laisser crever ainsi, ta pauvre mère. Quant à moi, je suis jeune, j'ai envie de vivre, pas de mourir de faim comme un chien, envoie-nous au moins quelques biscuits secs, pour qu'on reprenne un peu de forces. Si tu savais combien de gens crèvent ici de faim. On ne les compte plus, on ne les enterre plus au cimetière, il n'y a plus de place, on les enterre dans les jardins. Aide-nous. Si tu refuses, on est mort. N'as-tu pas pitié de ta mère qui t'a élevé. Fais vite. Nous t'attendons».

Faits relatant l'emploi d'ersatz dans l'alimentation

«Nous sommes sur le point de crever de faim. Ca fait trois mois qu'on n'a pas vu de pain, on mange des pommes de terre, du chou, des betteraves. Plus de blé, plus de maïs. On ne sait pas comment on survivra jusqu'à la prochaine récolte. On ne nous laisse pas partir pour travailler, il est impossible de quitter le village, il y a partout des patrouilles, qui ne nous laissent pas passer, on est perdus, on va nous faire crever de faim. Je ne t'écrirai plus, juste une dernière fois avant de mourir. Dans notre *stanitsa*, ils ont pris tout le pain. Plein de gens sont morts et ce sont tous des travailleurs, des kolkhoziens, des gens du peuple de peine»

Groznyi, boîte postale n°3. À B.I.Jevakov (de la part de A.V.Skripaceva, *stanitsa* Stepnaia, district du Kouban )

«Ça fait deux mois qu'on n'a pas vu un morceau de pain. Tant qu'il y avait des pastèques, on en a mangé. Maintenant il n'y en a plus. Je suis allée au moulin, on m'a donné un peu de poussière de farine. On ne peut pas la manger. Vitia est couché, tout gonflé, il ne voit plus et ne cesse de crier: «Maman, donne moi du pain». Sacha a les jambes toutes gonflées, il ne marche plus. Je ne peux pas te dire combien j'ai envie de manger un morceau de pain. Les gens mangent maintenant des chevaux morts, ils gonflent et ils crèvent en masse».

À l'Armée rouge (de Titarovskaia, district Petropavlovskii).

«Nous avons travaillé sans arrêt pour le kolkhoze. On a gagné plein de journées-travail, mais ça n'a servi à rien car on ne nous a pas donné de pain pour notre travail. Au contraire, on nous prend tout jusqu'à la dernière miette. Maintenant on mange des courges et des betteraves, voilà à quoi on est réduit. Les kolkhoziens s'enfuient en masse, essayent de se trouver du travail en ville, mais maintenant on nous arrête et on nous renvoie crever au village. Qu'est-ce qui se passe? On ne comprend pas».

Faits relatant l'emploi d'animaux (chevaux, chiens, rats) dans l'alimentation

À l'Armée rouge

«Dans notre kolkhoze, deux, trois, six chevaux crèvent chaque jour. Les gens se jettent sur les cadavres et les découpent. Plus d'une fois le médecin a prévenu les gens qu'il ne fallait pas manger cette charogne, mais ils ont tellement faim que ça n'y fait rien. Et si tu voyais ces pauvres malheureux, ils sont gonflés, tout noirs, chaque jour on fait trois ou quatre cercueils. Ceux qui le peuvent s'enfuient» (*stanitsa* Mikhailovskaia, district Kourganenskii).

Rostov sur le Don, 9<sup>e</sup> Régiment d'artillerie. À Zaporozjetz (de la part de sa sœur, Krylovskaia)

«Dans notre village, c'est l'horreur, c'est si terrible que je ne sais même pas comment te décrire ce qui se passe. Les gens ont faim. Quand ils viennent te rendre visite, impossible de les faire partir avant de leur avoir donné un petit quelque chose à manger, sinon ils risquent de te prendre à la gorge. Si tu savais combien il y a de gens gonflés, horribles à voir. Les gens ont tellement faim qu'ils mangent des charognes, des cadavres de chevaux. À Kramvar, il y a une unité de cavalerie. Dès qu'un cheval crève, les gens se précipitent, c'est la bagarre pour avoir un bout de charogne. Et comme autre nouvelle, je t'annonce que notre Boris est mort de faim».

À l'Armée rouge

«J'ai fini mon service, je suis rentré à la maison. Avant j'avais envie de rentrer, maintenant j'ai envie de repartir à l'armée. Les nouvelles – elles sont terribles. Le peuple a faim, terriblement faim. On mange de tout – des chevaux, des chiens même, car tout ce qu'on a semé dans notre potager, ils nous ont tout pris. Les gens crèvent tous les jours, il en est resté un tiers peut-être, les Soukhonkovy et Savin et Vania ils sont tous morts. On nous enseignait à l'armée que tout allait bien qu'on n'avait pas de chômage dans notre pays, en réalité c'est tout le contraire on ne prend personne au travail. Ils n'enseignent que des mensonges. Des chômeurs on en a autant qu'on veut, quand j'étais à l'armée je croyais ce qu'ils racontent maintenant que je suis rentré à la maison j'ai vu ce qui se passe – le peuple crève, c'est tout».

Rostov sur le Don, 14<sup>e</sup> bataillon. À M. F. Zaitsev (expéditeur inconnu, sans adresse).

«Notre vie, Micha, est terrible. Nous n'avons plus vu de pain depuis l'automne. On est tous gonflés, et les gens mangent même les chiens. Chaque jour 30 - 40 personnes du village crèvent de faim. Voilà les nouvelles. Je ne sais pas si on survivra jusqu'au printemps».

Ordjonikidze, 28<sup>e</sup> bataillon de communications. À I.S.Perebailov (de la part de sa femme, *stanitsa* Fedorovka, district de Taganrog)

«Ça fait deux mois qu'on ne nous donne plus de farine, fais quelque chose pour qu'on ne souffre pas de la faim et qu'on ne bouffe pas de la charogne de cheval. Tu sais, Taïssa Tchoulanova, qui a servi dans l'Armée rouge, elle aussi elle mange du chat, ses enfants sont tous gonflés parce que ça fait deux mois qu'on n'a pas vu de farine et personne ne fait rien pour qu'on reste en vie. Pour les enfants, ils sont perdus, ça fait un mois qu'ils mangent de la charogne de cheval, et même de ça il n'y en a plus maintenant. Pourquoi souffrent-ils, eux dont les pères sont à l'armée alors que les enfants crèvent de faim et encore ils disent que c'est parce qu'on donne tout

aux soldats de l'Armée rouge. Mais ça, je le sais, ce n'est que des racontars. Fais quelque chose, je t'en prie, ne nous laisse pas manger de la charogne de cheval».

Chakhty, 16<sup>e</sup> Régiment d'infanterie. À Semenechkov (de la part de sa mère, *stanitsa* Novo-Minskaia).

«La famine est terrible, on ne s'en sortira pas, les gens mangent des chiens, ils crèvent comme des mouches, on n'arrive pas à enterrer les morts. Tu sais, les haricots secs que tu m'as envoyés, ils les ont notés, ils doivent venir les prendre ces jours-ci et je reste sans un bout de pain».

Rostov sur le Don, 9<sup>e</sup> Régiment d'artillerie. À S.P.Berejkov (de la part de son frère, village de Bezvodnyi).

«Le soviet rural ne nous a pas rendu notre maïs et le président a dit inutile de faire des démarches, de toute façon on ne vous le rendra pas. Je ne sais plus comment survivre, auprès de qui demander, qui peut nous aider. Chez nous, tout le monde a faim, certains sont déjà gonflés, on mange des charognes. Au kolkhoze, les animaux crèvent, chevaux, porcs, volailles et tout le monde se jette dessus».

Stavropol, Boîte postale 75. À V.I.Riaboukha (de la part de ses parents, *stanitsa* Belkovskaia).

«Au kolkhoze, on ne nous a jamais rien donné et on ne nous donnera rien, car le kolkhoze n'a rien. Notre seul espoir c'est la vache, mais on s'attend à ce qu'on nous l'enlève d'un jour à l'autre car ils ont ordonné de trouver sur place des céréales et ils vont fouiller toutes les maisons et comme on n'a rien, ils vont prendre la vache. Si tu voyais ce qui se passe chez nous, les gens mangent de la charogne de cheval, et encore le cheval c'est de la première qualité, et c'est dur d'en obtenir, les gens font la queue près de la fosse aux chevaux et vont jusqu'à se battre, c'est au plus fort qu'il en revient un morceau, sinon les gens mangent des chiens, mais des chiens il n'y en a plus alors ils se sont mis à attraper des rats et ils les mangent, c'est vrai. Les gens sont devenus à moitié fous, et ils les obligent à travailler en plus, s'ils ne travaillent pas, ils les chassent du kolkhoze, les enferment en prison et confisquent tout. Et qu'est ce qu'ils font en prison – ils fusillent les gens ou les font crever de faim. Si on te donne un bout de pain, fais ton service, surtout ne rentre pas au kolkhoze, c'est la mort assurée, de toute façon pour nous, c'est la mort par la faim qui nous attend».

Stavropol, 22<sup>e</sup> Régiment d'artillerie. À A.P.Dontsov (de la part de ses parents, village Khlebodarov).

«Toi, sans doute, tu vis bien, quant à nous nous subissons une terrible famine. Ça fait 35 jours qu'on n'a pas vu de pain. On mange ce qui nous tombe sous la main – des corbeaux, des freux, de la

charogne de cheval. Les gens commencent à gonfler. Dès qu'un cheval crève, les gens se jettent dessus. La faim te fait bouffer n'importe quoi. On nous a pris tous nos grains, et ça a été pareil pour tous, ils ont tout pris, tout ce qu'il y avait de comestible. Et maintenant, c'est la grande famine».

Faits relatant des cas de cannibalisme

Rostov sur le Don. 27<sup>e</sup> École de formation d'aviation. À Tchernikov (lettre envoyée de Taganrog).

«Je suis arrivé d'Armavir où les gens crevaient en masse de faim. On y a arrêté 80 personnes qui tuaient des gens pour farcir des pirojki\* qu'ils vendaient au marché».

Rostov sur le Don. 9<sup>e</sup> Régiment d'artillerie. À I. I. Karpenko (d'un camarade, envoyé d'Armavir).

«À Armavir, on a arrêté 13 individus qui tuaient des gens et faisaient commerce de viande humaine. Ces gens étaient des koulaks, et quand on leur a demandé pourquoi ils avaient fait ça, ils ont dit «Pour créer du mécontentement parmi la population contre le pouvoir soviétique et pour montrer qu'il y a vraiment une famine dans le pays». Tu te rends compte? Voilà ce que les koulaks sont capables de faire pour nuire au pays. Alors ça te fais peur, tu marches dans la rue et tu te dis – on va te tomber dessus et te transformer en lard. Quand on t'invite chez des gens, tu te demandes ce qui risque de t'arriver».

Stavropol. Boîte postale 75. À E.V. Davidenko (de la part de sa sœur, *stanitsa* Popovicheskaia).

«Partout les gens crèvent. Les gens vivent mal, c'est la famine. Les gens mangent des gens, c'est inacceptable. Ils n'ont plus de forces pour creuser des tombes, ils enterrent les gens à la surface, chacun chez soi. Et ils les mangent. C'est la pure vérité. Il paraît que ces gens sont maintenant en prison».

*Stanitsa* Starominskaia. À L.I.Kostenko (de la part de sa sœur, Rostov sur le Don)

«Sans doute on va bientôt gonfler de faim. Les nouvelles de chez nous, c'est qu'on commence à manger des gens. Le 18 au matin, je suis allée au magasin, je vois des gens qui courent vers la rue Nikolaevskaia, on y a découvert des pieds et des mains brûlées. On a amené des chiens policiers et on a chassé les gens et je ne sais pas ce qui s'est passé par la suite, mais voilà qu'hier au marché on a arrêté une femme qui vendait de la saucisse à la viande humaine, je les ai vues ces saucisses, elles étaient appétissantes, bien jaunes, quant au goût qu'elles avaient je n'en sais évidemment rien».

Le Chef du 2<sup>e</sup> Département opérationnel de la R. P. de l'OGPU de la Région Caucase Nord, Tchetchelnitskii

Source: TsA FSB, 2/11/56/51-64 ▲



Mass graves of famine victims, in such numbers that they resemble dunes



## **Extraits du rapport du Chef du Département régional du Guépéou de Dniepropetrovsk sur l'étendue de la famine dans la région de Dniepropetrovsk**

Le 5 mars 1933

Au cam. V.Balitskii, Président du Guépéou de la RSS d'Ukraine

Nous avons déjà signalé, dans une série de notes spéciales, le nombre croissant de morts dues à la famine. Les causes de ces morts ont été confirmées par des analyses médicales et des autopsies organisées par les appareils de district du Guépéou, sous le prétexte de contrôle épidémiologique.

Actuellement, nous travaillons sur l'analyse de l'ampleur exacte du phénomène. Les données partielles dont nous disposons concernant 35 districts montrent que 336 soviets ruraux sont affectés par le phénomène. 6.436 familles sont touchées, 16.211 individus présentent un gonflement suspect dû à la faim. 1.700 individus sont morts de faim, et dans le district de Novo-Vassilievsk, de maladies diverses liées à la faim. L'autopsie pratiquée sur des cadavres montre, outre un amaigrissement et un gonflement caractéristiques, une absence totale d'aliments et même de liquide dans les estomacs, l'intestin grêle et la vessie. Cependant, la preuve la plus évidente que ces gens sont morts de faim est fournie par les témoignages des survivants, eux-mêmes dans un état grave.

Par ailleurs, en sus des informations vérifiées exposées ci-dessus, il existe des informations non encore vérifiées (la vérification est en cours) concernant 5 districts. 855 familles y souffriraient de faim, 2.494 individus présentent un gonflement suspect et 144 sont déjà morts de faim. Bien que l'absence de données complètes et vérifiées ne permette pas d'évaluer l'ampleur du phénomène dans ces 5 districts, il semble évident que la famine y a pris des dimensions importantes. Enfin, des rapports partiels, impossibles à généraliser, montrent que des individus connaissent la faim dans les autres districts de la région, en particulier dans les districts Kolarovskii et Moltchanovskii.

On notera que dans le district de Novo-Vasilievskii, un grand nombre des décès est dû à la malaria, qui a pris un caractère d'épidémie. L'état d'épuisement et d'amaigrissement de la population rurale, dû à la faim, contribue à l'issue fatale et à la très forte mortalité.

Si l'on analyse l'origine sociale des affamés, on constate les faits suivants: kolkhoziens: souffrent de la faim – 5.165 familles (35 districts); déjà gonflés – 12.582; morts – 1.246. Paysans individuels:

souffrent de la faim – 1.271 familles (35 districts); déjà gonflés – 3.629; morts – 454.

Il est indispensable de noter que parmi les kolkhoziens affamés, il y a un grand nombre de familles ayant activement travaillé au kolkhoze et accompli un nombre élevé de journées-travail. Ainsi, dans le district de Melitopol, à Peschanka, par exemple, parmi les affamés on compte 107 familles – sur ce nombre 7 familles ont accompli 500 à 800 journées-travail, 8 familles de 400 à 500 journées-travail, 28 familles de 300 à 400 et 64 moins de 300.

Dans le district de Pokrov, souffrent de la faim d'excellents travailleurs comme Maksimenko E.F. (kolkhozien issu de la paysannerie pauvre), qui a accompli 620 journées-travail; Listopak A.T. (kolkhozien issu de la paysannerie pauvre), qui a accompli 798 journées-travail. Dans le district de Mejevsk, Karpenko I.M. (kolkhozien issu de la paysannerie pauvre) a accumulé 951 journées-travail; Loukianenko Evdokia est une kolkhozienne issue d'une famille de paysans moyens, son fils fait son service militaire dans une unité de tanks; elle a accompli 811 journées-travail [...]. On compte au moins 15 familles de ce profil, qui toutes souffrent de faim et présentent déjà des signes de gonflement avancé.

Par suite d'un manque total de pain, les gens utilisent des ersatz. Nous avons enregistré 354 cas d'empoisonnement à la suite de l'ingestion de diverses herbes, de graines de coton, de noyaux d'abricots et de cerises, etc. 42 individus sont morts des suites d'empoisonnement [...].

Dans le district Bolchoi-Lepetikhinskii (75 empoisonnements, 30 décès constatés), selon le médecin, les signes de l'empoisonnement (occasionné par l'ingestion de diverses herbes) apparaissaient au bout de quelques heures. Le décès survenait dans les 24 heures chez les enfants, trois à cinq jours chez les adultes. On observe également l'utilisation dans la nourriture de viande de chevaux morts, de chats et de chiens.

District de Mejevsk. Un de nos agents opérationnels, en tournée d'inspection, s'est rendu chez la kolkhozienne A.V. Melachkoun (village Khorochee). Il a trouvé dans la maison des enfants dont les mains étaient pleines de sang. Ayant interrogé l'enfant de 7 ans, celui-ci lui a répondu: «On vient de manger la jument» et lui a montré un morceau de viande pourrie. La famille a reconnu avoir déterré la jument. L'autre enfant de 14 ans souffrait terriblement de maux de ventre, après avoir mangé des os cuits de cette charogne [...].

Dans le district de Novo-Vassilievsk, on vend des cadavres de chiens, de chats et de la charogne de cheval. Le prix de la viande

canine est en moyenne de 12 roubles le kilo, de la charogne de cheval de 6 à 8 roubles. Le paiement s'effectue généralement en nature (vêtements, tapis, etc.).

Enfin, dans les districts de Vysokopolsk et de Melitopol, on a enregistré deux cas de cannibalisme; dans le district de Novo-Prajsk – 2 meurtres dans le but de faire commerce de chair humaine.

Distict de Vysokopolsk. Le 16 février, à Zagradovka, est mort le jeune Nicolas, 12 ans, dans la famille d'un paysan pauvre, F... La mère de famille, en compagnie de sa voisine Anna S. (kolkkhozienne issue d'une famille de paysans pauvres) a découpé le cadavre du fils et en a servi des morceaux dans la nourriture qu'elle a préparée. La quasi-totalité du cadavre a été consommée. Il n'est resté que la tête, les pieds, une partie d'une épaule, une paume de main, la colonne vertébrale et quelques côtes. Toutes ces parties du corps ont été retrouvées dans le sous-sol de l'izba. F... a expliqué son acte par une absence totale de nourriture. Il lui reste trois enfants, tous très gonflés. Une aide a été apportée à cette famille [...].

Pour venir en aide aux affamés, ainsi qu'aux kolkhoziens-activistes, la Commission d'aide a distribué 3.450 *pouds* de céréales (pris sur le fonds de 200.000 *pouds*, dont 75.000 à la disposition des districts).

Le Chef du Département régional du Guépéou de Dniepropetrovsk, Kraouklis

Source: TsAFSB, 2/11/56/207-209



## Rapport de la R.P. du Guépéou de la Région de la Basse-Volga sur la déportation de 2.000 familles

9 mars 1933

La déportation de 2.000 familles de koulaks, de paysans individuels et de kolkhoziens exclus des kolkhozes, conformément à la décision prise par le Comité régional du Parti le 23 février 1933, s'est faite dans le délai prévu d'une semaine. Au total, 2.422 familles, soit 10.473 âmes (*sic*) ont été déportées. Sur ce nombre – 3.246 hommes, 3.076 femmes, 4.164 enfants. 45% étaient des kolkhoziens, 32% des paysans individuels, 23% des koulaks. On notera que parmi les déportés figurent 95 familles (367 individus) de communistes exclus du Parti pour sabotage de la campagne de semailles.

Tous les déportés ont été soumis à un examen sanitaire: visite médicale, vaccination contre la variole, bain, désinfection. Tous sont passés par une ultime filtration (vérification du profil social et politique, liens avec l'Armée rouge). Cette filtration a permis d'exclure 50 familles de l'opération de déportation – 21 pour cause de maladie, 5 personnes trop âgées, 21 pour cause politique (anciens partisans rouges, etc.).

Tous les déportés ont pu emporter des outils (scies, pelles), des vêtements chauds et des chaussures ainsi que de la nourriture, conformément aux normes en vigueur. Les opérations de déportation, de chargement et de déchargement se sont déroulées dans le calme, sans incidents. Néanmoins, on a noté quelques manifestations contre-révolutionnaires de la part d'éléments antisoviétiques. Ainsi, dans le district Preobrajenskii, un inconnu a tiré un coup de feu sur le représentant du Comité exécutif, avant de prendre la fuite. Dans le village de Rika (district Samoïlovskii), le 26 février, jour de la déportation, tous les kolkhoziens ont refusé, en «signe de protestation», de nourrir le bétail et de travailler. À Chichinino et Alaï, deux koulaks ont rassemblé des signatures au bas d'une déclaration affirmant: «Nous refusons le plan de semailles. Sommes prêts à partir». 50 signatures ont été rassemblées (les koulaks ont été arrêtés, dans le district en question, il n'y a pas eu de déportations).

Les rumeurs contre-révolutionnaires sont allées bon train: «Le pouvoir soviétique veut anéantir les Cosaques, c'est pourquoi il les déporte dans les endroits les plus inhospitaliers et les plus lointains, pour les faire tous crever là-bas». «Pourvu qu'il y ait rapidement

une guerre, on va arracher la tête à ces salauds, pour qu'ils cessent de torturer le peuple».

Par endroits, lorsque la déportation avait été précédée d'un travail d'explication de masse, les activistes kolkhoziens ont approuvé les mesures prises: «Puisqu'ils l'ont mérité, qu'ils partent dans le Grand Nord, ça leur apprendra à travailler et à remplir leurs obligations envers l'État» (Iarkov, ex-paysan pauvre, kolkhozien, village Solonovskii). «Il faut frapper encore plus fort les koulaks, il n'y a pas de place chez nous pour les saboteurs» (Bobylev, kolkhozien, village de Ouporovka, district Ekaterinovskii).

En général, personne n'est allé accompagner les déportés jusqu'au point de chargement des convois. Là où les autorités n'avaient pas mené de travail d'explication, la plupart des paysans individuels, mais aussi des paysans moyens et des kolkhoziens ont interprété la déportation comme «le début de la déportation de tous les paysans». «Bientôt viendra le tour des kolkhoziens. Alors ils emmèneront tous les paysans moyens et les paysans pauvres» (Ponomarev, paysan moyen, village de Kroutets, district Ekaterinovskii). «Nous serons tous déportés, ils vont en choisir un jour 20, puis encore 20 le lendemain et ainsi, ils vont vider tout le village de ses habitants» (Plotnikov, paysan moyen, village de Podgorodskii, district Nijni-Tchirskii).

L'état d'esprit des déportés est ouvertement désespéré et profondément antisoviétique. Ces sentiments sont particulièrement notoires parmi les Cosaques déportés. Les paysans individuels ne manquent pas de railler les kolkhoziens exclus des kolkhozes: «Alors, il fait bon vivre dans les kolkhozes? Pour le pouvoir, quelle différence entre le kolkhozien et le paysan individuel? Il les maltraite tous les deux (suivent des jurons)». «On a aidé le pouvoir soviétique à se débarrasser des koulaks. Maintenant, il nous traite comme des koulaks. On va tous y passer».

À côté de ces sentiments négatifs, on note (il est vrai, en nombre bien plus limité) des attitudes qui témoignent de la volonté de certains déportés de s'en aller ailleurs. «Qu'on nous emmène où on veut, le principal, c'est de ne plus voir ces kolkhozes». «On nous emmène quelque part, ça veut dire qu'on nous donnera du travail, qu'on nous donnera à bouffer, au moins on ne crèvera pas de faim». «Ça ne peut pas être pire qu'au kolkhoze. Au moins, en Sibérie ou au Kazakhstan, il n'y a pas de kolkhozes».

Les communistes exclus du Parti se sont révélés être les éléments les plus activement opposés et les plus décidés à organiser des protestations collectives. À Alexinovo, lors de leur chargement dans le wagon, 9 familles de communistes exclus ont fait du

scandale, crié à tue-tête, opposé une résistance physique ; l'incident n'a pu être liquidé qu'en les menaçant de les isoler durant tout le voyage.

La déportation n'a pas fait progresser la campagne de semailles. De nombreuses organisations locales du Parti n'ont pas mis en œuvre les directives du Centre. Aucun travail d'explication de masse satisfaisant n'a été mené à propos des déportations. Dans la *stanitsa* Kroutovskaia (district Serafimovichskii), la déportation a été mise en œuvre de manière purement administrative, les déportés étant amenés jusqu'au soviet rural avant d'être acheminés jusqu'au point de chargement. La quasi-totalité des organisations du Parti ont dispersé les opérations, souvent en 7 - 10 points différents (alors que les directives du Comité régional du Parti prévoyaient au maximum 4 - 5 points). Tout ceci a considérablement altéré l'efficacité politique de l'opération de déportation.

Annexe: données statistiques, par district, du nombre des déportés<sup>[2]</sup>.  
Le Chef-adjoint de la R.P. du Guépéou de la Région de la Basse-Volga, Dagin

Le Chef du Département secret-politique de la R.P., Iakoubovskii.

Source: TsA FSB, 2/11/880/1-3



## **Extraits du rapport du Département secret-politique de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la Région centrale des Terres noires n°25/2 sur les difficultés alimentaires dans la région**

9 mars 1933

Dans ses rapports n°9 et 11/2 la Représentation plénipotentiaire avait déjà rapporté un certain nombre de difficultés alimentaires touchant les kolkhozes et les exploitations paysannes individuelles dans la région centrale des Terres noires. Ces difficultés n'ont cessé de s'aggraver, notamment dans les districts méridionaux (partiellement affectés, en 1932, par une mauvaise récolte). Ces difficultés se traduisent par un manque de pain, et parfois par son absence totale [...].

Les éléments contre-révolutionnaires koulaks exploitent habilement ces difficultés alimentaires. Dans les districts touchés par des difficultés, on assiste à une large diffusion de rumeurs provocatrices sur «la famine généralisée» qui affecterait l'Ukraine et le Kouban, sur les troubles paysans qui y auraient éclaté, sur l'intervention imminente des puissances capitalistes: «l'État veut faire crever les kolkhoziens de faim. Bientôt il y aura la guerre, ce sera la fin pour les communistes et les activistes. En Sibérie, tous les communistes ont été pendus ou fusillés et les kolkhozes dissous». «Il y a la famine partout. C'est la fin du pouvoir soviétique. L'Ukraine a fait sécession. Elle est dirigée par un général. La guerre éclatera dans notre région au printemps, nous réglerons alors leur compte aux communistes». «Au Kouban, il y a une terrible famine. On arrête tous les Cosaques, les prisons sont pleines à craquer, les gens crèvent de faim. On ne fusille pas les gens, on leur inocule du poison. On sort des dizaines de cadavres des prisons chaque jour. Le peuple souffre et geint. Dès le moment où l'on a fait entrer les paysans dans les kolkhozes, il n'y a plus eu de blé dans les champs». Les rumeurs de guerre et de soulèvement en Ukraine et au Kouban s'accompagnent d'appels à «boycotter les semailles», à «soutenir l'intervention étrangère et les soulèvements des paysans contre les communistes suceurs de sang». «Nous sommes affamés, ils nous ont pris tout notre pain et maintenant ils réclament nos semences. Ce printemps, on va tous crever de faim; il ne faut pas leur donner nos semences, inutile de semer». «Il faut boycotter les semailles, et quand commencera la guerre, se soulever tous ensemble contre les communistes».

On soulignera que toute une série d'organisations et de groupes contre-révolutionnaires espèrent mettre sur pied, au printemps, un

mouvement insurrectionnel contre le pouvoir soviétique. Ces organisations considèrent que le printemps sera le moment le plus propice, car «la famine sera là» et «le mécontentement des paysans à son apogée». À ce propos, l'un des membres de l'organisation contre-révolutionnaire «Les destructeurs», récemment liquidée, a déclaré: «Au printemps, à cause de la famine, c'est sûr, il y aura une insurrection. Ce sera alors l'affaire des SR [socialistes révolutionnaires] et des partisans de prendre la tête du mouvement. Le comité SR donnera le signal de l'insurrection, d'ici 2-3 mois, les armes parleront». De même, le dirigeant d'une autre organisation contre-révolutionnaire liquidée dans le district Levo-Rossochanskii a déclaré: «Au cours d'une de nos réunions, nous avons évoqué l'éventualité d'un soulèvement. Tous étaient d'accord pour dire que le meilleur moment serait le printemps, quand les paysans seraient remontés contre les bolcheviks à cause de la famine». L'un des participants a ajouté: «Au printemps, il y aura un soulèvement. Le pouvoir soviétique sera renversé à cause de la famine».

Les difficultés alimentaires, dans un certain nombre d'endroits, sont à l'origine d'humeurs négatives de la part de kolkhoziens, de paysans individuels pauvres et moyens. «Les communistes crient sans cesse que les kolkhozes prospèrent, en réalité au kolkhoze c'est la mort». «Tu travailles comme une bête, tu ne reçois rien pour ton travail, tout part pour l'État, à quoi bon les kolkhozes? Les kolkhozes, c'est la *barschina!*». À quoi bon le kolkhoze? Nous avons faim, les chevaux sont amaigris, il n'y a rien à espérer de ce système!». Parallèlement, on constate une tendance des kolkhoziens à quitter les exploitations collectives. «Le pouvoir nous a entraîné dans les kolkhozes pour nous faire crever de faim». «Au kolkhoze, il n'y a pas de pain, pas de bétail, rien à semer. Il faut partir en masse, comme certains l'ont fait en 1932» [...].

Dans un certain nombre de cas, les kolkhoziens émettent des opinions appelant ouvertement à l'émeute. «On va forcer les réserves et on va s'emparer des semences». Les kolkhoziens parlent de prendre d'assaut les silos et les réserves stockées près des gares. «Si le pouvoir ne nous donne pas du pain, ça ira mal pour lui». «Le pouvoir soviétique veut notre perte. Il faut forcer les cadenas sur les hangars des kolkhozes et prendre les céréales» (un kolkhozien au plenum du soviet rural de Nikolskoïe, district Alexandrovskii). «Au printemps, les gens envahiront les gares comme les mouches vont au miel. Dans les hangars de Zagotzerno, il y a des milliers de *pouds* de céréales. Le peuple affamé ira piller les hangars et le pouvoir s'écroulera» (un paysan moyen de Nelitsa, district Valouiskii).

«On va manger les dernières miettes de pain, et puis on se rendra dans les gares et en ville. Nous sommes faibles aujourd'hui, mais quand le peuple a faim, il est tout-puissant, si le pouvoir ne nous donne pas de pain, alors gare à lui» (une kolkhozienne issue de la paysannerie moyenne, soviet rural Afanassievskii, district Izmalkovskii).

District Ivnianskii. Parmi un certain nombre de kolkhoziens on note les commentaires suivants: «À quoi bon crever de faim – on n'a qu'à prendre les semences et les réserves du kolkhoze». Dans les districts Novo-Oskolskii et Zolotoukhinskii, on a noté des tentatives de voler les réserves de semences. Ces tentatives ont été stoppées par l'appareil de l'OGPU.

District Novo-Oskolskii. Le kolkhozien Kolesnikov (issu d'une famille de paysans moyens), du kolkhoze «La voie d'Illitch» a forcé, le 19 février, le cadenas du hangar du kolkhoze et a volé un sac et demie de farine ainsi qu'un sac de betteraves. Kolesnikov a appelé les autres kolkhoziens à imiter son exemple, en criant: «Qu'est ce que vous avez à regarder ainsi, servez-vous, eux, ils ont du pain et nous on crève de faim!» (Kolesnikov a été arrêté par les agents de l'OGPU et condamné à dix ans de camp).

District Zolotoukhinskii. À Boievo (soviet rural Ziborovskii), une foule forte d'une centaine de kolkhoziens, accourue au son du tocsin, a tenté de s'emparer des réserves de grains du kolkhoze «Le Guépéou». L'instruction a montré que l'ancien président du kolkhoze, Chorokhov, était l'initiateur de cette émeute. Il avait déclaré, peu avant le début de l'émeute: «Nous avons faim, il ne nous reste qu'à prendre d'assaut les réserves de pain». Le 6 février, Kolesnikov, monté en haut du clocher, a sonné le tocsin. Une centaine de kolkhoziens ont accouru sur les lieux, avec des sacs. Grâce à l'action efficace du Guépéou local, le pillage des réserves de grain a été stoppé, huit koulaks ont été arrêtés, dont Chorokhov.

Les propos tenus par un certain nombre de kolkhoziens et de paysans individuels ont un caractère ouvertement insurrectionnel et défaitiste. «Nous n'avons que faire du pouvoir soviétique. Il nous mène à notre perte!». «Nous n'irons pas nous battre pour défendre les communistes!». Dès qu'il y aura la guerre, on prendra les armes contre les communistes et les activistes qui pillent le peuple paysan et travailleur!». «Vivement la guerre, ce sera la fin du pouvoir communiste, qui nous a tout pris et nous laisse affamés». «Il y aura la guerre, c'est sûr. Si on ne donne pas de pain, au printemps, ce sera la guerre, mais pas avec des puissances étrangères, mais contre les communistes!». «Les communistes nous ont conduit à la famine. Mais chaque kolkhozien et chaque paysan individuel va maintenant

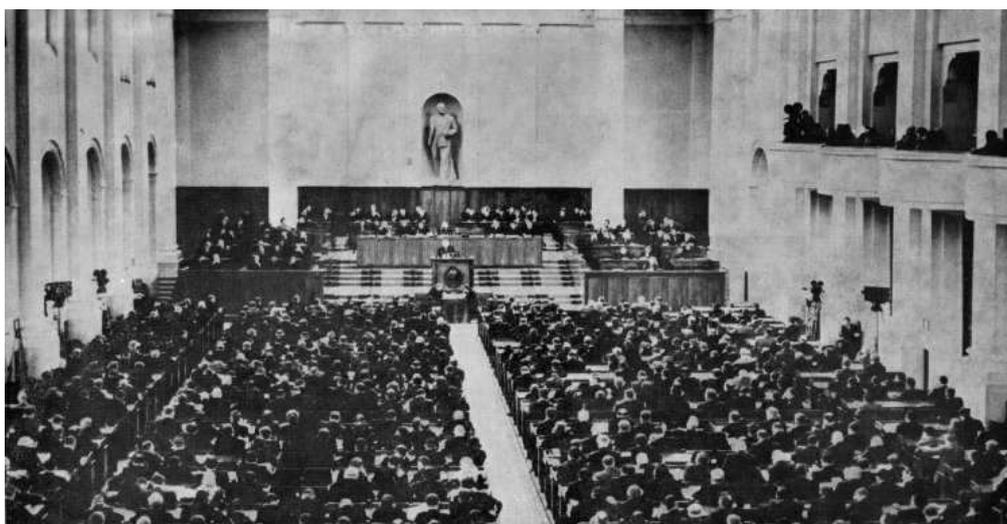
se soulever et le pouvoir soviétique sera balayé» (un paysan moyen de Zalomnoie, district Mikhaïlovskii).

Note: La R.P. du Guépéou de la Région centrale des Terres noires procède à la liquidation des éléments contre-révolutionnaires tenant des propos à caractère insurrectionnel.

Le Chef de la R.P. du Guépéou de la Région centrale des Terres noires, Doukelskii

Le Chef du Département secret-politique de la R.P., Revinov

Source: TsA FSB, 2/11/56/228-240



**Lettre de Rozanov, responsable du Département régional du  
Guépéou  
de Kiev, à Balitskii, Chef du Guépéou de la RSS d'Ukraine**

12 mars 1933

Cher Vsevolod Apollonovitch,

Les difficultés alimentaires dans la province de Kiev prennent chaque jour un caractère de plus en plus aigu. Déjà 28 districts sont touchés, principalement les districts betteraviers.

Les difficultés alimentaires ont aussi gagné les villes suivantes: Kiev, Jitomir, Belaia Tserkov', Ouman', Radomysl, etc. La plupart des faits avérés de mortalité par famine et de cannibalisme ont été notés dans les districts faisant administrativement partie, par le passé, des régions d'Ouman et de Belaia Tserkov'. La majorité des affamés sont des paysans individuels et des kolkhoziens qui n'ont accompli qu'un nombre limité de journées-travail. Il est vrai, cependant, que dans un certain nombre de villages, sont touchés par la famine des kolkhoziens ayant au moins 500 journées-travail.

Le nombre de morts par famine dans les régions d'Ouman et de Belaia Tserkov', même par rapport à l'an dernier, est en très forte augmentation. En majorité, meurent d'abord les enfants et les vieillards. Voici quelques données chiffrées sur le nombre d'affamés, de gens gonflés et de morts:

*District Khristinovskii*

Bourg de Rossochki. Au cours des premiers jours du mois de mars, 13 personnes sont mortes de faim, dont 10 kolkhoziens. Environ 120 personnes présentent des signes de gonflement. Village Sebastianovka. 7 décès par famine, 259 affamés et gonflés, dont un grand nombre d'enfants.

*District Boukskii*

Village de Kojentsy. 286 gonflés, dont 59 kolkhoziens. 8 décès en janvier, 32 en février. Les fonctionnaires du soviet rural trouvent chaque jour des cadavres dans les sous-sols. En deux jours, on a découvert 16 cadavres. Village de Mankovka: 400 gonflés. 30 décès par famine au cours des deux derniers mois, dont 23 kolkhoziens. Épidémie de typhus. Village de Kharkovka: 234 malades amaigris 109 gonflés. Village de Berianka: 47 familles présentant des signes de gonflement. Parmi elles, 3 familles ayant un fils à l'Armée rouge. Village de Pomoiki: 147 gonflés. Village de Polkovnitchi: 269 gonflés, dont 94 enfants.

*District Volodarskii*

D'après des données partielles au 1<sup>er</sup> mars, 7.000 personnes étaient en manque total de nourriture. Environ un millier de personnes sont déjà mortes de faim.

*District de Belaia Tserkov*

D'après les données fournies par nos fonctionnaires du district, 47 localités sont frappées par la famine. Dans le village de Malaia Vilchanka, 91 familles souffrent de la faim; 55 personnes sont déjà gonflées. 24 décès au cours des deux derniers mois. Dans le village de Piliptchi: 169 familles souffrent de la faim. On y compte 132 personnes gonflées, 37 décès. Tous ces chiffres sont très en-dessous de la réalité, car bien sûr les appareils locaux du Guépéou ne tiennent pas une comptabilité des affamés, des gonflés et des morts, et même le soviet rural est le plus souvent incapable de donner le chiffre exact des morts de faim. En général, on peut dire que le nombre d'affamés, de gonflés et de malades atteint plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la région. Dans de nombreux villages, on n'enterre plus les morts au cimetière, dans les délais prescrits. On les laisse dans des sous-sols, dans les cours. Les employés du soviet rural ramassent les cadavres et les enterrent dans des fosses communes, par fournées de dix-quinze. Souvent, les cadavres restent dans les maisons des jours durant.

Ces derniers temps, nous avons noté une recrudescence des cas de nécrophagie et de cannibalisme. Nous recevons chaque jour des informations sur une dizaine de cas, voire plus. On peut même dire que le cannibalisme «devient une habitude». On a des cas d'individus qui, soupçonnés de cannibalisme l'an dernier déjà, récidivent et tuent des enfants, des gens de leur connaissance, voire des inconnus dans la rue.

Dans les villages affectés par le cannibalisme, chaque jour qui passe fortifie les gens dans l'idée qu'il est acceptable de consommer de la viande humaine. Cette opinion est particulièrement répandue parmi les affamés et les enfants. Du 9 janvier au 12 mars, on a relevé dans la région de Kiev: 54 cas de nécrophagie; 69 cas de cannibalisme. Naturellement, ces chiffres sont très en-dessous de la réalité, car nos services ne peuvent recenser tous les cas.

En ce qui concerne les villes, la situation s'est particulièrement dégradée ces derniers temps dans les villes de Kiev, Jitomir, Ouman', Belaia Tserkov', Valiskovo. Voici quelques exemples.

*Jitomir.* On a recensé 134 ouvriers souffrant de gonflement. Près de 1.000 étudiants ont abandonné leurs études, à cause de problèmes alimentaires. Dans certaines entreprises, on a noté des

états d'esprit malsains parmi les ouvriers. La mortalité est particulièrement élevée parmi les éléments déclassés.

*Ouman*. 120 décès par famine enregistrés. On remarque qu'un certain nombre de travailleurs de choc présentent des signes de gonflement. Au cimetière, on ramasse chaque jour des cadavres non enterrés. On compte au moins 100 familles de soldats de l'Armée rouge dans le plus extrême dénuement. Dans les rues, il arrive souvent que les passants tombent d'inanition. Par ailleurs, on note une recrudescence de la criminalité: les passants sont souvent attaqués par des gens qui leur arrachent leur sac, espérant y trouver quelques provisions. La milice débordée n'est plus en état de lutter contre ce phénomène.

Au cours des premiers jours du mois de mars, on a noté trois incidents au cours desquels, en pleine ville, des gens affamés se sont jetés sur des chevaux, les ont tués sur place, puis les ont dépecés (les chevaux appartenaient à l'usine Pilovetskii, au kolkhoze et à la coopérative Kotcherjanskii). Les soldats de la garnison sont assaillis, la nuit, par des bandes d'affamés qui réclament du pain, menaçant de «casser toutes les vitres» et proférant d'autres menaces du même genre.

Le vagabondage d'enfants abandonnés prend chaque jour une ampleur croissante, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Dans leur fuite, les parents abandonnent souvent leurs enfants. La criminalité (vols, attaques à main armée) a considérablement augmenté aussi. Dans le seul district de Skvirsk, on vient de liquider six bandes armées.

Je veux attirer votre attention sur la dégradation de la situation alimentaire dans la ville de Kiev. L'approvisionnement de la population, et notamment des ouvriers du 2<sup>e</sup> groupe<sup>[3]</sup>, est dans un état épouvantable. Voici quelques faits: les ouvriers de la fabrique de peaux n°6 – Koulik, sans-parti et Tchoudnovski, membre du Parti – ont volé de la peau et de la colle animale pour en faire un repas. Dans cette même fabrique, l'ouvrière Iagodka amène ses quatre enfants à la cantine, va de table en table et supplie les ouvriers de donner des restes à ses enfants, en disant: «Ne vous étonnez pas, je suis une mère, je dois sauver mes enfants de la famine». On ramasse chaque jour dans la ville des dizaines de cadavres et des dizaines de gens décharnés qui meurent aussitôt transportés à l'hôpital. En janvier, on a ramassé 400 cadavres, en février 518, au cours des 8 premiers jours de mars, 248. Par ailleurs, chaque jour on amène une centaine d'enfants vagabonds et abandonnés.

On notera aussi les très grandes difficultés alimentaires qui frappent les districts frontaliers (Emiltchinskii, Gorodnitskii,

Olevskii). Les ouvriers des fabriques de faïence sont affamés. On a noté de nombreux cas de gonflement.

Les mesures prises par les autorités régionales (organisation de cantines, distribution de repas chauds à environ un tiers des enfants affamés) ne peuvent résoudre le problème. L'aide que nous recevons est tout à fait insuffisante. On fera remarquer que si l'utilisation massive d'ersatz de toute sorte, de chats, de chiens, de charogne de cheval n'a pas encore entraîné d'épidémies massives à ce jour, avec le dégel, nous risquons de devoir faire face à des épidémies à grande échelle (typhus, dysenterie, etc.).

Salut communiste

Rozanov

Source: TsA FSB 2/11/971/131-133



## **Circulaire du Guépéou d'Ukraine sur les mesures à prendre en liaison avec les difficultés alimentaires**

19 mars 1933

À tous les chefs de département régional, frontalier, de district, aux chefs-adjoints des départements politiques des MTS [Stations de machines et de tracteurs] et des sovkhozes

À la suite du sabotage occasionné dans l'agriculture de l'Ukraine par les éléments koulaks et contre-révolutionnaires infiltrés dans les kolkhozes, un certain nombre de villages et de kolkhozes connaissent des difficultés alimentaires.

Le CC du Parti a pris un certain nombre de résolutions pour apporter une aide alimentaire d'urgence. Cette aide est destinée avant tout à assurer le plein succès de la campagne de semailles dans les villages et les kolkhozes connaissant des difficultés alimentaires et doit être réservée en premier lieu aux kolkhozes qui ont acquitté leurs obligations envers l'État, aux meilleures brigades, aux brigadiers et aux kolkhoziens ayant accompli un nombre important de journées-travail.

L'organisation de l'aide d'urgence, la définition des contingents d'ayant-droit et la distribution de l'aide est dévolue à des troiki de district composées du secrétaire du Comité du Parti de district, du président du Comité exécutif de district et du chef de district du Guépéou. Dans chaque village sont mises en place des troiki composées du président du soviet rural, du secrétaire de cellule du Parti et du président du meilleur kolkhoze. Afin que cette aide alimentaire, prélevée au détriment des villes, des unités de l'Armée rouge et des ouvriers, soit effectivement utilisée à bon escient, et soit effectivement «productive» – assurant une excellente campagne de semailles – j'ordonne:

- 1 - que les fonds d'aide soient effectivement et exclusivement assignés à ceux qui les méritent et ne soient pas dilapidés à d'autres fins;
- 2 - que les fonds d'aide soient effectivement assignés aux nécessiteux et en priorité, et par ordre, aux kolkhoziens ayant un nombre important de journées-travail, aux brigadiers, aux tractoristes, aux familles ayant un membre dans l'Armée rouge, aux kolkhoziens et aux paysans individuels;
- 3 - que toute l'aide, y compris celle destinée aux exploitants individuels, passe exclusivement par les kolkhozes et les sovkhozes;
- 4 - que seuls les exploitants individuels s'étant engagé à entrer dans les kolkhozes ou ayant passé contrat avec les sovkhozes soient aidés;

5 - que tous les éléments parasites – spéculateurs, koulaks, individus sans occupation fixe, fainéants – soient déportés vers la Région Nord, après examen de leur dossier par la Conférence spéciale;

6 - qu'une information régulière soit envoyée au Centre, concernant les différentes formes d'aide et leur distribution (cantines, alimentation des enfants, etc.);

7 - qu'une vérification soit faite afin d'empêcher toute intrusion d'éléments contre-révolutionnaires, antisoviétiques, koulaks et criminels parmi les appareils techniques et administratifs chargés de distribuer l'aide alimentaire. Tous les éléments douteux devront être immédiatement arrêtés et les individus qui se seraient rendus coupables de détournement de l'aide déferés devant les troiki du Guépéou d'Ukraine;

8 - de mener une lutte résolue contre les tendances des kolkhozes et des soviets ruraux à se reposer sur les autres, à ne pas chercher sur place les moyens de s'en sortir, à exagérer les difficultés, à tout attendre de l'État;

9 - de lutter sans pitié contre les éléments contre-révolutionnaires, koulaks et ennemis de toute espèce qui tentent d'exploiter les difficultés alimentaires dans leurs propres buts contre-révolutionnaires, qui diffusent des rumeurs sur la famine, sur diverses «horreurs», qui font exprès de ne pas enterrer les morts, qui mènent une agitation pour organiser des manifestations et des émeutes, du sabotage de matériel kolkhozien, qui appellent à des arrêts de travail etc. Tous ces éléments devront être immédiatement arrêtés, leur dossier devra être traité dans les délais les plus brefs et jugé devant une troika du Guépéou d'Ukraine. Les chefs des appareils locaux du Guépéou devront faire régner l'ordre révolutionnaire dans les régions affectées par des difficultés alimentaires, en réprimant sans pitié tous ceux qui tenteraient d'exploiter ces difficultés dans des buts contre-révolutionnaires. Pour le 28 mars, un rapport devra être envoyé par tous les responsables locaux sur tous les points cités ci-dessus.

Le chef du Guépéou de la RSS d'Ukraine, V.Balitskii

Source: TsA FSB, 2/11/971/145-147



**Communication du Chef du Guépéou de la RSS d'Ukraine Balitskii à G. Iagoda, Chef-adjoint de l'OGPU sur les indications données aux responsables locaux concernant les difficultés alimentaires**

22 mars 1933

Au Chef-adjoint de l'OGPU, G. Iagoda

En complément de notre conversation téléphonique, je vous communique la teneur des indications que j'ai données aux chefs des départements régionaux du Guépéou d'Ukraine, après avoir pris connaissance des lettres envoyées par les cam. Rozanov (Kiev) et Kraouklis (Dniepropetrovsk) concernant les difficultés alimentaires.

1- J'ai demandé aux chefs des départements régionaux du Guépéou de n'informer sur ces questions que les premiers secrétaires des Comités régionaux du Parti et ceci uniquement par voie orale, après vérification scrupuleuse des faits rapportés. Ceci pour éviter que des notes manuscrites sur le sujet «ne se promènent» dans les appareils, devenant ainsi source à divers bruits et rumeurs. J'ai demandé également que sur le sujet des difficultés alimentaires, on n'écrive pas de rapports spécifiques pour le Guépéou d'Ukraine. Il suffit que je sois tenu personnellement informé par des lettres personnelles de dirigeants adressées à moi directement.

2- J'ai indiqué aux chefs des départements régionaux du Guépéou que l'ennemi de classe exploite les difficultés alimentaires dans des buts de propagande antisoviétique, dans le but de créer une situation de panique, de nous provoquer, etc. et j'ai donné, dans une directive spéciale, des indications à ce sujet. J'ai proposé de vérifier soigneusement les sources des informations que nous recevons, sachant que des «agents doubles» et des éléments petliouriens font tout pour semer de la désinformation. J'ai cité l'exemple du district de Babansk de la région de Kiev.

3 - J'ai insisté sur la nécessité de vérifier très attentivement les sources d'information, ne serait-ce que parce qu'on doit tenir compte des attitudes d'assistés des kolkhozes, des appareils locaux, qui savent bien exploiter les difficultés alimentaires pour demander toujours plus.

4 - J'ai souligné le fait que de nombreux responsables locaux, y compris des tchekistes, au lieu de lutter résolument contre toutes les provocations, se laissent eux aussi envahir par la panique et s'en vont répéter toutes sortes de bruits et de rumeurs provocatrices. Le «fait» auquel vous avez prêté attention hier, et qui nous avait été communiqué par le cam. Demtchenko, secrétaire du Comité régional

du Parti de Kiev, lors de la réunion du Politburo du CC du Parti d'Ukraine (à laquelle assistait le cam. Mikoïan) est bien caractéristique de cet état d'esprit. Le cam. Demtchenko avait affirmé qu'on avait amené un wagon plein de cadavres à l'abattoir de Darnitsa. Bien que j'eusse exprimé mes plus forts doutes quant à cet épisode, le cam. Demtchenko a continué à affirmer la véracité de ces faits. Il n'a reconnu avoir été abusé par des collaborateurs du Comité régional du Parti que deux jours après qu'une commission d'enquête eut établi qu'il n'y avait jamais eu de «wagon de cadavres». Qu'en est-il aujourd'hui?

Avant-hier, le cam. Khataevitch m'a téléphoné de Dniepropetrovsk pour dire que grâce aux mesures prises, la situation allait en s'améliorant chez eux. Dans la région de Kiev, il paraît que les mesures prises par le CC ont aussi amélioré la situation.

Nous avons pris toutes les mesures pour liquider les difficultés dans les plus brefs délais.

Le Chef du Guépéou de la RSS d'Ukraine, V.Balitskii

Source: TsA FSB, 2/11/3/12-14



## Rapport de l'OGPU n°50.145 sur les mesures prises pour mettre fin à l'exode massif de paysans

25 mars 1933

Au Secrétaire du CC du PC(b)R, Staline

Au Président du Conseil des Commissaires du peuple, Molotov

En complément de notre note du 16 mars courant sur les résultats des mesures opérationnelles prises par les organes locaux de l'OGPU dans le but de stopper les exodes massifs de paysans d'Ukraine, du Caucase Nord et d'autres régions, nous vous communiquons les données suivantes:

Région centrale des Terres noires. Du 14 au 20 mars, nombre de fuyards appréhendés, en provenance de la Région de la Basse-Volga: 1.812; total des individus ramenés chez eux (en comptant ceux appréhendés précédemment): 6.140. Appréhendés en provenance d'Ukraine: 40, tous ramenés chez eux.

Région de la Basse-Volga. 150 individus appréhendés les 15 et 16 mars, dont 49 renvoyés chez eux.

Dans les gares, ont été appréhendés, du 14 au 16 mars – 2 593 individus, dont 2 592 renvoyés chez eux; du 17 au 19 mars – 969 individus appréhendés. Renvoyés chez eux (en comptant ceux appréhendés précédemment) – 3.555.

Ci-joint un tableau récapitulatif du nombre de gens appréhendés depuis le début de l'opération jusqu'au 20 mars inclus.

Région	Total appréhendés	Dont renvoyés chez eux	Arrêtés pour être jugés	Jugés et envoyés en camp ou exil	Arrêtés pour envoi en Carélie	Relâchés	En cours de filtration
Ukraine	37.924	34.433	300		579	1.612	
Rég.Centrale Terres Noires	45.817	45.188	629				
Caucase Nord	47.217	36.611	3.744	192		6.670	
Basse Volga	11.089	9.915	280		146		748
Biélorussie	1.477	464	31				982
Transcaucasie	7.302	2.037	1.148	2.490			1.627
Région Ouest	5.115	4.097	432				586
Moyenne Volga	283	253	30				
Département Transports OGPU	68.800	63.374	2.791	141			2.494
<b>Total</b>	<b>225.024</b>	<b>196.372</b>	<b>9.385</b>	<b>2.823</b>	<b>725</b>	<b>9.282</b>	<b>6.437</b>

Le Chef-adjoint de l'OGPU, G. Iagoda  
Le chef du Département secret-politique de l'OGPU, G. Moltchanov

Source: TsA FSB, 2/11/6/393-394



## **Extraits du rapport du Département secret-politique de l'OGPU sur l'état de la campagne de semailles dans le Caucase Nord et en Ukraine**

10 avril 1933

Au Secrétaire du CC du PC(b)R, Staline, au secrétaire du CC du PC(b)R, Kaganovitch, au Chef du Département politique du Commissariat du peuple à l'Agriculture, Krinitskii, au Chef-adjoint de l'OGPU, Iagoda.

D'après les données fournies par les Chefs-adjoints des Départements politiques des MTS pour la région du Caucase Nord et l'Ukraine, il apparaît que le plan de la campagne de semailles n'est pas réalisé, ni du point de vue quantitatif, ni du point de vue qualitatif. Les principales raisons de cet échec sont les suivantes:

1 - absence de direction de la part des MTS et des kolkhozes. Dans de nombreux cas, les MTS ne semblent même pas s'intéresser à la campagne de semailles;

2 - pourcentage très élevé de tracteurs hors d'usage, fait aggravé par l'absence de tout atelier de réparation sur place;

3 - sabotage contre-révolutionnaire de la part des éléments koulaks-gardes-blancs infiltrés parmi les tractoristes et les brigadiers.

Les responsables sont en train de prendre des mesures énergiques pour liquider les saboteurs de la campagne de semailles.

### *Région du Caucase Nord*

MTS de Eïsk. L'examen des causes du non-accomplissement du plan de semailles a permis de démasquer le sabotage mené par les éléments koulaks infiltrés parmi les tractoristes. Ainsi, le brigadier de la 8<sup>e</sup> brigade, un certain P.P. Vlassov, ex-koulak, ex-garde-blanc, a fait exprès de ne pas remplir les normes d'ensemencement. En trois jours de travail, à la tête d'une brigade de 6 tracteurs, il n'a labouré que 35 ha, alors que la norme journalière a été fixée à 39 ha par jour. Par ailleurs, avec trois autres compères, Vlassov s'adonnait au vol de céréales. Vlassov et les tractoristes ont été arrêtés.

Le brigadier de la 7<sup>e</sup> brigade, Fiodor Joukov, un ancien koulak, a saboté intentionnellement un tracteur. Le tractoriste de sa brigade Erokhin a cassé un bloc moteur et des pièces de rechange. Il a, en outre, volé des grains. Joukov et Erokhin ont été arrêtés.

Dans la 6<sup>e</sup> brigade, un autre tractoriste du nom de Joukov, ex-koulak, a sciemment saboté son tracteur. Un autre tractoriste de cette même brigade, Barkovski, n'a pas travaillé cinq heures durant, sous prétexte que son tracteur ne marchait pas et qu'il n'y avait pas de carburant. Après vérification, il s'est avéré que le tracteur fonctionnait parfaitement et qu'il y avait assez de carburant. Par

ailleurs, Joukov et Barkovski appelaient les tractoristes à saboter le travail : «Nous, les tractoristes, nous devons réclamer notre dû aux chefs. Qu'ils le veuillent ou pas, sans nous, ils ne peuvent rien faire, et si nous n'obtenons pas satisfaction, nous arrêterons le travail». Joukov et Barkovski ont été arrêtés.

L'absence sur place d'ateliers de réparation contribue au nombre élevé d'arrêts de travail. Quand une pièce de tracteur est défectueuse, il faut l'emmener souvent à 25 km. Ainsi, le tracteur n°38 n'a pas fonctionné 24 heures durant parce que les écrous du cylindre avaient lâché. Le tractoriste a dû porter la pièce à 20 km jusqu'à la MTS la plus proche, alors qu'on aurait pu réparer le tracteur en une demi-heure s'il y avait eu sur place un atelier d'entretien. Le directeur de la MTS se désintéresse totalement de ce genre de questions et ne prend aucune mesure pour mettre en place de petites unités de réparation [...].

MTS de Belometchet'. Le parc de tracteurs, qui a commencé à travailler dans les champs à partir du 20 mars, n'a pas pu être exploité correctement à cause de nombreuses pannes, d'un manque de carburant et de phares. En 7 jours, on a compté pas moins de 432 heures d'arrêt des machines. Aussi, le plan de labours (1.064 ha) n'a-t-il été rempli qu'à 12% (130 ha effectivement labourés). La direction de la MTS ne dirige pas les opérations, se désintéresse de la situation. Le directeur de la MTS, Ovchinnikov a déclaré: «Qu'est-ce que vous voulez que je fasse? Je ne reçois aucune information. Les brigadiers sur le terrain ont dit qu'on ne leur avait pas demandé de transmettre des indications sur la marche des labours. Il apparaît que 8 kolkhozes n'ontensemencé, en sept jours (du 20 au 28 mars) que 60 ha, au lieu des 420 prévus par le plan. Malgré ce retard, aucune brigade des kolkhozes «Vorochilov» et «Boudienny» n'est allée travailler le dimanche 26 mars. Dans la brigade n°1 du kolkhoze «Vorochilov», les éléments koulaks (Kormatch, Prosvirov et son fils, qui a servi dans l'Armée blanche) ont saboté la campagne de semences, en affamant littéralement les animaux de trait. En un mois, huit bœufs sont morts. Par ailleurs, P. Prosvirov, qui était chargé d'approvisionner les tracteurs en carburant le 20 mars a sciemment saboté toute l'opération, en résultat de quoi l'ensemble du parc de tracteurs est resté immobilisé 24 heures durant. Dans cette même brigade, le labour a été intentionnellement mal fait. Le semeur Ovchinnikov a utilisé 6 *pouds* de semences au lieu de 8, et plusieurs autres *pouds* ont disparu, volés. Prosvirov, Ovchinnikov, Makeev et Tchernolikhov ont été arrêtés [...].

Le Chef-adjoint de l'OGPU, Agranov

## Le Chef du Département secret-politique de l'OGPU, Moltchanov

Source: TsA FSB, 2/11/1044/130-135



## Extraits du rapport de la R.P. de l'OGPU du Caucase Nord sur les difficultés alimentaires dans le district d'Eisk au 13 avril 1933

21 avril 1933

La gravité et l'ampleur des difficultés alimentaires dans le district d'Eisk ne diminuent pas. Les *stanitsy* Novo-Scherbinovskaia, Staro-Scherbinovskaia, Kamychevatskaia et Kopanskaia sont les plus touchées. Dans les kolkhozes de ces *stanitsy*, une partie des kolkhoziens n'est plus en état de travailler – à cause d'un affaiblissement général de l'organisme – et ne reçoit, par conséquent, qu'une quantité minimale de pain. Certains kolkhoziens particulièrement consciencieux, affaiblis, sont eux aussi hors d'état de travailler, ne reçoivent aucune aide alimentaire et se trouvent dans une situation particulièrement difficile.

*Stanitsa* Novo-Scherbinovskaia. On y constate une mortalité et une morbidité massives, se traduisant par les chiffres suivants:

Date	Morts	Gonflés	Malades
Au 20 mars	782	798	309
Au 30 mars	1058	1579	572
Au 10 avril	1438	1300	511

En avril, la mortalité a évolué de la manière suivante:

Date	Nombre de cadavres ramassés et enterrés
Le 31 mars	36
Le 1 <sup>er</sup> avril	43
Le 2 avril	28
Le 3 avril	26
Le 4 avril	39
Le 5 avril	71
Le 6 avril	35
Le 7 avril	37
Le 8 avril	39

Les cadavres ne sont pas ramassés à temps, et traînent plusieurs jours durant dans les maisons. Ainsi, chez la kolkhozienne Klimenko, on a découvert cinq cadavres, qui traînaient depuis une dizaine de jours au moins. Ces cadavres avaient été transportés là par des voisins. L'inhumation tardive des cadavres s'explique par le laisser-aller des membres du soviet rural et en partie parce que les *troiki* spécialement désignées dans les kolkhozes pour s'occuper de cette tâche refusent de faire le travail. Dans une discussion avec

notre collaborateur, le médecin présent dans la *stanitsa* a dit: «Les gens vont continuer à mourir en masse. Même si on leur donne du pain, ils sont tellement affaiblis qu'il leur faudrait des soins appropriés. Il y a 1.500 personnes dans cet état désespéré dans la *stanitsa*. Il y a peu d'espoir de les sauver».

Un très faible nombre de kolkhoziens vont travailler, surtout au kolkhoze n°2. Dans les champs, on voit surtout des femmes et des jeunes, car la plupart des hommes sont malades. Les rares qui travaillent encore sont incapables de remplir les normes ; par conséquent, ils ne reçoivent pas suffisamment de pain et commencent à gonfler. Les normes sont particulièrement difficiles à réaliser pour ceux qui travaillent aux labours et aux semailles. Ceci s'explique en partie à cause de l'état exécrable des bêtes de trait, des tracteurs qui sont sans cesse en panne. En revanche, les kolkhoziens employés à des tâches plus faciles (nettoyage des friches) dépassent souvent les normes et reçoivent plus de pain que ceux qui sont employés aux travaux les plus importants.

Malgré le fait que, globalement, les brigades de tractoristes sont plutôt bien servies en pain, un grand nombre de tractoristes souffrent de gonflement, caractéristique de la faim [...].

*Stanitsa* Scherbinovskaia. Au cours des 10 premiers jours d'avril, le soviet rural a recensé 120 morts. En réalité, le nombre de morts est beaucoup plus élevé. Dans le kolkhoze n°1, par exemple, une inspection menée dans six quartiers a montré que sur les 382 personnes présentes au 1<sup>er</sup> janvier 1933, au 30 mars, 97 étaient décédées (38 hommes, 12 femmes et 47 enfants), et 176 personnes présentaient des signes de gonflement caractérisé. Plusieurs kolkhoziens sont morts au cours de leur travail, lors de la campagne de semailles. Ceci s'explique par le fait qu'ils avaient donné leur ration de pain à leur famille et ne s'étaient rien laissé pour eux. On a noté 8 cas de cannibalisme.

*Stanitsa* Kamychevatskaia. Le tableau suivant montre l'évolution de la mortalité et de la morbidité:

Date	Morts	Gonflés	Malades
Au 20 mars	850	112	490
Au 30 mars	1004	100	360
Au 10 avril	1184	104	313

En réalité, le nombre de personnes gonflées et malades est bien plus important. Par ailleurs, on compte un grand nombre de vols, d'attaques à main armée et de meurtres. En mars et au cours des dix premiers jours d'avril, on a enregistré 87 vols et 6 attaques à main armée. On a également enregistré 10 cas de cannibalisme.

Avec l'ouverture de la mer, dans les villages de Chabel, Nikolaev et Glafirovka, un nombre important d'habitants sont tombés malades à la suite d'empoisonnements liés à la consommation de poissons morts rejetés sur le rivage. On note partout l'emploi, dans la nourriture, d'ersatz, de chiens, de chats, de rats, de charogne.

On note en particulier une très forte mortalité parmi les enfants. Dans les orphelinats, l'alimentation des enfants est tout à fait insuffisante. On ne leur donne que de la farine de maïs à raison de 150 gr par enfant. Or 70% de cette farine est faite de débris et de peaux. En conséquence, tous les enfants sont atteints de dysenterie. Chaque jours 10 à 15 enfants meurent dans les orphelinats de la ville de Eisk et de la *stanitsa* Staro-Scherbinovskaia.

Ville de Eisk. Les autorités locales ont une allocation pour entretenir 400 orphelins et enfants abandonnés, alors qu'aujourd'hui le nombre des enfants vagabonds a été multiplié au moins par deux. L'alimentation des enfants s'est considérablement dégradée. Les enfants souffrent de dysenterie. Le 5 avril, deux cadavres d'enfants ont été envoyés par l'orphelinat n°2 au cimetière. Là, on a établi qu'un des enfants (6 ans) était encore en vie. Une enquête est ouverte [...]. Au total, en février-mars et au cours des 10 premiers jours d'avril, on a enregistré dans le district d'Eisk 35 cas de cannibalisme.

L'aide alimentaire de 910 quintaux de céréales, reçue pour être distribuée parmi les paysans individuels et les citoyens non pris en charge par les institutions, n'a pas pu être répartie à cause de l'incurie des services administratifs. Au 10 avril, ceux-ci n'avaient toujours pas recensé les ayant-droits, parmi les exploitants qui avaient participé à la campagne de semailles.

Dans les *stanitsy* Kamychevatskaia, Doljanskaia et Iasenskaia, les soviets ruraux et les cellules du Parti n'ont toujours pas recensé les personnes ayant besoin d'aide. Ceci contribue grandement à la forte mortalité et à la forte morbidité de la population.

Le Chef-adjoint du Département Information de la R. P. de l'OGPU du Caucase Nord, Lavrouchin  
Le Responsable de la 2<sup>e</sup> Section, Terin

Source: TsA FSB, 2/11/56/95-98



**Rapport spécial du Département secret-politique de l'OGPU  
n°146.793 sur la déportation des koulaks et des éléments contre-  
révolutionnaires**

au 19 avril 1933

21 avril 1933

Au cam. Menjinski, Iagoda, Prokofiev, Agranov, Poskrebychev (pour le cam. Staline), Molotov, Kaganovitch, Roudzoutak

De Bachkirie: du 29 mars au 1<sup>er</sup> avril – envoi de 4 convois, avec 924 familles, soit 4.349 individus. Également 100 chevaux et 100 machines agricoles. Une partie des déportés, soit 2 convois, avec 527 familles, soit 2.373 individus, plus 49 chevaux, est arrivée dans la région Nord et a été déchargée à la gare de Konocha. Les deux autres convois, avec 397 familles, soit 1.976 individus, plus 51 chevaux, sont arrivés dans la région de Gorki et ont été déchargés aux gares de Stal'naia et de Chkalovaia.

De la RSS d'Ukraine: des districts betteraviers de la région de Kiev – envoi, les 1<sup>er</sup> et 2 avril, de 3 convois, avec 1.024 familles, soit 4.132 individus. Chargement et envoi sans incidents, ravitaillement des déportés assuré. Les 3 convois sont bien arrivés les 14 et 15 avril dans la région de Sibérie occidentale et ont été déchargés à la gare de Anjerka.

De la région Oural: 264 familles koulaks, soit 1.287 individus, déportés des districts Kourganskii et Tchermozskii, transmis pour exploitation au Département forestier du combinat Vostokstal', 216 familles koulaks, soit 1.016 individus, déportés du district Bardynskii, transmis pour exploitation au combinat Gornozavodskii. Au total, 480 familles koulaks, soit 2.333 individus, déportés à l'intérieur de la région Oural au courant du mois d'avril.

De la région Basse-Volga, du 8 au 14 avril, envoi de 7 convois, avec 3.038 familles, soit 11.958 individus. Chargement et envoi sans incidents. Tous les déportés ont été soumis à un examen sanitaire. Ravitaillement des déportés assuré. Les déportés sont envoyés vers la Sibérie occidentale, et seront déchargés aux gares de Ousiaty, Akourla et Tomsk. Actuellement en route.

De la région Moyenne-Volga, du 12 au 15 avril, envoi de 7 convois de déportés expulsés des districts de villégiature de Touapsé et de Minralnye Vody. Total: 4.710 familles, soit 12.216 individus. Tous les déportés ont été soumis à un examen sanitaire. Ravitaillement des déportés (1 poud par famille) assuré. Les déportés sont envoyés vers la région de Sibérie occidentale

(déchargement à la gare de Tomsk) et vers le Kazakhstan (déchargement à la gare de Osakarovka). Actuellement en route. Il reste encore 8 convois à expédier de la région du Caucase Nord. Le Chef du Département secret-politique de l'OGPU, Moltchanov  
Le Chef-Adjoint de la 2<sup>e</sup> Section, Kogan

Source: TsA FSB, 2/11/42/ 230-231



**Note du Département secret-politique de l'OGPU sur le nombre de koulaks et éléments contre-révolutionnaires déportés d'octobre 1932 à mai 1933**

21 avril 1933

De quelle région	Nombre de déportés :		Remarques
	familles	individus	
Caucase Nord	14.828	60.118	Données incomplètes. Déportations non achevées
Ukraine	3.242	14.840	
Basse-Volga	5.811	24.606	
Moyenne-Volga	7.000	28.000	Données approximatives
Transcaucasie	1.500	6.000	<i>Id.</i>
Bachkirie	924	4.349	
Oural	480	2.333	
Région de Léningrad		3.257	Individus condamnés
Région de Moscou		2.708	<i>Id.</i>
Région d'Ivanovo		1.072	<i>Id.</i>
Total	33.785	147.283	

Le Chef de la 2<sup>e</sup> Section du Département secret-politique de l'OGPU, Rasskscikov

Source: TsA FSB, 2/11/1309/17



## **Rapport du Département secret-politique de la R.P. du Guépéou de la Région de la Basse-Volga sur les difficultés alimentaires**

10 mai 1933

District de Krasnoiarsk

On note une aggravation de la situation alimentaire. En avril, 303 personnes sont mortes de faim, dont 223 adultes aptes au travail, 85 adolescents et enfants. Tous les morts n'ont pas été enregistrés par les soviets ruraux, une partie des cadavres étant enterrés directement par les paysans dans leur exploitation. Les kolkhoziens errent dans la steppe à la recherche de rongeurs, qu'ils utilisent dans leur alimentation. La plupart des gens se nourrissent de rongeurs, de mulots, de charogne, d'ersatz divers (herbes, plantes et racines), parfois de grenouilles.

La plupart des kolkhozes qui ne sont pas affectés aux travaux des champs font acte de présence afin de profiter des repas collectifs. Les rythmes de travail sont très ralentis, dans la mesure où les kolkhoziens sont amaigris, affaiblis et se fatiguent très vite. On a noté plusieurs décès dans les champs (dans le kolkhoze de Teterevo, trois kolkhoziens – Molner, Zimin et Rojkov – sont morts de faim en revenant des travaux des champs) et dans la steppe, lors de la «chasse aux rongeurs» (villages de Dobrinka, Teteriavka, et d'autres). Les cadavres restent souvent longtemps sans sépulture, par la faute des responsables locaux.

Le 27 avril, à Borovitchi, 7 kolkhoziens sont morts de faim. Quand la kolkhozienne Souprounova a demandé au président du kolkhoze d'envoyer quelques hommes l'aider à enterrer son défunt mari, celui-ci (Moltianikov) lui a répondu: «Qu'il attende un peu, tous mes hommes sont au champ». À Teteriavka, lors de la pause de midi, le kolkhozien Zlobin a demandé au brigadier et au responsable du Parti de le laisser rentrer chez lui (il était fortement gonflé à cause de la sous-alimentation). Ayant reçu l'autorisation de quitter le travail, il a dit: «À quoi bon rentrer chez soi, j'ai rien à manger, les enfants ont faim, il ne me reste plus qu'à crever, donnez-moi au moins une poignée de blé». Ayant essuyé un refus, Zlobin s'est jeté tête la première dans le tas de blé et a commencé à en avaler autant qu'il pouvait. Revenu chez lui, il s'est assis et il est mort.

Étant donné la situation, les vols de semences et de grains se sont considérablement multipliés, notamment de la part des semeurs et des chauffeurs ; on assiste également à une recrudescence des vols dans les caves et les sous-sols des habitations, des vols d'animaux de basse-cour et de cheptel. Ces vols sont effectués de

nuit par les adultes, de jour par les enfants qui, vu l'absence totale de produits d'alimentation, ne vont plus à l'école (à Moissevo, sur les 69 écoliers, il n'en est resté que 17, à Nedostoupkovo sur 50 – 8, à Teteriavka sur 85 – 15, à Dobrinka sur 130 – 45). Au lieu d'étudier, les enfants sont embauchés par leurs parents pour attraper des rongeurs, des mulots dans la steppe, pour ramasser des herbes.

Parmi les paysans individuels, la mortalité est beaucoup moins élevée. En effet, les adultes en état de travailler sont partis en ville; quant à ceux qui sont restés au village, ils partent aussi fréquemment chercher du travail ailleurs. Un grand nombre de paysans individuels s'adonnent au vol.

District Balterskii (République autonome des Allemands de la Volga). Le nombre de morts au cours de la dernière décade d'avril a augmenté. Durant la seule journée du 24 avril, 21 personnes sont mortes à Dengof, 20 à Grimm, 12 à Kutter, 18 à Staraiia Topovka, 25 à Baltser. À Dengof, 260 personnes sont mortes en avril, à Gouk – 60 personnes. Dans un grand nombre de bourgs, on compte de nombreux individus présentant tous les signes d'un gonflement par famine. Les plus touchés sont les kolkhoziens ayant accompli un nombre limité de journées-travail, ainsi que les paysans individuels soumis à une forte imposition et les membres des familles d'individus réprimés et exilés. La chasse aux rongeurs de toute sorte est massivement pratiquée. Près de Baltser, on a noté que les affamés consommaient la chair des rongeurs crue, sur place, aussitôt la bête attrapée. À Baïdek, ce sont les brigades du kolkhoze qui s'adonnent à la chasse aux rongeurs et en préparent une soupe servie lors des repas collectifs. Le 16 avril, une des brigades du kolkhoze «Molotov» a attrapé 100 rongeurs et a préparé un repas collectif. À Mordovoie, le 17 avril, 9 chevaux du kolkhoze sont morts. Les kolkhoziens ont fait la queue, sous la pluie, des heures durant, pour recevoir un morceau de viande de cheval. Un peu d'aide alimentaire a été distribuée pour les kolkhoziens travaillant effectivement aux champs, mais cette aide était très insuffisante. À Staraiia Topovka, le soviet rural a ordonné, vu la très forte mortalité, d'enterrer les gens par dix-quinze exclusivement dans des fosses communes. Les autorités locales n'ont pas de ressources pour assurer de l'aide alimentaire.

On note également des difficultés alimentaires dans les cantons de Mariental', de Krasnokoutsk, de Zelman, de Zolotovo, de Pallasovo et d'autres.

District Voskressenski. À Boukatovka, 18 personnes sont mortes de faim au cours des 10 derniers jours d'avril. Dans les kolkhozes «Le grand tournant», «La 17<sup>e</sup> Conférence du Parti» et «Le Deuxième

plan quinquennal», 38 personnes sont mortes de faim. À Boukatovka, cinq familles de kolkhoziens ont été entièrement décimées. Les cadavres restent dans les maisons 5-7 jours avant d'être ramassés. Il est arrivé, par la faute des autorités locales, que des cadavres en nombre s'accumulent. Toujours à Boukatovka, on a noté l'emploi dans la nourriture de chats et de chiens.

District Lysogorskii. Au kolkhoze d'Ataev, la plupart des kolkhoziens se nourrissent d'herbes, de racines. En mars-avril, environ 12% des kolkhoziens sont morts de faim. Dans certaines familles, tous les adultes sont morts. Il n'est resté que les enfants. Ainsi dans la famille Semenov, 4 sur 5 sont morts. Tous les membres de la famille Kozlov sont morts ; dans la famille Iarotchkin, 4 sur 5 sont morts.

District Atkarskii. Dans le village Roudnianskii 2 à 5 personnes meurent quotidiennement de faim et de diverses maladies suite à l'ingestion de divers ersatz. Dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> brigades des kolkhozes «L'étincelle» et «1<sup>er</sup> Mai», 6 kolkhoziens sont morts de faim, dont Petrov, avec ses trois enfants. De nombreux kolkhoziens, gonflés, ne vont plus travailler. À Ivanovo, le kolkhozien Ivanov est mort de faim, ainsi que son fils, âgé de 18 ans. La kolkhozienne Nikoulina a perdu ses deux filles de 6 et 12 ans. À Darievo, 5 personnes sont mortes de faim. Un certain nombre de kolkhoziens sont tellement affaiblis qu'ils meurent dans les champs. À Malye Kopeny, sont morts de faim les kolkhoziens Pchelintseva, Makaiev, Genov et la mère du kolkhozien Kosintsev.

District Kalatchevskii. On a enregistré six décès parmi des représentants des minorités nationales qui travaillaient au sovkhoe avant d'être renvoyés. On note l'emploi généralisé, dans l'alimentation, de rongeurs et de cadavres d'animaux, qui sont déterrés. 13 tonnes d'aide alimentaire ont été acheminées dans le district.

District Tcherkasskii. Dans les villages de Kriajin et de Klioutchi, chaque jour meurent 4 à 5 personnes, en particulier des paysans individuels [...].

Le Chef de la 2<sup>e</sup> Section du département secret-politique de la R.P. du Guépéou de la Région Basse-Volga, Khandrikov.

Source: TsA FSB, 2/1/880/47-49



**Plan de déportation des koulaks en 1933 12 mai 1933 (ajout  
manuscrit de G.Iagoda «approuve et confirme.13 mai.  
G.Iagoda»)**

Région de déportation	Nbre de familles	Nbre d'individus	Région d'installation	Dates envisagées pour l'opération	Remarques
Ukraine	2 000	8 000	Sibérie Occidentale	15/6 – 20/6	
Caucase Nord	1 000	4 000	<i>Id.</i>	20/6 – 25/6	
Basse Volga	1 000	4 000	<i>Id.</i>	1/6 – 5/6	2/6 - 7/6
Moyenne Volga	1 000	4 000	<i>Id.</i>	25/5 – 30/ 5	29/5 - 31/5
Région cent. Terres noires	1 000	4 000	<i>Id.</i>	25/6 – 30/6	25/6 - 29/6
Oural	1 000	4 000	<i>Id.</i>	5/6 – 10/ 6	7/6 – 11/6
Région de Gorki	500	2 000	<i>Id.</i>	5/7 – 10/7	
Sibérie Occidentale	1 000	4 000	<i>Id.</i>	25/5- 30/5	1/6 - 5/6
Sibérie orientale	1 000	4 000	<i>Id.</i>	1/6 – 5/6	20/6 - 30/6 25/6 - 5/7
Biélorussie	500	2 000	<i>Id.</i>	5/6 – 10/6	
Région Ouest	500	2 000	<i>Id.</i>	10/6 - 15/6	13/6 - 15/6
Bachkirie	500	2 000	<i>Id.</i>	1/7 - 5/7	
Transcaucasie	500	2 000	Kazakhstan	5/6 - 10/6	15/7 - 20/7
Asie centrale	500	2 000	<i>Id.</i>	25/5 - 10/7	

Le Chef du Département secret-politique de l'OGPU, G. Moltchanov  
Le Chef du Goulag, Berman

Source: TsA FSB, 2/11/1309/11



## Rapport spécial du département secret-politique de l'OGPU sur les difficultés alimentaires dans certains districts d'Ukraine

23 juin 1933

D'après le Guépéou de la RSS d'Ukraine, un certain nombre de districts d'Ukraine connaissent toujours des difficultés alimentaires. Voici quelques données concernant la région de Kharkov:

	Nombre de districts touchés par des difficultés alimentaires	Nombre de villages touchés par des difficultés alimentaires
Au 1 <sup>er</sup> mars	22	84
Au 1 <sup>er</sup> avril	46	188
Au 1 <sup>er</sup> mai	55	504
Au 28 mai	58	581

Ainsi, sur les 64 districts de la région, 58 connaissent des difficultés alimentaires. 23 districts sont particulièrement touchés.

Dans la ville de Kharkov, le nombre de mendiants, de vagabonds et d'enfants abandonnés a fortement augmenté. En mai, on a appréhendé 11.403 individus, dont 4.439 adultes, 6.378 adolescents et enfants. En trois jours, au mois de juin, 1.077 individus ont été appréhendés, dont 609 adolescents et enfants. Parmi ces éléments, la mortalité est très forte. En mai, dans les rues et les marchés de Kharkov, on a ramassé pas moins de 992 cadavres. On compte 13.237 enfants abandonnés et vagabonds dans les orphelinats de la ville. Chaque jour, le point d'accueil de la gare recueille 300 à 500 enfants. Les enfants abandonnés le sont par leurs parents paysans.

Dans le Donbass, de nombreux districts sont frappés par les difficultés alimentaires. Dans une lettre adressée au cam. Kossior, le président du Comité exécutif de la région a écrit: «D'après les données des bureaux d'état-civil, 5.335 personnes sont mortes de faim dans le district de Novo-Pskov; 2.11 dans le district de Roubej; 2.89 dans le district de Starobelsk (sans compter 7 soviets ruraux); 2.30 dans le district de Troitsk; environ 5.000 dans le district de Beloloutsk; soit au total pour 5 districts seulement – 16.965 personnes. On peut considérer que dans la seule région de Starobelsk au moins 40.000 personnes sont mortes de faim.

Actuellement, environ 50% de la population souffre de la faim. Un très grand nombre de gens sont particulièrement amaigris. Le nombre de districts touchés par la famine a énormément augmenté dans les provinces d'Odessa, de Dniepropetrovsk, de Kiev et de

Vinnitsa. Dans la province de Tchernigov, environ 30 districts sont touchés, 60.000 personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Dans la plupart des districts, l'aide qui avait été apportée en son temps est depuis longtemps épuisée. La morbidité et la mortalité ont explosé dans toute une série de districts. Dans les districts Sarvanskii, Krivoozerskii, Lioubachevskii, Arbouzinskii, Dobrovelitchkovskii, Golovanenskii, Troitskii, Novo-Arkhangelskii, Bolchoi-Alexandrovskii, Novo-Ukraininskii, Bolchoi-Viskovskii et Znamenskii (province d'Odessa), on avait enregistré, au 1<sup>er</sup> avril, 1.762 morts de faim; au 1<sup>e</sup> mai, selon des données partielles, 10.838. Dans la République autonome de Moldavie, dans les seuls districts Baltskii, Ananievskii et Kodymskii, plus de 20.000 personnes souffrent de la faim. Dans la région de Tchernigov, 12.000 personnes sont gonflées.

La plupart des affamés sont des kolkhoziens, ayant une grande famille et n'ayant accompli qu'un nombre limité de journées-travail, ainsi que des paysans individuels, ayant eux aussi une grande famille et n'ayant guère travaillé ces derniers temps. Dans de nombreux districts, on note qu'un grand nombre de kolkhoziens, trop affaiblis, ne vont plus au travail. Dans un certain nombre de kolkhozes, on a noté des troubles, les kolkhoziens réclamant qu'on leur donne de l'aide, du pain et qu'on organise des cantines.

Dans les régions touchées par des difficultés alimentaires, sévit le cannibalisme, la nécrophagie, ainsi que l'emploi de charogne dans la nourriture. Du 1<sup>er</sup> février au 15 avril, on a enregistré 206 cas de cannibalisme en Ukraine (dans 166 villages de 76 districts). Du 15 avril au 1<sup>er</sup> juin, selon des données incomplètes, on a enregistré 201 cas de cannibalisme (dans 66 districts). Ce sont principalement les enfants qui sont victimes de meurtre suivi de cannibalisme. Les cas les plus fréquents ont été enregistrés dans les régions de Kiev, Odessa, Kharkov et Dniepropetrovsk.

Dans les zones frontalières, les difficultés alimentaires touchent un grand nombre de villages. Dans les districts Iarounskii, Slavoutskii, Volotchiskii, Kamenets-Podolskii, Nemirovskii, Novo-Ouchinskii, Doubissarskii, Kamenskii, Slobodzeiskii et Novo-Odesskii, 71 villages connaissent des difficultés alimentaires, et 15.000 personnes souffrent de la faim. On a noté de nombreux cas de gonflement, suivi de mort. Un grand nombre de kolkhoziens et de paysans individuels s'efforcent de passer la frontière et de fuir à l'étranger. En mai, le 20<sup>e</sup> détachement des gardes-frontières a arrêté 27 personnes; le 23<sup>e</sup> détachement – 20 personnes. Les gares sont envahies d'éléments vagabonds et d'enfants abandonnés. Au mois de mai, 31.154 vagabonds et 8.502 enfants abandonnés ont été

appréhendés sur les lignes de chemins de fer du Sud et du Sud-ouest. 1.243 cadavres ont été ramassés.

Nous joignons à notre rapport des extraits d'une lettre adressée au Commissaire du Peuple à la Santé de la RSS d'Ukraine, le cam. Kantorovitch par P.Blonski, un médecin de la ville de Zvenigorod. Ce document présente un caractère nettement antisoviétique.

Le Chef-adjoint du Département secret-politique de l'OGPU, Liouchkov

Extraits de la lettre adressée par P. Blonski au cam. Kantorovitch, Commissaire du peuple à la Santé de la RSS d'Ukraine

«En tant que médecin, je connais bien la situation dans le district de Zvenigorod et les districts avoisinants. Quant à celle qui règne ailleurs, j'en entends longuement parler par des témoins. En bref, la situation actuelle est proprement épouvantable. La pauvreté est incroyable, la famine généralisée, la mortalité massive. Près de 30% de la population est amaigrie ou gonflée. La natalité est réduite à néant. Le cannibalisme, la nécrophagie sont devenus des phénomènes courants. On ne voit plus dans les villages de chiens ou de chats –tous ont été mangés. La criminalité a pris des proportions incroyables. La faim conduit les gens à commettre des crimes inimaginables il y a encore peu de temps. Je ne parle évidemment pas du fameux «vol des épis». Tous (et pas seulement les paysans) sont devenus des voleurs par nécessité, ou plus exactement à cause de la faim. La mendicité est générale. Un nombre incroyable de gens sont devenus des «spéculateurs» ou des «gens vivant de l'air». Les arrestations sont légion. On manque de prisons. À Zvenigorodka, on vient d'ouvrir ces jours-ci la vieille prison, qui ne fonctionnait plus depuis huit ans. Les tribunaux condamnent à la pelle. Un grand nombre de gens arrêtés meurent de mauvais traitements au poste de police. Au cours de la seule année 1932, plus de 10.000 personnes du district ont fui vers diverses régions de l'URSS. Il y a énormément de maisons et d'exploitations vides; dans les rues errent des gens amaigris ou gonflés. En un mot, la situation est pire qu'après une invasion ennemie, un siège, une catastrophe naturelle. On a fait quelque chose pour lutter contre la famine l'an dernier, mais ce que l'on faisait, c'était uniquement par «voie non officielle». On ne pouvait pas parler de la famine, c'était «inconvenant». À cause de cette «inconvenance», fort peu a été fait. Cette année aussi (au moins jusqu'au début du mois de mars), parler de famine était pratiquement «contre-révolutionnaire».

Les organisations locales (de district et de région) ne peuvent s'en sortir, dans la lutte contre la famine, sans un soutien massif du Centre. L'insuffisance notoire de l'aide alimentaire, le retard avec

lequel elle parvient ici constituent autant d'obstacles à une intervention efficace. En attendant, le silo de Zvenigorodka regorge de céréales, les moulins marchent à plein régime. L'usine de beurre continue de tourner. De même que la raffinerie de sucre à 5 km.

Les responsables locaux ont une «théorie» politique néfaste, selon laquelle les affamés sont eux-mêmes responsables de la famine. Ils ne voulaient pas travailler – bon, qu'ils crèvent, on ne les regrettera pas. Avec une «théorie» pareille, il n'est pas étonnant que la «lutte contre la famine» donne des résultats aussi faibles. Cette «théorie» est d'autant plus étonnante dans la bouche de responsables soviétiques qu'elle ne fait que reprendre ce que l'on disait de tout temps, à savoir que celui qui est pauvre ou celui qui a faim est le premier responsable de la situation dans laquelle il se trouve. Or, on sait bien qu'un grand nombre de kolkhoziens ayant accompli de nombreuses journées-travail sont touchés eux aussi. Cette année, des kolkhoziens de kolkhozes ayant bien rempli leur plan sont affamés. Comment expliquer que tous ces «fainéants» sont prêts à partir travailler n'importe où, dans des usines, sur des chantiers, des sovkhoses, des mines, à aller jusqu'à Sakhaline, Batoum, Leningrad? N'est-ce pas étrange que nos «théoriciens» ne se sont pas posé la question de savoir pourquoi ces gens qui travaillaient si bien la terre ont cessé de la travailler, ne veulent plus la travailler? Qu'est ce qui a tué en eux le désir de travailler? Qu'est ce qui les détourne du travail?

Il y a une attitude impitoyable d'exploitation pure envers les affamés. On les considère non pas comme des gens dans le malheur, mais comme une force de travail qu'il s'agit d'exploiter. On ne lutte pas contre ce fléau qu'est la famine, on ne fait d'effort que pour remettre en état de marche une force de travail. Naturellement, de ce point de vue, un cheval vaut bien plus qu'un homme. Pour la perte d'un cheval on punit, pour la mort d'un nombre incroyable d'êtres humains, c'est la plus totale impunité.

P. Blonski

Source: TsA FSB, 2/11/56/203-205



## **Extraits d'un rapport de la R.P. du Guépéou de la Région de la Basse-Volga sur le développement du banditisme dans la région**

25 juin 1933

Depuis le printemps, nous assistons à une recrudescence du banditisme dans un certain nombre de districts de la région. L'ennemi est particulièrement actif dans les districts cosaques (Koumylisenskii, Alexeievskii, Ourioupinskii, Beriozovskii, Serafimovitcheskii, Mikhaïlovskii, Frolovskii, Balachovskii, Saratovskii) ainsi que dans certains lieux habités de la R. A des Allemands de la Volga et de la R.A de Kalmoukie. En général, les chefs des bandes armées regroupent leurs hommes dans les régions les plus inaccessibles – massifs forestiers et steppes, d'où ils lancent des actions vers les villages les plus proches, essayant d'y recruter de nouvelles recrues.

Les bandes recrutent principalement parmi les koulaks enfuis de déportation, de prison ou de camp, ainsi que parmi les éléments gardes-blancs, qui essayent d'échapper ainsi aux répressions. Ne se contentant plus d'attaques isolées contre les kolkhoziens et les activistes, les chefs des bandes les plus importantes mènent des actions coordonnées: 1) préparation d'actes terroristes contre les appareils du Parti et des soviets, ainsi que contre des activistes kolkhoziens; 2) élargissement de leur base de recrutement, par des contacts suivis avec les éléments koulaks-gardes blancs, d'anciens criminels, des éléments contre-révolutionnaires essayant d'échapper aux répressions, l'objectif étant d'unifier l'ensemble des petits groupes et des bandes en de grosses formations contre-révolutionnaires capables d'organiser un soulèvement armé contre le régime soviétique; 3) tentative de coordonner l'action des petites bandes isolées entre elles, d'établir des contacts entre chefs de bande; 4) préparation d'attaques de prisons afin de libérer les éléments koulaks-gardes blancs qui y sont incarcérés et de les attirer dans leur bande armée; 5) recherche d'armes dissimulées parmi la population, attaques de postes de milice, de l'Association d'aide à l'Aviation et des entrepôts d'armes des Commissariats militaires [...]. Les matériaux des instructions relatives à un certain nombre de bandes aujourd'hui liquidées montrent que, dans plusieurs cas, les actions entreprises visaient à renverser le pouvoir soviétique, au moins localement. Pour identifier et liquider l'ennemi, nos services ont restructuré entièrement leur travail et leurs réseaux d'enquête et d'information. Du 1<sup>er</sup> mai au 20 juin, nos services ont été en mesure de démasquer et de liquider 3 organisations insurrectionnelles, comptant 218 membres, tous arrêtés. Parmi eux, on comptait 126

éléments contre-révolutionnaires en fuite, se cachant dans les bois, 63 koulaks, 21 paysans imposés à titre individuel, 7 employés, un ex-officier blanc. 33 armes ont été saisies. En outre 2 bandes à caractère politique ont été annihilées (109 individus arrêtés, 5 armes saisies). Par ailleurs, 68 bandits et criminels ne faisant pas partie d'une bande déterminée ont été arrêtés. Au total, 505 éléments bandits et contre-révolutionnaires ont été arrêtés, 46 armes ont été saisies.

Les individus arrêtés sont, dans leur majorité, des éléments koulaks-bandits et gardes-blancs étant entrés dans la clandestinité pour éviter d'être arrêtés ou s'étant enfuis de déportation, ainsi que des criminels récidivistes. Les bandes aujourd'hui encore enregistrées par nos services se distinguent quelque peu des bandes récemment liquidées: elles comptent un nombre plus réduit de membres et se livrent davantage à des attaques de droit commun. Actuellement, nos services ont repéré 20 bandes actives, dont 10 armées, totalisant 131 membres. En outre 320 koulaks-bandits et éléments criminels se livrant à des attaques à main armée sont enregistrés par nos services. Ils ont tendance à se regrouper en bandes. D'après des données incomplètes, ces bandes disposeraient de 44 armes, pour l'essentiel des fusils de chasse et des carabines à canon scié. L'activité principale de ces bandes et bandits se résume à des attaques à main armée, des vols de bétail et de produits agricoles dans les kolkhozes, à des actes terroristes perpétrés contre des fonctionnaires ruraux et des kolkhoziens activistes. Récemment la bande de Natyrov a attaqué le soviet rural de Berdino, l'a mis à sac (tous les documents officiels ont été brûlés, l'argent saisi, les fonctionnaires chassés). On a noté une tendance des bandes à se regrouper afin de lutter plus efficacement contre le pouvoir soviétique [...].

Considérant que la fuite des lieux d'exil, des prisons et des camps, résultat d'une surveillance insuffisante et d'un laisser-aller du personnel de garde et d'encadrement, continue de plus belle à alimenter le vivier du banditisme, je considère indispensable que l'OGPU intervienne auprès du Parquet pour que soient renforcées les mesures destinées à empêcher la fuite des détenus et des déportés.

Le Représentant plénipotentiaire de l'OGPU pour la Région de la Basse-Volga, Roud'.

Le Chef par interim du Département spécial de la R.P. de la Région de la Basse-Volga, Lisitsyn

## **Extraits du rapport de la R.P. du Guépéou du Caucase Nord sur le vol massif de la récolte kolkhozienne**

15 juillet 1933

Depuis le début de la nouvelle récolte, le vol de céréales a pris une grande ampleur, notamment dans les districts du sud et du sud-ouest de la région. Du 1<sup>er</sup> au 10 juillet, 1.619 individus ont été arrêtés dans les champs [...].

Les principales catégories de voleurs sont les paysans individuels, qui n'ont plus de terres et tout particulièrement a) les éléments koulaks enfuis d'exil et revenus au village, ainsi que les éléments expulsés des villes à la suite de la passeportisation; b) les paysans individuels qui mènent un mode de vie parasite et envahissent les bourgs les plus importants; c) les éléments déclassés et criminels qui s'adonnent systématiquement au vol et se regroupent en véritables bandes; d) dans certains districts de la région de Stavropol, les éléments chassés du Kouban et du littoral de la mer Noire (districts Izobilno-Tischenskii, Alexandrovskii, Petrovskii et d'autres); e) une petite partie des kolkhoziens qui n'ont accompli qu'un nombre insignifiant de journées-travail (pour l'essentiel des fainéants, des parasites, des simulateurs, etc.).

Le vol de la récolte kolkhozienne est accompli, pour l'essentiel, par des individus isolés ou en petits groupes, qui coupent les épis en petites quantités allant de 2 à 35 kg par personne. Parmi les individus isolés s'adonnant à ce genre de crime, on trouve en majorité des femmes, des hommes non valides (vieillards, malades) et des enfants. Quant aux vols organisés, ils sont le fait surtout d'hommes dans la force de l'âge, regroupés par deux ou trois.

On notera quelques particularités dans «l'art du vol»: les paysans individuels vont dans les champs sous prétexte de glaner et ramassent en fait des épis déjà coupés; des familles entières «s'installent» dans les champs avec leurs affaires domestiques; elles en profitent pour nourrir leurs bêtes et se nourrir elles-mêmes en consommant sur place la récolte. Pour la coupe d'épis, les paysans envoient avant tout leurs enfants, se disant que ceux-ci ne seront pas réprimés pour ce crime; les paysans individuels glanent sur de grandes surfaces labourées par le kolkhoze, ainsi que des terres abandonnées par les koulaks et battent les grains dans les champs.

Ces derniers temps, dans un certain nombre de districts du sud et du sud-est, le vol de pommes de terre, dans les potagers des paysans individuels et des kolkhoziens, a pris une ampleur considérable. Dans les districts Labinskii, Maikopskii, Otradnenskii et Vorontsovo-Alexandrovskii, on a enregistré plus de 120 vols de

pommes de terre et d'autres légumes au cours des premiers jours de juillet. On a également noté qu'un grand nombre de paysans individuels ont coupé des épis qui n'étaient pas encore mûrs (districts Pavlovskii, Krasnodarskii, Mozdokskii, Vorontsovo-Alexandrovskii et d'autres) [...].

Dans toute une série de districts, ont été liquidés de nombreux groupes contre-révolutionnaires koulaks, qui avaient pour objectif l'organisation, à une grande échelle, de vols, à main armée, de céréales et d'autres produits agricoles, ainsi que d'attaques de greniers à blé, de transports de céréales, etc. Ces groupes étaient composés principalement d'éléments koulaks en fuite, de paysans individuels ayant un passé anti-soviétique et menant une vie de parasite. Ainsi, dans le district Vorontsovo-Alexandrovskii, a été démasquée une organisation contre-révolutionnaire composée de koulaks en fuite, vivant dans la clandestinité. Le chef de bande, un certain Tchernov Ivanov, koulak, avait élaboré le plan suivant: attaquer les camions transportant le blé déjà moulu; acheter la récolte sur pied des éléments koulaks entrés formellement au kolkhoze, mais ayant gardé encore des parcelles ensemencées; soudoyer les gardiens de silos. À Vladimirovskaia (district Labinskii) a été démantelé un groupe spécialisé dans le vol de la récolte kolkhozienne, fort de six individus (trois ex-koulaks, un garde-blanc et deux paysans individuels), ayant un mode de vie parasite. Depuis trois mois, cette bande volait systématiquement le cheptel kolkhozien et cambriolait les maisons des paysans. L'un des membres de cette bande avait élaboré un plan de vol massif de céréales, qui consistait à s'attaquer aux hangars, ainsi qu'aux camions transportant les grains. Dans la *stanitsa* Temirgoievskaja (district de Kourgan), le chef-adjoint du département politique de la MTS a démasqué un groupe de 13 individus spécialisé dans le vol de céréales. Ce groupe était composé d'ex-koulaks en fuite. Juste avant la campagne de moisson, le groupe s'était réuni et avait décidé d'organiser un vol à grande échelle de la récolte kolkhozienne. L'un des participants a reconnu avoir déclaré : « Quand ils commenceront à moudre les grains, nous on va commencer à voler et à attaquer les représentants du pouvoir soviétique. Ce n'est qu'ainsi qu'on s'en sortira pour l'hiver, sinon ils vont tout prendre. Nous allons bien nous organiser, trouver des armes, sans lesquelles on est impuissants».

À Krivonosovka (soviet rural de Novo-Veselevskii, district Alexandrovskii), a été récemment liquidé un groupe contre-révolutionnaire composé de paysans individuels. Huit jours durant, ceux-ci ont coupé de l'orge, sur un hectare, dans les champs

collectifs du kolkhoze. Lors des perquisitions, 72 kg de céréales ont été confisqués, ainsi que des petits moulins manuels. L'instruction a montré que le groupe criminel était aidé par deux inspecteurs de kolkhoze, qui recevaient, pour leur complicité, des pots-de-vin.

Sur le territoire du sovkhoze céréalier de Stavropol, on a arrêté un groupe de six paysans individuels (originaires de Jouravki, district Alexandrovskii), dirigé par le koulak Klechin. Ce groupe venait de couper suffisamment d'épis pour en remplir trois sacs. Tous les membres du groupe volaient de concert.

Malgré les dimensions considérables prises par le phénomène, un grand nombre d'organisations locales du Parti et des soviets sous-estime la gravité de ces crimes et ne juge pas indispensable un renforcement significatif des mesures de sécurité. Dans un certain nombre de districts, les dirigeants locaux vont même jusqu'à saboter la surveillance des champs. Les formes les plus fréquentes de ce sabotage sont les suivantes: refus de poster des surveillants et des inspecteurs sous prétexte que «tous les gens sont occupés aux champs, on doit moissonner, personne ne vole»; choix délibéré de fainéants, de simulateurs, d'invalides pour «surveiller»; refus de donner des chevaux, voire des selles, aux inspecteurs; refus d'inscrire les surveillants comme ayants-droits aux journées-travail, etc.

On note de nombreux cas de tolérance vis-à-vis des voleurs de céréales. Les voleurs pris sur le fait restent souvent impunis, sous prétexte qu'ils sont «vieux», «invalides», «malades» ou, au contraire, «trop jeunes pour être punis». Un certain nombre de procureurs et de juges ne montrent guère de zèle pour punir les voleurs de céréales; on note qu'un certain nombre d'entre eux ont été tout simplement relâchés de prison, sous prétexte «d'insuffisance d'éléments à charge». Dans la *stanitsa* Medvedovskaia (district Timochevskii), le procureur de district a refusé de faire arrêter deux individus soupçonnés de pillage systématique de la récolte kolkhozienne. Dans le district de Krasnodar, le juge de la *stanitsa* Novo-Mychastovskaia fait mariner les dossiers dix jours durant, voire plus. On a noté des faits analogues dans toute une série de villages et de bourgs des districts Metchetinskii, Mozdokskii, Krasnodarskii, Gueorguievskii, Novo-Pokrovskii. Souvent, les procureurs de district refusent d'arrêter des paysans individuels qui ont sciemment coupé des céréales pas encore mûres dans leur champ.

Ces derniers temps, on a noté plus de 30 cas de lynchage de voleurs saisis avec leur butin. Ces lynchages ont lieu principalement lorsque le voleur est attrapé en train de voler quelque chose dans les

potagers et les lopins individuels des kolkhoziens. Dans la *stanitsa* Timochevskaia, les kolkhoziens ont battu à mort un adolescent de 17 ans attrapé pour avoir volé quelques épis. Dans la *stanitsa* Malorossiiskaia, un garçonnet a été attrapé dans un potager en train de dérober quelques légumes; il a été aussitôt tué. Dans la *stanitsa* Nezamovskaia, une jeune paysanne individuelle soupçonnée de vols répétés d'épis a été rouée de coups par des kolkhoziennes. Attrapée une nouvelle fois alors qu'elle volait des épis, elle a été enchaînée à un arbre. Dans la *stanitsa* Ivanovskaia (district Slavianskii), un brigadier, accompagné de 5 kolkhoziens (dont deux fils de koulak) ont attrapé un ouvrier agricole du sovkoze rizicole ; ils l'ont soumis à diverses tortures, lui ont coupé l'oreille gauche, écrasé les doigts dans une porte, lui ont cassé les poignets, puis l'ont jeté dans un puits. Peu après, ils sont revenus le tirer du puits, alors qu'il était à moitié mort, avant de le jeter dans un autre puits, qu'ils ont comblé de terre. Dans la *stanitsa* Petrovskaia (district Slavianskii), un inspecteur du kolkhoze «Staline», après avoir arrêté une kolkhozienne en train de voler quelques épis, l'a emmenée dans une hutte de paille et y a mis le feu. Il a enterré le cadavre consumé sur place.

Nikolaiev

Source: TsA FSB, 2/11/1320/77-83



## **Rapport spécial du Département secret-politique de l'OGPU sur la recrudescence des lynchages dans la région de la Basse-Volga**

14 août 1933

Au cours du mois de juillet 1933, on a noté un grand nombre de cas de lynchage de voleurs. Souvent, les initiateurs de ces lynchages ont été les présidents de kolkhoze, les secrétaires des cellules du Parti, les représentants du Parti, les brigadiers, les inspecteurs et autres responsables locaux.

### *District Nikolaevskii*

Le 1<sup>er</sup> juillet, deux voleurs soupçonnés de vols systématiques de produits dans les réserves du kolkhoze ont été appréhendés par des kolkhoziens de la brigade du kolkhoze «Dynamo». Les kolkhoziens ont roué de coups les voleurs, les ont enfermés dans une grange et ont envoyé un délégué à la MTS chargé de demander «l'autorisation de les tuer».

Dans le village de Nikolaievka, Tkatchenko, un électricien au chômage, a volé des produits dans la cave de sa parente. Surpris par une brigade de kolkhoziens de Dynamo (20 personnes environ), Tkatchenko a été lynché à mort. Les initiateurs étaient Zoubanov, secrétaire de la cellule du Komsomol, ainsi que Paschenko, membre du Komsomol. Au kolkhoze «Le moteur», deux voleurs récidivistes, qui avaient volé deux vaches, ont été mis à mort.

### *District Ekaterinovskii*

Dans le kolkhoze «Le Grand Tournant», le 5 juillet, deux kolkhoziens, les frères Kasatkiny, surpris en train de voler de la viande, ont été enfermés dans l'izba du brigadier, sous la surveillance d'un garde du kolkhoze. Le lendemain, une foule de kolkhoziens, rendus fous par la recrudescence des vols de produits, ont forcé la porte de l'izba et ont lynché à mort les deux voleurs (V. Kasatkin avait été condamné en 1932 à trois ans pour vol de pain, et venait de rentrer au village après avoir été amnistié).

### *District Kotelnikovskii*

Korotkov, paysan pauvre individuel du village de Koumovo, soupçonné d'avoir volé un cheval au sovkhoze, a été appréhendé le 1<sup>er</sup> juillet par des ouvriers agricoles du sovkhoze. Après avoir été battu à la tête et au visage à coups de knout, les ouvriers agricoles ont attaché Korotkov par le cou à une roue de télègue et l'ont traîné dans la rue.

### *District Balandinskii*

Dans la *stanitsa* Staraia Ivanovka, les kolkhoziens Aksenov et Vdovin ont roué de coups un voleur surpris dans leur sous-sol. Le voleur est le fils d'un ex-commerçant. Il est actuellement à l'hôpital,

mais, selon le médecin, il est moribond. À Kniazevka, le paysan moyen individuel Panchin a tué, le 4 juillet, à son domicile, un voleur récidiviste du nom de Jitkov. À Alexandrovka, les kolkhoziens Aksenov et Chouvalov ont tué un voleur (son identité n'a pu être établie).

*District Pougatchevskii*

Au kolkhoze «Octobre rouge» (soviet rural Semionovskii), le brigadier Berezin (membre postulant au Parti, ancien paysan pauvre) a enchaîné par la jambe un garçonnet de 10 ans qui tentait de dérober un morceau de pain dans un abri de champ. Ce garçonnet était le fils de la dékoulakisée Sys, qui était venue au village (avec l'agrément du commandant du village spécial de peuplement où elle réside). Berezin a profité de l'incident pour enchaîner également Sys à un fourgon. La mère et le fils sont restés ainsi enchaînés deux heures durant. Ce n'est que sur les objurgations de l'infirmière Avilkina, membre du Komsomol, que Berezin a finalement libéré Sys et son fils.

*District Malo-Serdobinskii*

À Machkin, Tch. et T. ont lynché la kolkhozienne S., accusée de cannibalisme. On avait en effet retrouvé près de son domicile des ossements humains. Dans ce même village, un garçon de 12 ans a été tué d'un coup de fusil de chasse pour avoir volé quelques pommes dans le jardin d'un kolkhozien. Deux kolkoziens, Z. et A. ont tué un jeune de 14 ans qui leur avait volé quelques carottes et quelques pommes.

*District Tcherkasskii*

Le président du soviet rural de Koulikovki, membre postulant au Parti, a lynché un garçon de 12 ans, qui tentait d'entrer dans sa maison. Le garçon est mort au bout de 36 heures.

*Oust-Cheberdino*

Le 7 juillet, M., un kolkhozien, ancien paysan pauvre, a été tué à coups de hache pour avoir tenté de voler quelques pommes de terre. Le kolkhozien Tsh. est soupçonné de ce crime.

Outre ces cas de lynchage et ces crimes, on a noté au moins 20 exemples de passage à tabac de kolkhoziens par des membres de l'administration, pour des faits anodins (sommeil au cours de la garde, non-accomplissement de tâches diverses, etc.), ou sans le moindre prétexte, généralement sous l'effet de l'alcool. 34 personnes ont été arrêtées pour lynchage et meurtre.

Ivanov, Responsable des missions spéciales auprès de la Direction du Département secret-politique de l'OGPU

## **Rapport spécial de l'OGPU n°50.766 sur les départs massifs de kolkhoziens et de paysans individuels**

20 octobre 1933

Au secrétaire du CC du PC(b)R, Staline; au secrétaire du CC du PC(b)R, Kaganovitch; au président du Conseil des commissaires du peuple, Molotov

Les départs des kolkhoziens et des paysans individuels, qui avaient pris une certaine ampleur à partir du mois de juillet, se sont multipliés. Au 1<sup>er</sup> octobre, le tableau est le suivant, pour un certain nombre de régions de l'URSS:

1 - de 24 districts de la région de la Moyenne-Volga sont partis d'une manière non organisée<sup>[4]</sup> et selon des données encore incomplètes, en août et en septembre 1933, environ 24.000 familles d'exploitants. 3.000 exploitants ont quitté le district Bolshe-Glouchinskii, 2.500 le district Kinelskii, 1.300 le district Ponomarevskii, 2.000 le district Borskii, 3.200 le district Stavropolskii. Il arrive fréquemment que les kolkhoziens partent, avec leur famille, de nuit, abandonnant leur exploitation. Ainsi, 214 des 404 exploitants du kolkhoze «Kazanka» (district Bouzouloukskii) sont partis en septembre; 206 des 350 exploitants du kolkhoze «Iskra» du district de Stavropol; 170 des 360 exploitants du kolkhoze «Gavrilovka» du district Borskii. Dans chaque soviet rural du district Inzenskii, on compte 5 à 10 exploitants qui, après avoir pris connaissance du plan de livraison obligatoire de céréales, se sont enfuis sans laisser de traces et en abandonnant leur lopin sans même engranger la récolte. Dans les districts de la rive gauche de la Volga, les départs massifs s'expliquent par une mauvaise récolte. Environ 10 à 11.000 exploitants sont partis au cours du seul mois de septembre, principalement vers le Caucase, la Sibérie et l'Ukraine. Le mouvement se poursuit;

2 - dans la Région Ouest, on a observé parmi les paysans individuels et certains groupes de kolkhoziens une tendance à partir vers le Kouban et l'Ukraine. 14 districts sont particulièrement touchés par ces départs sauvages (inorganisés); en moyenne on compte un millier de partants par district. Une partie des paysans individuels des districts Sevskii, Spas-Demenskii, Kletnianskii et Sourajskii s'enfuient sans remplir leurs obligations fiscales, liquidant à la va-vite leur exploitation et partent vers l'Ukraine;

3 - dans les districts Zaaminskii et Kzyl-Mazarskii (Asie Centrale), à la suite d'un supplément de livraisons obligatoires imposé aux kolkhozes ayant déjà rempli leur plan à 100% au 15 septembre,

1.260 exploitants ont pris la route. Pour ces mêmes raisons, environ 1.000 exploitants, avec leur famille, ont quitté le district Moumin-Abadskii, aux environs du 25 septembre. Au cours de la première décade de septembre, les gardes-frontières ont arrêté environ 1.500 chefs de famille qui tentaient de passer en Afghanistan. Dans le district Iarkoutanskii, les paysans pauvres, sans terre ni bétail, ont été lourdement imposés. Ils se sont tous enfuis vers une direction inconnue. Le même phénomène a été observé dans le district Galia-Aralskii (44 exploitants sont partis vers le 1<sup>er</sup> septembre pour une destination inconnue). 60 familles des villages frontaliers de Tchibarn, Koubinop, Tchakhmanat sont passées en Afghanistan. À cause de nombreux excès lors des campagnes de livraison obligatoire de céréales, 230 familles des villages Iaroursk, Soultanbaï, Khodjaryk et Djangout ont quitté la région;

4 - Transcaucasie. 44 exploitants, avec leurs familles, de quatre districts frontaliers, sont passés à l'étranger au mois d'août. 48 autres familles ont été appréhendées au moment où elles tentaient de franchir la frontière. Au mois de septembre, 126 familles et 35 individus sans famille ont quitté la Géorgie pour l'étranger. On estime à 1.300 environ, dans quatre districts frontaliers seulement, le nombre d'exploitants qui s'appêtent à partir pour la Turquie. D'Arménie, 90 personnes, dont 10 kolkhoziens, ont émigré en septembre en Turquie. 32 individus ont été arrêtés à la frontière. 139 exploitants, avec leur famille, ont émigré du district frontalier Astrakhan-Bazarskii (Azerbaïdjan) vers la Perse. Il s'agit, pour l'essentiel, de paysans pauvres et moyens;

5 - Région de la Basse-Volga. Les départs inorganisés ont pris une grande ampleur : 800 familles sont parties dans trois districts de la rive droite, 200 dans six districts du nord-ouest. Dans la République autonome des Allemands de la Volga, on note un grand nombre de départs dans six cantons.

6 - Biélorussie. Selon des données incomplètes, au cours du seul mois d'août, 16 familles d'exploitants agricoles individuels sont parties du district Vetkovskii. 35 familles ont quitté le kolkhoze «La construction du socialisme». 27 familles des kolkhozes du district Tchastnikovskii sont parties pour l'Ukraine. Dans le kolkhoze «La victoire» (district Lepelskii), 9 familles, après avoir vendu tous leurs biens, sont parties de nuit pour une destination inconnue. À Chalachino (district Tcherikovskii), 78 exploitants individuels, après avoir catégoriquement refusé de participer à la campagne de semailles, s'appêtent à partir en Sibérie de manière inorganisée;

7 - Région de Gorki. À Mironovo (district Pijanskii), 29 exploitants individuels ont refusé de se soumettre aux livraisons obligatoires et

sont partis vers une destination inconnue. Dans le district Charkanskii, 43 familles de kolkhoziens et d'exploitants individuels sont parties, après avoir liquidé tous leurs biens. On a noté de fortes tendances à l'exode dans les districts Tchernovskii, Pychougskii, Borovskii, Iarskii;

8 - Région centrale des Terres noires. 240 exploitants individuels de cinq soviets ruraux du district Chtchigrovskii sont partis vers une destination inconnue sans avoir rempli leurs obligations de livraison de céréales.

Le Chef-adjoint de l'OGPU, Agranov

Source: TsA FSB, 2/11/14/306-309



*L'une des rares photos témoignant du génocide-famine orchestré par Staline en pleine paix et qui fit six millions de victimes parmi les paysans d'Ukraine et de Russie en 1933.*

## **Extraits du rapport spécial du Département secret-politique de l'OGPU sur la situation dans la lutte contre les vols massifs**

21 octobre 1933

Au Secrétaire du CC du PC(b)R, Staline

Du 1<sup>er</sup> janvier au 15 octobre 1933, 114.705 individus ont été arrêtés par les organes de l'OGPU pour vol de la propriété d'État et de la propriété sociale commis dans l'industrie, le commerce, les transports, les sovkhozes et les kolkhozes. Au total, depuis la promulgation de la loi du 7 août 1932, les organes de l'OGPU ont arrêté pour vol 211.340 individus. Parmi les individus arrêtés cette année, 44.236 l'ont été pour vol commis dans le commerce et l'industrie, 43.065 pour vol commis aux dépens de la propriété des sovkhozes et des kolkhozes. Par ailleurs, 27.404 individus ont été arrêtés pour vol de céréales depuis le début de la campagne de collecte.

Au cours de l'année 1933, 50.963 individus ont été jugés et condamnés par les tribunaux et les juridictions spéciales de l'OGPU (Collège de l'OGPU et troïki des Représentations plénipotentiaires de l'OGPU). Les juridictions spéciales de l'OGPU ont jugé 10.382 individus (dans les affaires les plus importantes de vol organisé). 1.723 individus ont été condamnés à mort, 6.642 à une peine de 5 à 10 ans de camp, 2.017 à une peine inférieure à 5 ans. Les condamnés se répartissent ainsi, en fonction de leur appartenance sociale: 3.182 ex-commerçants, spéculateurs, koulaks; 5.503 kolkhoziens, paysans individuels, employés; 1.697 autres. Total: 10.382.

Au cours de la première quinzaine d'octobre 1933, les organes de l'OGPU ont mis fin à toute une série de vols organisés de la propriété socialiste. 3.633 individus ont été arrêtés par les organes de l'OGPU pour vol commis dans l'industrie, le commerce, les sovkhozes et les kolkhozes [...].

Le Chef-adjoint de l'OGPU, Prokofiev

Source: TsA FSB, 2/11/14/313-317



**Extraits du rapport du Département secret-politique de l'OGPU sur les actes contre-révolutionnaires constatés lors de la réparation du parc de tracteurs (d'après les informations fournies par les Chefs-adjoints des Départements politiques des Stations de machines et de tracteurs)**

27 décembre 1933

Au Secrétaire du Comité central du PC(b)R, Staline

Au Président du Conseil des Commissaires du peuple, Molotov

Au Secrétaire du Comité central du PC(b)R, Kaganovitch

Les Chefs-adjoints des Département politiques des MTS ont démasqué toute une série de groupes contre-révolutionnaires et d'individus isolés, qui avaient pour objectif de saboter la réparation du parc de tracteurs. Cette activité contre-révolutionnaire se traduisait par: a) une fausse réparation des tracteurs; b) un sabotage dans la construction des nouvelles MTS ; c) l'incendie volontaire des MTS; d) le vol des pièces détachées; e) des tentatives de corrompre les ouvriers chargés de la réparation.

Il a été établi que de nombreuses MTS sont polluées par des éléments socialement étrangers. Dans une large mesure, l'activité contre-révolutionnaire des saboteurs a été facilitée par la passivité de certaines directions de MTS et leur attitude débonnaire à l'égard des éléments socialement étrangers.

Les responsables ont été arrêtés.

Le Chef-adjoint de l'OGPU, Agranov

1 - Exemples de sabotage dans le cours de la réparation des tracteurs

*Région du Caucase Nord*

MTS Chkourinskaia

Au mois de novembre, le Chef-adjoint du Département politique de la MTS a découvert et liquidé un groupe contre-révolutionnaire de 4 personnes infiltré au sein de la brigade de réparation. Ces quatre individus étaient:

- Kornienko, mécanicien, Cosaque, ex-paysan aisé, jugé en 1932 pour sabotage de la campagne de moisson, a un frère garde-blanc émigré;
- Saienko, forgeron, Cosaque, avait une exploitation koulak, avec son père. En 1932, jugé pour sabotage des labours (il était alors tractoriste). A purgé sa peine. A des parents koulaks, déportés du Caucase Nord.
- Brigida, forgeron, Cosaque, simulateur, désorganisateur de la discipline du travail. Parents déportés.
- Kondratenko, ex-paysan pauvre, tractoriste, sentiments antisoviétiques. En 1932 a cassé trois tracteurs.

Depuis le début de la campagne de réparation, ce groupe a saboté le travail en utilisant des pièces détachées tout à fait inappropriées, en mettant dans les carters des tracteurs du sable, des déchets de ferraille, etc. Ainsi, le 20 novembre dernier, ce groupe a «réparé» un tracteur (n°50, marque «Inter» 45/30) qui a été envoyé au kolkhoze «Gorki». Ayant travaillé moins de 8 heures, le tracteur est tombé en panne. On a retiré sous le capot un morceau de fonte; par ailleurs, il y avait plein de sable et de saletés dans l'huile du moteur. Ce tracteur avait été «réparé» par Saienko et Kondratenko. Ce même groupe s'est occupé du tracteur n°55, qui après la «réparation générale», n'a même pas pu faire 100 mètres. On a découvert dans le carter un kg de sable, des déchets de ferraille, la pompe à huile «réparée» par Kornienko et Kondratenko ne fonctionnait pas. Le ventilateur avait été débranché, ce qui abîmait le moteur. Les membres de ce groupe de saboteurs ont aussi «réparé» les tracteurs n°4, 35, 59, 34 et 6. Pour détraquer les tracteurs, le mécanicien Kornienko et les autres membres du groupe faisaient des pistons plus fins qu'il ne le fallait, mettaient des écrous plus gros que nécessaire, etc. Le plan de réparation des tracteurs a été totalement saboté. Sur les huit tracteurs «réparés», sept sont aussitôt tombés en panne. Les membres du groupe ont été arrêtés. Une enquête est en cours [...].

#### *Région Oural*

MTS Petoukhovskaia.

Viouchkov, mécanicien en chef, koulak et Zavialov, mécanicien, ex-participant de la révolte contre-révolutionnaire de 1921, ont établi un devis de réparation d'après lequel il ressortait que tous les tracteurs nécessitaient une révision générale. En fait, sur les 128 tracteurs du parc, 68 n'avaient pas besoin d'une révision générale. En octobre-novembre, le plan de réparation a été saboté. La qualité des réparations est exécrable : ainsi, les boîtes de vitesses sont pourvues de roues dentées de mauvaise qualité, aucune pièce de rechange n'est correctement soudée. Le chef du département politique a été informé. Une enquête est ouverte.

#### *Kazakhstan*

Les Chefs-adjoints des Départements politiques des MTS ont démasqué toute une série de sabotages et d'actes contre-révolutionnaires commis par des éléments socialement étrangers. 27 individus ont été arrêtés, dont 19 koulaks et bays.

MTS Mankenskaia

En 1930, 100 tracteurs ont été livrés à la MTS. L'inspection n'a trouvé que 81 tracteurs. Où sont passés les 19 autres? Personne ne le sait. Entre-temps, les directions ont changé un grand nombre de fois,

aucune comptabilité n'a été tenue. Les mécaniciens ont également été remplacés plusieurs fois. Des mesures sont prises pour retrouver les tracteurs manquants [...].

Source: TsA FSB, 2/11/1050/186-193



---

[1]. Ce télégramme ordonnait l'arrestation immédiate de tous les individus «propageant des rumeurs contre-révolutionnaires sur les difficultés alimentaires»; la mise en place de patrouilles spéciales pour mettre fin aux «départs massifs des paysans vers d'autres régions de l'URSS»; la «filtration» des fuyards, les «éléments koulaks et antisoviétiques» devant être arrêtés et déportés, les autres «renvoyés chez eux».

[2]. Tableau absent dans la source.

[3]. C'est-à-dire les ouvriers travaillant dans les industries légères. En matière de normes de ravitaillement, avait été mise en place, au début des années 1930, une hiérarchie très complexe favorisant les entreprises les plus importantes pour l'économie nationale (industries lourdes, chantiers prioritaires du 1<sup>er</sup> Plan quinquennal).

[4]. Les autorités distinguaient deux types de départs des kolkhozes: les départs «organisés» dans le cadre de l'orgnabor (recrutement organisé), les kolkhoziens partant alors avec un contrat de travail et l'autorisation de la direction du kolkhoze, et les départs «non organisés»; les kolkhoziens partant sans contrat de travail ni autorisation.

**Extraits du rapport de l'OGPU n°50.048 sur les résultats de la lutte pour la défense de la propriété socialiste du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au 1<sup>er</sup> janvier 1934**

8 janvier 1934

Au Secrétaire du CC du PC(b)R, Staline

Au cours de l'année 1933, 153.826 individus ont été arrêtés par les organes de l'OGPU pour vol de la propriété d'État et de la propriété sociale commis dans l'industrie, le commerce, les sovkhozes et les kolkhozes. Au total, depuis la promulgation du décret du 7 août 1932, les organes de l'OGPU ont arrêté 250.826 individus pour vol de la propriété d'État et de la propriété sociale.

Parmi les individus arrêtés depuis le 10 janvier 1933, 58.167 ont commis leur vol dans l'industrie et le réseau commercial, 59.550 dans les kolkhozes et sovkhozes. En outre, 39.109 individus ont commis des vols de céréales au cours de la campagne de collecte de l'année 1933.

Les tribunaux et les juridictions spéciales de l'OGPU (Collège de l'OGPU et troiki auprès des Représentations plénipotentiaires) ont condamné, en 1933, 77.581 personnes. Sur ce nombre, 15.177 personnes (ayant commis des vols importants et en groupe) ont été condamnées par les juridictions spéciales de l'OGPU. Sur ce nombre, 1.725 ont été condamnées à la peine de mort, 7.524 à une peine de 5 à 10 ans de camp, 5.928 à une peine inférieure à 5 ans. D'après leur origine sociale, les condamnés se répartissent ainsi: 3.972 ex-commerçants, spéculateurs, koulaks; 9.932 employés, kolkhoziens et paysans individuels; 1.273 autres. Total: 15.177.

[...]

Le Chef-adjoint de l'OGPU, Prokofiev

Le Chef-adjoint du Département économique de l'OGPU, Chanin

Source: TsA FSB, 3/1/602/183-188



## **Rapport du Département secret-politique de l'OGPU sur la multiplication de services religieux célébrés pour les «victimes de la famine»**

28 janvier 1934

Au mois de décembre dernier, nos services ont noté l'organisation de nombreux services religieux pour les «victimes de la famine» dans un certain nombre de villages des districts Oulanovskii et Khmel'nitskii (région de Vinnitsa). L'organisation de ces services va de pair avec la diffusion de nombreuses rumeurs «sur des miracles». Ainsi, au village Salnitsy (district Oulanovskii), deux inconnus portant des icônes se sont présentés chez la citoyenne Tchekhovskaia et lui ont dit qu'à Mytintsy un individu se présentant comme «un mort de famine, ressuscité» appelait tous les croyants – ou plus exactement toutes les femmes qui n'avaient pas adhéré à un kolkhoze – à organiser des repas funéraires en souvenir des victimes de la famine. Si l'on organisait de tels repas, Dieu pardonnerait au peuple ses péchés. Sinon, il y aurait au printemps une nouvelle famine, encore plus terrible, et personne n'y survivrait. Ensuite, deux femmes prirent la parole dans l'église de Terespol (district Khmel'nitski) : elles expliquèrent qu'un prophète était apparu à Mytintsy, qui disait qu'il fallait organiser des repas funéraires en mémoire des victimes de la famine, mais aussi de toutes les personnes réprimées et déportées par le pouvoir soviétique.

Un grand nombre de personnes se sont rendues à ces repas funéraires: 200 au premier rassemblement de ce type au village Salnitsy, 150 au second repas. Il s'agissait pour l'essentiel de femmes paysannes qui n'avaient pas adhéré au kolkhoze et continuaient à mener une exploitation individuelle. On a noté que les participants éalisaient souvent des «délégations» envoyées dans d'autres villages. Les initiateurs de ces manifestations sont des popes et des moines errants. Les Représentations plénipotentiaires ont envoyé dans les districts infectés par ce genre de manifestations des détachements opérationnels. Des instructions ont été données à tous les services régionaux et frontaliers de l'OGPU afin qu'il soit mis fin à ce genre de manifestations.

Le Chef de la 3<sup>e</sup> Section du Département secret-politique, Polianskii

Source: TsA FSB, 3/1/35/69-70



## **Rapport de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Moscou sur l'état d'esprit politique des kolkhoziens**

11 février 1934

Pour leur travail durant l'année 1933 les kolkhoziens de 93 kolkhozes (sur les 201 que compte la région) ont reçu moins de 2 kg de céréales par journée-travail (moins de 300 gr dans 28 kolkhozes). En conséquence, soumis à des difficultés alimentaires, les kolkhoziens ont commencé à manifester un état d'esprit négatif. On note des ventes croissantes de petit bétail sur les marchés. Les kolkhoziens, par groupes de 15 - 20 individus, quittent les villages et tentent d'acheter du pain sur l'argent retiré de la vente de petit bétail et même d'effets personnels. La discipline de travail dans les kolkhozes s'en ressent. Dans les kolkhozes «Le Second plan quinquennal», «Le Partisan rouge», «La lutte» et d'autres, jusqu'à 90% des kolkhoziens ne vont plus au travail, refusent de soigner les chevaux, de trier les semences, etc.

Dans le kolkhoze de Barabanovo, par manque de pain, les kolkhoziens ont vendu 20 vaches. Les chevaux du kolkhoze sont très mal soignés, en conséquence la moitié des chevaux n'arrivent plus à se traîner. La direction du kolkhoze ne convoque plus d'assemblée, par peur d'incidents. Il n'y a aucune préparation pour la campagne de semailles. Le matériel agricole est laissé à l'abandon. Les gardiens refusent de surveiller les biens collectifs, craignant des vols et des attaques à main armée.

Dans le kolkhoze «Notre réponse aux koulaks», les kolkhoziens ont reçu 50 gr de céréales par journée-travail. Tous les hommes sont partis de manière inorganisée travailler en ville, tandis que les femmes tâchent de vendre leurs dernières bêtes. Personne ne va au travail. Aucune préparation à la campagne de semailles de printemps.

Dans le kolkhoze «La lutte», les esprits sont échauffés, aussi le président du kolkhoze refuse-t-il de convoquer l'assemblée générale chargée de présenter le bilan de l'année écoulée: «Les gens vont me tuer», dit-il.

Dans le kolkhoze «Mossoviet», du matin au soir une foule de kolkhoziens en colère assiège la direction, réclamant collectivement du pain, menaçant de ne plus travailler, proférant des menaces à l'encontre de la direction et des organisations locales du Parti.

Les koulaks et les éléments hostiles exploitent toutes ces difficultés alimentaires pour mener leur agitation antisoviétique. Dans le kolkhoze de Smedovo, les membres de la direction, les koulaks Smirnov et Kouznetsov ont fait pourrir les pommes de terre, volé les

semences, affamé sciemment les chevaux pour renforcer encore le mécontentement des kolkhoziens contre le pouvoir soviétique (Smirnov et Kouznetsov ont été arrêtés et déférés devant le tribunal).

Dans le kolkhoze «Vive la collectivisation» la direction du kolkhoze est toute entière composée d'éléments koulaks et cléricaux. Pour mécontenter encore davantage les kolkhoziens, la direction a dilapidé une partie des réserves qui devait servir à la paie des journées-travail, au fonds fourrager – en conséquence de quoi, les chevaux sont dans un état d'amaigrissement avancé. Le kolkhoze ne pourra sans doute même pas entreprendre la campagne de semailles. Plusieurs directions de kolkhoze avaient promis aux kolkhoziens un appoint en pain, venant du fonds d'aide régional. Comme aucune aide n'est à ce jour parvenue, cette promesse non tenue a exacerbé encore plus les sentiments négatifs des kolkhoziens.

Le Chef-adjoint de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Moscou, Radzivilovskii,

Le Chef-adjoint de Département secret-politique de la R.P.,  
Iakoubovitch

Source: TsA FSB, 3/1/535/55-57



## **Rapport spécial de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Moscou sur l'enquête menée à propos du suicide de E.S.Mironov, kolkhozien du village de Tchasnikovo**

21 février 1934

Le 14 février 1934, à 14 heures, Egor Stepanovitch Mironov, kolkhozien du kolkhoze «Kalinine» du district Kommunistitcheskii s'est pendu (*cf.* notre rapport spécial du 16 février). L'enquête a montré les faits suivants: E.S.Mironov, 42 ans, est entré au kolkhoze en 1930 et était considéré comme un excellent kolkhozien. En 1933, avec sa femme, il a fait 433 journées-travail. Ayant à charge une grande famille de 9 personnes (dont 7 non travailleurs), Mironov connaissait, ces derniers temps, de grandes difficultés. Mironov avait un fils membre de l'Association d'aide à l'Armée rouge et une fille institutrice.

Dans une situation difficile, Mironov avait, en janvier 1934, demandé à la direction du kolkhoze de l'autoriser à aller travailler en ville. Sa demande fut rejetée. Fin janvier, le président du kolkhoze Sergueiev, membre du Parti, proposa de nommer Mironov, en tant que meilleur travailleur du kolkhoze, brigadier. Mironov refusa cette promotion, arguant du fait qu'il était illettré et «peu capable» de remplir ces obligations.

Sur l'insistance du secrétaire de cellule du kolkhoze, Denisov, soutenu par Sergueiev et d'autres, il fut décidé, le 30 janvier, d'exclure Mironov du kolkhoze pour son refus de prendre le poste de brigadier. Cette décision fut entérinée le 31 janvier par l'assemblée kolkhozienne. Au cours de la réunion, Denisov et Sergueiev accusèrent Mironov d'être un ennemi du pouvoir soviétique. Le plenum du soviet rural entérina à son tour la décision de l'assemblée du kolkhoze. Mironov, devenu paysan individuel fut contraint de payer immédiatement un grand nombre de redevances. L'attitude dure des communistes locaux et le climat délétère créé autour de Mironov apparaissent comme des facteurs décisifs expliquant le geste de Mironov.

Interrogé, le président du kolkhoze Sergueiev, membre du Parti, a déclaré: «Mironov a refusé catégoriquement de devenir brigadier, car disait-il, il ne se sentait pas fait pour maltraiter et rudoyer les kolkhoziens. Il demandait, à la place, qu'on le laisse partir en ville pour quelques mois, travailler sur un chantier, dans la production. En janvier 1934, la direction du kolkhoze avait émis un avis favorable pour laisser partir Mironov jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, mais un certain nombre de membres de la direction, dont en particulier le

secrétaire de cellule Denisov, étaient contre et quand Mironov a refusé d'être brigadier, il a été décidé de ne pas le laisser partir, c'est pour cela qu'a été convoquée la réunion du 30 janvier au cours de laquelle il a été décidé d'exclure Mironov et Gribkov du kolkhoze. C'est vrai, moi-même et le secrétaire de cellule Denisov avons dit qu'il était inadmissible, par des actes pareils, de saboter la discipline du travail, que ceux qui sabotent la discipline doivent être immédiatement exclus, ce sont des ennemis du pouvoir soviétique et ils doivent immédiatement payer tous les impôts. Seul Mironov a été exclu, Gribkov a été laissé membre du kolkhoze. Je reconnais aujourd'hui qu'il y a eu un excès, qui a poussé Mironov au suicide. Cette affaire joue en faveur des koulaks. Mironov était un excellent kolkhozien, qui n'avait pas un seul avertissement. Son exclusion du kolkhoze, en tant qu'ennemi de classe, a été une grossière erreur et a été la cause du suicide d'un bon travailleur».

Interrogé, le secrétaire de cellule, Denisov, a déclaré: «Je ne sais pas ce qui a poussé Mironov à se suicider, je ne le sais pas, mais je pense qu'il est possible que son exclusion du kolkhoze a joué un rôle, car jusque-là Mironov n'avait pas eu le moindre avertissement». Interrogé sur le journal mural du kolkhoze, où Mironov était représenté en saboteur-koulak, Denisov a déclaré: «En ce qui concerne le texte et la caricature sur Mironov, c'est moi qui ai proposé au kolkhozien Kvasov de les faire, en escomptant que le texte et la caricature joueraient un rôle important dans le renforcement de la discipline».

Prenant en compte tous ces éléments, qui éclairent les raisons du suicide du kolkhozien Mironov, il apparaît clairement que les excès et l'attitude insensible de Denisov et de Serguiev sont à l'origine de ce geste. Nous considérons souhaitable de déférer Denisov et Serguiev devant le tribunal et de faire de cette affaire un procès exemplaire.

Par décision du Bureau de district du Parti communiste, en date du 14 février 1934, Denisov et Serguiev ont été exclus du Parti.

Le Chef-adjoint de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la Région de Moscou, Radzivilovskii

Source: TsA FSB, 3/1/535/83-85



## **Rapport du Département secret-politique de l'OGPU sur les difficultés alimentaires dans la province de Tcheliabinsk**

9 mars 1934

Sur les 1.284 kolkhozes des 25 districts de la région, 394 connaissent des difficultés alimentaires. Par endroits, les difficultés alimentaires ont pris des formes aiguës, on note des cas de gonflement et de mort de faim. Dans le seul kolkhoze de Singoul' (district Ialoutorovskii) en novembre-décembre 1933, douze personnes sont mortes de faim; en janvier 1934, dix. Des faits analogues se sont produits dans un grand nombre d'autres kolkhozes du district.

Les kolkhoziens des kolkhozes «Le Poutilov rouge», «Les aigles rouges», «Le progrès», «L'avant-gardiste», «Le jeune moissonneur», «Bolchevik» et d'autres se nourrissent exclusivement d'ersatz. Dans ces kolkhozes, on a relevé plus de trente cas d'infections intestinales et onze morts par famine. On a noté l'emploi d'ersatz dans l'alimentation des kolkhoziens également dans les districts Choumikhinskii, Dalmatovskii, Ouporovskii, Kopeiskii, Nagaibakskii et d'autres.

Dans de nombreux kolkhozes des districts Iourgamyshskii, Brodokalmakskii, Kizilskii, Mokrousovskii, Zverinogolovskii et d'autres, on a noté de très nombreux cas de refus de travail de la part de kolkhoziens, qui prétextent qu'ils ont trop faim et qu'ils ne sont pas en état de travailler dans les champs. Dans les kolkhozes «Le travailleur rouge», «Les paysans», «Le volcan rouge», «La voie de Lénine» (district Polovinskii), 60 à 70% des kolkhoziens refusent d'aller travailler et exigent qu'on leur donne d'abord du pain. Dans le kolkhoze «La voie d'Octobre», un groupe de kolkhoziens a catégoriquement refusé d'aller travailler, réclamant au préalable du pain.

Les éléments contre-révolutionnaires koulaks, exploitant ces difficultés alimentaires, développent une vaste campagne contre les kolkhozes, appellent les kolkhoziens à quitter les exploitations collectives. «On vit tellement mieux quand on est un paysan individuel. Nous, nous avons du pain, vous, vous mangez de l'herbe. Quand viendra le printemps, vous allez nous supplier de vous aidez. C'est alors qu'on verra! Quittez le kolkhoze tant que vous êtes encore en vie, sinon vous crèverez bientôt tous de faim ! » (koulaks Brioukovy, district Zverinogolovskii). L'activisme koulak est orienté également vers la création de difficultés alimentaires tout à fait artificielles. Ainsi, dans le district Varnenskii, le brigadier du kolkhoze, un certain Souleimanov, ex-garde-blanc, a volontairement

rendu inutilisables 80 *pouds* de blé. Une instruction a été ouverte. Le président du kolkhoze «Kamenskii» (district Mokrousovskii) a sciemment saboté 120 quintaux de pommes de terre (gelées). Cet acte avait pour objectif de créer des difficultés alimentaires qui susciteraient le mécontentement des kolkhoziens. Des faits analogues ont été notés dans plusieurs autres districts.

Sous l'effet des difficultés alimentaires et de la propagande koulak, on note de nombreux départs inorganisés des kolkhozes. Ainsi, 24 familles ont quitté le kolkhoze «Kabakov» (district Mokrousovskii). 12 familles ont déposé une déclaration demandant à quitter le kolkhoze «Chekhovtsev» (district Kizilskii) et 60 kolkhoziens sont partis en ville sans demander l'autorisation de la direction. Dans les kolkhozes «Vorochilov» et «L'aurore de la Commune», 80 personnes ont volontairement quitté le travail, 30 familles ont déposé une déclaration demandant à quitter le kolkhoze. Dans le district Verkhniï-Ouralskii, une assemblée de kolkhoziens a pris la décision d'envoyer des représentants au chef-lieu de district pour obtenir des autorités des autorisations collectives de sortie du kolkhoze; chaque famille a donné 20 roubles pour mettre en œuvre cette démarche.

Dans un certain nombre de kolkhozes où les difficultés alimentaires se font sentir avec une acuité particulière, la propagande antisoviétique des koulaks agit sur les états d'esprit des kolkhoziens, déprimés et prompts à tenir des propos antisoviétiques. « Il est insupportable de vivre ainsi. Il n'y a ni pain ni patates. Dans une semaine, si ça continue ainsi, je pendrai mes enfants. Qu'on me mette en prison, ça ira bien mieux. Au moins, en prison, on donne 400 gr de pain par jour. Que faire d'autre? ça déchire le cœur de voir les petits dans cet état-là» (Balandina, paysanne pauvre, district Zverinogolovskii). «On n'a pas le droit de le dire, mais en fait on vit aujourd'hui comme on vivait sous le servage. On travaille toute l'année, et quand vient l'hiver on crève de faim. Même les plus honnêtes des travailleurs de choc, eux aussi ils crèvent de faim. Au kolkhoze, la vie est chaque année pire, et pas meilleure » (Kvachin, kolkhozien, district Mokrousovskii). «Les kolkhozes ne vont pas tenir longtemps. Aujourd'hui, 50% des kolkhoziens crèvent de faim, l'année prochaine, ils extermineront l'autre moitié. Nous ne sommes plus des êtres humains, nous sommes du bétail qu'on abat. Travaille comme un bœuf, donne tout ton pain à la ville et tais-toi et force-toi à écouter en plus ce qu'on te dit – que tu es “le maître” au kolkhoze! Quant à moi, qu'est-ce que je vais devenir quand j'aurai fini de bouffer l'herbe? Il n'y a plus qu'à fuir en ville. Ici, c'est la mort assurée» (Trintsev, kolkhozien pauvre, district Kizelskii).

Minaev

Source: TsA FSB, 3/1/35/140-144



---

**Rapport spécial n°1/255 du Département secret-politique de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Gorki sur les excès dans le district Bolchoï Boldinskii**

9 mars 1934

Au cours de la première quinzaine de février, une brigade de juges, de policiers et de représentants des soviets, sous la direction du président du Comité exécutif de district, Syrkin, a entamé une tournée d'inspection dans le soviet rural Alexandrovskii. La brigade d'inspection a contraint un grand nombre de paysans individuels à rejoindre les kolkhozes. Ainsi, le paysan pauvre Denisov a été averti que s'il n'entrait pas au kolkhoze, on trouverait des faits compromettants sur lui et on le ferai passer en justice. Denisov refusa d'obtempérer, disant qu'il devait discuter la question avec sa famille, et qu'il donnerait sa réponse le lendemain.

Le soir même, la brigade organisa un procès. Denisov fut accusé de propagande antisoviétique. Le juge prévint Denisov que s'il entrait immédiatement au kolkhoze, les faits qui lui étaient reprochés ne seraient plus pris en considération. Ayant persisté dans son refus, Denisov fut condamné à deux ans de prison. Alors qu'il demandait, déjà sous bonne garde, au président du soviet rural de lui donner un certificat comme quoi il avait bien rempli le plan de livraison de céréales et ne devait aucun arriéré, celui-ci lui répondit « Nous ne donnons aucun certificat aux koulaks ». De plus, il prit à Denisov toutes les quittances que celui-ci gardait dans sa poche. Au cours du même procès, trois cas similaires furent traités.

Le secrétaire du Comité du Parti, Kirillovykh, parfaitement au courant de ces excès, ne réagit aucunement. Le Comité régional du Parti a été mis au courant.

Le Chef du Département secret-politique de la R.P. du Guépéou,  
Grats,

Le Chef-adjoint de la 2<sup>e</sup> section du Département secret-politique,  
Fatiev

Source: TsA FSB, 3/1/747/60



## **Extraits du rapport du Département secret-politique de la région de Gorki sur les difficultés de la collectivisation**

7 avril 1934

La croissance des kolkhozes connaît des difficultés. Par rapport aux chiffres du 1<sup>er</sup> juin 1933, le nombre d'exploitations collectivisées n'a progressé que de manière dérisoire [...].

Aucun travail visant à faire entrer les paysans individuels dans les kolkhozes n'a été entrepris au cours de l'hiver (novembre-février) par un certain nombre de soviets ruraux. Certains paysans individuels parlent bien entre eux de la nécessité de rejoindre les kolkhozes, mais, laissés à eux-mêmes, ils ne font rien [...].

On a noté qu'un certain nombre de fonctionnaires locaux des soviets ruraux ont tendance à mettre l'ensemble des impôts et des corvées exclusivement sur le dos des kolkhoziens. Ce faisant, ils freinent la croissance des kolkhozes et entretiennent l'antagonisme entre kolkhoziens et paysans individuels [...].

À côté du faible travail pour faire entrer les paysans individuels au kolkhoze, il arrive que les kolkhoziens eux-mêmes refusent d'accepter de nouveaux venus. Ces refus sont souvent le fait de koulaks infiltrés dans les kolkhozes. Ainsi, dans le district Ardatovskii, les Bondiny, ex-commerçants, membres du kolkhoze du village d'Avtodeevo, ont déclaré lors de la réunion qui examinait des demandes d'adhésion de paysans individuels pauvres: «On ferait mieux de ne pas les prendre, sinon on va recevoir les terres les plus pourries, celles qui ont été attribuées aux paysans individuels, et notre situation ne fera qu'empirer» [...].

Ces derniers temps, les éléments antisoviétiques et les koulaks diffusent de nombreuses rumeurs provocatrices sur l'inéluctabilité de la guerre, sur le châtimeut qui attend tous les kolkhoziens. En Sibérie, dans la République des Tatars, les kolkhoziens, disent-ils, ont déjà été mobilisés pour se battre contre les Japonais; quant aux paysans individuels, ils ont été exemptés. Par ailleurs, dans la RA des Tchouvaches, courent les bruits suivants: «En 1934, les kolkhoziens récemment entrés au kolkhoze recevront moins pour leur travail que les anciens». Ces bruits se fondent sur le fait que dans certains kolkhozes, on envoie aux corvées de coupe de bois uniquement les nouveaux adhérents (kolkhoze «Le soldat de l'Armée rouge» et d'autres du district Poretiskii). «Dans deux-trois ans, tous les kolkhozes seront liquidés et les kolkhoziens recevront des cartes de ravitaillement, de la catégorie la plus basse». Il a été établi que ces rumeurs sont diffusées par des paysans ayant quitté le kolkhoze. Ceux-ci s'efforcent de retrouver des terres: «On va se

battre jusqu'à notre dernière goutte de sang pour récupérer des terres, et quand il y aura un changement de régime, on va régler nos comptes avec les kolkhoziens», ont déclaré un certain nombre de paysans de Girichino (nos services enquêtent sur la diffusion de menaces et de rumeurs provocatrices).

En janvier-mars, nos services ont saisi 16 tracts, lettres anonymes et couplets anti-kolkhoziens (8 tracts et lettres saisies au cours du second semestre 1933). En voici quelques extraits: «Citoyens d'Asanovo, que personne n'entre au kolkhoze! Je vous le dis, après ne vous en prenez qu'à vous-mêmes!» (district Ibresinskii).

«Voici les gars, une bonne question. Entrer ou pas au kolkhoze, non? Ce sera péché pour tous et souffrance infinie pour tous» (couplet, district Stanskii).

«Karl Marx était un fils de propriétaire foncier. Au moment de la révolution, les paysans lui ont pris toutes ses terres. Après, Marx s'est mis en tête de faire la collectivisation, afin de récupérer ses terres» (district Spasskii). «Les communistes-vampires vous trompent. Les kolkhoziens n'ont plus rien – ni terre, ni lait, ni jour férié ni repos. Ils ne doivent qu'une chose – tout donner à l'État» (district Pijanskii). «Le pouvoir soviétique, c'est le contraire de la liberté. C'est le pouvoir de la violence et de la tyrannie. N'entrez pas dans les kolkhozes. La guerre a déjà commencé. Bientôt on va couper les têtes des communistes et on les plantera au bout de nos fourches» (district Arzamasskii). «Orthodoxes, lutez contre les communistes-parasites, lutez pour la destruction des kolkhozes, lutez, n'ayez pas peur des prisons et de la mort!», «Orthodoxes, voici comment il faut lutter contre les communistes. Organisez-vous, détruisez les kolkhozes de l'intérieur, dès qu'éclatera la guerre, nous prendrons le pouvoir, les kolkhoziens seront tous pendus» (district Sergatchkii). On a trouvé neuf tracts de ce type dans le district Sergatchkii. On a démasqué l'auteur, condamné par une troïka. Nos services continuent l'enquête pour établir l'identité des auteurs des tracts cités ci-dessus [...].

Le Chef du Département secret-politique de la Représentation plénipotentiaire du Guépéou de la région de Gorki, Grats

Pour le Chef de la 2<sup>e</sup> Section du Département secret-politique, Fatiev

Source: TsA FSB, 3/1/747/174-182



**Note spéciale n°157.229 du Département secret-politique de l'OGPU sur un «Appel aux paysans» diffusé parmi les stagiaires du *Journal paysan*<sup>[1]</sup>**

21 mai 1934

Camarades paysans!

Vous avez tous eu l'occasion d'expérimenter les effets de la ligne générale bolchevique. Mais tous n'ont pas survécu à la sage direction, comme le disent les bolcheviks, de Staline. Un grand nombre de nos pères, mères, frères et sœurs sont morts de faim ou en déportation. Il est interdit de dire la vérité sur ce qui se passe. Le proverbe dit: «Qui dit la vérité perd son ami». Aujourd'hui, ce n'est pas l'amitié qu'on perd, c'est la vie. La vie.

Les bolcheviks ont horreur qu'on leur dise la vérité. Ils ont toujours raison et font toujours les choses «comme il faut» (à l'exception, bien sûr, des «excès», dont ils ne peuvent se passer et qui, pour le paysan, sont une véritable torture).

Chez les capitalistes, disent les bolcheviks, c'est la famine, la misère, le chômage. Chez nous, c'est l'abondance. Mais de quelle abondance peut-on parler quand des villages entiers meurent de faim! Quand les gens affamés deviennent des cannibales! Une paysanne de Dmitrovka, du district Chebekinskii (Région centrale des Terres noires) a mangé sa propre fille, son mari et un inconnu, mort de faim dans son village. C'est donc ça l'abondance dont parlent les bolcheviks?

Qu'un kolkhozien reçoive pour sa famille 100-200 *pouds* de céréales, on en parle comme d'un exploit, et les journaux d'écrire sur cette vie d'abondance, la vraie, la vie éclairée que connaissent aujourd'hui nos campagnes. Mais dites-moi, camarades, y avait-il si peu de paysans, avant la collectivisation, qui avaient 100 *pouds* par an pour vivre? Dans la région des Terres noires, ils étaient peu nombreux ceux qui récoltaient moins. Tandis qu'aujourd'hui, il sont bien peu nombreux ceux qui reçoivent ces 100 *pouds*. Voilà pour notre vie d'abondance.

La politique de Staline – c'est une politique de misère et de mort pour les travailleurs. Ce n'est pas par hasard qu'est apparue, parmi le peuple, cette histoire. Un paysan a sauvé Staline. Celui-ci lui dit: que veux-tu en échange? Le paysan lui dit: ne fais surtout pas savoir aux paysans que je t'ai sauvé, sinon ils me tueront.

Les bolcheviks rejettent toute responsabilité pour la disparition de bourgs et de villages entiers dans le Kouban, en Ukraine, dans les régions de la Volga. Toute la faute en incomberait aux paysans eux-mêmes, aux koulaks, qui ont saboté les plans de collecte. Admettons

qu'ils ont raison, que plus de la moitié des régions de l'Union soviétique ont saboté effectivement le plan. Mais alors cela signifie que plus de la moitié des régions sont mécontentes du pouvoir soviétique, de ses lois, de la collectivisation qui s'est faite de force, en 2-3 ans. Ils nous ont collectivisés de force, ils nous ont mis sur le dos des dizaines d'impôts obligatoires et «volontaires» (c'est-à-dire aussi obligatoires), ils ont ruiné nos villages, ils n'ont laissé aux paysans d'autre choix que: tu travailles, on te prend tout et on te laisse crever de faim; tu ne travailles pas, et tu crèveras de faim aussi. Le paysan a préféré encore cette «alternative-ci». Voilà en quoi consiste son «sabotage».

Particulièrement durs ont été l'année 1932 et le printemps 1933. La paysannerie ruinée ne pouvait plus supporter la faim et la violence qui lui était faite. Les bolcheviks conduits par Staline l'ont bien compris. Ils ont alors organisé des départements politiques dans les Stations de machines et de tracteurs et dans les sovkhozes, en y envoyant les plus malins de leurs gens. Ils ont édicté une nouvelle loi sur les impôts, qui à première vue semble soulager la paysannerie, mais en réalité, ce n'est qu'une manœuvre. Il lui faudra plus d'un siècle au paysan pour être quitte avec l'État. L'impôt, l'impôt «volontaire», les emprunts d'État, l'impôt «pour la culture» et encore toute une liste de redevances diverses et variées, «volontaires» mais obligatoires – voici ce qui pèse sur le paysan. Après avoir payé son dû à l'État, il ne reste rien au paysan pour se vêtir, se chausser, réparer un peu sa maison. Où est l'abondance? Où est la vie claire, riche, abondante? Le paysan n'est plus son propre maître, il a perdu sa liberté, chacun de ses pas et de ses gestes est sous contrôle bolchevique.

Ce n'est qu'en se libérant de ses chaînes, de ce contrôle bolchevik que le paysan pourra revivre une vie claire, joyeuse, une vie où chacun mangera à sa faim. Dès aujourd'hui, entrez dans la lutte!

Source: TsA FSB, 3/1/35/271-275



## **Extraits de rapports de Chefs-adjoints des départements politiques de Stations de machines et de tracteurs sur les difficultés alimentaires dans les kolkhozes**

28 mai 1934

*Ukraine*

MTS Semionovskaia (région de Tchernigov)

Dans les kolkhozes «Le marteau», «Le progrès», «Chevtchenko», «Kossior», «Staline», «Postychev», «Le pré rouge», 114 familles connaissent de sérieuses difficultés alimentaires. 185 individus sur les 485 que comptent ces 114 familles sont au stade du gonflement. La situation est particulièrement critique dans les kolkhozes «Le marteau» (74 gonflés) et «Le progrès» (64 gonflés). Parmi les paysans gonflés, il y a un grand nombre de kolkhoziens ayant des familles nombreuses et peu d'éléments en âge de travailler, mais aussi un certain nombre de travailleurs de choc.

Kolkhoze «Kossior»: Erchov, issu d'une famille de paysans pauvres. A accompli 350 journées-travail en 1933. Sa famille compte 7 personnes, dont 3 en âge de travailler. Tous les 7 sont au stade du gonflement. Erchov a reçu une aide alimentaire. Bezrouchko, vieux kolkhozien, auparavant paysan moyen. Sa famille compte 7 personnes, dont 2 en âge de travailler. A accompli en 1933 752 journées-travail. Tous les membres de sa famille sont dans un état de gonflement, au stade intermédiaire.

Kolkhoze «Le marteau». Kolkhozien Vassilenko, travailleur de choc, activiste. Sa famille se compose de 7 personnes, dont 2 en âge de travailler. Tous sont fortement amaigris, dans un état de pré-gonflement.

Kolkhoze «Le pré rouge». Kolkhozienne Kouzkova, ex-paysanne pauvre. Au kolkhoze depuis 1932. Activiste. En 1933, a accompli 170 journées-travail. Sa famille se compose de 6 personnes, elle est la seule en état et âge de travailler. Tous les membres de sa famille sont gonflés.

L'aide alimentaire accordée aux individus gonflés s'avère totalement insuffisante. Le kolkhoze «Le marteau» ne distribue aucune aide. Dans le kolkhoze «Postychev» et «Le marteau», les 18 et 19 mai, deux kolkhoziens sont morts de faim. Le Comité régional du Parti et le secteur politique ont été informés de la situation et la question d'une aide alimentaire a été posée (rapport du Chef-adjoint du Département politique de la MTS de Khoutorianskii du 21 mai) [...].

MTS Pavlogradskaia (région de Dniepropetrovsk)

Les kolkhozes dépendant de la MTS ont terminé l'année écoulée avec de très mauvais indicateurs (les kolkhoziens ont gagné 1,2- 2 kg de céréales par journée-travail) et connaissent de sérieuses difficultés alimentaires. 15 kolkhozes ont reçu une aide alimentaire significative de l'État, et ont pu ensemençer les champs. À ce jour, l'aide a été entièrement consommée et les kolkhoziens font face à de sérieuses difficultés. Dans un certain nombre de kolkhozes, aucun repas collectif n'est organisé. Les gens ont tendance à ne plus travailler. Ainsi, à «L'aurore rouge», sur les 370 kolkhoziens aptes (en âge) de travailler, 60 à 70 travaillent encore. Les autres vont à la pêche. Quant aux jeunes, ils partent chercher du travail. L'état d'esprit des kolkhoziens s'est considérablement dégradé avec l'arrivée des vents secs et des gelées nocturnes du mois d'avril, qui ont eu pour conséquence la perte de 23% des surfaces cultivées (3.344 ha). Ce qui reste a souffert et accusera une perte d'environ 40 à 50%, à cause de la sécheresse. Le seigle jaunit et se dessèche (rapport du cam. Nostovnik du 19 mai).

Source: TsA FSB, 3/1/779/341-344



**Extraits du rapport-compilation des informations fournies par  
les Chefs-adjoints des Départements politiques des Stations de  
machines et de tracteurs sur l'état d'esprit de la population  
rurale**

3 juin 1934

Au responsable du Département agricole du Comité central du PC(b)R, le cam. Iakovlev; au chef de la Direction politique du Commissariat du peuple à l'Agriculture, le cam. Levin

*Région centrale des Terres noires*

MTS Doljanskaia

Ces derniers temps, avec la sécheresse, les éléments cléricaux ont fait preuve d'activisme. À Barintchik et à Martioukhino, les éléments contre-révolutionnaires de la secte du «Dragon rouge», démantelée en 1932, se réunissent à nouveau. Les koulaks de la famille Bakourov qui faisaient partie de la secte (avant la révolution, ils avaient 200 ha de terres et 40 chevaux) ont été condamnés à la mesure suprême de défense sociale (fusillade). Un autre membre de la secte, le koulak Dorofeev, a été condamné à 10 ans de camp. Actuellement, Dorofeev, est revenu au village après s'être enfui. Avec la veuve de Bakourov, sa sœur, Soukhilina (une dékoulakisée), Greseva, cette bande se réunit régulièrement pour «prier». Ces gens parlent d'une guerre imminente des pays capitalistes contre l'URSS, de l'inéluabilité de la chute du pouvoir soviétique, etc. Une enquête est ouverte pour repérer tous les membres de ce groupe contre-révolutionnaire (rapport du cam. Fetissov du 28 mai).

MTS Raevskaia

À Raevo, deux nonnes, les sœurs Gromov, ont organisé une procession avec icône pour faire venir la pluie (rapport du cam. Rybakov du 29 mai).

MTS Valouiskaia

L'absence de précipitations et des vents d'est soufflant sans interruption sont à l'origine d'une mauvaise maturation des blés. Le maïs, le mil, le sarrasin et les pois n'ont rien donné. 550 ha de seigle et 769 ha de blé sont perdus [...]. À cause de cette situation, un grand nombre de kolkhoziens aspire à partir au Kouban ou à la ville. On note une forte recrudescence des tendances religieuses. Dans le kolkhoze «L'étincelle» (Selivanovo), les kolkhoziennes vont aux champs avec un Évangile et lors des repas de midi aux champs, lisent des histoires «sur la fin des temps» (rapport du cam. Gloubovskii, 25 mai).

MTS Artemovskaia (région de Donetz)

En raison de la sécheresse, à Pokrovskoïe, le prêtre, Dobrovolskii, a organisé le 22 mai une grande messe à laquelle assistaient environ 150 personnes, principalement des vieux et quelques jeunes en nombre insignifiant. On n'a compté que 4 kolkhoziens. Le Département politique renforce son travail d'explication (rapport du cam. Ivakhnenko, 28 mai).

MTS Nijni-Astrakhanskaïa

En raison de la sécheresse, dans les kolkhozes du soviet rural Nijni-Pokrovskii, on assiste à une recrudescence de l'activisme religieux. On a noté l'apparition, dans les brigades de kolkhoze, de «propagandistes», qui tentent de convaincre les kolkhoziens de s'inscrire comme croyants, de signer des pétitions pour l'ouverture d'églises, d'organiser une procession «pour que le Seigneur envoie la pluie» (rapport du cam. Orlov, 22 mai).

MTS Likhovskaïa (région de Dniepropetrovsk)

En raison de la mauvaise récolte ont commencé à circuler, notamment parmi les femmes, de nombreuses rumeurs sur une possible nouvelle famine. Dans le kolkhoze «Khataevitch», deux vieilles femmes ont organisé une collecte pour une messe «qui doit faire pleuvoir». Dans le kolkhoze «Potchin», deux kolkhoziennes (l'une d'entre elles est une ex-koulak) ont raconté, aux champs, «qu'à Dniepropetrovsk il y a deux prophètes qui vivent dans une grotte. Ils prédisent l'avenir et ont prédit la fin du monde pour bientôt». Ces femmes ont dit en particulier «qu'il fallait bénir les céréales, sinon toute la récolte sera perdue» (rapport du cam. Kalenovskii, 27 mai).

MTS Signaevskaïa (région de Kiev)

Les éléments contre-révolutionnaires koulaks diffusent activement des rumeurs diverses sur l'apparition de saints, de fols-en-christ annonçant la venue des pluies, etc. Parmi les kolkhoziens des villages Nadtotchaevka, Bourty et Serdegolovka courent des bruits, selon lesquels «au coucher du soleil est apparue une inscription dans le ciel – les jeunes, les adultes et les vieux vont mourir, quant aux autres, ils seront tous déportés. Il ne restera personne pour récolter, ce n'est pas la peine de se donner du mal, tout est perdu». Le Département politique renforce son travail d'explication (rapport du cam. Fleiman, 25 mai) [...].

*Caucase du Nord*

MTS de Mineralnye Vody

En raison de la sécheresse, on note un activisme croissant parmi les éléments contre-révolutionnaires koulaks et cléricaux, qui diffusent d'innombrables rumeurs parmi les kolkhoziens sur l'inéluctabilité d'une nouvelle famine. Dans le kolkhoze «Oktober-funke», le

pasteur Fisher a sonné le tocsin, appelant les paysans à prier. Au kolkhoze «Thaelman», le même Fisher a tenté d'organiser un service religieux. Deux kolkhoziens ont été désignés par lui pour faire le tour des maisons et appeler les gens à une procession. Grâce aux mesures prises, nos services ont pu éviter toute procession (rapport du cam. Glazkov, 26 mai).

MTS Alexandriiskaia

Les éléments koulaks et gardes-blancs font preuve d'un activisme croissant. Les ex-gardes-blancs Demin, Bezsonov et Maltsev sont venus au soviet de la stanitsa demander qu'on autorise une «procession pour faire venir la pluie». Le nombre de kolkhoziens allant travailler s'est considérablement réduit. Au kolkhoze «Le Poulitovetz rouge», à cause de la propagande koulak, 49 kolkhoziens ont quitté le travail aux champs et ne sont pas revenus. Au kolkhoze «Iakovlev», 60 kolkhoziens sont partis. Au kolkhoze «Le pouvoir des Soviets», 60 personnes sont parties (rapport du cam. Leschenko, 27 mai).

MTS Bolshe-Zelentchoukovskaia

La sécheresse est largement exploitée par les éléments contre-révolutionnaires pour leur propagande religieuse. À Ersakon, Elmourza Petychev, un vieux, respecté dans le village, inspecteur de la qualité des produits (ex-mollah, déjà arrêté par l'OGPU pour activités contre-révolutionnaires) a déclaré aux kolkhoziens: «Tous sont devenus des communistes, des athées et c'est pour cela qu'Allah nous a punis, il ne nous envoie pas de pluie!» Psekhomatov, le responsable économique du kolkhoze «Molotov» a déclaré: «Il faut faire pénitence, sinon le peuple musulman va mourir de faim. On a oublié Dieu, c'est pourquoi il ne pleut pas». L'ex-mollah Koumoukov (ex-proprétaire de moulin, déjà arrêté pour activités contre-révolutionnaires) et Psekhomatov, ont envoyé leurs femmes faire la tournée des maisons des kolkhoziens pour collecter de l'argent. 400 roubles furent ainsi collectés, et le 20 mai un service fut célébré [...]. L'ex-mollah Adjiev, du village Staro-Kouvinskii, a dit aux kolkhoziens: «À Ersakon, un vieil homme a dit que la terre s'embraserait si l'on ne prie pas Allah pour qu'il envoie la pluie. Si l'on ne fait pas de service religieux, ce sera la fin du monde». À la suite de cette agitation, 800 roubles ont été collectés en deux jours à Staro-Kouvinskii pour organiser un service. Grâce aux mesures prises par le Département politique, il a été mis fin à toute cette agitation et l'argent collecté a été rendu aux kolkhoziens. Le Département politique renforce son travail d'explication (rapport du cam. Pakhoev, 24 mai) [...].



---

## **Extraits du rapport du Département secret-opérationnel de la Direction Principale de la Sécurité d'État de l'URSS sur les exclusions massives de kolkhoziens**

Pas avant le 1<sup>er</sup> août 1934

Au cours des derniers temps, dans tout un ensemble de régions de l'URSS on a noté un grand nombre d'exclusions massives de kolkhoziens chassés des kolkhozes. Sont exclus très souvent des kolkhoziens socialement proches de nous (ex-paysans pauvres et moyens). Le motif formel de l'exclusion est, en général, la «fainéantise», le «laisser-aller», «le départ non autorisé à un travail en ville», etc. Dans certains kolkhozes, c'est sous le prétexte d'une campagne de purge des éléments socialement étrangers qu'ont été prononcées des exclusions massives. Ainsi, dans le kolkhoze «La voie vers le socialisme» (région de Stalingrad), 380 personnes ont été exclues. Cette décision a été prise lors d'une réunion à laquelle n'assistaient pas plus de 60 personnes. Cette exclusion massive a été entérinée par le chef du Département politique, Vostrikov.

73 exploitants ont été exclus – avec leur famille – du kolkhoze «L'Ukrainien» (district de Vladimir). La plupart des exclus étaient, dans le passé, des paysans pauvres et moyens. Le 8 juillet, lors de la réunion de la direction du kolkhoze, une liste de 22 exploitants à exclure a été entérinée. Les motifs d'exclusion étaient toujours les mêmes: «fainéantise», «départ non autorisé à la production», etc. Une enquête approfondie a montré que le kolkhoze était dans un état critique à cause de l'activisme contre-révolutionnaire d'éléments socialement étrangers infiltrés dans la direction. On note un grand nombre d'exclusions sur la base de simples règlements de comptes. Ainsi, le kolkhozien Zolin a été renvoyé pour avoir refusé de faire des tabourets pour le directeur du kolkhoze. Lors de la réunion, Zolin a été accusé de «fainéantise». Une brigade du Comité de district du Parti a été envoyée sur place pour corriger ces excès. De notre côté, nous avons ouvert une enquête pour déterminer les responsabilités de la direction.

31 exploitants ont été exclus du «Bobrovskii» (district Serafimovichskii), ce qui représente 20% du nombre total des exploitants. Parmi les exclus on compte 9 paysans pauvres, les autres sont des paysans moyens. Parmi les exclus, on compte un certain nombre de travailleurs de choc ayant accompli plus de 400

jours-travail. La direction du kolkhoze est infiltrée par des éléments socialement étrangers, qui organisent des sabotages, des vols à grande échelle, le bris systématique des machines, des brigades quotidiennes visant à saper le moral des kolkhoziens. Parmi les membres de la direction figuraient Schegolkov, ex-garde blanc, imposé à titre individuel; Ponomarev, fils de garde-blanc; Svichev, rapatrié; Chikin, fils d'émigré encore à l'étranger. Le brigadier de la 3<sup>e</sup> brigade était un certain Kosogorov, membre postulant au Parti, qui volait systématiquement et à grande échelle des céréales, et avait des relations avec les koulaks. Dans ce kolkhoze, les kolkhoziens étaient régulièrement roués de coups par les brigadiers et la direction. Ainsi, Ponomarev avait roué de coups Venedin, komsomol issu de la paysannerie pauvre et les kolkhoziennes Jdanova et Merkoulouva.

69 exploitants, dont 66 issus de la paysannerie pauvre et moyenne, ont été exclus du kolkhoze «Spartak» (district Doubovskii). Ces exclusions ont été décidées par la direction du kolkhoze, sans l'accord de l'assemblée générale des kolkhoziens. Parmi les exclus, on compte pas mal de kolkhoziens ayant accompli plus de 300 jours-travail.

Dans le kolkhoze «Le progrès» (district Veïdelevskii, région de Voronej), 172 exploitants (dont 37 issus de la paysannerie moyenne et 115 de la paysannerie pauvre) ont été exclus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> août 1934. Ces exclusions, décidées par la direction, n'ont pas été entérinées par l'assemblée générale des kolkhoziens. De plus, l'exclusion s'est accompagnée de la confiscation de tout le petit cheptel et des animaux de basse-cour, ainsi que du lopin individuel appartenant à la maison. Ceci a entraîné un fort mécontentement non seulement parmi les exclus, mais aussi parmi la masse des kolkhoziens. Le Comité de district du Parti a créé une commission composée de représentants du comité exécutif du district, du département politique de la MTS, du Parquet [...].

Source: TsA FSB, 3/1/724/44-47



## **Extraits du rapport du Département du NKVD de la région de Stalingrad n°155412 sur le déroulement de la campagne de collecte de céréales**

20 août 1934

L'opposition d'un grand nombre de kolkhoziens envers les moissonneuses-batteuses n'a toujours pas été brisée, ce qui a pour conséquence que la plupart des moissonneuses-batteuses ne travaillent pas, ou sont utilisées à 20-50%. Par ailleurs, on a noté de nombreux cas de sabotage des batteuses, qui dès le premier jour d'exploitation sont tombées en panne (MTS Glazounovskaia, Nekhaevskaia). Dans de nombreux kolkhozes, le sabotage des collectes se poursuit : sont battus en premier lieu les blés de mauvaise qualité aussitôt expédiés aux silos d'État, tandis que la récolte de bonne qualité est stockée au kolkhoze, sous prétexte que les «blés sont humides».

Un certain nombre de responsables de kolkhozes desservis par la MTS Kouraevskaia ont délibérément choisi de saboter la collecte. Ainsi, Dolgov, membre du Parti et président du kolkhoze «Kikvidze» a donné l'ordre à la brigade n°4 de battre en premier lieu les blés de mauvaise qualité, «quant aux meilleures céréales, on les battra plus tard». Les kolkhoziens passèrent deux jours entiers à battre les blés de mauvaise qualité, qui ne donnèrent que 30 quintaux. L'État ne reçut pas un seul kg.

Lyssenko, membre postulant au Parti et président du kolkhoze «Le laboureur rouge» a ordonné d'envoyer au silo d'État de Brychki 100 quintaux de blé abîmé, qui fut rejeté. Alors, Lyssenko fit expédier ce blé au silo d'Alexiko, où l'on refusa aussi de le prendre. Vitov, membre du parti et président du kolkhoze «Kalinine» ordonna de stocker le blé dans les granges du kolkhoze, sous prétexte qu'il était humide. Une inspection dépêchée sur place constata que le blé était parfaitement sec et pouvait être envoyé au silo d'État. Dans ce kolkhoze, le plan de livraison de céréales pour le mois d'août n'a été rempli qu'à 6%. Lyssenko a été exclu du Parti, démis de ses fonctions et va être déféré devant le tribunal. Dolgov a reçu un blâme du Parti. Le cas de Vitov sera examiné par le Comité de district du Parti. Des mesures ont été prises pour accélérer la livraison des céréales.

Dans la MTS Berezovskaia, les rythmes de la collecte se sont considérablement ralentis au cours des cinq premiers jours d'août. En moyenne, les kolkhozes ne livrent que 200 à 300 quintaux par jour au lieu des 1.200 prévus par le plan. Celui-ci est visiblement saboté dans un certain nombre de kolkhozes. Ainsi, les kolkhozes

«La voie vers le socialisme» et «Le 2<sup>e</sup> Plan quinquennal» n'ont donné en août que 150 quintaux [...]. Dans de nombreux kolkhozes desservis par la MTS Doubovskaïa, à la suite des pluies qui sont tombées dans la région, les kolkhoziens ont eu l'idée de stocker les céréales déjà battues, sous le prétexte que les «blés étaient humides». Kargin, membre du Parti et président du kolkhoze «Le phare», a ordonné, le 6 août, de transporter de nuit 175 quintaux de céréales dans les granges du kolkhoze. Ce stockage se déroula sans qu'on ait pris la peine de peser les céréales, souvent mélangées à de la paille et à de la terre. Une enquête a été ouverte [...].

Dans le kolkhoze «La construction de tracteurs» (district Koumyljenskii), le président Nikitin, le président du soviet rural Rodin et d'autres responsables, entourés de koulaks et sous leur influence, se sont totalement laissé aller: ils vont de beuveries en beuveries, abusent des kolkhoziens, qui n'ont pas été payés pour l'année 1933. Rodin a roué de coups un grand nombre d'entre eux. Par ailleurs, cette compagnie s'en est prise au correspondant rural Nikoulin (ancien ouvrier agricole, membre postulant au Parti) qui tentait de dénoncer les innombrables abus qui avaient cours au kolkhoze. Nikoulin a été exclu du soviet rural et du conseil de direction du kolkhoze, on lui a confisqué sa maison, vendue au koulak Fastounov. Rodin, Nikitin, Fastounov, Pavlov et d'autres koulaks ont été arrêtés.

Source: TsA FSB, 3/1/69/420-421



## **Rapport-compilation des informations fournies par les Chefs-adjoints des Départements politiques des Stations de machines et de tracteurs sur les déformations de la ligne du Parti dans les kolkhozes**

19 septembre 1934

*Ukraine*

MTS Dzioukovskaia (région de Kiev)

Lechouk, membre du Parti et président du kolkhoze «Le bon travailleur», est extrêmement violent envers les kolkhoziens. Il a roué de coups deux femmes soupçonnées de voler des épis dans les champs. Ivanov, membre postulant au Parti et président du kolkhoze «Le jeune ouvrier», a arrêté sept paysans individuels du village Borschagovki soupçonnés de ramasser des épis du champ kolkhozien (la récolte avait déjà été rentrée) et les a contraints de travailler sur la batteuse du kolkhoze. Minossian, directeur de la MTS, est très violent envers ses employés. Parce qu'il n'avait pas obéi à ses ordres, Minossian a tenté d'étrangler le secrétaire du soviet rural, Tomtchouk. Un blâme a été infligé à Minossian. Iaron, adjoint au responsable du travail de masse, ayant surpris l'un des gardiens du kolkhoze «Le bon travailleur» en train de dormir, s'est jeté sur lui et a tenté de l'étrangler. Il a agi de même avec un manutentionnaire qui s'était endormi près de la batteuse (rapport du cam. Kalantchevski du 19 août).

MTS Fastovskaia (région de Kiev)

Chpitalnik, président du kolkhoze «Iakir» est violent envers ses kolkhoziens. Il contraint ceux-ci à aller au travail par des méthodes de violence physique. C'est ainsi qu'il a déchiré la robe que portait la mineure Savenko, contrainte par Chpitalnik d'aller de force au travail. Une autre fois, Chpitalnik a violenté une jeune adolescente de 17 ans qui ne voulait pas rester travailler de nuit aux champs. En essayant de la faire descendre d'un tas de foin, il a jeté par terre une corbeille avec de la vaisselle, qui s'est brisée (rapport du cam. Oustinov du 17 août).

MTS Mostovskaia (région de Donetz)

Saborin, président du soviet rural Kalmykovskii et membre de la direction du kolkhoze «La Troisième Internationale» a roué de coups, en la laissant pour morte, la kolkhozienne Boutova, qu'il avait attrapée dans son potager (rapport du cam. Strelenko du 16 août).

*Région Azov-Mer noire*

MTS Boudenovskia

Au kolkhoze «Le travail», les kolkhoziens sont systématiquement soumis à des amendes. De février à août 1934, Kovalevskii, membre de la direction et membre du Parti a, sans même consulter l'ensemble de la direction du kolkhoze, arbitrairement distribué 85 amendes. 70% des kolkhoziens en état de travailler ont été mis à l'amende. 59 kolkhoziens ont été mis à l'amende une fois, 14 deux fois et 6 trois fois. Les kolkhoziens Domeniouk et Aleïnskii ont ainsi perdu 25 journées-travail, Alexeïenko 10 journées-travail, Skovpen, 9 journées-travail. Pour n'être pas allée travailler (alors qu'elle avait un certificat médical), la kolkhozienne Konstantinova s'est vu refuser l'avance en nature à laquelle elle avait droit. La question du licenciement de Kovalevskii est en cours d'examen (rapport du cam. Sivovolov du 11 juin).

#### MTS Berezovskaia

Nikonenko, brigadier du kolkhoze «Vorochilov» a roué de coups le kolhozien Cheniatskii, qui avait pris une botte de paille pour se chauffer, avec l'autorisation de la direction. L'affaire a été transmise au procureur du district (rapport du cam. Ogoïev du 15 août).

#### Tatarie

#### MTS Tetiouchskaia

Katchaïkin, membre du Parti et président du kolkhoze «Le bolchevik» est très violent envers ses kolkhoziens. Quand ceux-ci lui demandent de l'aide, il leur crie dessus: «Je vais vous faire tous crever de faim!». Il est particulièrement odieux envers les instituteurs locaux, qu'il traite de «koulaks». Katchaïkin se saoule systématiquement. Il a roué de coups, alors qu'il était en état d'ébriété, Sivelkin, le comptable du soviet rural, qui avait fait une allusion désobligeante sur Katchaïkin dans le journal mural du kolkhoze. Il a contraint la kolkhozienne Karpova à cohabiter avec lui. Elle était venue lui demander de l'aide alimentaire. Il lui a juste promis deux *pouds* de farine si elle acceptait. Les kolkhoziens sont décidés à écrire une plainte à Kalinine (rapport du cam. Djanilev du 15 août).

#### MTS Kouznetchinskaia

Barakhtin président du soviet rural de Volkhov et membre du Parti, et Dymkin, directeur du kolkhoze «Le volontaire», en état d'ébriété, ont pris au kolkhozien Danilin qui était en train de garder le champ collectif son fusil et l'ont violemment frappé avec la crosse, criant: «Ça t'apprendre à écrire des dénonciations sur nous dans ton journal!» (Danilin est correspondant rural). Dymkin et Barakhtin ont, en outre, exclu du kolkhoze Borissova, une kolkhozienne de choc et activiste, qui avait dénoncé les abus perpétrés par les responsables du soviet rural et du kolkhoze. En outre, Barakhtin

avait contraint la kolkhozienne Gordeieva à cohabiter avec lui, et lui avait promis de l'exempter des livraisons obligatoires de viande. Quand Gordeieva s'en alla, il lui confisqua sa vache. Dymkin exempta la kolkhozienne Prokhorova des livraisons obligatoires, mais exigea d'elle qu'elle cohabite avec lui. Barakhtin et Dymkin s'adonnent systématiquement à la boisson, et dilapident les produits du kolkhoze (rapport du cam. Demidov du 19 août).

*Province de Voronej*

MTS Nikiforovskaia

Kouptsov, président du soviet rural de Sourenskoie et son adjoint, Gourov, en état d'ébriété, se sont amusés à tirer sur les kolkhoziens qui transportaient les céréales au silo d'État. Grebennikov, président du soviet rural de Poulkino et Desiatov, le secrétaire du soviet rural ont ordonné aux fonctionnaires de la poste de ne distribuer aucun colis sans leur autorisation. Ils s'approprient une partie des produits et des marchandises envoyés par la poste et distribuent des pots-de-vin en échange de prés à faucher (rapport du cam. Riakhovskii du 19 août).

Source: TsA FSB, 3/1/34/126-131



**Genrikh Jagoda**

## **Extraits du rapport spécial n°9/24.488 du Département du NKVD de la région de la Moyenne-Volga sur l'état des appareils soviétiques de base**

10 novembre 1934

Une enquête portant sur 120 soviets ruraux et 24 Stations de machines et de tracteurs de 29 districts a montré la pollution considérable, par des éléments socialement étrangers, non seulement des appareils de direction mais aussi des cadres techniques. Dans de nombreux soviets ruraux, on constate une très grande fluidité du personnel. Ainsi, dans 107 soviets ruraux, 50% des fonctionnaires ont été remplacés en un an; dans 79 soviets ruraux, deux-trois présidents se sont succédés dans l'année; dans certains cas, il y a eu 8 à 10 changements de direction en un an.

District Tchelno-Verchinskii

Dans le soviet rural de St. Zatebeïkinskii, depuis les dernières élections, sept présidents de soviet rural ont été démis de leurs fonctions pour divers délits ou incapacité de remplir leurs obligations.

Le président-adjoint du soviet rural de Zoubatovo, Trofimov, est un fils de koulak, son père avait, en 1928, un moulin. Deux de ses frères ont été dékoulakisés et se cachent. Trofimov lui-même, en tant que membre du soviet rural, n'a jamais été privé de ses droits civiques. La question de la démission de Trofimov a été posée au Comité exécutif de district.

MTS Kamunno-Brodskaa (district Tchapaevskii)

Depuis les élections de l'an dernier, trois présidents se sont succédés à la direction du soviet rural de Kamunno-Brodskii. Ces changements ont été occasionnés par l'ivrognerie, l'incapacité à assumer des fonctions de responsabilité, la nonchalance de ces individus. La plupart du temps, les membres du plenum du soviet rural ne participent pas au travail. À Kamunno-Brodskii, sur les 25 membres du soviet, 6 font acte de présence, les autres ne font rien du tout. Oustna, membre du soviet, est fille de koulak déporté, elle travaille mal au kolkhoze et ne fait rien au soviet. Golovkin, un autre membre du soviet rural, avait avant la révolution une exploitation koulak, son oncle a été déchu de ses droits civiques. Golovkin ne cesse de critiquer tout ce qui est entrepris et ne fait rien à son poste. Le chef du Département politique a été informé de cette situation.

District Borskii

En 1934, quatre présidents se sont succédés au soviet rural de Petchenkino: Nikitin a été jugé pour s'être approprié des biens de dékoulakisés; Zaitsev pour dilapidation des deniers publics; Kozlova

pour abus de biens sociaux et liens avec des éléments koulaks. Le soviet rural ne surveille pas le travail fait par le kolkhoze, son président, Roudanov, est constamment en état d'ébriété. Le secrétaire du soviet rural, Riazantsev est un fils de koulak dékoulakisé et privé de ses droits civiques; quant au comptable, Popov, il est fils de paysan aisé, et a fourni un grand nombre de faux-papiers et de faux certificats aux individus privés du droit de vote. Avec Riazantsev, Popov participe systématiquement à des beuveries. On note des faits analogues dans les soviets ruraux Doubenskii, Louninskii, Pokrovskii, Tchembarskii, Borskii et d'autres.

#### District Mokchanskii

Le soviet rural de Mokchany est pollué par des éléments socialement étrangers : les membres du soviet rural Kourganov (fils de koulak), Somov (fils de koulak), Presniakov (d'une famille koulak, frère condamné à 2 ans de camp), Bykov (dékoulakisé en 1931) sont tous des éléments socialement étrangers. Le secrétaire du soviet, Filippov, est aussi fils de koulak. Tous ces individus ont été démis de leurs fonctions.

#### District Teleginskii

Maïorov, président du soviet rural de Elansk, a été garde-blanc (actif, de surcroît), il a participé au soulèvement de Koutchkino contre le pouvoir soviétique. Il a une attitude désinvolte vis-à-vis de ses obligations, boit, est grossier envers ses administrés. On note des faits analogues de pollution des soviets ruraux par des éléments socialement étrangers dans les districts Bachmakovskii, Borskii, Baranovskii et d'autres.

Infiltrés dans des postes de responsabilité au soviet rural, les éléments socialement étrangers exploitent leur position pour a) aider les éléments koulaks (en leur donnant de faux certificats, les classant comme paysans moyens, en diminuant leur imposition, en les rétablissant dans leurs droits civiques, etc.); b) porter le discrédit sur les soviets ruraux auprès des masses en exploitant les plus pauvres, s'appropriant illégalement des biens, violant la légalité socialiste, prenant des pots-de-vin, multipliant les abus de pouvoir; c) saboter les campagnes politico-économiques lancées par le pouvoir soviétique et mener des actions contre-révolutionnaires ayant pour but de renverser le pouvoir soviétique [...].

#### Olechkovskii

Source: TsA FSB, 3/1/34/253-257



## **Rapport spécial du Département secret-politique du Guépéou de la RSS d'Ukraine sur l'accueil des colons en Ukraine**

5 décembre 1934

Des convois de colons continuent d'arriver dans différentes régions d'Ukraine. Dans de nombreux kolkhozes, l'accueil de ces colons se passe bien. Les responsables des kolkhozes et des organisations locales du Parti accueillent de manière organisée les colons à la gare et les emmènent, sans retard, dans les kolkhozes. Néanmoins, dans de nombreux cas, on constate de graves défauts : aucun responsable n'était présent à la gare lors de l'arrivée des convois, il n'y avait pas de moyens de transport pour emmener les gens à leur lieu de domicile, si bien que les colons étaient laissés à leur propre sort. Dans le district Snegirevskii, par la faute de la direction du kolkhoze «La nouvelle technique», un groupe de colons est resté toute la nuit à la belle étoile. L'accueil des colons a souvent été perturbé par le fait que les organisations locales n'avaient pas été informées de la date d'arrivée.

On a également noté que dans certains districts on a envoyé plus de colons que ce qui était prévu dans le plan, si bien qu'un certain nombre de gens ont dû être pris en charge par d'autres kolkhozes. Par ailleurs, un certain nombre de colons ont été délibérément envoyés dans d'autres kolkhozes que ceux qui avaient été choisis par les représentants des groupes de colons, envoyés en éclaireurs pour se rendre compte de l'état des lieux. Ceci a occasionné un grand mécontentement parmi les colons.

À la suite du retard pris dans la construction de bâtiments d'habitation, un nombre important de colons a été installé dans des logements inadéquats (districts Bliznetsovskii, Sakhnovschanskii, Bojedarovskii, N. Ukrainskii, Lioubachevskii, Akimovskii, et d'autres). Dans d'autres kolkhozes, les réparations des logements étaient de piètre qualité (les poêles fumaient, les toits fuyaient, les portes ne fermaient pas, les fenêtres n'étaient pas doublées et laissaient passer le froid, etc.).

Pour loger les colons, les directions de certains kolkhozes (district Krasnokoutskii) ont chassé les éléments socialement étrangers et ont installé les colons dans leurs maisons. Il est arrivé que parmi les expulsés figurent des kolkhoziens issus de la paysannerie pauvre (ainsi au kolkhoze «Les bonnes nouvelles», sur les 29 exclus, 11 étaient des paysans pauvres). On note l'exécrable attitude envers les colons de l'administration du sovkhoe «La XVII<sup>e</sup> Conférence du Parti» (district Sakhnovitskii): ceux-ci ont été installés dans des logements insalubres et n'ont pas reçu de pain. Un certain nombre

de colons sont réduits à la mendicité. Les enfants des colons ne sont souvent pas scolarisés. On note un manque général de manuels scolaires en russe. Dans le district Sakhnovitskii, deux instituteurs sont arrivés avec le groupe de colons.

On a noté une recrudescence de l'agitation anti-soviétique des koulaks visant à casser le processus de colonisation. Dans les districts Staro-Karanskii et Krasnokoutskii, les éléments contre-révolutionnaires ont diffusé des rumeurs provocatrices sur la famine, sur les immenses difficultés à vivre, etc. Sous l'influence de ces rumeurs, un certain nombre de colons étaient prêts à repartir chez eux.

Dans le district Rechetilovskii, parmi les colons en provenance de la Région centrale des Terres noires, il y avait pas mal de koulaks chassés des kolkhozes. La filtration des colons arrivés hors du mouvement planifié et organisé se poursuit.

Dans les districts Zinovievskii, N.Ukraininskii, Vasilkovskii, Bolchoï Viskovskii, on a noté des vols de matériaux et de bois amenés pour la réparation et la construction des logements des colons. Des koulaks ont été appréhendés sur les lieux des vols.

Dans le district Vasilkovskii, on a noté trois incendies de maisons de colons. Un enquête a été ouverte. Les organisations dirigeantes du Parti ont été informées de ces incidents.

Le Chef du Département secret-opérationnel du Guépéou de la RSS d'Ukraine, Alexandrovskii

Le Chef-adjoint de la 3<sup>e</sup> Section, Karpeiskii

Source: TsA FSB, 3/1/776/233-234



## **Rapport-compilation des informations fournies par les Chefs-adjoints des Stations de machines et de tracteurs sur les difficultés alimentaires dans les kolkhozes**

Pas avant le 13 décembre 1934

*Région Azov-Mer noire*

En complément aux faits communiqués précédemment sur l'absence de pain chez une partie des kolkhoziens dépendant des MTS du Kouban et du Don inférieur.

Les difficultés alimentaires sont répandues surtout dans les kolkhozes qui accordent un paiement dérisoire des journées-travail (avances inférieures à 1 kg par journée-travail). Les plus démunis sont les kolkhoziens ayant une grande famille, surtout ceux qui souffrent de malaria et ceux qui ont migré de manière non organisée. Certains, parmi les nécessiteux, sont des travailleurs de choc, des kolkhoziens ayant un grand nombre de journées-travail. Les directions des kolkhozes n'accordent, en règle générale, aucune aide aux plus démunis. À cause des difficultés alimentaires, un certain nombre de gardes-blancs et de koulaks ont redoublé d'activisme. On a noté que de nombreux kolkhoziens dans le doute avaient cédé à cette propagande insidieuse et avaient quitté les kolkhozes ou exigé collectivement qu'on leur donne du pain.

MTS Ilinskaia

Dans les kolkhozes «Le prolétaire», «L'Armée rouge», «Le 2<sup>e</sup> plan quinquennal» et d'autres, les kolkhoziens (y compris des travailleurs de choc) n'ont plus de pain. Dans le kolkhoze «Le 2<sup>e</sup> plan quinquennal», 25 exploitants n'ont plus de pain. Pourtant ce kolkhoze a rempli avant terme le plan de livraison des céréales, ainsi que le plan de semilles. Les kolkhoziens n'ont reçu que 600 grs de céréales par journée-travail.

MTS Novo-Dereviankovskaia

Par manque complet de pain, les kolkhoziens de nombreux kolkhozes se nourrissent exclusivement de légumes, de courges et de sorgho. Les plus touchés par cette situation sont les familles nombreuses et les familles frappées par la malaria et dont les membres ne peuvent plus travailler.

Dans le kolkhoze «Le marteau travailleur», 30% des kolkhoziens n'ont plus de pain. La dernière avance (50 gr de farine par journée-travail) a été versée le 15 octobre. Les gens ne veulent plus aller travailler. Certains disent: «Avant, c'étaient les ouvriers qui allaient réclamer du pain au tsar, aujourd'hui ce sont les paysans qui doivent aller mendier quelques miettes au département politique».

Le kolkhoze «La vérité» a fini le premier le plan, mais la dernière avance date d'octobre. La direction reçoit des demandes d'aide chaque jour.

Au kolkhoze «Le monde nouveau», où l'on manque totalement de pain même pour payer une avance sur le travail fait, au milieu du mois de novembre, une trentaine de kolkhoziens sont venus réclamer qu'on leur donne de la farine. Les femmes étaient particulièrement virulentes. Il y a quelques jours, la MTS a reçu un bon d'aide de 320 quintaux, mais cette quantité est très insuffisante.

MTS Platnirovskaja

Dans le kolkhoze «La steppe», deux familles de migrants (non planifiés) présentent des signes de gonflement dûs à la faim. Une enquête a montré les faits suivants: vers le 15 septembre, les kolkhoziens ont reçu une avance de 1,8 kg par journée-travail, mais les kolkhoziens malades n'ont rien reçu. Le kolkhozien-migrant (non planifié) Zaika a sept personnes à charge et a gagné 468 journées-travail. Lors du battage, il n'est pas allé travailler, car sa femme était gravement malade. On ne lui a pas donné son avance. Sa femme et ses enfants sont depuis très gonflés. La famille Tokarenko (aussi des migrants) est aussi dans un état désespéré. Des neuf membres de la famille (dont 5 enfants) trois sont restés en vie, les autres sont morts au cours des mois de septembre et d'octobre de malaria et de faim. La direction du kolkhoze a fait preuve d'une totale indifférence.

«Le brigadier Tcherniak était parfaitement au courant que ma famille était gravement malade et incapable de travailler. Il savait aussi que nous n'avions rien à manger, mais au lieu de nous aider, quand il passait à la maison il nous traitait de fainéants, de simulateurs, il nous disait d'aller au travail. Personne de la direction n'est venu nous voir, mais tous savaient que nous étions malades » (témoignage de Zaika). Les kolkhoziens survivants ont été emmenés à l'hôpital, et une aide alimentaire a été débloquée. Les responsables du kolkhoze seront traduits en justice.

MTS Veselovskaja

Dans les kolkhozes «Chevtchenko» et «Le Komintern», à la suite des difficultés alimentaires, un certain nombre de kolkhoziens souhaitent partir en ville. 36 demandes ont été déposées. Deux familles de migrants non planifiés présentent des signes de gonflement: la famille Routskaa (3 enfants, 150 journées-travail) et la famille Iliin (trois enfants, 250 journées-travail). Ces familles n'ont pas de pain.

MTS Staro-Dereviankovskaja

Au kolkhoze «Kossarev», trois familles (12 personnes) n'ont plus de pain depuis longtemps. Elles se nourrissent exclusivement de courges. Tous sont amaigris et affaiblis. Le 22 novembre, le migrant (non planifié) Belov est mort de faim. Le kolkhoze compte 18 enfants abandonnés de 2 à 11 ans. Ces enfants ne sont pas sur les listes des ayant-droits et ne reçoivent pas de pain.

Au kolkhoze «Kroupskaia», on a enregistré un certain nombre de cas d'amaigrissement par manque de nourriture. Dans les kolkhozes «Cheboldaev», «Chevtchenko», «La voie vers le socialisme», «Les six commandements de Staline», 84 enfants abandonnés ne reçoivent ni nourriture ni chaussures. On note que les kolkhoziens ont, ces derniers temps, commencé à abattre massivement porcs et volailles pour se nourrir et pour vendre au marché.

MTS Novo-Egorlykskaia

Dans 13 kolkhozes, la journée-travail a été payée moins d'un kg de céréales. Dans de nombreux kolkhozes, n'ayant plus de pain, les kolkhoziens se nourrissent de légumes (28 familles au kolkhoze «Le phare rouge», 30 familles au kolkhoze «La voie juste», 10 familles au kolkhoze «Le jeune Géant», 8 familles au kolkhoze «La voie vers le socialisme», 30 familles au kolkhoze «Dimitrov»).

MTS Beloglinskaia

Le Chef-adjoint du Département politique de la MTS en personne, après inspection, a estimé à 22 le nombre de familles manquant totalement de pain au kolkhoze «Lénine» et à 10 familles au kolkhoze «Kaganovitch». La plupart des nécessiteux sont des kolkhoziens ayant une grande famille. Ce sont souvent des travailleurs de choc ou des kolkoziens ayant accompli un grand nombre de journées-travail. Ainsi, au kolkhoze «Lénine», 4 familles ont entre 330 et 460 journées-travail. Au kolkhoze «Kaganovitch», 4 exploitants ont de 400 à 600 journées-travail. À cause des difficultés alimentaires, de nombreux kolkhoziens demandent qu'on les laisse partir en ville. Le 21 novembre, au kolkhoze «Kaganovitch», cinq familles ont refusé de travailler et sont parties vers une destination inconnue.

*Région du Donetz*

MTS Ostgeimskaia

Au kolkhoze «Rosa Luxemburg», les kolkhoziens connaissent de grandes difficultés alimentaires. Sur les 14 familles de migrants planifiés, seules 3 sont restées au kolkhoze, toutes les autres sont retournées d'où elles venaient. Sur les 36 membres du kolkhoze, 10 n'ont plus une miette de pain. Les autres ont de quoi manger jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier. L'élevage de porcs est dans un état catastrophique. Des 170 porcs, il n'en est resté que 60. 22 porcs sont

morts en octobre-novembre, les autres ont été vendus car on n'avait rien pour les nourrir. La direction du kolkhoze ne dispose d'aucune aide alimentaire (rapport du cam. Pechkov du 5 décembre).

*Région d'Odessa*

MTS Vladimirskaia

À cause de la mauvaise récolte, les kolkhozes «Le socialisme» et «Le Département politique» (soviet rural Vladimirskii) sont dans un état catastrophique. Trois familles sont gonflées à cause de la faim, 12 familles sont dans un état de pré-gonflement. Les kolkhoziens vendent tout ce qu'ils ont (veaux, porcs). Les directions des kolkhozes ne disposent d'aucun moyen pour aider même les plus démunis (rapport du cam. Tatske du 5 décembre).

*Région de Dniepropetrovsk*

MTS Kiltchenskaia

Au kolkhoze «Le partisan rouge» (soviet rural Goubinikhinskii), quatre familles sont gonflées à cause de la faim (rapport du cam. Mikhalev du 5 décembre).

MTS Akimovskaia.

Au kolkhoze «L'Internationale communiste», quatre familles sont gonflées à cause de la faim. La direction du kolkhoze ne distribue aucune aide aux affamés (rapport du cam Babak du 4 décembre).

Source: TsA FSB, 3/1/779/ 861-865



---

<sup>[1]</sup> *Krestianskaia Gazeta*, journal quotidien fondé en 1918, avait l'un des plus forts tirages de la presse soviétique.

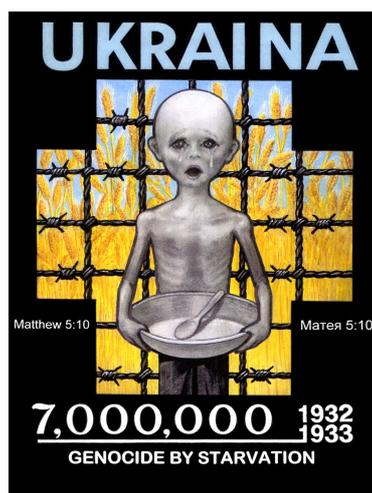
## Annexe 1

### DYNAMIQUE DES MANIFESTATIONS DE MASSE EN URSS POUR 1930 (CAMPAGNE)

Mois	Total des manifestations de masse	Manifestations avec une majorité de femmes	Causes des manifestations de masse				
			Collectivisation	Mise hors circulation ou persécution d'éléments antisoviétiques	Fermetures d'églises confiscation des cloches	Semailles et moissons	Achats (forcés) de grains et de viande
Janvier	402	229	158	68	159	7	2
Février	1 048	379	723	178	103	19	2
Mars	6 528	1 172	5 010	749	514	160	2
Avril	1 992	550	789	457	391	147	–
Mai	1 375	486	284	338	126	154	3
Juin	886	301	175	214	69	37	4
Juillet	618	167	170	177	38	9	29
Août	256	105	50	61	25	7	73
Sept.	159	82	12	40	10	2	65
Octobre	270	141	6	33	23	1	173
Novem-bre	129	56	3	17	12	1	67
Décem-bre	91	44	2	7	17	–	36
<b>Total 1930</b>	<b>13 754</b>	<b>3 712</b>	<b>7 382</b>	<b>2 339</b>	<b>1 487</b>	<b>544</b>	<b>456</b>

TABLEAU DES MANIFESTATIONS DE MASSE EN URSS POUR 1930

Mois	Campagne de collectes d'impôts	Difficultés de ravitaillement	Causes des manifestations de masse				
			Manque de biens manufacturés	Autres campagnes politiques ou économiques	Réélections des soviets	Achats (forcés) de coton	Autres
Janvier	–	4	–	–	–	–	4
Février	1	9	–	–	–	–	13
Mars	5	65	–	–	–	–	23
Avril	2	172	–	10	–	–	24
Mai	1	433	–	7	–	–	29
Juin	1	348	3	5	–	–	30
Juillet	2	141	5	7	–	–	40
Août	1	17	3	1	–	–	18
Sept.	3	9	7	1	–	1	9
Octobre	11	9	2	2	–	2	8
Novem-bre	3	10	6	1	1	2	6
Décem-bre	11	3	1	–	4	3	7
<b>Total 1930</b>	41	1 220	27	34	5	8	211



DYNAMIQUE DES MANIFESTATIONS DE MASSE ET DE GROUPES DANS LES  
CAMPAGNES  
EN URSS PAR REGIONS EN 1930

Régions	Mois												Total pour 1930	Manifest. où les participants ont été dénombrés	Nombre de participants
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septeme	Octobre	Noveme	Décem			
Ukraine	45	200	2 945	169	208	186	83	55	46	129	23	9	4 098	3 208	956 587
Caucase Nord	36	56	335	159	133	99	137	42	22	21	17	4	1 061	926	227 000
Rég. cent. T. N.	57	130	737	181	99	54	40	18	13	13	11	20	1 373	998	315 035
Moyenne Volga	38	54	263	135	70	71	52	31	14	21	14	14	777	661	140 383
Basse Volga	27	37	203	208	254	157	70	9	4	13	15	6	1 003	732	119 175
Sibérie occ.	8	18	127	128	169	63	30	4	–	5	3	4	565	340	49 995
Sibérie or.	–	–	–	–	–	–	–	–	1	2	2	1	–	–	–
Oural	2	12	111	114	79	29	10	6	2	1	1	–	367	288	34 777
Rég. Moscou	10	114	284	136	30	18	35	14	8	14	7	6	676	516	117 502
Rég. Léninegrad	4	12	56	38	6	4	–	2	–	1	1	1	125	87	10 655
Rég. Ouest	53	60	95	139	32	30	13	3	5	4	3	1	438	381	64 047
Rég. Ivanovo	12	13	83	30	19	11	6	1	2	6	3	4	190	137	21 797
Biélorussie	4	77	208	150	16	22	22	3	2	1	1	2	508	230	35 985
Rég. Nijni-Novgorod	17	24	83	86	50	26	15	5	4	5	7	4	326	181	44 373
Extrême-Orient	–	2	10	14	9	8	7	–	–	1	–	–	50	39	3 474
Rég. Nord	1	–	2	7	6	1	5	–	–	–	–	–	22	16	3 230
Bachkirie	13	12	109	36	10	3	5	3	–	1	4	–	196	72	17 225
Tatarie	28	33	254	97	39	31	44	11	2	3	1	5	548	224	55 290
Kazakhstan	3	20	43	64	61	26	16	20	1	6	–	–	266	162	19 455
Crimée	7	11	46	10	16	10	3	4	–	–	3	1	111	101	12 420
Asie cent.	1	29	219	16	28	13	–	4	8	10	3	5	336	290	115 950
Transcaucasie	19	95	139	20	15	5	5	1	4	4	5	1	313	163	48 620
Rég. nationale de la Moyenne Volga	15	39	176	55	29	19	20	20	15	10	5	3	406	319	55 650
Total pour l'URSS	402	1 048	6 528	1 992	1 375	886	618	256	159	270	129	91	13 754	10 071	2 468 625

Source: TsA FSB, 2/8/679/36-72

TABLEAU DES ACTES DE TERRORISME KOULAK EN 1930

Mois	Nature des actes						
	Total	Meurtres	Blessés	Tentatives de meurtre	Passages à tabac	Incendies criminels	Autres
Janvier	808	95	62	154	223	251	23
Février	1 368	112	125	303	312	462	54
Mars	1 895	131	121	311	437	841	54
Avril	2 013	127	117	214	442	1 055	58
Mai	1 219	105	72	90	207	705	40
Juin	796	87	57	82	183	370	17
Juillet	762	80	53	69	153	362	45
Août	928	113	54	85	143	471	62
Sept.	946	85	58	103	188	444	68
Oct.	1 440	114	77	187	276	709	77
Nov.	954	90	58	152	235	384	35
Déc.	665	59	41	105	171	271	19
Total pour 1930	13 794	1 198	895	1 855	2 970	6 324	552

Mois	Causes des actes										
	Achats de grains et viande (réquisitions)	Impôts et auto-imposition	Collectivisation	Remembrement	Lutte préélectorale	Dékolakisation	Religieuses	Campagnes de semailles	Difficultés alimentaires	Contrats forcés	Actes de terrorisme non politiques (orient)
	86	18	384	1	2	51	13	11	–	–	10
Janvier	25	14	768	1	3	222	5	49	–	–	9
Février	5	6	1 234	4	1	154	12	52	–	–	7
Mars	6	4	1 243	18	1	168	4	28	–	3	7
Avril	3	–	667	8	–	107	1	10	1	–	2
Mai	3	8	442	9	1	99	1	6	1	–	1
Juin	15	8	362	4	–	63	2	1	3	–	13
Juillet	124	6	420	7	–	52	–	–	–	7	3
Août	248	15	341	6	–	61	–	–	2	–	1
Sept.	422	22	450	4	1	60	–	–	1	–	–
Oct.	301	13	296	1	12	48	–	–	–	–	–
Nov.	164	10	175	3	86	19	–	–	–	–	–

Source: TsA FSB, 2/8/679/36-72



## **Annexe 2**

### GLOSSAIRE

**Barschina:** corvée (terme de l’Ancien Régime).

**Conférence spéciale:** juridiction d’exception de la police politique créé en 1924.

**GPU:** Gosudarstvennoïe Polititcheskoïe Upravlenie ou Direction Politique d’État. Remplace, en février 1922, la Vetcheka (Commission panrusse extraordinaire). À cette date, chaque république soviétique a son GPU. En décembre 1922, au moment de la création de l’URSS, l’OGPU, Direction Politique d’État Unifiée, regroupe les GPU de chaque république soviétique.

**Kasha:** bouillie de sarrazin.

**Kolkhoze:** ferme collective à statut coopératif.

**Komandatura:** administration de l’OGPU (puis du NKVD) gérant, à partir de 1931, les «déplacés spéciaux» assignés à résidence sur leur lieu d’exil. À la fin des années 1930, on comptait plus de 1800 komandatury chargées de la surveillance de près de deux millions de «déplacés spéciaux».

**Komsomol:** membre des Jeunesses communistes.

**Koulak:** paysan «riche». Dans leur conception d’une société paysanne divisée en classes antagonistes, les bolcheviks distinguaient quatre catégories de paysans: les batraks (ouvriers agricoles), les bedniaks (ouvriers pauvres), les seredniaks (paysans moyens) et les koulaks (paysans riches). Les critères permettant de définir un koulak faisaient l’objet de nombreuses discussions au sein même du parti bolchevique: l’emploi d’un ouvrier agricole durant une partie de l’année, la possession d’une machine agricole un peu plus perfectionnée que la simple charrue, de deux chevaux et de trois ou quatre vaches suffisaient généralement à classer un exploitant agricole dans la catégorie des koulaks. En réalité, le plus souvent, ce terme était appliqué systématiquement à tout paysan manifestant une hostilité quelconque envers le régime.

**MTS:** Stations de machines et de tracteurs.

**Narkomtorg:** Commissariat du peuple au Commerce.

**Partisans rouges:** communistes ruraux ayant refusé le tournant de la NEP (1921), et qui continuaient à mener des actions armées de représailles, pas toujours sanctionnées par les autorités locales, contre les «koulaks». Les «partisans rouges» furent particulièrement actifs en Sibérie où, dans un certain nombre de régions reculées, l'ordre soviétique ne fut pas établi de manière stable jusqu'au milieu des années 1920.

**Pirojok** (pl. pirojki): petit pâté farci au chou, au riz ou à la viande.

**Poud:** mesure de poids équivalente à 16,38 kg.

**RSFSR:** République socialiste fédérative soviétique de Russie.

**Samosoud:** désigne un jugement sommaire rendu par l'assemblée villageoise, en dehors de toute procédure judiciaire légale.

**Sovkhoze:** ferme d'État.

**SR:** socialiste-révolutionnaire.

**Stanitsa:** gros bourg cosaque.

**Svodka** (pluriel: svodki): rapport écrit, document administratif relatant une situation donnée.

**Vetcheka:** commission panrusse extraordinaire. Créée le 7 décembre 1917, dirigée par Felix Dzerjinski. Le titre complet de cette commission était : Commission panrusse extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage. Au niveau de chaque république, région, province, district existaient des tchekas (commissions extraordinaires) de République, région, province, district. ▲